U d'/of OTTAWA
39003002315223

LOUIS MARCHAND - RELIEUR
11 RUE JACOB - PARIS VI

Essais de Critique

CORBEIL. — IMPRIMERIE CRÉTÉ

T. COLANI

Essais de Critique

HISTORIQUE, PHILOSOPHIQUE ET LITTÉRAIRE

Préface de JOSEPH REINACH

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
LÉON CHAILLEY, ÉDITEUR
8, RUE SAINT-JOSEPH, 8

1895

PQ
282
.C65
1895

PRÉFACE

Timothée Colani était le fils du pasteur de la petite commune de Lemé, dont les tisseurs de laine avaient été des premiers à embrasser la cause de la Réforme et qui était restée fidèle, malgré l'écrasante victoire des catholiques dans toute la région picarde et, plus tard, en dépit du scepticisme qui a envahi ce pays, à la foi robuste et ardente du XVIe siècle. Le pasteur de Lemé était de famille suisse et n'était venu de l'Engadine dans l'Aisne, appelé par le consistoire de Saint-Quentin, que vers la fin de l'Empire. Nature d'apôtre, il ne se contentait pas d'administrer son petit troupeau; il parcourait les campagnes d'un bout à l'autre de l'année pour y recruter des prosélytes. Il allait chez les paysans, de porte en porte, se faisait montrer leurs papiers de famille et, quand il découvrait à l'un d'eux une origine protestante, entreprenait aussitôt, avec une obstination de montagnard, de ramener au bercail les descendants égarés des anciennes brebis. Dès que le jeune Timothée, qui était le cadet de sept sœurs, eut atteint l'âge qu'on appelle

de raison, son père, sans attendre que la vocation se fût prononcée, lui signifia qu'il serait pasteur. Mais comme il se défiait de l'enseignement des lycées et collèges de l'État, il aima mieux se séparer de ce fils unique plutôt que de le mettre en contact avec l'hérésie, et l'envoya faire ses études, d'abord chez un libraire protestant de Neuchâtel, puis chez les frères moraves de Kornthal, en Wurtemberg.

Colani ne revint en France qu'à l'âge de seize ans pour entrer au séminaire de Strasbourg (1840). Ses goûts l'eussent porté à d'autres études, vers les recherches scientifiques; sa force de travail, la vigueur de son esprit, son souci scrupuleux de l'exactitude, auraient fait probablement de lui un savant de premier ordre. Mais son père, fondateur de plusieurs églises réformées, petit-fils d'un pasteur au désert, l'avait, comme on l'a vu, voué au prône; il fallut se soumettre. Colani prétendait que son nom, de consonance italienne, venait d'un mot de vieux romanche, *coulem*, celui qui porte un collier; il devait porter le collier pendant plus de trente ans et en garder les traces toute sa vie.

Les vocations, manquées ou faussées par la force des circonstances, cherchent toujours, quand il s'agit d'hommes de la trempe de Colani, à se redresser. Vicaire au Temple-Neuf de Strasbourg et à Saint-Pierre-le-Vieux, puis pasteur suffragant à Saint-Nicolas, il ne prit de son métier que la prédication, refusa de faire « la cure des âmes » et se jeta avec passion dans la théologie. « Les plus élevées parmi les sciences exactes, a dit Aristote, sont les sciences spéculatives et, parmi celles-ci,

la théologie, car elle se rapporte à ce qu'il y a de plus élevé parmi les êtres (1). » On peut dire de Colani que la théologie protestante a jeté en lui quelques-unes de ses plus vives lueurs et que nul, en France, n'a donné à la critique religieuse plus de puissance, d'envergure et de pénétration. Ernest Renan, qui a dû tant aux études bibliques de Colani, qui a ramassé un si grand nombre de ses miettes pour les encadrer dans l'or de son style et de sa poésie, mais qui ne lui rendait pas volontiers justice, s'inclinait cependant devant la *Revue de Théologie et de Philosophie Chrétiennes*, dont le pasteur de Saint-Nicolas avait été le fondateur avec Scherer, qu'il remplit, pendant plus de dix ans, des études à la fois les plus fortes et les plus libres et qui marque, dans l'histoire de la pensée française, une date qu'aucune haine de secte ou de chapelle n'effacera.

Si la querelle entre le protestantisme orthodoxe et le protestantisme libéral n'a guère excité que les passions des chefs d'école, et, en dehors des églises réformées, que l'intérêt de quelques philosophes, c'est que dans notre siècle, et surtout dans notre pays, l'attention publique ne va à la religion que dans ses rapports avec la politique. Alors elle passionne parce que ce ne sont plus des luttes de doctrines, bonnes tout au plus à amuser ceux que le despotisme et la démocratie appellent, avec un mépris presque égal, des idéologues, mais des luttes de partis et qu'il s'agit d'une conquête, beaucoup plus précieuse,

(1) Aristote, *Métaphysique*, V, 1.

de raison, son père, sans attendre que la vocation se fût prononcée, lui signifia qu'il serait pasteur. Mais comme il se défiait de l'enseignement des lycées et collèges de l'État, il aima mieux se séparer de ce fils unique plutôt que de le mettre en contact avec l'hérésie, et l'envoya faire ses études, d'abord chez un libraire protestant de Neuchâtel, puis chez les frères moraves de Kornthal, en Wurtemberg.

Colani ne revint en France qu'à l'âge de seize ans pour entrer au séminaire de Strasbourg (1840). Ses goûts l'eussent porté à d'autres études, vers les recherches scientifiques; sa force de travail, la vigueur de son esprit, son souci scrupuleux de l'exactitude, auraient fait probablement de lui un savant de premier ordre. Mais son père, fondateur de plusieurs églises réformées, petit-fils d'un pasteur au désert, l'avait, comme on l'a vu, voué au prône; il fallut se soumettre. Colani prétendait que son nom, de consonance italienne, venait d'un mot de vieux romanche, *coulem*, celui qui porte un collier ; il devait porter le collier pendant plus de trente ans et en garder les traces toute sa vie.

Les vocations, manquées ou faussées par la force des circonstances, cherchent toujours, quand il s'agit d'hommes de la trempe de Colani, à se redresser. Vicaire au Temple-Neuf de Strasbourg et à Saint-Pierre-le-Vieux, puis pasteur suffragant à Saint-Nicolas, il ne prit de son métier que la prédication, refusa de faire « la cure des âmes » et se jeta avec passion dans la théologie. « Les plus élevées parmi les sciences exactes, a dit Aristote, sont les sciences spéculatives et, parmi celles-ci,

la théologie, car elle se rapporte à ce qu'il y a de plus élevé parmi les êtres (1). » On peut dire de Colani que la théologie protestante a jeté en lui quelques-unes de ses plus vives lueurs et que nul, en France, n'a donné à la critique religieuse plus de puissance, d'envergure et de pénétration. Ernest Renan, qui a dû tant aux études bibliques de Colani, qui a ramassé un si grand nombre de ses miettes pour les encadrer dans l'or de son style et de sa poésie, mais qui ne lui rendait pas volontiers justice, s'inclinait cependant devant la *Revue de Théologie et de Philosophie Chrétiennes*, dont le pasteur de Saint-Nicolas avait été le fondateur avec Scherer, qu'il remplit, pendant plus de dix ans, des études à la fois les plus fortes et les plus libres et qui marque, dans l'histoire de la pensée française, une date qu'aucune haine de secte ou de chapelle n'effacera.

Si la querelle entre le protestantisme orthodoxe et le protestantisme libéral n'a guère excité que les passions des chefs d'école, et, en dehors des églises réformées, que l'intérêt de quelques philosophes, c'est que dans notre siècle, et surtout dans notre pays, l'attention publique ne va à la religion que dans ses rapports avec la politique. Alors elle passionne parce que ce ne sont plus des luttes de doctrines, bonnes tout au plus à amuser ceux que le despotisme et la démocratie appellent, avec un mépris presque égal, des idéologues, mais des luttes de partis et qu'il s'agit d'une conquête, beaucoup plus précieuse,

(1) Aristote, *Métaphysique*, V, 1.

semble-t-il, que celle de la vérité, la conquête du pouvoir, c'est-à-dire, trop souvent, du droit pour le vainqueur d'opprimer le vaincu. La publication de la *Revue de Théologie* qui, toute proportion gardée, est au protestantisme libéral ce que l'Encyclopédie a été à la philosophie du XVIIIe siècle, n'en reste pas moins un fait capital, qui, méconnu par la politique courante, grandit d'autant plus dans l'histoire. Des écrivains, superficiels ou déclamateurs, ont pu raconter pendant longtemps que le but des auteurs de la Réforme avait été d'établir dans la société chrétienne ce que nous entendons par la liberté de conscience et le droit d'examen. On sait aujourd'hui à quoi s'en tenir : cet idéal a été seulement celui d'une faible minorité, surtout française et italienne ; mais cette minorité, qui revendiquait le droit à l'hérésie (1), a vite succombé et précisément sous les coups de ceux qui firent triompher la cause du protestantisme et qui, réclamaient, au contraire, l'obéissance des esprits avec la même autorité que les catholiques (2). Ce sont les luttes et les combats de ces hommes pour la défense de la nouvelle orthodoxie, ce n'est pas leur doctrine, qui ont introduit ces vérités dans le monde, par une conséquence naturelle du schisme victorieux et par la force même des choses. La religion réformée a été, jusqu'à l'apparition de l'école libérale, une église fermée, une orthodoxie comme les autres. C'est seulement l'école dite libérale qui a cherché à faire entrer dans la

(1) F. Buisson, Sébastien Castillon, t. II, p. 224, p. 332, 69.

(2) Prévost-Paradol, Introduction à l'*Histoire du Protestantisme en France*, par Samuel Vincent, p. 8.

religion, à l'état de doctrine et de principe, le droit d'examen.

Porter dans l'étude et dans l'explication des livres saints la méthode historique avec toute son indépendance et toute sa sévérité, se proposer à la fois de rester un ministre de l'église, convaincu parfaitement de la vérité des Évangiles, une telle entreprise, qui paraît contradictoire au libre-penseur, devait nécessairement paraître sacrilège aux orthodoxes. Qu'est-ce en effet qu'une église sans une confession générale de foi ? et qu'est-ce qu'une confession qui ne serait pas permanente, mais soumise incessamment et sans fin aux investigations toujours plus hardies de la science? « Ce mélange de foi précise et de croyance vague, de tradition persévérante et d'innovation, qu'on prétend être l'essence même du protestantisme » (1), n'est-ce pas l'anarchie spirituelle et l'église transformée en arène? On a donc le droit de blâmer les haines et les rancunes dont les orthodoxes poursuivirent Colani ; on ne peut nier que leur colère, quand elle était sincère, fût à la fois légitime et logique. Et l'autre écueil, l'autre impossibilité n'est pas moins manifeste. « J'irai, écrit Colani dans l'avant-propos de sa thèse sur les croyances messianiques, j'irai où me mèneront les faits examinés avec la ferme intention de les prendre dans leur signification authentique ; là où ils me mèneront, là sera la vérité ; là sera par conséquent aussi l'Évangile, j'en suis persuadé. » La vérité, soit, ou, tout au moins, une vérité relative ;

(1) Guizot, *L'Église et la société chrétienne en* 1861, p. 55.

et Colani, sans doute, s'avise tout de suite que « ce ne sera peut-être pas l'Évangile sous la forme traditionnelle qu'il a revêtu dans les écoles ». Mais alors l'Évangile n'est plus qu'un livre comme les autres, le plus beau et le plus sublime des livres, mais cependant un simple document historique et non plus un livre sacré. Toutes les hérésies, destructives des religions révélées, sont en germe dans cette belle image de la même préface : « Une main hardie a enlevé naguère sur les murs du couvent Sainte-Marie des Grâces une couche de peinture qu'on célébrait comme faisant partie du chef-d'œuvre du grand Léonard ; — et voici, il a fallu avouer qu'on avait admiré jusque-là une pauvre retouche apocryphe, et, grâce à cette destruction, la figure authentique du Christ de la Cène est apparue dans l'incomparable majesté de sa résignation. » Oui, certes, mais « la figure authentique » n'était plus que celle d'un homme ; c'est la retouche apocryphe qui avait été adorée comme la figure d'un dieu.

Les « faits » ne menèrent donc pas Colani, comme il en avait été persuadé, à l'Évangile ; mais comme, cessant d'être un homme de foi, il restait un homme de bonne foi, ils le firent descendre du prône qu'il avait illustré par quatorze années d'une magnifique prédication. Bientôt après, non seulement il abandonna les études théologiques, mais il s'en dégoûta jusqu'à refuser, le jour où elle fut créée au Collège de France, la chaire de l'histoire des religions. On comprend ce qu'un pareil dénoûment devait provoquer, parmi les fidèles, de cris et de grincements de dents ; il eut beau faire la chose simplement,

aucune clameur ne lui fut épargnée ; et d'autre part, précisément parce qu'il était sorti du temple sans en faire sonner la porte derrière lui, le grand public des indifférents et des libres-penseurs ne lui offrit aucun des dédommagements laïques qui sont, d'ordinaire, la récompense des désabusés. Ce qui se comprend moins, — peut-être, hélas! faudrait-il dire que cela se comprend trop, — c'est le silence qui se fit, parmi les protestants, sur ses sermons et, parmi les savants qui en avaient tiré le plus de profit, sur ses travaux de théologie et de philosophie chrétiennes. Personne, en effet, n'avait poussé plus avant que lui et d'une main plus ferme l'exégèse religieuse, dégagé plus sûrement le sens des textes, mis en plus de relief les contradictions, dénoncé avec plus de sagacité les interpolations, montré à la fois une plus haute liberté à l'égard de la lettre et une pénétration plus généreuse de l'esprit. Il faut le voir aux prises tantôt avec les orthodoxes qui, se disant par excellence les disciples de Jésus, « n'accordent à sa parole aucune autorité » et semblent même l'ignorer ; tantôt avec les critiques modernes qui, soit manque de méthode, soit que le sentiment des réalités historiques leur fasse défaut, se laissent prendre au mirage messianique ou à la légende des Apocalypses. Il a, lui, le flair de l'authentique ; aucune erreur matérielle ne sort du creuset de sa discussion que réduite en miettes ; quand il a commencé à secouer l'arbre, il n'arrête pas que toutes les prunes ne soient tombées. Il n'a pas seulement fourni à Renan les matériaux les plus solides de son *Histoire des origines du chris-*

tianisme; il lui est arrivé plus d'une fois de redresser la méthode du docteur Strauss, de la faire sortir des impasses où elle s'engageait; et la belle indépendance de son esprit, qui lui défend de ne pas signaler les contre-sens de ses alliés, lui permet de tendre la main à ses adversaires et de célébrer à l'occasion les pages « à la fois strictement orthodoxes et profondément sensées » du P. Gratry. Quand rendra-t-on pleine justice à cette somme énorme de travail, à cette admirable sagacité? Pour ses sermons, on peut en citer qui aient illustré également le prône français; on n'en citera pas qui aient revêtu plus de véritable éloquence, plus de fortes pensées. Aucun genre ne prête plus aux banalités sonores que celui de la prédication; telle est la majesté des souvenirs qui planent sur la chaire que la religion, quelle qu'elle soit, donne un air de grandeur à ce qui paraîtrait ailleurs médiocre, vulgaire et plat. Les principaux sermons de Colani (*Jésus couronné d'épines*, *Festus*, *la Pite de la veuve*, *les Brebis errantes*) empruntent, sans doute, quelque chose de leur beauté à la magie évoquée de l'Évangile; mais ils sont beaux encore par eux-mêmes, par la puissance des considérations historiques, par l'abondance de la sève philosophique, par la mâle vigueur des doctrines, par la solidité, la sobriété de la forme. Les généralités, les abstractions, la phraséologie d'une morale insaisissable ou d'un mysticisme nuageux, tout ce fonds commun de la plupart des prédicateurs, Colani le repousse avec plus que du dédain. Il traite la morale comme une science et son sermon est une leçon de Sorbonne. « Malheur

à l'homme qui se livre aux émotions religieuses ainsi qu'à une volupté raffinée où la conscience n'a point de part! » Le pasteur de Saint-Nicolas ne veut pas connaître cette volupté. Il a entendu, il entend, comme un autre, « les chants d'adoration qui montent dans le cœur comme les parfums de l'encens »; mais la voix de la conscience parle toujours plus haut, c'est cette voix qui parle chez lui, qui crie parfois, aux risques de déplaire et de froisser par la description trop ressemblante du mal, par la dénonciation trop vive des préjugés. « Vous m'en voudrez probablement, mais vous m'imiterez et vous ne sortirez pas d'ici tels que vous y êtes entrés. » En effet, même de la lecture de ces sermons, malgré tout ce que perd la parole à se figer sur le papier, on ne sort pas tel qu'on y était entré ; le plus sceptique, le plus rebelle à l'esprit religieux se sent ébranlé par quelque chose qui l'élève pour une heure au-dessus du sol. Il est possible que Colani ait été un mauvais protestant; mais, dans le sens le plus noble du mot, c'était un chrétien.

La langue allemande a un mot terrible pour marquer la conspiration mortelle qui débarrasse d'un adversaire cent fois plus sûrement et plus cruellement que les pires outrages : *todschweigen*, tuer par le silence. Ce fut le sort de Colani le jour où il quitta l'Église; après la première explosion de colère, il ne fut plus question de lui; les croyants ne le connaissaient plus; son nom n'était pas allé jusqu'aux profanes. Il lui fallut, à près de soixante ans, recommencer sa vie.

Il la recommença avec un admirable courage,

auquel trop peu de témoins ont rendu l'hommage qu'il méritait, mais qui est resté un exemple pour ceux d'entre nous qui ont pénétré le secret de cette destinée manquée. Au lendemain de la guerre de 1870, il se trouva à la fois sans gagne-pain, puisque sa conscience lui avait commandé de quitter le temple, et sans patrie, puisque la Prusse lui avait pris sa patrie d'adoption, Strasbourg. Après une aventure douloureuse qui dévora le peu d'économies qu'il avait sauvées des désastres de sa première carrière, il ne lui restait que sa plume. Encore fallait-il trouver l'occasion de s'en servir utilement. Colani connut pendant plusieurs années les angoisses et les humiliations d'un grand talent sans emploi. Il ne rencontra guère le repos du travail assuré que le jour où Gambetta l'appela à la *République française* dont il fut, jusqu'à sa mort, l'un des principaux collaborateurs.

« Nous sommes d'abord des théologiens », avait dit Colani dans son sermon sur l'*autorité spirituelle*, et il ajoutait que l'étude de la théologie, quand elle est bien dirigée, élargit toujours les vues. Il était de ceux dont la théologie avait à la fois élargi l'horizon et fortifié le cerveau. La fin de notre dix-neuvième siècle, si dangereusement éprise des études à résultat immédiat, a relégué la théologie dans le magasin d'accessoires où l'on se prépare à envoyer les humanités classiques. Dans l'universel progrès scientifique et industriel, c'est la décadence intellectuelle qui commence. Comme la gymnastique, dont pourtant les seuls acrobates sont destinés à faire leur métier, il n'y a, pour former les esprits,

que les études qu'on appelle inutiles; on peut le regretter, mais c'est ainsi. Il est assurément fâcheux que l'eau de nos grands fleuves n'ait pas la vertu de celle du Styx qui rendait invulnérables les corps qui y étaient plongés; mais qu'y faire? De même, les études professionnelles n'auront jamais la vertu des études spéculatives pour tremper les esprits; il ne sert de rien de se fâcher contre ces choses. Ainsi cette critique théologique, d'où est sortie notamment toute la science philologique de l'Allemagne, était merveilleuse pour développer dans les esprits le jugement, le goût de la précision, la rigueur de la dialectique, le sens supérieur de ce qui est vraiment beau. Ceux qui se sont nourris de cette moelle des lions en ont tous été plus forts pour toute la vie. L'étude de la théologie donne à l'esprit des habitudes et des facilités qu'aucune aptitude naturelle ne remplacera jamais. La critique littéraire elle-même en tire parti. Sainte-Beuve avait passé dix ans avec ces messieurs de Port-Royal; Schérer avait professé à Genève l'exégèse qu'il avait apprise à Strasbourg; si le dernier héritier de cette grande école, M. Brunetière, parle si fortement du roman moderne ou de la poésie lyrique, c'est qu'il a commencé par vivre avec Bossuet.

Colani était de la famille. Quelques-uns seulement ont apprécié de son vivant, quelle était la force de sa critique; quand le goût reviendra des lectures sérieuses, quand les estomacs, fatigués de sucreries et de piments, chercheront à se refaire par une nourriture saine, ce jour-là il prendra le rang qui lui revenait de droit et l'on reconnaîtra que, sur

tous les sujets où il s'est exercé, histoire, littérature et philosophie, sa critique a été d'un maître.

Ce qui caractérise cette critique, c'est qu'elle va au fond des choses. Aucune complaisance, aucun enjouement; il prise, tout comme un autre, les qualités brillantes de style, l'élégance, la délicatesse ou l'éloquence de la forme; mais ce qu'il cherche surtout à dégager, c'est le fait exact quand il s'agit de l'histoire, et la pensée précise quand il s'agit de philosophie. Il ne s'applique pas à donner, dans quelques pages d'une lecture facile et qui dispensent de lire le livre même, une idée du livre et de l'auteur. Il croit que le critique est un juge et il procède à la critique comme à une instruction. Par conséquent, rien ne lui échappe ou, du moins, telle est l'ambition qu'il réalise presque toujours. Ce qui a fait, pour beaucoup, sa faiblesse dans la vie, l'absence de camaraderies, sinon d'amitiés, c'est précisément ce qui fait la force de son jugement : il juge les choses en elles-mêmes. Il accepte fort bien qu'on ait du goût pour des fanfreluches, mais à cette condition qu'elles soient loyalement présentées comme telles; ce qui l'indigne, c'est le clinquant qu'on voudrait faire passer pour de l'or. Ainsi, nul n'a dénoncé avec plus de mépris les supercheries philosophiques de Cousin, avec plus de mordante ironie les prétentions scientifiques de M. Zola. Il promène partout la lumière de son bon sens, explore tous les coins et recoins. Il ne serait pas juste s'il ne tenait compte du temps, des circonstances, des milieux; mais son idéal est surtout moral, il ne s'en départit jamais. Sa dialectique est

nerveuse, parfois brutale ; il lui arrive de prendre une massue pour écraser une mouche, mais il ne faiblit pas quand il se trouve en présence de plus grosses bêtes. Sa critique est l'exégèse descendue du ciel sur la terre, de Dieu à l'homme, du livre par excellence à nos livres.

Colani, journaliste politique, était venu trop tard dans un monde trop frivole. Cette bataille de tous les jours qu'il faut savoir faire amusante, alors même qu'elle devient à chaque heure plus grave et plus triste, il la prenait au sérieux. Il avait dit autrefois dans l'un de ses sermons : « La bienveillante attention que vous nous accordez nous devient un piège, et notre auditoire conquiert sur nous un empire vraiment déplorable. Que de fois nous avons la lâcheté de retenir au fond de nos cœurs des vérités peut-être indispensables à vos progrès, mais qui vous scandaliseraient, vous feraient déserter ces bancs ! » Patriote, démocrate dans l'âme, profondément imbu du sens de l'autorité, il ne pouvait se résigner à retenir aucune vérité ; il n'en retint aucune dans les nombreux combats qu'il livra, avec son ardeur accoutumée, pour soutenir la politique de ces deux grands vaincus, Gambetta et Ferry, dont la cause ne triompha qu'après leur mort. Et encore une fois, les bancs furent désertés sous ses yeux ; il devait mourir en pleine défaite de ses idées les plus chères. (Septembre 1888.)

Que dirai-je ? il n'était pas heureux ! Le bonheur est une qualité ; le cardinal Mazarin, quand on lui recommandait un candidat pour quelque grande

fonction, demandait toujours : « Est-il *houroux?* » et il avait bien raison de poser la question. Il faut être heureux et notre pauvre Colani ne l'était pas. Que d'autres, avec cent fois moins de qualités, sont parvenus sans peine aux plus hautes fonctions de l'État, aux honneurs des Académies et des Sorbonnes, à la gloire ! Et j'entends bien que les consolateurs éternels de Job, bien à l'aise dans leurs prébendes, dans leurs mandarinats et sous leurs coupoles, chamarrés, décorés et dorés sur tranches, objecteront que tout cela est vanité. J'ose pourtant accuser la malechance, l'injustice du sort. La postérité sera-t-elle plus équitable pour Colani que ne l'ont été ses contemporains? Il a toujours été bien difficile de lui faire reviser leurs jugements, même les plus iniques ; dans l'indifférence croissante qui emporte le tourbillon du monde loin de tout ce qui n'est pas l'intérêt pressant du jour, cela deviendra encore plus difficile d'année en année. A qui importe-t-il que Colani ait été cruellement méconnu et que l'oubli, qui couvre son nom, se dissipe? Il s'est trouvé pourtant un jeune éditeur pour me demander de réunir en un volume quelques-unes des études littéraires de mon vieil ami et d'écrire ces quelques pages, bien insuffisantes pour sa mémoire. Nous avons une chance pour nous dans cette entreprise : le mérite de Colani ne peut plus faire ombrage à personne.

JOSEPH REINACH.

ESSAIS DE CRITIQUE

HISTORIQUE, PHILOSOPHIQUE ET LITTÉRAIRE

VICTOR COUSIN

JUGÉ PAR SES CONTEMPORAINS

---

19 et 26 février 1878.

I

Il y a onze ans, lorsque Cousin mourut à Cannes, les journaux lui consacrèrent des articles nécrologiques qui s'éloignaient fort du genre traditionnel avec son indulgence banale et ses louanges de convention. On ne pécha point généralement par excès de bienveillance. Un écrivain qui compte, il est vrai, parmi les plus indépendants, admirait ironiquement avec quel art raffiné le chef de l'École éclectique avait su conduire sa vie, mais il regrettait que, pour la couronner dignement, Cousin ne fût pas mort revêtu du costume de sénateur impérial et muni des sacrements de l'Église apostolique et romaine. Plus d'un lecteur se souvient encore de cette page vibrante d'indignation. Ce fut d'ailleurs la note dominante. Aussi l'un des derniers fidèles de l'École, épouvanté de la noire ingratitude des Français, les traitait, à cette occasion, de vieillards glacés et dé-

trompés, désormais incapables de se laisser séduire par l'éclat et la gloire.

L'attitude politique de Cousin était pour beaucoup dans la rudesse des jugements qu'on portait sur lui, même en face de la tombe ouverte. On savait que, fatigué d'être au nombre des opposants, il venait de se rallier à l'Empire et que la conduite de Napoléon III, en l'année 1866, lui inspirait une admiration bruyante, dont l'écho retentissait aux Tuileries. On ajoutait qu'il y faisait parvenir aussi des conseils de résistance aux réclamations du pays, fatigué de quinze ans de despotisme et d'arbitraire. Cette évolution de Cousin vers le bonapartisme, accomplie dans un pareil moment, avait achevé d'exaspérer l'opinion publique contre le grand-maître de la philosophie officielle sous la monarchie de Juillet, que rendaient depuis longtemps étrangement ridicule ses dissertations sur la beauté exubérante des femmes dans les siècles où règne l'idéalisme, et ses recherches pédantes sur l'année, le jour, l'heure qui rendit un « heureux cardinal » maître absolu d'Anne d'Autriche. Cousin avait donc trouvé le moyen de se rendre à la fois ridicule et presque odieux. Et l'opinion n'est pas revenue sur cette impression. Elle lui est restée profondément antipathique, si bien qu'il semble presque impossible à ceux qui parlent de lui, de se montrer trop sévères. Plus on le condamne, plus on croit être juste.

Il y a des exceptions, je le sais, à cette disposition des esprits. Parmi les hommes âgés qui ont vécu dans l'intimité de Cousin, parmi les derniers élèves qu'il a formés, on peut citer quelques personnes, bien rares, mais assurément très distinguées, qui ont conservé pour sa mémoire des sentiments de respect, d'admiration et aussi d'affection. Il faut tenir compte de la persistance de pareils sentiments qui constituent en faveur de Cou-

sin, un témoignage important. Qui se trompe, ces amis qui l'ont vu de près, ou l'opinion publique qui juge d'après une impression générale et nécessairement un peu vague ? On peut et doit se le demander.

Mais qui donc parmi nous a bien connu Cousin ?

Il y a plus d'un tiers de siècle, la durée d'une génération, qu'à la suite de son célèbre rapport sur le texte des *Pensées* de Pascal (1842), il abandonna la philosophie pour se jeter à corps perdu dans l'étude à la fois archéologique et très fantaisiste du XVIIe siècle ; par conséquent, ceux d'entre nous qui ont cinquante ans, ceux mêmes qui approchent de la soixantaine, ne l'ont pas vu alors qu'il était encore philosophe, avant le début de cette espèce de maladie mentale qui devait l'amener à se croire — ou peu s'en faut — de la famille du grand Condé. Cet état vraiment pathologique qui a faussé son intelligence et peut-être altéré son caractère, nous cache-t-il ce qu'il avait en lui de grandeur vraie et de pensée féconde ! Il faudrait l'avoir vu et entendu quand il professait avec un éclat incomparable, de 1828 à 1830, à côté de Guizot et de Villemain, ou mieux encore, de 1815 à 1820, avec plus de sérieux ou du moins d'esprit scientifique, sous la direction de Royer-Collard. Mais où sont les survivants de ces auditoires enthousiastes qui se pressaient autour du maître le plus brillant qui ait parlé de la métaphysique sur la Montagne-Sainte-Geneviève depuis les jours d'Abélard ? M. Barthélemy Saint-Hilaire, qui, du reste, n'est entré, je crois, qu'assez tard dans l'intimité de Cousin, n'a pu assister aux cours de 1815 ni de 1820. M. Vacherot comptait parmi les plus jeunes élèves de 1828, et ni M. Levêque ni M. Jules Simon n'étaient d'âge à se préoccuper des problèmes de la philosophie lorsque Cousin prononça sa dernière leçon publique. Ils n'ont vu que le directeur de l'École normale.

Pour connaître Victor Cousin, il faut donc remonter plus haut ; il faut nous adresser aux hommes de son âge, aux hommes, du moins, qui nés tout au commencement du siècle l'ont approché quand il était dans toute la puissance de son talent et dans toute l'ardeur de la recherche du vrai. Et c'est au milieu de leurs entretiens confidentiels qu'il faut, si possible, surprendre leur opinion sur cet homme, qui ne peut leur rester indifférent, tant sa personne est absorbante. Ils ne parlent point de lui en public sans être embarrassés par sa présence, car on sait que Cousin ne pardonne aucune critique et qu'il n'admet point la modération dans les éloges. Il est là qui les surveille de son regard inquisiteur. Damiron ayant été chargé de publier les œuvres posthumes de Jouffroy, en porte un fragment à la *Revue des deux Mondes;* Cousin l'apprend, accourt, se fait remettre les épreuves, et se trouvant médiocrement encensé, condamne l'article, qui ne paraîtra jamais. Puis il convoque les membres les plus influents de l'Université, cite devant eux Damiron, un ami du premier degré pourtant, et le met en demeure ou de supprimer l'œuvre de Jouffroy, ou de la mutiler, de la falsifier. Damiron s'exécute humblement ; il fait faire des cartons, il supprime les passages les plus compromettants, il en corrige d'autres et par exemple il transforme partout en *prudence* « l'inexpérience de M. Cousin » dont se plaignait M. Jouffroy. Quelques années plus tard, la *Revue d'Édimbourg* publie sur les *Pensées* de Pascal un article qui contredit certaines affirmations de Cousin et recommande vivement l'édition de M. Faugère: Cousin va trouver le directeur de la *Revue britannique*, qui devait donner une traduction de cet article, et sous le prétexte que l'auteur écossais est animé de l'esprit le plus injuste, il demande à lui faire subir des corrections. Cousin biffe partout les éloges accordés à son rival en Pascal, et ne

laisse même point passer une seule fois le nom de M. Faugère, qui lui est odieux.

Voilà comment ce despotique personnage veillait à sa réputation. Aussi l'histoire doit-elle rejeter comme suspects tous les certificats honorables qu'il a pu se faire décerner publiquement de son vivant. Ils sont probablement presque tous dictés par la complaisance, ou viciés par la peur, ou même, comme nous venons de le voir, altérés grossièrement de sa propre main. Nous n'accepterons que les témoignages que le secret a protégés contre ses entreprises.

*
* *

Dans les premières années de la Restauration, qui furent celles de son début éclatant dans l'enseignement supérieur à la Sorbonne, Cousin fit partie d'une société philosophique qui se réunissait chez Maine de Biran. Royer-Collard y apportait la philosophie écossaise dont l'austère simplicité convenait à son esprit. Le Suisse Stapfer y exposait les idées de Kant, que Mme de Staël avait déjà recommandées en France. André-Marie Ampère, âme pieuse, esprit des plus hardis, essayait de faire prévaloir ses vues mystiques, vers lesquelles penchait aussi Maine de Biran. Celui-ci, intelligence profonde, mais de peu d'élan, « se pinçait, comme il le raconte lui-même, cherchait à s'exciter à penser, » sans trop y réussir quand il restait dans la solitude. Il paraît que Cousin, avec sa pétulance, avec cette puissance de suggestion, — ainsi qu'on dit souvent de nos jours, — qui était un de ses dons les plus incontestables, secouait souvent cette intelligence un peu paresseuse de Maine de Biran et la fécondait. En tout cas, c'était un honneur, à vingt-trois ans, d'être admis sur un pied d'égalité dans la société d'hommes aussi distingués et ayant déjà tous

dépassé, depuis longtemps, le milieu de leur carrière. Ceux-ci durent bientôt connaître à fond leur jeune et expansif confrère en philosophie, et l'on serait curieux de savoir ce qu'ils pensaient de lui dans leur for intérieur. Leur témoignage, placé en tête de l'enquête que nous ouvrons ici, aurait pour nous une valeur inappréciable. Ce que Maine de Biran en pensait, il l'a dit, il l'a écrit dans son *journal intime*, et en termes si clairs, si énergiques, que l'éditeur de ce journal, M. Ernest Naville, de Genève, craignant de violer « les lois de la discrétion », a supprimé les passages dont la publication, dit-on, aurait pu chagriner singulièrement l'illustre philosophe, qui allait bientôt faire entrer M. Naville à l'Académie des sciences morales. Il faut de la charité dans ce monde « envers les personnes encore vivantes, » comme dit M. Naville dans son avant-propos. Cousin n'étant plus parmi les personnes vivantes, ne pourrait-on pas publier, sans corrections ni lacunes, les passages supprimés en 1857? — Quant à Royer-Collard, il écrivait peu, mais il parlait, il prononçait des oracles, il lançait des coups de boutoir. Un jour, dans une discussion à l'Académie française (c'était bien après 1830), Cousin s'étant permis de l'appeler : « mon maître », Royer-Collard bondit comme sous une injure et l'interrompit sévèrement : « Monsieur, il y a longtemps que je l'ai été. » Évidemment, il n'était pas fier de son disciple. Celui-ci ne laissait pourtant rien à désirer en fait de solennelle emphase; mais il paraît que, de bonne heure, le chef des doctrinaires, nature foncièrement honnête dans son étroitesse, découvrit ce qui se cachait sous cette parole inspirée et ce regard enthousiaste.

Vers 1820, nous voyons se former autour de Cousin, un groupe bien différent de celui des graves personnages qui se réunissaient chez Maine de Biran : ce sont

les jeunes, les fils des autres, à la fois élèves et camarades de Cousin, nés une dizaine d'années après lui, auditeurs recueillis du nouvel apôtre du spiritualisme. Je nommerai J.-J. Ampère, l'homme de lettres, fils de l'homme de science ; Albert Stapfer, fils de l'ami de Maine de Biran, traducteur des œuvres dramatiques de Gœthe ; Jules Bastide, qui fut ministre des affaires étrangères de la seconde République ; Prosper Mérimée, que l'impératrice Eugénie ne parviendra pas à convertir ; Sautelet, enfin, caractère faible et sympathique dont la mort volontaire devait inspirer à Carrel une de ses pages les plus saisissantes. La correspondance des deux Ampère, qui a été publiée en 1875, nous introduit par moments dans ce jeune monde fort intéressant.

Entre le maître, déjà entiché du XVIIe siècle, et les disciples, tous dévots du romantisme, il y avait souvent des prises violentes. Cousin y apportait une verve endiablée : Sénancourt, Byron, Lamennais, il les appelait « des polissons, des degrés du néant, des gens qui ramassent de la boue et en font de petits tas, — des bêtes ». Les jeunes gens, suivant leur caractère, ou bien s'emportaient devant tant d'irrévérence, ou bien, comme J.-J. Ampère lui « riaient au nez ». Ces paradoxes injurieux ne devaient pas lui nuire, je pense, auprès de ses disciples : la jeunesse aime tant la force que tout ce qui en a l'air lui plaît ! Cousin pouvait ensuite remonter dans sa chaire et laisser tomber de ses lèvres des paroles sublimes qui transportaient les âmes au delà des choses visibles, les poussant aux nobles pensées et aux grandes entreprises. Mais quand un ministre réactionnaire lui eut interdit l'enseignement public et que l'ange ne déploya plus ses ailes, le prestige ne tarda pas à s'évanouir. Le prophète disparut, il ne resta que l'homme plaisant et l'intrigant.

« Le professeur Cousin, écrit Albert Stapfer, en 1824,

à son ami J.-J. Ampère, ne se porte pas mal de corps (on sait qu'il se croyait poitrinaire et parlait sans cesse de sa mort prochaine); quant à son moral, *à priori* il doit être parfaitement sain. En est-il tout à fait de même *à posteriori?* c'est ce dont vous allez juger vous-même. Écoutez l'anecdote suivante. » Et il raconte une intrigue de Guizot, dont Cousin s'était fait le complice. Mais Thiers « qui ne se laisse pas jeter de la poudre aux yeux » perce leur plan à jour. Discussion orageuse, Cousin ne dit mot. « En sortant, il prend la main de Thiers, se récriant sur la fausseté de ces doctrinaires, — dans laquelle il avait trempé, — et sur le plaisir qu'il éprouvait d'être délivré d'une tyrannie, — qu'il eût partagée. Cette conduite lui a fait du tort. Il se nuit aussi en chantant les grandeurs et affectant les belles manières. Depuis quelque temps, il a perdu beaucoup de son auréole. Soit que vous parliez de lui à un philosophe ou à un cuistre, soit que vous en causiez avec un homme du monde, vous l'entendrez toujours traiter sans conséquence, comme un singe amusant. En perdant sa chaire, il a tout perdu; c'était là son théâtre, les salons lui conviennent moins. » Notons : 1° Cousin n'a de valeur que dans sa chaire; 2° en dehors de sa chaire, c'est un singe amusant; 3° il se perdra par les salons dont il affecte les belles manières. A part ce détail, que les salons où se perdra Cousin, ce sont les ruelles des héroïnes de la Fronde, à part cette odeur de vieux livres qui enveloppe toute sa vie mondaine et que n'avait pas pressentie Albert Stapfer, l'horoscope tiré par celui-ci se trouve vrai de tout point. Il nous décrit exactement ce que sera Cousin quarante ans plus tard.

A la fin de 1824, Cousin, on le sait, fut arrêté à Dresde, au milieu d'un voyage consacré à des études philosophiques, et retenu prisonnier à Berlin pendant six mois sans parvenir à se faire ni juger ni relâcher. Sautelet

qui, depuis longtemps, reproche au maître de négliger ses élèves pour de belles dames à qui il fait un cours de morale, Sautelet parle fort lestement de cette arrestation, peu dangereuse, pense-t-il, et il ajoute : « Je souhaite pour lui que cet accident lui rende un peu du sérieux qui lui va si bien ».

Nous pouvons citer ici Sainte-Beuve, non comme critique, mais comme témoin oculaire. Il entra précisément à ce moment-là dans le monde littéraire et se lia avec quelques-uns des amis de Cousin. « C'est par eux, écrira-t-il dans un *Lundi* de 1867, que j'ai appris à le juger, et je dois dire qu'ils étaient déjà à demi détrompés, mais seulement à demi ; et quels beaux restes d'admiration et de respect ils lui vouaient encore ! » Dans la correspondance que nous avons maintenant sous les yeux et qui, il est vrai, est des plus fragmentaires, ces beaux restes d'admiration et de respect se devinent plus qu'ils ne se montrent. Mais nous allons trouver bien mieux.

*
* *

Sautelet souhaitait que Cousin revînt de Berlin « avec un peu du sérieux qui lui va si bien ». Il sera fait selon son désir. En mai 1825, cinq à six jours après le retour de la captivité, Cousin, étant encore au lit, reçoit la visite d'un étudiant qui, à peine rentré dans sa petite chambre de la rue de la Sorbonne, prend la plume pour raconter à sa mère, en un langage brûlant, cette entrevue avec l'homme de génie. Mais, avant de citer, il faut prévenir le lecteur, — tant ce langage lui paraîtra extraordinaire, — que l'étudiant en question se nomme Edgar Quinet, l'enthousiasme fait homme, ce même Quinet qui, visitant Venise, à l'âge de trente ans, après avoir vu la Grèce, s'écrie, à la suite d'une pro-

menade solitaire en gondole : « C'est à en mourir de bonheur si c'était de cela qu'on meurt ! » Pour le moment, il n'a que vingt-deux ans et il sort, comme je vous l'ai dit, du cabinet de Cousin : « Je suis le plus heureux des hommes. Il n'y a pas vingt minutes que M. Cousin me serrait la main et m'appelait *son cher ami*. J'ai trouvé là des forces contre bien des obstacles. Quand tu me sentiras malade par l'âme, dis-moi : « Va chez M. Cousin. » Et j'y trouverai des consolations. » Peu de jours après : « Je me sens irrésistiblement entraîné vers lui ; j'espère qu'il suffira à ce besoin d'émotion et d'admiration que j'ai en moi. » Et encore : « Je le reverrai bientôt. Cette certitude répand un charme délicieux sur chacune de mes heures. J'aime à passer dans sa rue, à aller au Luxembourg dans une certaine allée d'où l'on peut apercevoir ses fenêtres. » (Cousin demeurait alors rue d'Enfer.) Et puis : « C'est un charme inconcevable. Je ne me lasserai jamais de parler de lui. Il remplit mon cœur. Je tremble de joie en le voyant. C'est de l'amour... » L'extase dura trois mois d'été. En vain Mme Quinet, esprit des plus français, qui avait à un haut degré le sentiment de la réalité et le goût des proportions justes, essaie-t-elle de combattre cette passion, et de mettre son fils en garde contre le maître qu'elle soupçonne vaguement d'exaltation germanique ; Quinet lui abandonne le système qui lui semble toucher à l'*illuminisme*, mais quant à l'homme, il trouve sa mère bien injuste, car « cet homme a une puissance d'âme qui m'étonne comme le chant de la Pasta ». Oui, on peut reprocher à Cousin de l'exagération ; le livre dont il parle, s'il l'aime, est toujours le plus beau que le monde ait vu. Mais cette exagération, prétend Quinet, « est une grâce de plus ».

C'est ainsi qu'un amant dont l'ardeur est extrême
Aime jusqu'aux défauts des personnes qu'il aime.

Ne nous arrêtons pas davantage à décrire la passion de Quinet. Elle prouve que, dès ses premiers pas, et avant même de s'être enivré pendant de longues années à la source malsaine de l'idéalisme d'outre-Rhin, cet homme excellent avait plus d'imagination que de jugement, et qu'il prenait les chimères de sa pensée pour des réalités. Mais il nous importe, à nous qui ouvrons une enquête sur Cousin, de constater par quels moyens ce magicien exerçait sur son jeune admirateur une attraction aussi puissante.

Dès le premier abord, Cousin se montre plein de tendresse. Il ne connaît encore Quinet que par deux pages sur Herder et déjà il lui ouvre son cœur et même sa bibliothèque : « Je ne puis vous dire combien j'ai été touché de cette lecture !... Tout ce que j'ai de livres vous appartient. » A la seconde visite : « Asseyez-vous, dit-il, dans ce grand fauteuil, le plus près de moi. » Et, ajoute Quinet, « il me prenait la main avec une affection très caressante ». Quelques jours après, Quinet lui lit un fragment sur la philosophie de l'Histoire : « A peine eus-je entamé mon sujet qu'il m'interrompit avec émotion : C'est beau ! c'est parfait ! c'est cela, mon ami ! Il se leva de sa chaise, et vint m'embrasser avec tendresse et me serra la main avec passion. Il m'embrassa comme tu sais m'embrasser. » Quel homme, parmi les jeunes surtout, résisterait à un séducteur qui met tant d'émotion dans ses flatteries ? Cousin est, en outre, un directeur de conscience à la fois sévère et doux. Il encourageait Quinet à rester dans la solitude : « Avec votre nature expansive, le monde, mon bien-aimé, s'emparerait de vous et il vous dévorerait ! » *Mon bien-aimé !* Et il prêchait la morale la plus éthérée : « Vous avez une étoile, mon enfant ; il faut vous *ruiner* pour l'atteindre. » Vers la fin de sa vie c'est avec amertume que Quinet se rappelait ces conversations et ces confi-

dences, où il n'était question que d'héroïsme, de sacrifice de soi, d'immolation, de répétition perpétuelle de la mort de Socrate; mais en 1825, elles le fortifiaient, disait-il à sa mère, elles l'apaisaient, elles le rendaient meilleur. Cousin était à ses yeux « un stoïcien avec le cœur le plus passionné, mais aussi le plus frêle qui soit sur la terre ». D'ailleurs, le maître, qui a l'âge du Nazaréen cloué sur la croix, va mourir, sa pensée ardente le tue...

Mon Dieu, oui, Cousin, qu'on a enterré à l'âge de soixante-quinze ans, se dit mourant toute sa vie. A la Chambre des pairs, il commençait généralement ses discours par des nouvelles de sa santé chancelante. En 1838, il parle de la longue maladie qui le consume et de sa vie languissante qui le condamne à une sombre inaction. Vers l'époque où Quinet vient le voir, il passe la journée dans les médicaments et dans Platon (c'est lui-même qui le dit); le soir, il ferme ses livres et reçoit ses amis, mais il est si languissant et faible que l'éclat de leurs voix lui donne la fièvre et une excitation nerveuse qui se termine par des abattements et presque des défaillances. Son épitaphe était préparée, j'en suis sûr, et il l'avait prise dans Corneille :

A peine il a vécu : quel nom il a laissé!

Rapprochez maintenant tous ces traits et dites si la mise en scène n'est point parfaite! Ce jeune prophète au front inspiré, au regard fixe, aux accents harmonieux, qui croit au triomphe de la raison et de la justice comme à sa propre existence; qui n'en est plus aux agitations de la lutte ni même à la simple espérance; qui, mourant, parle avec une douceur extrême, voisine de l'extase, de l'avenir radieux qu'il voit se dérouler devant l'humanité; qui, laissant déborder sa grande me avec une tendresse ineffable sur ses bien-aimés,

leur recommande d'être utiles aux petits, bons et consolants pour tous ; — ce Socrate moderne, plein de poésie et comme éclairé d'un pâle et doux reflet du Calvaire ; — comment reconnaîtrait-on en lui le « singe amusant » qui faisait alors les délices de jeunes gens moins naïfs que Quinet ?

Celui-ci poussa la naïveté jusqu'aux confins de la niaiserie ; mais l'autre, quel grand artiste ! quel comédien consommé !

L'aveuglement de Quinet dura longtemps. Il est vrai qu'il fut cinq ans absent de France et que dans ce genre de culte l'éloignement profite à l'idole. Je remarque un commencement d'impiété lors d'un séjour à Paris, en février 1830. « Cousin, écrit-il, me fait des caresses sans nombre (toujours le même procédé), auxquelles j'ai le malheur de ne plus jamais croire assez. Je suis cependant le seul qu'il invite à dîner (le dernier qui soit resté fidèle), toujours sans nappe, avec un seul couteau et chacun sur un guéridon (oh simplicité de mœurs des vrais philosophes !). Il a la manie de se croire toujours plus malade qu'il n'est. » Quel esprit de révolte a donc soufflé sur le pauvre Quinet, pour lui faire comprendre cette comédie ?

Mais Juillet arrive. Le jeudi 29, Cousin court au *Globe*, supplie ses amis de ne point imprimer le journal, malgré les Ordonnances, car, dit-il, ce serait me compromettre. Et, sur leur refus de céder, il s'enferme dans sa chambre s'écriant qu'on allait lui faire perdre sa place. Farcy indigné le quitte et va se faire tuer près du Louvre. C'est ce que Cousin raconte en ces termes, dans la dédicace du septième volume de la traduction de Platon : « Il m'accompagna à la mairie du onzième arrondissement, où les citoyens assemblés organisaient une municipalité nationale ; et tandis que d'impérieux devoirs m'occupaient tout entier, le bruit du canon me

l'enleva... » Ces lignes, qui ne renferment pas la moindre inexactitude, sont un mensonge d'un bout à l'autre, car elles font croire que Cousin prit part à la Révolution, tandis qu'il la condamna tant qu'elle ne fut pas victorieuse. Après le triomphe, il fut un des plus âpres à la curée. De simple chargé de cours, il devint professeur titulaire, membre du conseil de l'instruction publique, conseiller d'État, pair de France, membre de l'Académie française, membre, en vertu d'une ordonnance, de l'Académie des sciences morales et politiques, membre d'une foule de commissions... Pour un Socrate, pour un martyr, ce n'était pas trop mal.

Il a beau toutefois proposer je ne sais quelle chaire à Quinet, celui-ci, exaspéré de voir disparaître en un clin d'œil l'austère stoïcien en qui il avait cru et dont il ne retrouve plus que le masque, ou, comme il dit, le manteau, se détourne avec indignation. « Pour moi, écrit-il à sa mère, tout est dit et fini sur son compte. » Tout? non. Il sait que Cousin n'est pas un stoïcien, mais, ce qu'il est en réalité, Quinet l'ignore encore. Quelques années plus tard, ils se rencontrent dans le monde : Cousin fait l'empressé, le passionné, il est charmant, adorable; Quinet, lui, est confondu de l'aspect de Cousin, il semble l'apercevoir pour la première fois : « Cousin a le profil effilé d'un clerc de notaire, agencé sur la taille flexible d'un arlequin de Bergame. » Un bergamasque ! mais c'est le singe amusant que décrivait si bien Albert Stapfer quinze ans auparavant. Il a fallu à Quinet tant d'années et tant d'expériences amères pour le reconnaître !

Cette fois-ci, assurément, tout est dit et fini, puisque le messie de la philosophie est passé à l'état d'arlequin.

II

Sous un titre ou sous un autre, Cousin fut pendant tout le règne de Louis-Philippe le vrai ministre de l'instruction publique, section des lettres, le manipulateur des esprits à l'École normale et le directeur des consciences dans l'enseignement de la philosophie. Au prophète avait succédé le pontife; au penseur qui doute et qui cherche, le pape infaillible qui décrète et promulgue.

Jamais un laïque ne parla avec cette autorité qui semblait le privilège peu enviable de la caste sacerdotale. Un jour, rappelant à ses collègues de l'Académie des sciences morales et politiques ses travaux antérieurs sur Kant, il s'exprimera en ces termes : *J'ai fait connaître* à l'Académie, il y a plus d'un an, les principes du philosophe de Kœnigsberg, je vous *ai initiés* à sa méthode et vous en *ai découvert* la portée. Sur la tombe de Jouffroy, il se plaindra de la timidité de ce disciple qu'il avait chargé de continuer son œuvre, mais qui n'osait pas quitter les plaines de la psychologie et le suivre sur les hauteurs de la métaphysique, — « de peur de s'égarer sur les pas même du génie ». Vous avez bien lu : du génie! Et il s'écriera douloureusement : « La mort de Jouffroy me renvoie à moi-même la mission que je lui avais confiée... » Je disais à l'instant que Cousin s'était érigé en pape ; erreur ! Ce n'est pas un pape dont vous venez d'entendre le langage, ce n'est pas le vicaire du Christ, c'est le Christ se plaignant d'avoir perdu son vicaire et de ne pas trouver à le remplacer ; il faudra donc que lui-même il redescende sur la terre!

Cette haute métaphysique dont Jouffroy n'avait pas osé gravir les cimes (dans son incurable timidité il

prétendait même que ces cimes, à y regarder de près, étaient « un trou où l'on manquait d'air »), cette philosophie sublime ne se distinguait en rien de la profession de foi du vicaire savoyard; vous y trouviez le même spiritualisme et le même déisme, vous y trouviez le même « respect » de la religion chrétienne, qu'on tenait à distance à force de rhétorique, et le même « enthousiasme » pour les droits de l'homme qu'avait mis en lumière le *Contrat social* et que proclama l'Assemblée constituante. L'expression de ce respect et de cet enthousiasme formait, pour ainsi dire, la partie liturgique du culte dont Cousin se disait le révélateur. Pour arriver à une chaire dans l'Université, il ne fallait pas seulement professer des idées correctes sur l'âme et sur la théodicée, il fallait encore savoir entonner les hymnes sacrées en l'honneur tantôt des Pères de l'Église, tantôt des hommes de 89. Comme nos ancêtres les Aryas, il fallait chanter alternativement les ténèbres de la nuit refoulées désormais par l'aurore dans les bas-fonds populaires, et le droit nouveau dont les feux naissants illuminaient les sommets du monde intellectuel. A cet égard, rien de plus pompeux et de plus amusant que les rapports de Cousin sur les concours à l'agrégation de philosophie. Il s'y pose à la fois en juge suprême de la pensée, *magister sententiarum*, et en directeur des rites et des cérémonies, *quem illi mystagogum vocant*, aurait dit Cicéron. « Beaucoup de compositions ont été défectueuses », écrit-il au ministre, mais il se hâte de le rassurer : « J'entends pour le talent, non pour la doctrine. Il n'a été prononcé aucune parole qui puisse donner le moindre ombrage à l'État (représentant de la Révolution) et à la religion. Toutes les doctrines ont été saines. » Il ne se contentera pas toujours de cette sagesse négative, de cette absence d'hostilité. « Le christianisme, dira-t-il quelques années plus tard en pareille

circonstance, a été *plus d'une fois* entouré des hommages qui lui sont dus. Les grands principes de la Révolution française étaient rappelés à *tout moment* avec une conviction sérieuse, et on sentait, sous les formes les plus diverses, une foi commune et profonde en cette philosophie sublime qui... » (Le lecteur me permettra de supprimer la majestueuse période que Cousin consacre ici à la sublime philosophie qui s'incarne en sa personne). Le ministre peut donc dormir tranquille : les rites ont tous été observés rigoureusement par les jeunes lévites; ils n'ont oublié aucune litanie. Plus d'une fois, ils ont fait une génuflexion devant le crucifix, lui rendant juste ce « qui lui est dû » ; à tout moment, ils ont chanté la *Marseillaise* « avec une conviction sérieuse », et sous chacune de leurs paroles, dans leurs regards, dans les modulations de leurs voix, on sentait vibrer « une foi profonde et commune » en l'homme de génie qui a prononcé le dernier mot de la pensée humaine.

Il arriva un jour que certains professeurs du Collège de France, Michelet et Quinet, se refusèrent à ces génuflexions et se permirent de critiquer les dogmes de l'Église. A la suite de je ne sais quelles dénonciations cléricales, la Chambre des pairs, qui commençait de ressembler à un Sénat, eut à s'occuper de l'enseignement de ces mécréants. Quoique mourant, comme à l'ordinaire, Cousin se transporta au Luxembourg afin d'y établir, avec autorité, les rapports de la science et de la foi. Il le fit en termes à jamais mémorables : « Dans les limites de la science, dit-il, la liberté de l'enseignement doit être illimitée, car la liberté est la vie même de la science. Mais si le professeur attaque les croyances que l'État a reconnues, oh! alors qu'il n'invoque plus la liberté de la science, puisqu'il est sorti de la science! » En d'autres termes, dès que l'État a reconnu une société religieuse, c'est-à-dire dès qu'il en a permis le culte pu-

blic et qu'il a trouvé bon peut-être d'en salarier les ministres, les croyances de cette société religieuse ne peuvent plus être étudiées, examinées, critiquées par la science. Donc, en France, un savant ne peut, sans commettre une véritable usurpation qu'il faut réprimer sévèrement, dire son opinion ou même se faire une opinion sur le catholicisme ou le protestantisme, le judaïsme ou le mahométisme : ce sont des sujets dont il doit détourner ses regards pudiques. Toute croyance reconnue par l'État est *tabou*, comme on dit en Océanie des choses qu'il est interdit de toucher.

J'ai cité textuellement parce que c'est à n'en pas croire ses yeux. Et ce qui est plus incroyable encore, c'est que cette étrange théorie des limites de la science, digne des sauvages de la Nouvelle-Zélande, cette philosophie creuse et vide comme un mauvais exercice de rhétorique, cet effroyable orgueil d'un homme qui, dépourvu de toutes les qualités qui font le penseur, se plaçait lui-même au rang des génies initiateurs de l'humanité ; c'est que ce charlatanisme qui nous inspire un insurmontable dégoût, fut toléré, accepté par l'opinion publique comme une chose fort naturelle. Si l'on excepte quelques rares journalistes, adversaires politiques de Cousin, puis les prélats enrôlés sous la bannière de M. Veuillot, et enfin l'excellent Pierre Leroux, si honnête et si confus, on cherche en vain une vigoureuse protestation contre cette confiscation, au profit d'un ambitieux, de l'esprit français sous une de ses formes les plus élevées. Les contemporains de Cousin, ses rivaux comme ses anciens disciples, s'inclinent devant le dictateur de la philosophie. La part qu'il s'est faite dans la curée de 1830 leur paraît équitable.

Sans doute, ses manières, quelque peu brutales, les blessaient. On trouvait qu'il apportait dans son administration de l'Université un sans-gêne fort désagréable

pour ses égaux, mais on n'allait pas jusqu'à se demander de quel droit il la dirigeait et la dominait. Lorsqu'en 1842 M. Villemain le réintègre dans le conseil royal de l'instruction publique (d'où il avait dû sortir en acceptant un portefeuille dans le ministère de M. Thiers), Doudan écrit ces lignes, qui sont d'ailleurs l'écho d'un monde passablement hostile : « Peu de ministres se seraient prêtés à ce désagrément de tous les jours, au contact de cette nature orgueilleuse, insolente, égoïste, habile à mal faire. Les eaux les plus actives et les plus pures de la philosophie n'ont pas plus agi sur sa nature que sur la peau d'un rhinocéros. » Pour être vrai peut-être, ce jugement n'est pas empreint d'une bienveillance exagérée. Mais quoi ! Si Cousin est un voisin hargneux et impérieux, il n'en est pas moins « très juste », selon Doudan, « qu'il dirige les études de philosophie en France ». C'est un homme indispensable, providentiel, bien évidemment.

Tous le pensaient, ou ils se conduisaient du moins à son égard comme s'ils le pensaient. Les hommes de 1848 eux-mêmes, qui cependant l'avaient houspillé plus d'une fois dans le *National*, n'eurent pas le courage de le déposséder de sa grand'maîtrise de la philosophie.

*
* *

Mais, sans quitter ce poste élevé dont il savait apprécier les avantages, influence, honneurs et le reste, il s'était ménagé une sorte de maison de plaisance où il pouvait attirer sur lui les regards du monde sans toutefois, semblait-il, s'exposer à aucun péril. Cousin, qui prétendait avoir manqué sa vocation en n'entrant pas dans la carrière militaire, aimait médiocrement les postes dangereux. Or, depuis 1840 environ, l'Université et surtout la philosophie de l'Université était en butte à des

attaques toujours plus audacieuses de la part des ultramontains, qui se formaient à cette petite guerre, pour marcher ensuite à la conquête de la société moderne. Bien avant cette date, Cousin avait renoncé à toute recherche sérieuse dans le domaine de la philosophie et même, pour son propre compte, si ce n'est pour celui de ses élèves, dans le domaine de l'histoire de la philosophie. Comme on l'a dit plaisamment, il n'en était plus que le bibliothécaire. Il résolut maintenant d'aller vivre ailleurs, d'émigrer dans une autre province des lettres moins exposée aux invasions des Barbares. Pour couvrir sa retraite, il ne manqua pas de sonner une fanfare, selon son habitude. Si en présence d'attaques sans frein, s'écria-t-il, tous abandonnent le drapeau de la philosophie, déchiré et noirci par la calomnie, il y aura un homme, fût-il seul, qui ne pliera point..... Cet homme qui jetait ainsi aux ultramontains le défi de la *Médée*, de Corneille, écrivait ces lignes en tête du livre même où il renonçait pour toujours à la philosophie militante (1843).

Le XVIIe siècle, avec sa grandeur d'apparat, avait toujours eu sa préférence. Non loin de Descartes, qui lui appartenait comme un patrimoine, Sainte-Beuve venait de découvrir et d'exploiter Port-Royal. Cousin, en quête d'une terre à coloniser, se précipite en conquérant sur ce canton et prend possession de Pascal avec un éclat incomparable ; ne disait-il pas lui-même : « J'aime à faire du bruit ! » Il aperçoit près de Pascal une pénitente de haute ligne : il s'enquiert du passé de cette touchante Madeleine et le voilà bientôt chevauchant à travers la Fronde comme un page de Mme de Longueville. Désormais, les ultramontains vaincront l'Université sans causer d'inquiétude à son chef. Il vit dans une paix profonde. Il passe six mois de l'année à faire de l'érudition galante, et six autres mois à revoir soigneuse-

ment ses anciens volumes de philosophie pour les expurger de toute locution inconnue au XVIIe siècle, car il n'appartient plus au XIXe, et de toute hérésie doctrinale, car il veut complaire à l'Église.

Sur cette voie, Cousin devait rencontrer le ridicule qui est devenu inséparable de son nom aux yeux de la génération nouvelle, et celle-ci est presque la postérité. Il devait y rencontrer aussi un ennemi personnel qui, sans avoir l'air d'y toucher, allait dénouer le manteau de pourpre et la toge du pontife pour nous laisser apercevoir le « singe amusant » dans sa comique laideur.

Sainte-Beuve fut outré de se voir enlever un sujet qui lui appartenait en sa qualité de premier occupant. Les textes que Cousin publiait avec tant de fracas, il les avait étudiés, il en avait la copie dans ses tiroirs, n'attendant pour les mettre au jour que le moment où il en aurait besoin dans son *Histoire de Port-Royal*. C'était même lui qui avait fait connaître au pétulant philosophe les lettres de Mme de Longueville ; il les lui avait remises de sa main. Mais Cousin avait pour maxime : « Mon droit c'est ma passion. » Il crut avoir d'autant moins à se gêner que Sainte-Beuve, son cadet d'une douzaine d'années, son auditeur de 1828, était en outre son obligé. Pendant son ministère, il l'avait nommé à la Mazarine et logé à l'Institut, le tirant de la sombre *cour du Commerce* de Saint-André-des-Arts, où l'auteur de *Volupté* menait depuis dix ans l'existence la plus humble.

Aux yeux d'un homme d'honneur, ce service rendu constitue pour Cousin une circonstance bien plutôt aggravante qu'atténuante. Ce qui marque d'ailleurs son procédé d'un caractère d'improbité, c'est que, réunissant en volume ses articles de la *Revue des Deux-Mondes*, il en supprima rigoureusement les renvois aux travaux de son devancier, renvois que Buloz lui avait sans doute imposés.

Sainte-Beuve ne tarda pas à se plaindre. Dans une lettre à Cousin qu'on vient de publier, il rappelle lui-même qu'il est son obligé, mais il tient à lui déclarer, d'un ton très ferme, qu'il ressent ce manque d'égards. « Voyez-vous, ajoute-t-il, quand je dis que je ne crois pas à la liberté, c'est que je sais bien que vous n'êtes pas libre de ne pas faire ces choses et de résister à l'entraînement de votre appétit. »

La vengeance de Sainte-Beuve fut d'abord tout intime, secrète, doublement anonyme en quelque sorte. Il envoyait alors à une petite revue de Suisse, inconnue à Paris, des notes qu'il n'avait garde de signer et dont on composait là-bas une sorte de chronique mensuelle. Protégé par un voile impénétrable et parlant à des étrangers, il ne craignait pas de dire le fond de sa pensée sur les livres et les hommes du jour. Peu de mois après la grande et merveilleuse découverte de Pascal, annoncée à son de trompe, Sainte-Beuve signale à la Revue suisse une certaine allocution du philosophe et spécialement « la phrase sur la *divine Providence* (avec force inclinaisons de tête) ». Et il ajoute : « C'est cette religion officielle de l'éclectisme et du charlatanisme qui est un peu impatientante! Là où d'autres disent : les saintes Écritures, Cousin dit : *les très* saintes Écritures. » Ce premier coup de patte, n'est-il pas vrai? fait déjà prendre au masque une tournure des plus plaisantes. Il raconte aussi l'histoire fort drôle d'un catéchisme que Cousin avait rédigé, de sa propre et belle plume, à l'usage de l'Université, pour lui donner un vernis catholique ; malheureusement, le livre étant imprimé, on s'aperçut avec effroi que le maître avait oublié un petit dogme, auquel le clergé a la faiblesse de tenir : le purgatoire ; il fallut détruire toute l'édition.

Mais ce sont là des escarmouches. Pour reprendre sa

liberté à l'égard de Cousin, Sainte-Beuve attendit le moment où, ayant quitté la Mazarine, il se crut dégagé de toute obligation. En 1852, il ouvrit le feu dans une de ses *Causeries du lundi*, « à propos de la retraite de MM. Villemain et Cousin ». Si l'on fait abstraction de la date de cet article et de l'occasion qu'a choisie l'auteur — l'une et l'autre prouvent peu de générosité, — on ne peut qu'admirer dans les pages consacrées à Cousin la justesse, la modération même de la pensée et la finesse souvent aiguë de l'expression. Il y a du velours dans cette griffe qui caresse par instants et qui déchire toujours. C'est en ayant l'air de prendre la défense de l'œuvre philosophique de Cousin que Sainte-Beuve en fait voir la nullité absolue : elle a consisté dans la fondation, non d'un système, ainsi qu'on l'en accuse très-injustement, mais d'une École chargée par l'État de tenir le milieu, comme vérité décente et officielle, entre l'Église et la libre pensée. Et ce que devait être cette école, elle l'a été. Quant à son chef, l'auteur ne songe pas à nous en tracer le portrait, mais il se demande incidemment pourquoi Cousin en veut à La Rochefoucauld, et il nous rappelle, sans insister outre mesure, que La Rochefoucauld en voulait, lui, au solennel, à toutes les comédies même graves, à toutes les emphases, à tous les charlatanismes, c'est-à-dire, je pense, à tous les défauts de Cousin. Après avoir ri encore, et aux éclats, des galanteries posthumes du grand homme, Sainte-Beuve propose pour lui cette épitaphe, que personne n'a oubliée : « Il a voulu fonder une grande École de philosophie et il aima Mme de Longueville. »

Cousin ne s'est pas relevé des coups que lui porta cet article, cette moitié d'article. Sainte-Beuve avait en un tour de main jeté l'idole par terre.

Pour connaître toute sa pensée, il faut lire aussi

quelques pages publiées du vivant de Cousin, où il parle de lui à propos de Jouffroy ou de M. Taine ; mais il faut prendre surtout deux articles nécrologiques qu'il lui consacra vingt mois avant son propre décès, puis des fragments ajoutés vers la même époque à une réimpression des *Causeries* (XIe volume), et enfin de nombreux passages de ses *Cahiers*. Dans ses écrits postérieurs à la mort de Cousin, Sainte-Beuve se montre à la fois plus sévère et plus porté à la louange que dans l'article de 1852. Il ne recule pas devant des indiscrétions peu charitables, mais il admire aussi et de grand cœur. Tel de ses jugements dans un sens ou dans l'autre paraît excessif. A l'en croire, Cousin n'a aimé ni le luxe, ni la bonne chère, ni les femmes, malgré ses faux airs; mais il a aimé la domination, la prépondérance avec un égoïsme féroce. Il s'est fait son chemin en se débarrassant à coups de coude de ceux qui étaient devant lui et même à côté de lui. Sainte-Beuve s'irrite de son peu de franchise; il persifle son christianisme; il est sans pitié pour ses poses ridicules. Il lui reproche, comme défauts littéraires, l'exagération, le manque de mesure, l'absence d'originalité, la déclamation. Mais, d'autre part, il lui trouve un air de grandeur qui le séduit, une force d'impulsion, un don d'initiative auquel il résiste, mais qu'il estime très haut. Il le déclare admirable d'exposition dans les régions où il y a de l'espace, car son regard a besoin d'horizon, comme celui de l'aigle. Il va même jusqu'à lui reconnaître « l'esprit aussi rapide et (ce qui me semble prodigieusement exagéré) aussi étendu que Leibnitz » ; mais, dit-il, « il lui manque le plomb dans la ceinture », l'équilibre, la vraie force, la vraie pénétration. Souvent il parle de son « quasi-génie », et pour tout résumer il l'appelle « un étourdi de génie », ou bien encore Phédon-Scapin !

Pendant que Sainte-Beuve publiait quelques-uns de ces jugements et déposait les autres dans son portefeuille pour qu'on les y trouvât, un autre lettré, à l'esprit plus délicat encore, parce qu'il l'avait tourné plus exclusivement vers les écrivains classiques, Doudan, s'occupait fréquemment, dans ses lettres, de Cousin qu'il voyait depuis 1828 et qui l'attirait et le repoussait tour à tour.

« Je ne me sens, disait-il, que beaucoup d'admiration pour son esprit, et je n'ai aucun des penchants qui font qu'on se déchaîne si injustement contre lui aujourd'hui. » Cela est écrit en 1853, quelques mois après le fameux article où Sainte-Beuve avait donné le signal de la révolte. Doudan ne veut donc pas, du moins au commencement, se joindre aux insurgés ; parmi les indépendants qui ne sont disciples à aucun degré, il est de ceux qui resteront le plus longtemps fidèles aux souvenirs de leur jeunesse. Mais il ne tarde pas à reprocher à Cousin l'énorme disproportion qui règne entre le fond de sa pensée, qui est très ordinaire, et la solennité de l'exposition. Le simple bon sens prend chez lui des airs de majesté, même lorsqu'il avance des choses trop vraies pour qu'on les redise. A propos d'un autre philosophe (M. de Rémusat, si je ne me trompe), qui dispose ses idées, fort riches et fort nombreuses, avec une certaine négligence qui leur donne l'air d'une foule désarmée et peu redoutable, Doudan fait ressortir avec quel art infini Cousin cache la faiblesse de sa pensée. « M. Cousin, dit-il, en développant largement, comme il aime à le faire, une image juste et précise, M. Cousin vous met quatre hommes et un caporal dans une vaste enceinte où règnent l'ordre et le silence. On voit de loin le prétoire, l'autel couronné de fleurs, les drapeaux, les armes en faisceaux, *trium legionum manus ostendebunt.*

On passe les yeux baissés devant les fossés de cette re-

doutable enceinte. La sentinelle crie : « au large ! » du haut des remparts. Qui croirait qu'il n'y a là que quatre hommes et un caporal? » — Hé oui ! pendant plus de vingt ans la génération de Doudan a passé devant ce camp romain *les yeux baissés*, et c'est là notre grief contre elle : par sa molle complaisance envers un rhéteur, elle a arrêté l'essor de l'esprit français et elle a préparé la décadence de la science sous le second Empire.

Les folies amoureuses de l'adorateur de Mme de Longueville ouvrirent complètement les yeux à Doudan. Je ne cite pas les bouffonnes plaisanteries que lui inspire Cousin, « valsant avec la momie de Mlle de Scudéry, l'air ardent et respectueux » : on a tort de rire des maladies mentales. Mais Doudan ne prend pas toujours ce ton badin, car il sent fort bien qu'un pareil travers suppose chez le vieillard un vide effrayant. « Je ne lis plus Cousin, dit-il en 1863. Il ne change que de sentiments et pas d'idées. C'est le contraire qu'il faut faire. C'est bien lui qui a voulu nous mener dans toutes sortes de cavernes obscures et qui nous y aurait laissés sans chandelles pour aller se promener autour de Mme de Longueville et d'une plus vieille dame encore qui est l'Église romaine... Je n'entends plus rien à M. Cousin ni à bien d'autres, quoique Cousin soit le plus singulier. » Ou peut-être le plus conséquent! Après avoir renié sa philosophie, ridiculement anodine, pour le catéchisme de notre sainte mère l'Église, après avoir remplacé ses dithyrambes sur la Révolution par des églogues aristocratiques, il fallait bien finir par brûler de l'encens devant Napoléon III. « M. Cousin, écrit Doudan en juillet 1866, admire, dit-on, le génie de notre empereur dans tout ceci (vous avez remarqué la date). Selon ses fortes impressions, il s'incline devant le plus grand politique de nos jours. A la fin de sa vie, son esprit sera bien fatigué de toutes les gambades qu'il

aura faites dans le fini et dans l'infini. » — Des gambades ! Ils en parlent tous les uns après les autres, comme si pour peindre Cousin en n'avait pas le choix des images.

Pourtant la mort de Cousin émeut Doudan et lui remet en mémoire une expression touchante de Mme de Sévigné sur la mort de son jardinier : « Cette vie si puissante de M. Cousin, en s'éteignant *rend le jardin tout triste*... Il avait porté dans l'esprit de la philosophie quelque chose du génie de Corneille. Il avait donné comme une âme romaine aux abstractions. »

Cet éloge qui est vraiment magnifique, et que Sainte-Beuve ne désavouerait pas, me rappelle ce mot qu'on prête à Royer-Collard : « Sur les sept jours de la semaine, aurait-il dit, il y en a trois où Cousin est absurde, trois autres, médiocre ; mais un où il est sublime. » — Sublime une fois sur sept, franchement, ce n'est pas trop mal !

Sainte-Beuve et Doudan s'accordent aussi pour représenter la conversation de Cousin comme étourdissante d'esprit et prodigieusement divertissante. « Quoi, fille de David, vous parlez à ce traître? écrit Doudan à une pieuse dame de la famille de Broglie qui recevait Cousin dans son salon, après la Révolution de 1848. N'est-il pas vrai que ce Mathan est le plus animé des mortels ? et au fond très bon enfant et s'amusant de tout comme un enfant. Il a un feu qui ne s'éteint point. »

Se rappelant ce don de la conversation, un des plus beaux que la nature puisse départir à un homme, et voyant encore Cousin se promener de long en large dans les vastes chambres de la Sorbonne et parler de tout avec la même vivacité, avec une mimique et des formes dramatiques naturelles, Sainte-Beuve se demandait ce qui avait manqué à ce brillant esprit pour

être un vrai génie. Un étranger introduit auprès de lui devait sortir de cet entretien tout enivré. A l'Académie, à propos de n'importe quelle question soulevée à l'improviste, il parlait mieux que personne, mais pendant la première demi-heure seulement; en se prolongeant le monologue se gâtait par l'intempérance et l'exagération, ce qui faisait dire à Guizot : « C'est l'esprit qui a le plus besoin de garde-fou. » Cousin, de son côté, disait de Guizot « : Il se perd par la stérilité. » Un jour revenant de dîner de chez M. Thiers (en octobre 1847), il disait, « avec feu, avec jeu, avec action » : « Que manque-t-il à Thiers, à ce *lierre incomparable* que nous quittons? Un chêne auquel il s'attache. Tant qu'il n'aura pas trouvé ce chêne-là, tous les vents l'agiteront... » En s'exprimant avec cette justesse étonnante, Cousin ne se doutait certes pas que ce chêne-là serait notre jeune République. Mais quelle vivacité il devait y avoir dans cet esprit pétulant pour jeter ainsi de ces mots à la volée !

Sainte-Beuve, à qui nous empruntons ces détails, était un ennemi, mais aussi, on le voit, un admirateur. Mérimée, qui était un ami, ayant appartenu au groupe de 1820, et était devenu l'instrument choisi par la *divine Providence* pour convertir Cousin au bonapartisme pendant leurs séjours à Cannes, semble éprouver un peu moins d'enthousiasme. « J'ai ici, écrit-il à l'une de ses *Inconnues*, la compagnie de M. Cousin qui est venu s'y guérir d'une laryngite et qui parle comme une pie borgne. Il est d'ailleurs fort amusant. » Puis il le peint s'arrêtant au milieu de la promenade pour gesticuler et pérorer à son aise, « et, ma foi, fort bien ».

Lamartine qui, en général, ne savait pas voir, étant témoin un jour de cette mimique de Cousin, s'écria, dit-on : « Il y a du bergamasque dans cet homme-là. »

Albert Stapfer avait parlé de singe amusant; Quinet,

d'Arlequin ; Sainte-Beuve, de Scapin ; Dourdan, de gambades ; Mérimée, de pie borgne, et voici Lamartine qui prononce le mot de bergamasque.

Je crains bien que ces saillies et ces boutades des contemporains ne finissent par devenir le jugement de la postérité, grâce à « l'insanité de la vieillesse de Cousin ». Et pourtant, quoique méritées, elles consacreront une injustice, car elles voilent tout un côté de sa personne, cette prodigieuse rapidité de la pensée et cette vigueur dans l'expression qui faisaient de lui un des premiers causeurs du siècle et qui auraient pu en faire, s'il avait eu quelque sérieux, un grand remueur d'idées, un secoueur des intelligences. En lui accordant cette verve bouillonnante, la nature lui avait refusé le rigoureux enchaînement des conceptions, qui fait le philosophe, et la mesure, qui est la première qualité de l'écrivain classique. Par un effort de la volonté qui suppose une étrange illusion, il voulut être l'un et l'autre. Sa philosophie fut un chapelet de doctrines disparates n'ayant d'autre lien que son bon plaisir ; et lui, qui nous apprenait à voir dans le XVIIe siècle une seconde antiquité, il applique à la prose française les procédés par lesquels les érudits de la Renaissance composaient en latin cicéronien. Ce puissant improvisateur se fait ouvrier en mosaïque, arrangeur de syllabes. Tout dans son œuvre est faux, puéril, mais empreint aussi de je ne sais quel grand air théâtral, reflet de son caractère dominateur.

LA
CORRESPONDANCE DE SAINTE-BEUVE
(1822-1869)

---

23 avril 1878.

Disons-le dès l'abord : ces lettres n'ajouteront guère à la réputation littéraire de Sainte-Beuve. Quand on compose des articles de *Variétés* au point d'en remplir quarante volumes, on a rarement le loisir de prendre une feuille de papier pour causer avec ses amis. « Je rebute sur l'écriture, disait-il, tant j'en ai à faire. » Les vrais correspondants de Sainte-Beuve, c'étaient les abonnés de la *Revue des Deux-Mondes*, du *Constitutionnel*, du *Moniteur*, du *Temps :* c'est pour eux qu'il a dépensé tout ce qu'il y avait en lui d'esprit et de finesse d'observation ; c'est à eux qu'il a débité ces méchancetés, petites ou grandes, que d'autres enferment sous une enveloppe. Çà et là sans doute, surtout dans le second volume qui comprend sa courte carrière de sénateur, les meilleures années de sa vie, on rencontre des jugements très piquants sur les choses du jour et même sur certains écrivains, MM. Littré, de Sacy, Veuillot, sur Ampère, sur Beyle, etc..., si bien qu'on lit

ces lettres avec le même genre de plaisir que procurent, par exemple, celles de Doudan. C'est une exception : en général, l'écrivain, le critique s'y montre peu, et notre littérature ne va pas inscrire un nom de plus sur la liste brillante de nos épistoliers.

Mais ce livre est de la famille de ceux que Sainte-Beuve lui-même aimait et recherchait parce qu'ils nous font voir l'homme tel qu'il était et non tel qu'il paraissait en public, parce qu'ils nous permettent (ce sont ses propres expressions) de glisser hardiment le scalpel et de toucher les points de suture entre le talent et l'âme. Ceux qui auront lu cette correspondance, ou pour mieux dire ceux qui l'auront étudiée, car l'éditeur n'a rien fait pour épargner ce travail au lecteur, connaîtront Sainte-Beuve bien mieux que par ses nombreux volumes et ils le jugeront, je crois, avec une équité qu'on ne lui a pas toujours témoignée de son vivant.

Quand des écrits un peu intimes lui tombaient entre les mains, nous savons qu'il y cherchait avant tout « le côté romanesque de l'existence », — et ce mot était souvent pour lui un euphémisme. On se rappelle avec quel plaisir il nous a raconté les parties fines de Chateaubriand, sexagénaire, au Jardin des Plantes et à Étampes ; on n'ignore pas qu'il avait l'intention d'écrire sur la châtelaine de Coppet un livre dont les chapitres auraient porté ces titres suffisamment clairs, et qu'il aurait, du reste, interprétés largement : *Mme de Staël et M. de Narbonne ; Mme de Staël et Benjamin Constant ; Mme de Staël et Schlegel*, etc. Sans être tout à fait convaincu de la légitimité de ce procédé, je crois pouvoir l'appliquer cette fois-ci à son inventeur, mais très discrètement, en me tenant rigoureusement aux preuves écrites, publiées par lui ou par ses héritiers, et sans rien emprunter, comme il l'a tant fait, à la tradition orale.

Ses lettres touchent rarement, il est vrai, à ce côté « romanesque ».

Cependant, vers l'âge de trente ans, il parle à son ami Ampère d'une passion dont celui-ci est déjà informé et qui est partagée. Est-il à Paris, « je suis heureux avec sobriété, dit-il, dans l'absence souvent, — par la pensée qui donne encore le plus grand bonheur ». Est-il à la campagne, il annonce qu'il va repartir et reprendre le collier, le collier de Buloz d'abord, et puis cet autre dont il est question dans *Hernani :*

Les deux bras d'une femme aimée et qui vous aime.

Ouvrez ici les *Portraits de femmes*, et lisez vers la fin une nouvelle qui a paru en 1837 dans la *Revue des Deux-Mondes*. L'héroïne, Mme de Pontivy, que l'auteur place en plein XVIIIe siècle, est heureuse divinement dans sa passion ardente ; le bonheur de l'amant, M. de Murçay, a des teintes pâlissantes, il s'y mêle une sorte de tristesse qui en augmente peut-être le charme. « Cet esprit si fin, cette âme si tendre » se repose volontiers et se perd dans les flammes de son amie. (Vous reconnaissez là le style de l'auteur de *Volupté*). Leur félicité, qui a duré juste cinq ans, se trouble presque soudain parce que, sans aucune infidélité, la flamme de Mme de Pontivy s'éteint sous la quiétude de l'amant. Celui-ci, désespéré, devient à son tour bouillant d'ardeur, et il finit non sans peine par reconquérir le terrain perdu ; désormais les rôles seront échangés, ou plutôt les deux amants arriveront à la fusion véritable des âmes, à tel point que lorsque M. de Pontivy vient à mourir, ils ne veulent rien modifier à leur sort. — Quand cette nouvelle parut, elle fit, naturellement, scandale dans la société pieuse dont Sainte-Beuve était un des ornements, car il travaillait depuis longtemps à son *Port-Royal*. La duchesse de Broglie, qui se croyait charge d'âme sur tout

son entourage, reprit vivement le coupable, et celui-ci « n'eut guère rien à répondre ». Vinet, de Lausanne, œur des plus purs et plume des plus délicates, exprima par écrit à Sainte-Beuve combien il regrettait ces pages, qu'il mettait sur le compte d'un goût exagéré de psychologie fine. Prenant alors un air de néophyte très contrit mais peu repentant, car il hume encore avec délices certains parfums qu'il ne peut oublier, Sainte-Beuve avoue à son confesseur que la première partie du récit est *leur* histoire et que s'il a écrit ces pages, s'il les a publiées, c'est pour les faire passer sûrement sous ses yeux, à elle, et « lui faire agréer et partager les sentiments » de la seconde partie! Il ne s'agit pas de fine psychologie, comme l'avait cru cet excellent Vinet, mais bien d'une tentative de séduction avec circonstance aggravante de récidive. Sainte-Beuve reconnaît qu'en agissant ainsi il n'est pas resté fidèle à son rôle de janséniste devant les hommes, « qu'il faut au moins soutenir avec conséquence et bonne grâce », et cela paraît le peiner beaucoup; mais ce qui le peine bien plus encore, c'est que la vraie Mme de Pontivy ne voulut pas de l'échange des rôles qu'on lui proposait un peu tardivement, et qu'elle ne se prêta point à « la fusion véritable des âmes ». Décidément, elle en avait assez. Avec la discrétion qui caractérisait les amants de ces années-là, Sainte-Beuve fit part de son échec au public, dans des vers où il chante les malheurs de Musset et les siens : l'une, dit-il (c'est Lélia), vous prend dans sa soif et puis vous jette comme un fruit dont on a exprimé tout le jus; l'autre (c'est sa défunte Mme de Pontivy),

> L'autre, tendre et croyante, un jour devient muette
> Et pleure, et dit que l'astre en son ciel s'est couché.

Il eut bien d'autres passions encore (j'en juge par certaines allusions de sa *Correspondance*), et presque tou-

jours pour des âmes tendres et croyantes. Il les lui fallait honnêtes, pures, pieuses, éthérées. Quant à ses moyens de séduction, ce n'était pas la beauté, si j'en crois la tradition (seul point où je me permets de la suivre), c'était — si je l'en crois lui-même — la mythologie chrétienne. « J'ai fait un peu de mythologie chrétienne en mon temps, écrit-il; elle s'est évaporée. C'était pour moi comme le cygne de Léda, un moyen d'arriver aux belles et de filer un plus tendre amour. La jeunesse a du temps et se sert de tout. » Et il ajoute que, depuis qu'il vieillit, il se mortifie moins. Ce qui est certain, c'est qu'il lui fallait, comme il l'a dit dans de mauvais vers, « de tortueux délais » pour atteindre à son but, et ce qui est également certain, c'est que ce but, qu'il désignait fort drôlement par un terme presque religieux, il n'y atteignait pas toujours. Parfois, les âmes tendres et croyantes n'avaient pas « la langueur irritante où se bercent les sens », et sur laquelle il comptait. Il s'en plaignait, même longtemps après. Il parle d'une dame morte à Lyon depuis des années : « ma meilleure amie alors, mais une amie qui n'a pas su l'être, hélas ! comme il le faut au cœur pour qu'il soit entièrement rempli et satisfait. »

Quoiqu'on n'ait pas à se gêner avec Sainte-Beuve, je ne puis cependant répéter tout ce que j'ai lu dans la *Correspondance*. On y verrait comment il se passait, au besoin, de « mythologie chrétienne » et de « tortueux délais ». Un seul passage suffira. « J'ai mes faiblesses, écrit-il à Jean Reynaud dans une pièce semi-officielle ; ce sont celles qui donnèrent au roi Salomon le dégoût de tout et la satiété de la vie. J'ai pu regretter de sentir quelquefois que j'y éteignais ma flamme. » Rappelez-vous Joseph Delorme se promenant avec Rose, et Amaury, dans *Volupté*, lorsqu'il est las de pousser de tendres et mystérieux soupirs.

Pour en finir avec « le côté romanesque », disons qu'un jour, peu après sa nomination à la Mazarine, il voulut se marier. Il fut éconduit. Une lettre fort digne et fort réservée en témoigne. J'ajoute, et cela étonnera peut-être, qu'il le regretta jusqu'à la fin. Dans les dernières pages, ou peu s'en faut, qu'il ait envoyées à l'impression, je lis ceci : « La nature se présente deux fois à nous pour le mariage... La seconde fois, prenez garde ! Si vous la repoussez, elle ne viendra plus et se vengera en vous jetant au cœur *l'ironie et la sécheresse*. A un certain âge de la vie, si votre maison ne se peuple point d'enfants, elle se remplit de manies et de vices... »

L'opinion publique s'est montrée de tout temps bien sévère à l'égard des mœurs de Sainte-Beuve. Cette sévérité a de quoi étonner, car enfin nous ne sommes pas une nation de saints et notre littérature ne brille pas précisément par une chasteté immaculée ; on prétend même en Europe que l'amour, ainsi que le vice qui extérieurement ressemble à l'amour, est comme le péché mignon du peuple gaulois et que parmi nous il est honorable d'être mauvais sujet. D'où vient donc que, dès qu'il est question de Sainte-Beuve, nous ne rions plus comme nous le faisons pour d'autres, mais que nous nous indignons et nous scandalisons ? Ne serait-ce pas que, à certains égards, cet homme n'était pas Français? Nous voulons partout la ligne droite : il préférait, lui, la ligne tortueuse, en fait de style comme en galanterie. Nous sommes pour les genres tranchés : d'un côté la comédie, de l'autre la tragédie ; d'un côté, aussi, l'amour, de l'autre la dévotion. Peut-être irons-nous jusqu'à admettre qu'une femme, lisant avec ardeur l'*Imitation*, remplace partout dans sa pensée le nom de Dieu par celui de son amant ; car chez la femme tout est sentiment et les sentiments n'ont que des nuances ; mais que l'amant enveloppe ses déclarations de méditations

mystiques sur la chute et la grâce, nous protestons au nom du bon sens. L'amour du prochain se concilie avec l'amour de Dieu, mais non pas, s'il vous plaît, l'amour de la femme du prochain ! Lorsque nous rencontrons cette confusion, nous crions au Tartufe. Sainte-Beuve l'était-il en ces moments-là ? Oui, si nous en croyons son mot sur la mythologie chrétienne. Mais ce mot est-il bien juste ? Sainte-Beuve ne se vante-il pas après coup ? Dans sa seconde jeunesse, n'a-t-il pas été pris, au moins à la surface, par cette mythologie qui répondait à certains instincts de sa nature rêveuse et mélancolique ? Ne trouvait-il pas un charme réel à cette quiétude que donne la foi et qu'il aimait à porter dans ses relations avec ses amies (rappelez-vous l'amant de Mme de Pontivy) ? Je le pense. Mais alors Sainte-Beuve, je le répète, n'était pas vraiment Français. Quant aux relations très passagères qui n'ont de l'amour que le plaisir, si elles sont tolérées en France sous toutes les formes, sans aucune pruderie, c'est à condition qu'il s'y mêle une pointe de gaieté. Il y faut de la jeunesse, de l'entrain, des éclats de rire. Quand le plaisir ressemble à l'ivresse lourde du Flamand, vulgaire, grossière, descendant de plus en plus bas, nous nous en détournons avec dégoût. Sainte-Beuve, toujours plus ou moins mélancolique, ne l'était jamais plus qu'à ces heures-là. Il en sortait lugubre.

On n'a pas assez tenu compte de ce fond de tristesse qui l'a mis à part au milieu de la foule et qui, dans bien des circonstances, atténue les torts qu'il a pu avoir. Dès ses premières lettres, bien avant *Joseph Delorme*, il constate sa « froide langueur, qui est comme une habitude prématurée de vieillesse », et jusqu'à la veille de sa mort il se plaint de ses défaillances et de ses dégoûts. Né d'un père qui n'était plus jeune et qui mourut après peu de mois de mariage, il attribuait au deuil maternel cette mélancolie et cette disposition à l'ennui. Il vint au

monde triste, il naquit vieux. S'il n'avait eu l'intelligence singulièrement avide et s'il n'avait possédé et surtout développé une puissance de travail surprenante, il aurait probablement fini comme son pauvre héros, l'étudiant en médecine. Il comprit de très bonne heure qu'il ne pouvait être sauvé que par un effort continuel et que l'étude la plus assidue et la plus sévère pourrait seule empêcher ses idées de vaguer et de s'épandre, et le retenir, si ce n'est sur le bord, du moins sur le penchant de l'abîme où l'auraient entraîné de mauvais instincts. On sait à quel labeur le condamnèrent ses *Lundis*, ne lui laissant, pendant des années, qu'une demi-journée de liberté par semaine. Mais quand il occupait dans la cour du Commerce (du temps de Mme de Pontivy) deux chambres à 27 francs par mois, déjeuners compris, il se promenait en été, nous dit un témoin oculaire (1), de six à huit heures du matin, travaillait jusqu'à onze heures, se rendait, après un rapide déjeuner, aux bibliothèques publiques, d'où il sortait à quatre heures pour dîner; se remettant aussitôt au travail, il ne le quittait pas avant onze heures. Sauf les dimanches, il ne recevait aucune visite d'ami (je ne dis pas d'amie), et il n'allait dans le monde que le samedi. C'est ainsi qu'il a pu produire, outre ses quarante volumes d'articles, les onze volumes sur Virgile, Port-Royal, Châteaubriand, Prudhon. Cela représente une somme de travail qu'un bénédictin n'a point dépassée. Et quelle exactitude, quelle minutie dans les recherches ! « Mon siège, disait-il, n'est jamais fait... » Ou encore : « Je passe ma vie à corriger des *lapsus*. » Il faut voir les billets qu'il écrit à M. Paul Chéron, de la Bibliothèque nationale, son

(1) Un ami d'enfance, M. Charles Neate, de l'*Oriel college*, à Oxford. Voyez sa note dans l'*Athenæum* du 30 mars. L'éditeur fera bien de s'adresser à lui pour le troisième volume de la *Correspondance*.

fidèle collaborateur, qu'il chargeait de lui procurer les éléments de ses *Lundis* ; le petit nombre qu'on en a publié suffit pour donner une idée de son activité effrayante et des scrupules de sa conscience littéraire.

Mais cette production, à certains égards industrielle (car enfin il fallait vivre), n'est que le petit côté du travail de son intelligence. Sous l'aiguillon de l'ennui, qui ne lui laissait de repos nulle part, Sainte-Beuve se mit, dès sa jeunesse, à parcourir toutes les provinces de la pensée contemporaine et à se glisser dans tous les camps. Il fut d'abord, je crois, dévot comme on l'est dans l'enfance, puis libre-penseur comme on l'est volontiers à l'École de médecine ; il se rattacha ensuite aux doctrinaires du *Globe* et aux républicains du *National* ; il rédigea pour les Saint-Simoniens un manifeste ; il fut un des fidèles de l'Abbaye-aux-Bois et y prit une teinte de catholicisme mondain ; il s'enfonça dans les solitudes de Port-Royal, tout en prêtant l'oreille au méthodisme calviniste de l'hôtel de Broglie qu'il retrouva à Lausanne avec une teinte légère de poésie. Qu'est-ce donc qui le poussait ainsi à droite, puis à gauche, en avant, puis en arrière ? Ici encore, l'opinion publique a été impitoyable à son égard. Avec nos idées françaises qui sont absolues, nous ne comprenions rien à cette versatilité incessante ; qu'on change d'opinion une fois, deux fois même, soit ! Nous admettons qu'on se trouve un jour sur le chemin de Damas, mais qu'on y passe sa vie, cela nous paraît étrange. C'est ce qu'a fait Sainte-Beuve, du moins jusque vers l'âge de trente-six ans (1840), car à ce moment-là, sans qu'on s'en aperçût peut-être au dehors, il se fixa dans un scepticisme conscient, qui en morale s'éloigne peu de La Rochefoucauld et qui, en fait de conception du monde, ressembla d'abord au positivisme pour finir par une sorte de bouddhisme : « L'homme n'est que le songe d'une ombre, l'ordre sidéral plane et règne au-dessus. »

Qui dit mélancolie dit, au fond, scepticisme. Sainte-Beuve était donc, dès l'origine, un sceptique. Mais il y avait en lui trop d'activité pour qu'il pût commencer par où il devait finir, par le repos dans la seule manière de voir qui fût conforme à sa nature. Son ardente curiosité exigeait qu'il vît tout, avant de conclure que ce tout n'est rien. Comme il l'a très bien dit, même à ses heures de religiosité poétique il a toujours été un douteur, un chercheur. Il ne s'est jamais livré complètement. Si l'on s'y est trompé, si chaque parti l'a réclamé comme un adhérent pour le décrier ensuite comme un transfuge, c'est qu'avec son imagination très souple il se laissait aller à rêver qu'il croyait, et il trouvait doux de croire, de pratiquer, de communier avec les fidèles, que ceux-ci fussent les amis de Carrel ou ceux de Mme Récamier. Il faisait alors pour les divers *credo* ce qu'il a fait plus tard pour les sujets de ses *Causeries* ; c'étaient des voyages d'agrément, des séjours chez un hôte de son choix. Par politesse, et aussi par une sorte de faiblesse qui ressemble à de la sympathie, on incline vers ses opinions tant qu'on est chez lui ; il sera toujours temps, quand on se sera éloigné, de rendre à la raison ses droits et de reprendre un plus franc parler. Sainte-Beuve a longtemps essayé de se glisser ainsi (qu'on me passe cette expression familière) dans la peau d'autrui, avec le secret espoir de s'y trouver mieux que dans la sienne. Quand vint l'âge où, l'imagination se refroidissant, on cesse d'être capable de jouer à ces jeux-là, quand en outre l'expérience l'eut convaincu qu'il n'avait aucun profit à en retirer, il consentit à être lui-même, un sceptique résolu.

Sa correspondance ne laisse aucun doute, je crois, sur cette évolution de son esprit. Elle montre qu'à partir du moment que j'indique, il perdit cette curiosité inquiète qui l'avait promené à travers tant de systèmes. Aussi

avec quelle hauteur il accueille désormais les convertisseurs, lui qui jadis s'était montré si humble à leur égard ! « Pourquoi m'adressez-vous un sermon ? écrit-il à l'un d'eux. Est-ce que je me permettrais de vous en adresser un à vous ? Et pourquoi les choses ne seraient-elles pas égales entre nous ? Je ne vous plains pas pour les consolations que peut vous donner la foi ; laissez-moi celles que la philosophie peut me donner. A la bonne heure ! voilà un sceptique convaincu. Or, ce qu'il y a de pire au monde, c'est un homme sans convictions. Malheureusement, telle était bien la réputation que s'était acquise Sainte-Beuve pendant ses quinze années de promenades sentimentales à travers tant d'églises et de chapelles ; et il fallut le scandale produit au Sénat par ses discours, il fallut les impertinences de M. Lacaze et les bruyantes professions de foi théologiques de M. Canrobert pour apprendre à beaucoup de libres-penseurs que Sainte-Beuve leur appartenait corps et âme. Je pourrais en appeler ici au témoignage de M. Pelletan.

« Je n'ai pas toujours rencontré dans le monde et dans le public, dit un jour Sainte-Beuve, l'indulgence pour mes opinions et pour ma personne. » Nous le voyons bien. Mais aussi, avec la sauvagerie d'un homme né triste, il s'était de plus en plus renfermé dans son cabinet de travail. S'il fréquentait certains salons, surtout avant 1848, c'était moins en homme du monde qu'en observateur qui écoute et qui en rentrant chez lui, note ce qu'il a entendu d'intéressant. Il pensait d'ailleurs que l'indépendance ne s'obtient qu'au prix de relations restreintes. De très bonne heure il avait cessé de cultiver les liens de camaraderie et de collège qui nous créent comme une famille au milieu de la nation. « Si quelqu'un voyait ma vie telle qu'elle est faite depuis des années, dit-il en 1847, il jugerait bien que je ne me suis rattaché

à rien et que je suis véritablement sans patrie — sans patrie du cœur et de l'intelligence. » Il avait rompu déjà toutes relations avec des coteries littéraires et même avec des journaux ou des recueils périodiques. A l'exception de l'Abbaye-aux-Bois tant que vécut Chateaubriand, et à l'exception aussi de Guizot sur lequel il ne dit jamais publiquement tout ce qu'il pensait, il s'était permis de véritables impiétés envers les nombreuses idoles qui dominaient alors notre littérature. J'ai raconté récemment comment il démolit Cousin. Je trouve aussi des lettres à Villemain, une entre autres dont l'éditeur a cru devoir supprimer l'adresse, qui sont d'une raideur presque insolente. On peut croire que, dans les salons dont ils étaient les oracles, ces deux personnages le payaient en bonne monnaie, surtout après l'article persifleur qu'il eut la cruauté, je dirais presque la lâcheté d'écrire, peu de mois après le coup d'État, sous le titre de *Regrets*. Il eut donc pour ennemis irréconciliables les chefs, les anciens; mais de pareils articles, qui confirmaient trop sa détestable réputation, lui aliénaient aussi les jeunes, qu'irritait d'ailleurs sa position apparente de critique officiel. Il vit ainsi tout le monde se tourner contre lui. Quand on ne l'attaquait pas, on lui opposait un silence presque méprisant. Ce fut au point que pas un journal ni recueil en crédit ne dit un mot de son *Port-Royal*, qu'il termina en 1859, et qui est un des ouvrages les plus travaillés qu'ait produits notre siècle.

Ce dédain exaspérait Sainte-Beuve. Sa correspondance montre une irritabilité presque maladive. Non seulement il se plaint de trouver dans certains journaux des insinuations qui, atteignant son caractère, soulèvent en lui « toutes les fibres de l'honnête homme », mais il ne peut tolérer que des écrivains qui sont presque ses amis ou qui du moins ne sont pas ses ennemis amoindrissent ses titres littéraires, comme l'a fait par exemple M. Saint-

René Taillandier, ou négligent à l'occasion de prendre sa défense ainsi qu'il le reproche à M. Bersot. Je ne dis pas que, dans ces revendications et ces plaintes, Sainte-Beuve ait tort. Je crois, au contraire, que sur presque tous les points il a raison contre ses correspondants, mais on souffre de voir chez un homme de cette valeur une susceptibilité qu'on tolérerait à peine chez un écrivain à ses débuts (encore faudrait-il que ce fût un poète), et l'on sourit lorsqu'on l'entend affirmer que plus il va, plus il devient indifférent, d'une indifférence glaciale; ce qui ne l'empêche pas de s'écrier, en parlant du journalisme et de ses confrères en critique : « Tout dépend d'une dizaine de gens d'esprit, quelques-uns assez bêtes, et plusieurs de francs drôles. »

Cette aigreur malsaine et cet isolement expliquent la faute impardonnable qu'il commit en 1848 et qui le jeta aux mains de la réaction. Sur la liste des fonds secrets de la monarchie qu'on découvrit après Février, son nom figurait pour la somme de *cent francs* : Sainte-Beuve, qui, depuis qu'il était logé à l'Institut, se trouvait presque riche, avait-il vendu ses services à ce prix-là ? Et quels services avait-il donc rendus, lui qui n'écrivit jamais un mot en faveur du gouvernement de Louis-Philippe et qui refusa péremptoirement, et pourtant sans le publier, la décoration qu'on voulait lui imposer ? Les cent francs devaient représenter quelque dépense faite pour lui, peut-être même à son insu, — par exemple, une réparation urgente à l'appartement qu'il occupait, exécutée après l'épuisement des crédits réguliers : ces procédés étaient dans les habitudes administratives de l'époque. Quoique son innocence fût évidente, l'opinion publique eut l'air d'en douter : il était de ceux qu'on aime à surprendre en faute. Et lui, il montra, en cette circonstance fort désagréable, qu'un homme d'esprit est capable des plus grandes sottises : il donna, avec éclat, sa démis-

sion de Conservateur à la Mazarine, comme si c'était là une justification ! C'eût été plutôt un aveu; c'était en tout cas une rupture bruyante avec ses alliés naturels. Sainte-Beuve, en effet, a toujours eu des opinions démocratiques, même très avancées, qui prenaient une teinte presque socialiste lorsqu'il songeait, et cela lui arrivait souvent, aux misères du peuple. Une fois qu'il eut creusé de ses mains un abîme entre les républicains et lui, il dut forcément adhérer à la fausse démocratie, au césarisme.

Il s'y rallia d'abord de tout cœur, parce que dans le 2 Décembre il voyait l'écrasement des classes dirigeantes avec leurs salons qu'il connaissait trop bien. Le désenchantement, cela va sans dire, ne tarda pas, puis le dégoût, lorsqu'il mesura la nullité du prince et de ses ministres. Sa correspondance est pleine des renseignements les plus curieux sur le refroidissement graduel de son ardeur bonapartiste ; mais elle montre aussi qu'aux jours de sa confiance entière et naïve il sut rester parfaitement désintéressé et fièrement indépendant, ne sollicitant aucune faveur et ne se laissant pas dicter une seule ligne de ses articles. Jamais il n'a été le valet de l'empire. A cet égard, comme à tant d'autres, nous lui devons une réparation presque complète.

Quand on ferme cette correspondance, on ne peut refuser à Sainte-Beuve une estime très réelle, malgré maintes réserves. Il valait beaucoup mieux que sa réputation. Surtout on le plaint, non pas seulement parce que, sauf dans les deux ou trois dernières années de sa vie, il a été mal jugé, calomnié, mis au ban de tous les partis, mais aussi parce qu'on sent qu'il lui a manqué une qualité qui seule rend heureux et qui, pour être presque une vertu, ne s'acquiert pourtant pas, la joie, — la joie de l'homme dont l'existence a un but, la joie du poète ou de l'artiste qui, crée d'inspiration, la joie

du combattant qui souffre pour une cause et la fait triompher, la joie, en un mot, qui donne la force et commande la sympathie.

Sa critique elle-même se ressent de ce défaut ; elle est à la fois la plus pénétrante que nous ayons vue, et la plus large, la plus souple, la plus équitable d'intention, mais elle ne conclut pas. Quoique très sincère, elle manque de conviction. Aussi n'a-t-elle exercé que bien peu d'action sur notre littérature : elle n'a, je crois, rien inspiré et, ce qui est plus grave, rien empêché.

LA
RÉVOLUTION JUGÉE PAR M. TAINE (1)

7 mai 1878.

Les temps sont bien durs. Voilà le 16 mai, dernier espoir de la société, qui échoue misérablement; à chaque élection nouvelle, les républicains, ces ennemis personnels de Dieu, se trouvent plus nombreux ; l'Exposition, à laquelle (on ne peut plus le nier) l'Europe entière a la faiblesse de s'intéresser, s'ouvre et va peut-être réussir. Et la foi s'en va, la foi politique comme la foi religieuse! Tandis que la République des Jacobins trouvait un Joseph de Maistre pour la dénoncer comme l'œuvre de Satan, cette République-ci ne soulève l'indignation d'aucun homme de génie, car Dupanloup se tait et Veuillot s'endort. Grand Dieu! où allons-nous? — Ainsi gémissaient naguère, m'a-t-on dit, les filles de Sion qui remplissent les couvents et les sacristies, les châteaux et les salons du noble faubourg. Mais soudain une voix a retenti :

Chères sœurs, suspendez la douleur qui vous presse!

Quoi donc! Henri aurait-il posé l'un de ses augustes pieds sur les marches du trône? Le pape, le vrai pape,

(1) *Les Origines de la France contemporaine*, par H. Taine : « La Révolution », t. Ier, Paris, librairie Hachette et Cie. Ce volume fait suite à un ouvrage publié avec le titre : « L'ancien régime. »

celui que nous adorions et que nous pleurons serait-il ressuscité?

— Non, pas encore. Mais

> Pendant que du dieu d'Athalie
> Chacun court encenser l'autel,
> Un enfant courageux.....
> . . . . . .
> ... parle comme un autre Élie.
> Devant cette autre Jézabel.

Ah! nous comprenons : cette autre Jésabel, cette Athalie qui persécute les saints, c'est bien la Révolution sous la forme odieuse qu'elle revêt de nos jours, et vous nous annoncez qu'un autre Élie, un nouveau Joseph de Maistre vient de surgir. Mais pouvons-nous le croire? Albert de Broglie, homme de foi, — de foi un peu tiède, il est vrai, — n'a-t-il pas dit, il y a bien des années déjà, qu'il ne peut plus surgir de Joseph de Maistre, parce que ce grand écrivain, s'il revenait à la vie, « n'envelopperait plus dans un aveugle anathème » cette Révolution « manifestement destinée à étendre son influence sur le monde entier »; en voyant le chemin qu'elle a parcouru, « il hésiterait à en faire hommage au démon ».

Sans doute, M. Albert de Broglie l'a dit, mais sur ce point comme sur beaucoup d'autres il s'est trompé, il a été faux prophète. Nous possédons bien positivement un nouvel Elie, qui a le courage d'envelopper la Révolution tout entière dans ce que les mécréants osent appeler un aveugle anathème, et s'il n'en fait précisément « hommage au démon », c'est que Satan ne figure pas dans son vocabulaire.

Car — et c'est en cela surtout que les voies de Dieu sont merveilleuses — cet Eliacin qui se pose si fièrement en face d'Athalie et prend avec tant d'énergie la défense du clergé, — non pas seulement du clergé de

nos jours, épuré par les malheurs du temps, mais d'un Brienne, archevêque de Sens, d'un Rohan, évêque de Strasbourg, lesquels, paraît-il, ont eu le tort de ne pas toujours éviter le scandale, — cet Éliacin ne saurait dire, comme nous : « Le temple est mon pays, je n'en connais point d'autre. » Non, il sent même très fort le fagot. M. Dupanloup l'a, un jour, doctement convaincu de matérialisme, de panthéisme, d'athéisme, etc., et l'on ne dit pas qu'il soit revenu à résipiscence. Mais qu'importe? Plus il est impie, plus il nous sera utile. M. Guizot, qui avait du bon, quoiqu'il soit resté protestant, ou plutôt parce qu'il est resté protestant, avait pressenti que notre sainte Église pourrait retirer de grands avantages de l'impiété de ce matérialiste, de même qu'elle en retirait de son calvinisme à lui, et il n'a cessé de le protéger. Nous le lui devons, après tout; soyons justes.

M. Taine, puisqu'il faut enfin le nommer, ne dira donc pas, comme son prédécesseur Joseph de Maistre, que la Révolution est l'œuvre de Satan; mais il exprime admirablement la même pensée en se mouvant dans un ordre d'idées un peu différent.

Un cerveau composé de 1,200 millions de cellules et de 4 milliards de fibres qui les relient, voilà l'homme, si nous l'en croyons. (Cela fait bien un peu trembler, quand on a le bonheur de posséder la lumière de la foi; mais, entre nous, que nous fait le point de départ, si l'on en tire des conséquences bonnes, saines, antilibérales? Et c'est ce que va faire M. Taine.) Pour la plus simple opération mentale, il faut que ces fibres et ces cellules, dont chacune tire et pousse à l'aveugle, se mettent d'accord par un hasard vraiment miraculeux. L'homme est donc fou naturellement. Ses instincts l'emportent presque toujours sur sa raison, et ses instincts sont féroces, violents, destructeurs, surtout chez le Français, qui semble plus proche voisin du singe que

le Germain et le Latin. Contre ce sauvage, ce brigand, ce fou, il faut un gendarme aux mains rudes qui, par des voies de fait, inspire la crainte et par la crainte maintienne la paix. Or, l'œuvre de la Révolution a consisté tout simplement en ceci, qu'elle a supprimé le gendarme. Et M. Taine la définit en ces termes, qui valent bien ceux dont se servait Joseph de Maistre : « Un convoi funèbre de toutes les autorités légales et légitimes, un triomphe de la brutalité sur l'intelligence, un mardi-gras meurtrier et politique, une formidable descente de la Courtille, etc., etc., etc. »

Du reste, dans ce *delirium tremens*, dont il donne une description empruntée, je crois, à l'*Assommoir* de M. Zola, M. Taine distingue deux périodes. L'une où l'ivrogne est gai, du moins par moments : ce sont les deux années de la Constituante, le sujet du volume qui vient de paraître; l'autre où le visage s'assombrit et les yeux s'injectent : un second volume qui est sur le chevalet nous la peindra avec des couleurs appropriées.

Dans la première période il faut encore distinguer deux éléments : les passions de l'estomac, ou les crimes commis par le peuple qui veut manger et surtout boire; les passions de la cervelle, ou les sottises de quelques centaines de niais et de poltrons qui se réunissent tous les soirs dans une grande salle fumeuse pour décréter la ruine de la France.

Ces crimes et ces sottises, voilà toute la Révolution, et, comme de juste, M. Taine consacre aux crimes plus des deux tiers de son gros volume.

*
* *

Mais, direz-vous, quel que soit le jugement que l'on porte sur la Révolution, elle comprend autre chose

encore. Elle comprend, par exemple, la résistance des nobles, du clergé, du roi, car enfin il y a eu lutte, lutte acharnée... Vous plaisantez! M. Taine, le grand réformateur de l'Histoire, a changé tout cela : il n'y a pas eu de lutte. Le roi a tout concédé avec la meilleure grâce du monde et sans arrière-pensée. La reine a subi les affronts du peuple sans même penser à se venger ni surtout à se mêler de politique. Les prêtres et les évêques ont été de saints martyrs qui ne savaient que prier pour leurs ennemis. Les nobles se sont laissés égorger, et puis, quand ils ont eu assez de cette fonction sociale, la seule qu'on leur accordât, ils ont passé la frontière comme l'avaient fait les huguenots après la révocation de l'édit de Nantes. Le reste est légende fabriquée avant et après coup. En vain citeriez-vous des témoins désintéressés; en vain rappelleriez-vous, par exemple, ce que racontait l'autre jour M. le comte d'Haussonville sur l'émigration de son père, qui reçoit l'ordre de partir en rentrant du bal de l'Opéra, sur quoi toutes les femmes le félicitent comme d'un joyeux événement. Cela est faux, cela est mensonger. Sans même discuter ces fariboles, M. Taine les pousse dédaigneusement du pied hors de l'Histoire où elles n'ont que faire.

Vous vous plaignez de ce sans-façon? La parole d'honneur de M. Taine que tout cela est légendaire doit pourtant vous suffire.

Soit! direz-vous. Il n'y a point eu de tentative de contre-révolution, qui puisse excuser ou du moins atténuer les excès du peuple et de ses législateurs : puisque M. Taine refuse péremptoirement toute discussion là-dessus, faisons semblant d'être convaincus. Mais la Constituante n'a-t-elle donc opéré aucune réforme, voté aucune loi qui ait été un bienfait, aboli tout au moins quelques abus? L'émancipation du travail, la liberté de l'industrie, la distribution régulière de l'impôt, la

législation des successions, l'établissement du mariage civil, la liberté des cultes, la suppression des castes, la réforme du droit criminel, la simplification de la magistrature, l'uniformité dans la législation jusque-là si bigarrée, l'unité nationale enfin constituée, si bien que c'est seulement depuis que cette Assemblée a rebâti la France à chaux et à sable, que l'opinion publique de tous les partis condamne comme le dernier des crimes l'action de porter les armes contre la patrie : — tout cela, est-ce donc œuvre de si peu de valeur qu'on puisse n'en rien dire dans une histoire de la Révolution ?

Non, certes. Aussi M. Taine, qui excelle à combiner un tableau où chaque objet occupe une place correspondant à sa vraie valeur, a-t-il consacré à cette partie de l'œuvre révolutionnaire six lignes, six, pas une de plus, pas une de moins, sur 15 à 16000. Et encore est-ce uniquement pour reconnaître que la Constituante « a semé là de bons germes ! »

On n'est pas plus équitable, en vérité !

A moins donc de fermer le volume avec indignation (et c'est ce que feront beaucoup de lecteurs, cédant moins peut-être à ce sentiment qu'à une certaine sensation d'un tout autre genre), il faut bien suivre l'auteur dans sa longue, monotone et interminable énumération des crimes et des sottises de la Révolution.

*
* *

Jamais encore un historien, fût-ce le réactionnaire le plus fanatique, n'avait représenté les deux années de la Constituante sous un jour aussi sinistre. Partout et à chaque heure, dirait-on, le sang coulait sous le couteau des assassins, à qui la police avait livré la France. La Terreur daterait, non pas de 93, mais de 89 ; M. Taine

le dit en propres termes, et vraiment son récit le ferait croire :

> On n'y lit que fureur, que massacre et que rage,
> Qu'horreur, malheur, *prison*, trahison et carnage.

Pourtant les contemporains en parlent un peu autrement, et Mme de Staël, par exemple, affirme qu'avant le 10 août il n'y avait pour les nobles « aucun genre de danger. »

M. Taine aurait-il inventé cette lugubre série de crimes ?

Non, certes. Mais, obéissant à un penchant de son esprit, dont il se doute si peu qu'il croit au contraire, verser dans le sens opposé, il a ici, bien plus encore que dans ses autres ouvrages, généralisé à perte de vue. Il a la prétention de ramener l'histoire humaine aux mêmes lois que l'histoire naturelle. Or, en botanique, lorsque vous avez étudié sur deux ou trois exemplaires le développement d'une plante, vous pouvez affirmer presque avec certitude que toute l'espèce se comporte de la même manière. M. Taine constate, à la suite de la Révolution, des excès commis dans des localités assez nombreuses : il en conclut, et, par la disposition de ses récits, il veut nous faire conclure avec lui que l'anarchie régnait partout et que tous les Français étaient ou des assassins ou des victimes. Eh ! prêtez-moi la collection de la *Gazette des tribunaux* de 1876 et 1877 : je me fais fort d'y trouver un nombre de vols et d'assassinats assez nombreux pour qu'en les groupant avec art je puisse faire croire à mon lecteur qu'il vient de traverser une des périodes les plus sombres de notre histoire, et que, bien décidément, nous marchons à grands pas vers la barbarie. Rien de plus facile : il suffit d'avoir, — comme le botaniste, — un verre grossissant et de généraliser sans scrupule.

Puis, M. Taine me permettra de le lui dire; je ne me fie pas aveuglément à son exactitude en fait de recherches historiques. Il a des antécédents que je ne puis oublier. Son *Histoire de la littérature anglaise* est un fouillis d'erreurs matérielles. Et, à propos de la Révolution, ne lui est-il pas arrivé, il y a peu d'années une aventure assez compromettante? On lui apporte de la Bibliothèque nationale deux volumes contenant des lettres qu'une demoiselle anglaise aurait écrites de France dans les années 1792 à 1795; quoique ces lettres portent presque à chaque page la preuve évidente qu'elles sont une fiction assez maladroite et une compilation; quoique l'éditeur, un certain Gifford, laisse entrevoir la vérité dans sa préface; quoique M. Taine lui-même reconnaisse des fragments empruntés au *Moniteur*, il est si heureux de retrouver dans cette œuvre d'un ennemi de la France sa propre haine et son propre mépris qu'il s'empresse de la traduire sous le titre de : *Un séjour en France*, PAR UN TÉMOIN DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE! Dans son enthousiasme, il place ce témoin, sans hésitation, à côté de Gouverneur-Morris, de Dumont et de Mallet Dupan!

On ne m'accusera pas, je suppose, de pousser le soupçon au delà de toutes les bornes permises, si j'avoue que j'ai voulu vérifier en trois endroits les citations de M. Taine. Ai-je eu la main particulièrement malheureuse? Deux fois je l'ai trouvé en faute. Il cite ou du moins il se donne l'air de citer comme témoin oculaire d'une émeute à Paris un personnage qui en ce moment-là était occupé à Caen. Ou bien encore, il lance contre les gardes-françaises, dont on connaît l'esprit révolutionnaire en juillet 89, une accusation fort grave d'immoralité, et pour la lancer il s'appuie sur Parent-Duchâtelet, qui l'aurait puisée dans un livre de Peuchet. J'ai voulu remonter à la source : Peuchet ne dit pas un

mot de ce que lui prête Parent-Duchâtelet ou M. Taine.

Je n'insiste pas. Je ne m'amuse pas non plus à démontrer que partout et toujours M. Taine a suivi, sans critique, le récit des pires ennemis de 89. Je ne lui demande même pas de renseignements sur les 94 liasses des Archives qui lui ont fourni une grande partie de son récit et dont il affirme — comment le sait-il? — « qu'elles ne contiennent pas les deux tiers des violences ». — Admettons son récit intégralement, comme si nous avions affaire à un témoin infaillible. Condamnons avec lui tous ceux qu'il accuse, et refusons-leur, toujours avec lui, les circonstances atténuantes que leur accordait si largement Malouet lorsqu'il écrivait : « Toutes les fureurs de la démocratie sont nées des prétentions irritantes de l'aristocratie. »

Mais qui donc, je vous prie, est le véritable accusé, le véritable condamné? La Révolution? Pas le moins du monde! Mais bien l'ancien régime. Et ici encore je ne veux d'autre témoin que M. Taine. Ses volumes en main, j'affirme que cette traînée de crimes remonte bien plus haut que juillet 1789, qu'ils étaient le produit direct du gouvernement royal, et que, lorsque M. Taine en accuse la Révolution, il montre juste autant d'équité que les imbéciles qui attribuent au 4 septembre l'invasion de la France par les Prussiens.

Les émeutes, serait-ce la prise de la Bastille qui en aurait donné le signal? Allons donc! Le XVIIIe siècle n'est qu'une interminable série de soulèvements d'un peuple aux abois. Parlant des trente dernières années de l'ancien régime, M. Taine s'écrie : « Si je comptais les attroupements, les séditions d'affamés, les pillages des magasins, je n'en finirais pas. » Dans les quatre mois qui précèdent la prise de la Bastille, alors que le pouvoir royal était entier, il estime qu'il y eût « plus de trois cents émeutes en France », — presque trois par jour!

Quant aux crimes abominables qui ont accompagné plusieurs des émeutes du temps de la Révolution, et au récit desquels il se complaît (surtout quand ils sont assaisonnés de cannibalisme), il vous dira lui-même que dans toutes les grosses insurrections il y a « des malfaiteurs, rôdeurs sauvages et désespérés qui, comme des loups, accourent partout où ils flairent une proie. » On les reconnaît à leur accent étranger, à leurs figures patibulaires, à leurs guenilles. Ce sont des soldats de cette armée de brigands qui infestaient nos provinces pendant tout le XVIIIe siècle et qu'on estimait à plus de 10,000 hommes, vagabonds, braconniers, contrebandiers, faux-saulniers, tous poursuivis ou peut-être condamnés à mort pour de simples peccadilles que des lois monstrueuses transforment en crimes, tous ennemis de la société qui les traque et sur laquelle ils se ruent comme une horde implacable de Sioux. L'un des plus honnêtes parmi eux fut peut-être Mandrin qui, aujourd'hui encore, passe dans son pays pour avoir été un libérateur !

Et d'où provenait cette lèpre affreuse de 10,000 *outlaws* que l'ancien régime avait léguée à la Révolution et que celle-ci ne put certes pas extirper en quelques mois ? D'une misère si horrible et si permanente que l'Histoire n'en connaît peut-être pas d'autre pareille. Vous vous rappelez comment la Bruyère décrivait, juste un siècle avant 89, certains animaux farouches qui travaillent la terre et qui ont une face humaine. Jusqu'à la mort de Louis XV, d'après M. Taine, « au lieu d'atténuer cette peinture, peut-être faudrait-il la charger ». Les hommes mangeaient de l'herbe comme des moutons et crevaient comme des mouches : aussi la population avait-elle baissé dans les quinze premières années du siècle de plus d'un dixième. Vers la fin, il y a un peu d'amélioration. La misère est moindre sous Louis XVI, dit M. Taine ; et

pourtant, ajoute-t-il, elle est encore au delà de ce que la nature humaine peut porter. Et ailleurs : « A Paris, la disette ne sera pas plus grande, ni la nourriture pire en décembre 1870 qu'en juillet 1789.... »

Et les causes de cette misère qui engendre et les émeutes et le brigandage, où faut-il les chercher si ce n'est dans les privilèges et les abus qui constituent l'essence même de l'ancien régime? La terre paie, rien qu'au roi, 53 p. 100 du revenu brut; et il y a les nobles qui ont droit à des redevances féodales, le clergé qui réclame la dîme, les lièvres qui mangent impunément un cinquième de la récolte. A quoi bon cultiver les champs ? On les laisse en jachère. Les impôts indirects, la gabelle surtout, on sait quelles infamies ils permettaient de commettre. Si vous l'ignorez, lisez M. Taine, vous dis-je, lisez-le. Puis jetez un coup d'œil sur le budget de la France à la fin du pouvoir absolu : les recettes montent à 474 millions, les dépenses à 599; déficit 125 millions. Ce serait exactement comme si de nos jours nous terminions régulièrement chaque année nos comptes avec un trou de 600 millions. Ce que deviendraient les affaires, on se l'imagine aisément! Sur ce budget ainsi équilibré, le roi et sa famille prennent 36 millions, la noblesse touche en pensions de diverses natures 56 millions... Tout cela, c'est l'ancien régime, l'ancien régime décrit par M. Taine, l'ancien régime qui a laissé une France affaiblie, malade, atteinte presque dans les sources de sa vie. Et M. Taine n'a pas tout dit. Il a évité soigneusement de soulever un coin du voile sur lequel sont écrits ces mots de sang que la France n'oubliera jamais : *le pacte de famine*. Selon lui, probablement, ces mots ne recouvrent qu'un mythe, une légende, qu'il ne pourrait condescendre à discuter sans abaisser la dignité de l'Histoire. Il lui faudrait pour y croire, je m'imagine, que les criminels

auteurs de ce pacte incessamment renouvelé lui eussent laissé leurs confidences dans une liasse de papiers aux Archives. Mais un de ses témoins à lui, homme intelligent, bon observateur, attaché à un grand personnage qui commande en Normandie, écrit en juin 1789, après avoir tout examiné froidement : « On ne m'ôtera pas de la tête que l'intendant et les officiers municipaux sont les premiers agents du monopole » et de l'accaparement. Voilà, en effet, le dernier mot de l'ancien régime : le pays affamé par ceux qui le gouvernent.

Eh bien, à côté de cette iniquité-là, on me citerait dix fois plus de crimes commis par le peuple qu'il n'y en a d'énumérés dans ce gros volume, je dirais — non pas que le peuple avait le droit de se venger, non pas que toute grande réforme s'achète au prix d'un peu de sang versé, — j'abhorre ces maximes-là, — mais que le grand coupable, le producteur de cette misère sans nom, le créateur de cette armée de truands et de bandits, le véritable auteur de tous ces excès et de toutes ces horreurs, c'est l'ancien régime, forme de gouvernement auprès de laquelle le despotisme oriental m'apparaîtrait, ou peu s'en faut, comme un bienfait !

*
* *

Faut-il maintenant venger la Constituante des outrages de M. Taine ? S'il avait consenti à reconnaître ce qu'elle a fait de bon, on pourrait discuter les reproches qu'il lui adresse ; mais, en présence d'un parti pris aussi opiniâtrement, à quoi servirait la discussion ? Puis, il faudrait au moins trouver un terrain commun entre lui et nous. On pourrait essayer de s'entendre avec un Malouet, par exemple, qui comprenait la nécessité d'une révolution et qui la voulait seulement très différente. M. Taine, lui, abhorre de la Révolution et le nom

et la chose, ce triomphe de la brutalité, cette victoire du nombre sur l'intelligence ! Dans une page d'une haute fantaisie, il explique son plan : il fallait accepter purement et simplement les propositions du roi dans la fameuse séance du 23 juin 1789, et puis se dissoudre. Or, ces propositions, si nous l'en croyons, c'était : 1° l'abolition du privilège des nobles en matière d'impôts, — et cela est vrai, dans une certaine mesure ; — 2° la réunion annuelle des États en trois Chambres pour voter le budget, — et de cela le roi n'a pas dit une syllabe. Il a bien parlé de « publier » chaque année le budget, mais non de le voter ; et s'il a fait allusion à une future réunion des États généraux, sans aucune périodicité, c'est à peu près comme lorsque les hérétiques en appelaient au futur concile. Il a promis, il est vrai, comme l'avaient toujours fait les rois, de ne lever jusque-là aucun impôt nouveau, ni même de contracter d'emprunt — sauf en cas de guerre « ou d'autre danger national » — une centaine de petits millions ! Oh ! le bon billet qu'auraient eu nos pères s'ils avaient accepté celui-là ! Quelle réputation de niaiserie ils auraient laissée dans l'Histoire ! Rappelez-vous donc ces honnêtes États généraux de 1484 qui demandent d'être réunis « dans les deux ans prochainement venants, et ainsi continués de deux en deux ans », et le roi répond « qu'il en est content et qu'il les mandera dans deux ans. » Mais quand vient le terme, il se trouve occupé ailleurs, et ne les convoque plus jamais. Quel dommage que M. Taine n'ait pas siégé en 1789 — dans quel ordre? je ne sais — pour faire adopter à la nation une fois de plus cette brillante politique?

Parce que le tiers état n'a pas eu cette glorieuse inspiration, parce qu'il a commis le crime de lèse-majesté d'appeler à lui les deux autres ordres et d'entreprendre une refonte de la vieille France, on l'accable maintenant

d'aristocratiques dédains. C'est une assemblée de procureurs, de pédants, de cuistres, et l'on sait que M. Taine a une horreur toute particulière du cuistre.

Parmi les critiques dirigées contre elle, il en est une pourtant que je tiens à relever, parce que je la crois fondée. Les Constituants n'ont pas su faire au pouvoir exécutif une part d'autorité suffisante. Dans ses *Considérations sur la Révolution*, Mme de Staël avait déjà fort bien montré ce défaut de la loi de 91 ; le pouvoir exécutif n'avait pas d'agents à lui, les administrateurs des départements lui étant bien subordonnés, mais recevant leur mandat des électeurs. Il avait, il est vrai, le droit de les suspendre de leurs fonctions, et s'il avait usé de ce droit, s'il avait montré d'ailleurs quelque énergie et la volonté de marcher d'accord avec l'Assemblée, cette fâcheuse organisation aurait pu être atténuée dans la pratique. En réalité, elle a dû contribuer, jusqu'à un certain point, à l'anarchie décrite par M. Taine. La Constituante n'avait pas compris, semble-t-il, qu'un pouvoir exécutif fort n'est pas moins indispensable à la liberté qu'un pouvoir législatif indépendant. Mais qu'on veuille bien se placer en face du problème tel qu'il se présentait à cette époque : puisqu'on croyait devoir conserver le pouvoir exécutif de l'ancien régime, le roi libre de choisir ses ministres, pouvait-on, en conscience, ne pas le suspecter, ne pas le gêner un peu, ne pas lui refuser de libres allures ? On avait affaire à un roi très vertueux, je le veux bien, si l'on entend par vertu l'absence du vice dont ses deux prédécesseurs sont la personnification dans notre histoire, mais un roi aussi dont l'abominable duplicité n'a d'excuse que dans son intelligence obtuse et dans la faiblesse prodigieuse de son caractère. Qui aurait osé se fier à lui ? Comme le disait naïvement un député, son gouvernement ne pouvait avoir d'autre ressort que la confiance qui naît d'une défiance toujours

active. Cela était déplorable; mais étant donné, d'une part, le roi Louis XVI et peut-être tout autre roi longtemps absolu, et d'autre part le peuple qui veut la liberté, je ne vois pas comment on aurait pu rentrer dans les conditions normales d'un bon gouvernement. On fondait une monarchie constitutionnelle, et il ne manquait qu'une chose, le monarque constitutionnel. Ne l'ayant pas, on tâchait d'obtenir l'équivalent en couvrant de liens le roi absolu que l'on s'obstinait à conserver.

M. Taine a donc raison contre l'Assemblée, mais dans un tout autre sens qu'il ne le suppose. Au lieu de s'annuler pour rétablir l'unité, elle aurait dû sentir qu'on ne recoud point une vieille étoffe à un vêtement neuf et qu'il fallait renouveler totalement le pouvoir exécutif. Elle a été trop circonspecte, trop timide, trop conservatrice; elle a trop suivi la tradition et n'a pas scruté assez profondément les vraies conditions dans lesquelles se trouvait le pays. Après la fuite à Varennes, l'erreur devient manifeste et presque coupable. La République existait de fait; il fallait la proclamer. Que cela eût été facile ! Voici ce que raconte Ferrières, un royaliste que M. Taine consulte fréquemment : « En moins de quatre heures, l'Assemblée se vit investie de tous les pouvoirs; le gouvernement marcha, la tranquillité publique n'éprouva pas le moindre choc » ; et il ajoute que, par cette expérience, Paris et la France apprirent combien un roi est inutile au gouvernement.

En résumé, si le pays a souffert pendant des années de la misère et de l'anarchie que lui avait léguées l'ancien régime, c'est aussi la continuation d'une partie de l'ancien régime, sous le nom de pouvoir exécutif, qui a fait la faiblesse de la Constitution de 91. Les deux grands griefs de M. Taine contre la Révolution reviennent, dès qu'on les examine de près, à ceci : elle a eu le

malheur de succéder à l'ancien régime et de n'avoir pas pu ou de n'avoir pas osé le supprimer en un jour.

*
* *

N'êtes-vous pas frappés comme moi d'un travers qui va croissant chez certains hommes d'esprit et qui finira par relever de la comédie? Nés, je crois, comme les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des Français, de ces animaux à face humaine dont parle La Bruyère, et occupant dans la société moderne une position qui n'est nullement au-dessous de leurs talents, ils ne peuvent trop afficher leur mépris pour cette démocratie qui les a affranchis et au sein de laquelle ils vivent fort agréablement. Ne leur parlez pas du peuple ! C'est une bête fauve, vous dira l'un d'eux, un éléphant furieux qui a tué son cornac, un sauvage à peine recouvert d'un mince tissu d'habitudes et d'idées raisonnables. Un autre, après avoir bien examiné ce sauvage et ses appétits, pense qu'il se laissera amollir par les jouissances, et que sous son règne on vivra assez doucement, pourvu qu'on ne trouble pas sa digestion. Suivant qu'ils voient rouge ou rose, ils craignent ou ils espèrent, mais toujours ils méprisent et ils insultent. Ils ont vu l'attitude admirable du peuple de Paris, soit lorsqu'en présence d'un gouvernement détestable, il renferme sa colère en son cœur et accompagne silencieux et majestueux la dépouille d'un grand citoyen ; soit lorsque, ayant enfin mis à sa tête les chefs de son choix, il célèbre avec un joyeux entrain la fête du travail, qui se confond pour lui avec la fête de la République. Ils l'ont vu, mais ils n'y croient pas. Ou s'ils y croient, ils secouent dédaigneusement la tête, car tout cela est bien vulgaire, bien commun, bien démocratique. Cela manque d'élégance ; et ces messieurs, eussent-ils composé le plus lourd des

livres, tiennent à l'élégance par-dessus tout. Cela ne vaut pas l'Œil-de-Bœuf de Versailles. Ils en parlent comme s'ils l'avaient fréquenté ! Il faut entendre M. Taine quand il s'apitoie sur le sort des jeunes aristocrates qui, entrant de plain-pied dans tous les salons d'Europe, parlant et écrivant trois ou quatre langues vivantes, ne pourront pénétrer désormais dans la vie politique où ils rendraient de si grands services, qu'en vivant de pair à compagnon avec des électeurs de trop sale espèce pour leurs nerfs olfactifs. Il nous menace de la désertion de cette élite de la nation. Ah ! sous l'ancien régime, toutes les carrières étaient ouvertes à ces jeunes élégants. Le petit-fils de Mme de Sévigné n'avait pas dix-huit ans lorsqu'il commandait un régiment à Kaiserslautern, et c'était vraiment touchant de voir son aïeule verser « des larmes d'amitié et de tendresse pour ce pauvre petit garçon ». — « Il ne peut savoir à son âge un métier qui demande de l'expérience plus que tout autre », ajoutait-elle judicieusement. Voilà ce que paraît regretter bien fort M. Taine, lui qui s'indigne quand l'Assemblée nationale limite les faveurs du roi en reconnaissant dans l'armée des droits à l'ancienneté de service. Fort bien. Seulement on aimerait à savoir comment Mme de Sévigné aurait traité M. Taine et de quel œil l'eût toisé le petit garçon qui commandait à Kaiserslautern. Cela eût été peut-être fort plaisant. Mais ce qui l'est bien plus encore, c'est la passion avec laquelle M. Taine prend la défense de l'ordre qui avait le pas sur la noblesse. Oublie-t-il que dans cette fameuse séance du 23 juin, où le roi voulut sauver le pays, il fut dit expressément que la liberté de la presse devait « se concilier avec le respect dû à la religion », et ne pourrait être établie que « du consentement particulier du clergé » ? Oublie-t-il qu'il existait des lois rigoureuses sur le blasphème ? Est-il bien sûr que celles qui furent

appliquées au chevalier de la Barre fussent à jamais tombées en désuétude? Cela donne le frisson rien que de songer au sort de M. Taine si la Révolution n'eût pas eu lieu.

Montalembert, fatigué du despotisme impérial, allait prendre en Angleterre des « bains de liberté »; on voudrait pouvoir envoyer ces beaux esprits prendre un ou deux bains d'ancien régime; ils nous reviendraient, je crois, guéris à jamais de leurs manies aristocratiques.

LA BIBLE (1)

25 février et 4 mars 1879.

I

Étrange destinée que celle de la Bible ! De tous les livres qui ont jamais paru sur la terre, elle est le seul qui soit traduit dans toutes les langues de quelque importance, le seul qui se réimprime chaque année par centaines de mille d'exemplaires. Les peuples qui marchent à la tête de la civilisation lui reconnaissent une autorité divine, quoiqu'elle professe dans sa plus grande partie une religion qu'ils abhorrent et une morale qui leur répugne. Dans l'Église catholique, la lecture en est interdite aux simples fidèles parce qu'elle induirait en erreur leur intelligence grossière, et, d'autre part, il n'est point permis au clergé ni même au pape de découvrir dans les textes originaux un autre sens que celui qui a été fixé à jamais par la détestable version qui se nomme *la Vulgate* : pour épargner aux prêtres et aux évêques la peine d'apprendre le grec et l'hébreu, Dieu, apparemment, a traduit lui-même sa parole en latin.

(1) *La Bible*. Traduction nouvelle avec introduction et commentaires, par Édouard Reuss, professeur à l'Université de Strasbourg, Paris, Sandoz et Fischbacher. 12 vol. grand in-8° ont paru, qui forment environ les trois quarts de l'ouvrage. Il ne manque plus que le Pentateuque, l'Évangile selon saint Jean et quelques petits écrits.

Dans les églises protestantes, la Bible est mise entre les mains de quiconque sait lire, hommes, femmes, enfants, toute la Bible, sans notes, sans commentaires, dans des versions faites jadis par des pasteurs qui savaient fort mal leur propre langue, et à peine celle des auteurs sacrés. On peut affirmer que dans ces versions, pas plus que dans la Vulgate, un homme instruit ne saurait comprendre, des discours des prophètes ou des argumentations de l'apôtre Paul, une ligne sur dix. Et pourtant on lit la Bible, on la discute, on l'admire. On s'extasie sur des beautés de style ou sur des profondeurs de pensée qui sont tout simplement d'affreux contresens des traducteurs. L'école de Chateaubriand a commis à cet égard des naïvetés vraiment sublimes.

Si la Bible est le plus répandu de tous les livres, c'est donc aussi le plus mal compris. Cela tient à l'imperfection des traductions, cela tient aussi à la nature même de la Bible. La Bible! ce mot lui-même est un monstrueux barbarisme qui recouvre une idée des plus fausses. Du mot grec latinisé *Biblia*, qui est un pluriel neutre signifiant « les livres » et indiquant que le recueil sacré se compose d'un grand nombre d'écrits variés, les moines d'Occident ont fait un substantif féminin qui a passé dans toutes les langues modernes et qui est devenu comme un nom propre (1). A vrai dire, la « Bible » n'existe pas. Ce que nous désignons sous ce nom, c'est, en premier lieu, l'ensemble de la littérature nationale des Israélites, comprenant des ouvrages de la nature la plus diverse, par exemple, à côté de chants religieux, un traité en faveur de l'épicurisme matérialiste et un recueil de chants d'amour qui, en fait de volupté, ne le cèdent pas à ceux de Parny; c'est, en second lieu, l'ensemble de la littérature chrétienne pri-

(1) De *biblia*, génitif *bibliorum*, on a fait *Biblia*, génitif *Bibliæ*.

mitive. Telle page de l'Ancien Testament, le chant de guerre de Déborah, remonte bien à trois mille ans, en pleine barbarie orientale ; le Nouveau Testament contient des écrits qui ont dû être rédigés sous Marc-Aurèle, au moment le plus brillant de la *Pax romana*. Où réside l'unité de ces deux recueils, qui s'étendent pendant treize siècles à travers les bouleversements politiques de toute l'histoire ancienne et les révolutions religieuses les plus profondes? Il se peut que la science parvienne à expliquer comment Iahweh Cebaot, le terrible dieu des astres, qu'adoraient les conquérants Israélites de la Palestine, est devenu le Père céleste dont Jésus parlait avec tant d'amour et de confiance ; mais, à première vue, c'est assurément la différence et non l'identité qui nous frappe, car elle va jusqu'à une opposition absolue, Le vrai moyen de n'y rien comprendre c'est de tout brouiller, de faire de la Bible un seul livre animé d'une même pensée, d'en interpréter les diverses parties en les isolant du milieu où elle se sont produites. Et voilà ce qui arrive forcément aux lecteurs qui l'abordent sans une préparation suffisante.

On paraît le comprendre au sein du protestantisme. Non seulement on se met à présent à traduire la Bible avec ce soin minutieux et cette connaissance intime de l'antiquité que nous exigeons du traducteur d'Homère ou d'Eschyle, et à cet égard nous ne saurions trop recommander le travail très remarquable de M. le professeur Segond, de Genève (1), mais un savant de Strasbourg est en outre sur le point d'achever un ouvrage volumineux où chaque livre de la Bible se trouve placé dans son cadre historique et interprété avec les ressources de la science moderne. Ce sera un véritable monument, un résumé français de l'exégèse allemande au

(1) 3e édition. On trouve cette traduction de l'*Ancien Testament*, 5, rue des Beaux-Arts.

XIXe siècle. Parmi les personnes assez nombreuses qui, depuis la publication de la *Vie de Jésus*, de M. Renan, s'occupent des questions bibliques, il n'est point de noms qui jouissent d'une plus grande et plus légitime autorité que celui de M. Reuss. Ses articles dans l'ancienne *Revue de Strasbourg*, ses deux volumes sur la *Théologie apostolique* l'ont fait connaître en France, où il compte d'ailleurs bien des élèves dévoués et reconnaissants, et l'Allemagne fait le plus grand cas de son *Histoire des livres du Nouveau Testament*. Si nous devions indiquer par un seul mot en quoi consiste le mérite de M. Reuss, nous dirions que c'est un historien, éloge banal de nos jours. Mais vers 1830, lorsque le vénérable professeur débuta dans l'enseignement, c'était une idée bien nouvelle et bien hardie, du moins lorsqu'on en tirait les conséquences, d'appliquer aux livres sacrés de la Synagogue ou de l'Église la méthode historique, comme s'il s'agissait d'une littérature pareille à une autre et non d'un volume descendu du ciel. Il fallait, car on n'est historien qu'à ce prix, se sentir indifférent aux résultats qui sortiraient de l'examen du dossier et s'inquiéter fort peu de trouver dans les textes sacrés la confirmation ou la condamnation de ses propres opinions religieuses. Il fallait dépouiller le vieil homme théologique. M. Reuss eut ce courage à un très haut degré, surtout dans les premiers temps. Il y a joint, d'ailleurs, je ne sais quoi de tempéré, d'équilibré, qui l'empêche de s'engouer d'hypothèses paradoxales, comme beaucoup de ses confrères d'outre-Rhin, et en même temps une finesse d'esprit, une perspicacité, un tact, pour tout dire, qui lui permet de voir très juste et très loin dans les questions critiques les plus obscures. Si nous ajoutons que, pendant un demi-siècle, il n'a cessé de professer l'exégèse et la critique de l'Ancien et du Nouveau Testaments, soumettant chaque fois ses cours à une revi-

sion sérieuse, et qu'il vit au milieu de la bibliothèque la plus riche au monde en livres concernant toutes les parties des sciences bibliques, bibliothèque qui est sa création et sa propriété et dont il a lu ou du moins parcouru tous les volumes, on acquerra la certitude qu'en ces jours d'improvisation universelle il paraît bien peu d'ouvrages ayant, autant que le commentaire de M. Reuss, le caractère de la maturité et aussi dignes d'inspirer la confiance.

Il faut bien comprendre, d'autre part, à quelle classe de lecteurs s'adresse M. Reuss. Ce n'est pas aux savants ; ce n'est pas même aux chercheurs, comme il y en a beaucoup parmi nous ; ce n'est pas aux libres-penseurs, qui en toute impartialité voudraient se rendre compte de ces deux grands phénomènes religieux, le judaïsme et le christianisme ; c'est aux protestants, aux croyants qui sont déjà un peu affranchis de la superstition de la lettre et qu'il cherche à instruire sans trop les effrayer ou même en les édifiant. M. Reuss dit quelque part « qu'il se conforme autant que possible aux idées reçues ». Rien n'est plus vrai, nous devons en avertir loyalement nos lecteurs. Ils ne trouveront pas dans ces volumes la science la plus avancée, mais une science un peu craintive, une science centre-gauche. Cet esprit conservateur se fait sentir tout particulièrement dans les volumes sur le Nouveau Testament, où M. Reuss ne se prononce guère sur les questions capitales, tout en montrant qu'il penche vers la solution orthodoxe. Dans l'étude sur l'Ancien Testament, au contraire, il fait preuve d'une grande hardiesse jusqu'ici et, à en juger d'après certaines indications, il ne laissera rien subsister des légendes de Moïse et d'Abraham. Tout ce qu'on peut reprocher à cette partie de l'ouvrage, c'est que l'auteur s'en tient trop strictement à sa tâche de commentateur du texte. Il ne tire à peu près aucun profit

des découvertes qui ont jeté tant de jour sur l'histoire et les mœurs des Assyriens, des Égyptiens, des Phéniciens et qui touchent de bien près à l'histoire d'Israël. A peine consacre-t-il, à deux reprises, une ligne et demie à la stèle de Mésa! Et pourtant qui aurait pu mieux que lui en parler avec compétence?

Nous nous attendons de la part de nos lecteurs à une question assez délicate, qu'il y aurait quelque affectation de notre part à laisser sans réponse. M. Reuss, qui habite Strasbourg, qui est professeur à l'université de cette ville, qui écrit l'allemand, sa langue maternelle, avec une rare élégance, est-il assez maître de notre langue pour lui faire accomplir ce tour de force et de souplesse qui consiste à reproduire presque mot à mot un texte oriental ou, ce qui est plus difficile peut-être, une épître de Paul? Sa traduction, qui serre le texte de très près sans jamais cesser d'être intelligible, a, nous ne le cachons pas, une forte saveur étrangère et parfois archaïque. Il est évident qu'une pareille version est, pour ainsi dire, provisoire; elle tend bien plus à interpréter le texte qu'à le reproduire; elle veut être étudiée et non lue à haute voix comme on aime à lire les poètes. Du reste, pour notre part, nous n'y trouvons rien de déplaisant. Ce que nous regrettons bien plus, dans l'intérêt même de l'ouvrage, c'est un certain laisser-aller dans la rédaction du commentaire qui parfois en devient obscur, et surtout le style des introductions historiques, si vague que la pensée ne se dessine pas toujours sous cette tunique flottante. On dirait par moments que M. Reuss sait trop bien ce qu'il enseigne. Il n'y a plus chez lui cette lutte entre l'idée et son expression qui peut seule donner à celle-ci du relief et de la vie.

Quoi qu'il en soit, M. Reuss a doté notre littérature de l'ouvrage le plus complet et le moins imparfait qui,

dans une langue quelconque, mette les lecteurs en état de comprendre la Bible sans qu'ils sachent le grec ni l'hébreu. Aussi a-t-il obtenu un succès mérité, en réunissant près de douze cents souscripteurs, ce qui est vraiment considérable pour une œuvre inachevée, très volumineuse, qui s'adresse à un public restreint. On peut prévoir qu'il se passera au moins une génération avant qu'un autre savant ose reprendre le même travail et essayer de faire mieux. Mais il faudra bien aussi une génération pour que les résultats scientifiques amassés dans ces cinq à six mille pages deviennent familiers à tous les lettrés.

II

Nous voudrions y contribuer pour notre part en indiquant rapidement quel est, d'après l'état actuel de la science, le trait prédominant d'Israël, qui lui a valu d'occuper dans les annales de l'humanité une place hors de toute proportion avec son importance politique. Cela nous permettra en même temps de reconnaître la chaîne dont les nombreux anneaux rattachent Jésus de Nazareth aux premiers adorateurs de Iahweh ou Jéhovah.

Nous disons : Israël (lutteur de Dieu) ; c'est là en effet le seul nom officiel du peuple tant qu'il conserve son indépendance nationale, de même que ses voisins se nomment brièvement Ammon, Moab, Edom. Le substantif commun *Hébreu* qui signifie « les gens d'au delà », les envahisseurs, les intrus, n'a jamais été qu'un sobriquet dans la bouche des peuplades palestiniennes, parmi lesquelles les Israélites s'étaient établis de force lorsque, renonçant à la vie nomade, ils eurent traversé le Jourdain. Le nom de Juifs ou Judéens s'applique uniquement aux Israélites du Sud, à la tribu de Juda qui avait pour

capitale Jérusalem et qui seule a continué l'existence du peuple depuis la perte de son indépendance jusqu'à nos jours.

A première vue, rien ne distingue Israël des autres nations sémitiques que nous venons d'énumérer et avec lesquelles il se savait dans une relation de parenté fort étroite. D'après la légende, Ammon et Moab descendaient du neveu d'Abraham, et Edom ou Esaü était le frère aîné de Jacob ou Israël à qui il avait vendu son droit d'aînesse. Tous ces peuples ayant une même souche parlaient une seule langue : jamais, en effet, dans leurs rapports fréquents, il n'est question d'interprètes. L'inscription si heureusement découverte par M. Clermont-Ganneau, où le roi de Moab, Mésa, énumère ses exploits, est rédigée dans l'hébreu le plus pur. Ils avaient d'ailleurs la même constitution politique, étant gouvernés d'abord par des émirs, chefs accidentels qui surgissaient au milieu d'un danger national et n'avaient d'autres titres que la possession même du pouvoir, puis par des sultans, émirs devenus héréditaires, dont le despotisme était limité par de fréquentes révoltes. Sous deux rois seulement, David et Salomon, Israël connut l'unité nationale, car des tribus nées dans le désert conservent toujours, même quand elles s'habituent à la vie agricole, un vif besoin d'autonomie, si bien que les liens les plus lâches du fédéralisme leur sont à charge. Placées d'ailleurs sur la seule route qui mène d'Asie en Afrique, les tribus israélites étaient exposées plus que les peuplades voisines aux coups des grandes monarchies de la vallée de l'Euphrate, qui voulaient s'annexer l'Égypte. Au nord, elles tombèrent sous le joug des Assyriens (722) ; au sud, sous celui des Chaldéens (588), puis des Perses, ensuite des Macédoniens, enfin des Romains. Solon n'était pas né que, depuis longtemps, elles ne comptaient plus parmi les nations. Il y a de cela près de vingt-cinq siècles !

Si elles ont peu brillé dans le monde politique, on ne saurait dire qu'elles aient marqué dans l'histoire de la civilisation. Elles avaient les mêmes mœurs que les autres tribus parlant hébreu. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire le livre des *Juges* ou ceux qui portent le nom de *Samuel* et ceux des *Rois*. On y trouve d'épouvantables crimes contre nature, ainsi qu'en enfantent, dit-on, jusqu'à nos jours, les ardeurs torrides du désert. La perfidie de David, qu'il soit chef de bandits ou qu'il soit roi, égale — si elle ne dépasse — celle des plus fameux *condottieri* de la Renaissance et des cheiks arabes les plus rusés. Dans l'inscription de sa stèle, le Moabite Mésa se vante d'avoir immolé à son dieu un héros prisonnier, d'avoir tué tous les habitants mâles d'une ville conquise, d'avoir voué au culte de sa déesse c'est-à-dire à la prostitution, toutes leurs femmes et leurs filles. Ce qu'il fit ainsi aux Israélites, les Israélites, dont beaucoup ne vivaient que de razzias, le firent maintes fois à leurs voisins. Quand un de leurs chefs négligeait de verser le sang d'un roi vaincu sur l'autel de Iahweh, il se trouvait quelque prêtre ou prophète, comme Samuel, pour accomplir cette œuvre pie. Les lieux voués à la prostitution sacrée abondaient aussi en Israël, et l'on y envoyait les captives non moins que les vierges libres. On sait, en outre, quelle fut la mansuétude de David envers les Moabites, parmi lesquels il comptait des parents. Après les avoir défaits, il les coucha à terre les uns à la suite des autres, et, les mesurant avec un cordeau, il fit grâce à un tiers et massacra les deux autres tiers. Quant aux Ammonites, qui avaient insulté ses espions, il les assomma avec des fléaux, il les scia, il les brûla dans des fourneaux. Gédéon, ayant à se plaindre d'une bourgade de son pays, en tua les chefs en les fouettant avec des ronces et des chardons. J'en passe. Que prouvent tous ces faits ? Une seule chose : c'est

qu'en fait de barbarie les Israélites valaient tous les autres Sémites et qu'il faut chercher ailleurs le trait qui les en distingue et qui fait leur grandeur.

Le trouverons-nous dans leur religion, ainsi qu'on le répète tous les jours? Peut-être. Cependant il est à remarquer que la religion connue sous le nom de mosaïsme, c'est-à-dire l'adoration d'un Dieu unique et invisible, n'a été nullement le culte public d'Israël tant qu'Israël a existé à l'état de nation, tant qu'il a joui de l'indépendance politique. Ce que nous appelons la législation mosaïque, qu'elle se rapporte au culte ou à la vie civile, lui était inconnue, et ce n'est que tout à fait vers la fin que nous en voyons apparaître quelques traces. Un étranger qui entrait dans le magnifique temple de Salomon y trouvait un spectacle fort semblable à celui que lui offrait un temple moabite ou tyrien ou carthaginois. Les divinités y étaient à peu près les mêmes et les rites pareils. Une trentaine d'années avant la destruction de l'État israélite du sud et la ruine du Temple, un roi tenta une révolution radicale, qui échoua complètement parce qu'elle bouleversait toutes les croyances de la nation ; le récit très détaillé et parfaitement authentique de cette tentative nous donne une idée exacte de la vraie religion d'Israël. C'était le polythéisme le plus accentué. Iahweh y occupe une place assurément, la première, vu qu'il est le dieu particulier, soit du pays, soit du peuple, mais les dieux des pays et des peuples voisins sont également adorés. Nous trouvons dans l'enceinte du sanctuaire les idoles de Baal, d'Astarté et des diverses planètes, les stations sacrées du zodiaque, des maisons de prostitués (des eunuques travestis en femmes), des ateliers où l'on tissait les tentes sous lesquelles les femmes sacrifiaient leur virginité, puis des chevaux et des chars consacrés au soleil, etc. En dehors du temple, sur le mont des Olives, il existait une

autre idole d'Astarté, déesse des Sidoniens, une idole de Camos, dieu de Moab, une idole de Milcom, dieu des Ammonites, et c'est Salomon qui les y avait placées, ce qui signifie que depuis quatre siècles entiers elles étaient l'objet d'un culte public et national. Non loin de là, dans la vallée, il y avait le sanctuaire d'un culte plus récent mais horrible : on y « faisait passer par le feu », on y brûlait ses fils ou ses filles en l'honneur de Moloch. Et par tout le pays s'élevaient les arbres sacrés d'Aschera, au pied desquels se prostituaient les jeunes Israëlites avant leur mariage, exactement comme cela se pratiquait en Phénicie. Quant à Iahweh, il semble que, dans le temple de Jérusalem, il ait été représenté par deux colonnes d'airain que surmontaient des pommes de grenades et des fleurs de lis, et qui symbolisaient évidemment la puissance créatrice, la fécondité. Ailleurs, et de très ancienne date, on l'adorait sous la forme d'un taureau ; peut-être y joignait-on une génisse, ainsi que paraît l'indiquer un passage de la Bible. De métal précieux, ces statues avaient des dimensions restreintes, ce qui les faisait désigner, dans le langage ordinaire, sous le nom de veaux d'or ou d'argent.

Ces divers symboles se retrouvent dans la mythologie phénicienne, où chaque divinité est considérée comme mâle et comme femelle, et puis comme principe de vie et principe de mort. A Baal, soleil torride, accompagné d'Astarté, la nature dévorante, on opposait Adonis, le soleil bienfaisant, et Aschera, la déesse de la fécondité. Iahweh, qui a conservé tant d'emblèmes phéniciens représentant la puissance créatrice, ne serait-il pas primitivement Adonis ou Adonaï (Seigneur), nom sous lequel les Juifs l'invoquent d'ailleurs jusqu'à ce jour? Adonis paraît avoir porté dans les mystères le nom de Iaô, dont Moïse ou quelque autre prophète a bien pu faire Iahweh en lui imposant une forme hébraïque et

un sens nouveau : Celui qui est. *Nomina numina!* Peu importe d'ailleurs cette question d'origine, qu'on ne résoudra peut-être pas de sitôt; ce qui reste absolument certain, c'est que les Israélites n'ont jamais pratiqué avant l'exil la religion monothéiste et spiritualiste qu'on leur attribue généralement.

Un de leurs historiens raconte, comme fort naturel à ses yeux, un fait qui montre bien ce qu'était pour tous ces peuples un dieu géographique. Lors de la conquête du royaume du Nord par les Assyriens, le pays avait été si dévasté que les colonies des vainqueurs eurent beaucoup à souffrir des bêtes fauves. Elles adressèrent une pétition à leur roi : « Nous ne connaissons point le culte du dieu de la contrée, disaient-elles, et nous ne pouvons lui rendre le culte qui lui est dû; aussi se venge-t-il en envoyant contre nous des lions qui nous tuent. » Et elles demandaient un prêtre capable de leur enseigner le culte sans lequel on ne pouvait se concilier le dieu de cette région. De même les Israëlites s'étant établis dans les villes des Cananéens se crurent obligés de pratiquer la religion des vaincus. On ne se sauvait qu'en ne négligeant aucun de ces êtres surnaturels, tous très puissants dans leur pays et très jaloux d'être adorés. Ainsi, nous pouvons l'affirmer, même si Israël avait été monothéiste pendant sa vie nomade dans le désert, il serait devenu polythéiste en s'établissant en Palestine. Mais dans le désert, nous le savons de source certaine, il n'était rien moins que monothéiste. La tradition s'en était si bien conservée qu'un des plus anciens prophètes s'écrie, au nom de Iahweh : « M'avez-vous donc présenté sacrifices et offrandes au désert pendant quarante ans, maison d'Israël ? Non, mais vous avez porté la tente de Milcom, et le reposoir de vos idoles, et l'étoile du dieu que vous vous étiez fait ! »

Si dans le désert les Israélites sont polythéistes ; si le

livre des *Juges* nous peint à chaque page leurs idolâtries ; si Salomon introduit publiquement le culte des divinités de Sidon, d'Ammon, de Moab ; si ce culte, suspendu pendant une dizaine d'années à peine, sous un roi piétiste, reprend de plus belle jusqu'aux derniers jours de Jérusalem, il est, je pense, absolument démontré que la religion nationale des Israélites ressemble à s'y méprendre à celle de leurs voisins sémitiques et cananéens.

Et pour écarter un doute qui pourrait surgir, j'ajoute que les uns et les autres se représentaient exactement de la même manière leurs rapports avec leur dieu national et son action sur leurs destinées. Avant d'entreprendre une razzia, l'Israélite consulte son dieu, par le moyen du sort ou par l'intermédiaire d'un devin, pour savoir s'il doit tenter l'aventure ; et, lorsqu'elle réussit, il en attribue tout l'honneur à Iahweh : c'est Iahweh qui lui livre l'ennemi. Ainsi font les autres peuplades. Lorsque les Philistins s'emparent de Samson, grâce à la perfidie de Dalila, ils s'écrient : « C'est notre dieu, c'est Dagon qui a livré en nos mains notre ennemi ! » Dans sa célèbre inscription, le roi Mésa raconte que, s'il a attaqué la ville israélite de Nebo, c'est que Camos, son dieu, lui avait dit : « Va, prends Nebo », et il explique comment le roi d'Israël a pu opprimer longtemps Moab : c'est que « Camos était alors courroucé contre son pays ». Un adorateur de Iahweh, un prophète, ne s'exprimerait pas autrement. Ils ont tous une seule et même théodicée. Quand ils sont vaincus, c'est un châtiment de leur dieu. Quand ils pillent leurs voisins, c'est une bénédiction d'en haut, *Te Deum laudamus !* Écoutez comment Iahweh parle, par la bouche d'un prophète, de la conquête de la Palestine, œuvre de brigandage s'il en fût jamais : « Iahweh, ton dieu, te fera entrer dans ce pays-là. (Par une fiction poétique il s'exprime

au futur.) Tu possèderas de bonnes et grandes villes — que tu n'auras point bâties, des maisons qui sont pleines de toutes sortes de biens — et que tu n'as point remplies, des citernes profondes — que tu n'as point creusées, des vignes et des oliviers — que tu n'as point plantés. Lorsque tu mangeras et te rassasieras, garde-toi d'oublier Iahweh !... »

Entre cette morale, cette théologie, et la morale, la théologie du monde païen, on ne saurait découvrir la plus légère différence.

Mais alors, qu'est-ce donc qui fait d'Israël un peuple à part?

III

S'il y avait eu en Israël d'autre religion que le culte public, constamment polythéiste, où Iahweh occupait à à peine une première place à côté de maint autre dieu, ce peuple n'aurait probablement pas laissé dans l'Histoire plus de traces que les tribus d'Ammon ou de Moab qui parlaient la même langue et avaient atteint le même degré de civilisation. Ce qui a fait la grandeur d'Israël, c'est la prédication de ses prophètes. Je dis leur prédication et non leur existence, car tous les peuples sémitiques connaissaient les voyants, les hommes de Dieu, les *Nabis*, dont le nom signifie « ceux qui profèrent », ceux qui rendent des oracles.

Nous pouvons nous représenter les premiers Nabis d'Israël, aussi bien que ceux des autres Sémites, comme des magiciens faisant à la fois le métier de devin et celui de prêtre. M. Reuss les compare avec raison aux chamanes des Mongols. Samuel lui-même, dont les chroniqueurs juifs ont voulu faire à tout prix une grande figure théocratique, Samuel gouvernait la nation par ses oracles, il faisait et défaisait les rois, il égorgeait sur l'autel des victimes humaines, mais en même temps

il se réservait la meilleure place et les meilleurs morceaux dans les fêtes champêtres, et un propriétaire qui avait cherché en vain ses ânesses égarées, pouvait consulter le vénérable et infaillible sorcier moyennant un quart de sicle ou d'écu, ce qui fait 75 centimes de notre monnaie. Pour voir ainsi les objets que la distance rend invisibles ou pour prédire l'avenir, on suivait diverses méthodes qui s'enseignaient dans des écoles spéciales les écoles de Nabis. Sous l'influence d'une musique étrange et de danses effrénées, l'élève « devenait comme un autre homme », car « l'esprit de Iahweh le saisissait ». En proie à des mouvements involontaires, il parlait en Nabi, il prophétisait, il laissait échapper des mots inspirés dans lesquels on reconnaissait l'expression d'une volonté surhumaine. Des étrangers, des adversaires même qui entendaient les chants des prophètes étaient soudain empoignés et secoués ; on en voyait qui, déchirant leurs vêtements, se roulaient sur le sol, en lutte avec un ennemi invisible qui les terrassait. Il n'est pas étonnant, comme le dit le prophète Osie, que « le Nabi passe pour un fou et que l'inspiré soit pris pour un homme en délire ». On sait du reste, par l'histoire des convulsionnaires de Saint-Médard en 1731, que ces phénomènes sont de tous les temps et de tous les pays. Ils paraissent avoir été extrêmement fréquents chez les Sémites. Les prophètes phéniciens qu'entretient Jézabel à Samarie se livrent autour de l'autel de Baal à une danse frénétique, se blessant eux-mêmes avec des piques et des couteaux jusqu'à ce qu'ils « prophétisent ». Dix siècles plus tard, des paroxysmes de ce genre se répètent chaque jour dans les petites communautés chrétiennes, au grand chagrin de l'apôtre Paul, qui les blâme avec un ferme bon sens, mais qui ajoute pourtant avec une sorte d'orgueil qu'il connaît par expérience mieux que tous cette fièvre de l'esprit.

Bientôt cependant, hâtons-nous de le dire, le Nabi israélite, sans cesser nécessairement d'être un devin, s'élève infiniment plus haut. Ses oracles sont des discours graves, sérieux, raisonnés. Il se dit encore inspiré, il prétend que ses paroles lui sont dictées, il affirme que c'est Iahweh lui-même qui s'exprime par sa bouche, et il déclare qu'il n'est libre ni de se taire ni de parler autrement. Que ce soit là dans bien des cas une formule de rhétorique, on ne saurait en douter, mais il est infiniment probable que fréquemment aussi le Nabi obsédé d'une pensée qui ne lui laissait ni trève, ni repos, et dont il ne savait découvrir l'origine en lui-même, l'attribuait de bonne foi à une puissance surnaturelle. Qu'on veuille se rappeler ici les voix de Jeanne d'Arc. Aussi bien que notre héroïne nationale, les prophètes israélites ont pu se croire les organes de la divinité. Quoi qu'il en soit, ce sont désormais des orateurs, à la parole rythmée et imagée, parfois accompagnée d'actes symboliques. L'un d'eux, voulant prédire que le royaume de Salomon sera divisé, commence par déchirer solennellement son manteau. Un autre, pour mieux certifier la ruine prochaine de Jérusalem, brise un vase devant le peuple. C'est ainsi que, bien plus tard, Jésus, annonçant à ses disciples sa mort prochaine et inévitable, rompt un pain, verse du vin dans une coupe, ajoutant ces brèves paroles : « Ainsi mon corps sera rompu, ainsi mon sang sera répandu. »

Devenus orateurs, prédicateurs, si l'on veut, les Nabis s'occupèrent à peu près exclusivement de la chose publique, du sort de la nation fort mal gouvernée par ses rois et constamment menacée par de puissants voisins. On les a comparés à des tribuns du peuple, ou mieux encore à des publicistes, et cette comparaison est juste en ce sens qu'ils avaient pour but d'éclairer Israël sur ses véritables intérêts et de modifier la marche du gou-

vernement par la seule puissance de la persuasion. Mais leurs pamphlets (car bientôt ils ne se contentèrent plus de parler, ils rédigèrent leurs discours, distribuèrent leurs écrits malgré la police, et en firent des recueils qui furent parfois saisis administrativement), leurs pamphlets sont toujours des prophéties, je veux dire qu'on y trouve toujours ces deux caractères : le Nabi y parle au nom de Iaweh et il procède par prédiction. C'est la double forme inséparable chez eux d'une conviction sérieuse. Du reste, cette conviction varie d'un Nabi à l'autre, autant que de nos jours de député à député ou de journaliste à journaliste. En dehors des prophètes de Baal ou de Camos, il y a parmi les prophètes de Iahweh les tendances les plus opposées, si bien qu'à propos de tout événement les uns louent et les autres blâment, les uns menacent et les autres promettent, les uns disent : en avant ! et les autres : en arrière ! Il se forme une gauche et une droite qui se jugent réciproquement avec peu d'indulgence. Aux yeux de tout Nabi, c'est le fait d'un faux prophète que de se ranger à une opinion différente de la sienne. « Dans les prophètes de Jérusalem, s'écrie Jérémie parlant au nom de Iahweh, j'ai vu des choses horribles. Ils disent les visions de leurs cœurs et non ce qui vient de ma bouche. Ils sont à mes yeux comme Sodome, et ceux qui les écoutent comme Gomorrhe. » Et Jérémie scandalisé ajoute, avec cette noire mélancolie qui déborde partout chez lui :

> Mon cœur se brise au dedans de moi,
> Tous mes os tremblent...

Isaïe, qui ne recule pas devant les tableaux aristophanesques, nous peint ses adversaires, prophètes et prêtres, au milieu d'une orgie, vacillant sur leurs sièges, prophétisant à travers les hoquets et balbutiant d'une langue alourdie : « Tu dois, tu dois, tu dois... »

Tous les Nabîs dont les écrits nous ont été conservés appartiennent à un seul et même parti, à celui qui a fini par triompher en transformant le peuple à son image, à celui qui méritait seul la victoire parce qu'il représentait bien positivement la vérité morale et le progrès humain. Vérité et progrès tout à fait relatifs, cela va sans dire, car il n'y en a jamais eu et il n'y en aura jamais d'autre.

Le courage avec lequel ils signalent les vices et les crimes des grands et des rois nous remplit tout d'abord de respect. Ils sont vraiment la conscience de la nation. Une vieille chronique raconte que le roi David ayant séduit la femme d'un de ses officiers et ayant fait périr celui-ci traîtreusement devant l'ennemi, un prophète vint lui dénoncer le méfait d'un riche qui, disait-il, pour épargner son propre troupeau, avait récemment enlevé et tué la seule petite brebis que possédât un de ses pauvres voisins. Indigné, le roi jura de punir rigoureusement ce mauvais riche, mais le prophète : « Cet homme, c'est toi ! Voici, dit Iahweh, je vais susciter le malheur dans ta maison même. » L'anecdote n'est peut-être pas d'une authenticité absolue, mais il est certain qu'elle peint sans l'exagérer la noble franchise qui animait les meilleurs des prophètes.

Ils se distinguent bien plus encore par leur foi religieuse. Pour eux, Iahweh est tout autre chose qu'un dieu parmi d'autres dieux. Les Orientaux voient dans le nom comme une formule vivante, l'expression même de la personne. Tant que la divinité est appelée El ou Elohim, c'est-à-dire le Puissant, ou Adonaï, c'est-à-dire le Seigneur, il peut exister plusieurs dieux, plusieurs Seigneurs, plusieurs Puissants. Mais *Iahweh* signifie *Celui qui est.* Il est donc le seul, l'unique. « Aucun autre dieu ne peut subsister devant sa face. » Ce nom remonte très probablement à Moïse, dont nous ne savons qu'une

seule chose, c'est qu'il se trouvait à la tête des tribus sémitiques qui, s'arrachant à la domination des Égyptiens, se constituèrent en nation israélite. Mais on peut douter que Moïse ait fait de Iahweh un dieu absolument monothéiste. Les prophètes seuls tirèrent de ce nom toutes les conséquences qu'il implique. Leur Iahweh devint un dieu exclusif, « jaloux », qui ne tolère point de partage. Parlant de ceux qui l'abandonnent il s'écrie :

> Je serai pour eux comme un lion;
> Comme une panthère, je les guetterai sur le chemin;
> Je fondrai sur eux comme l'ourse privée de ses petits,
> Et je déchirerai l'enveloppe de leur cœur ;
> Je les dévorerai sur place comme la lionne...

A dire vrai, nous n'oserions affirmer que Camos ne fût pas, lui aussi, un dieu jaloux, et que, par conséquent, le monothéisme ne se trouvât point comme une obligation, si ce n'est comme un dogme au fond de la religion de Moab. Mais, auprès de Camos, Iahweh était un dieu puissant, quoique ennemi, tandis qu'auprès de Iahweh, tel que le comprenaient les vrais prophètes, Camos n'était que le néant, une pure idole, un simple morceau de bois ou de métal. Ils ne tarissent pas dans leurs sarcasmes sur ces dieux qui ne savent ni parler ni marcher, et qu'on a taillés dans le même arbre dont on fait du feu pour cuire le pain. Elie, qui assiste aux invocations forcenées des prêtres de Baal, raille sans pitié : « Criez plus haut, puisque c'est un dieu. Il a sans doute la tête alourdie, ou bien il s'est retiré à l'écart (*euphémisme*), ou bien il est en voyage, ou bien encore il dort. Criez et réveillez-le. » Quant à Iahweh, nul ne l'a jamais vu, non pas que ce soit un esprit pur, — idée trop abstraite pour une intelligence israélite, — mais qui l'aperçoit est soudain consumé par un feu dévorant. D'après un mythe fort intéressant, Moïse supplia un jour Iahweh de se laisser voir, ainsi qu'il se laissait entendre

comme un homme qui converse avec son ami. « Tu ne verras pas ma face, lui répondit Iahweh, car on ne peut me voir et vivre. Mais quand je passerai, je te mettrai dans un creux du rocher et je te couvrirai de ma main. Et lorsque je la retirerai, tu m'apercevras par derrière, car ma face ne peut être vue. » Remarquons d'ailleurs que cette croyance en un Dieu invisible existait même chez les Israélites qui représentaient Iahweh sous une forme matérielle, et rien n'en démontre mieux l'antiquité. Si dans le temple de Salomon on immolait et brûlait toutes les victimes en plein air, devant les deux colonnes — le Fort et le Créateur — qui étaient les emblèmes de Iahweh, on savait cependant qu'il résidait invisible dans une salle du Temple, lieu sombre et redoutable où nul profane ne pouvait pénétrer. Les deux notions de la divinité subsistaient donc parallèlement.

Les prophètes se donnèrent pour mission de faire triompher ce que nous appellerons, en forçant un peu leur pensée, la notion spiritualiste. Sous leurs coups redoublés et grâce aux désastres qui, se renouvelant incessamment pendant un siècle et demi, anéantirent l'existence politique d'Israël, leur peuple renonça totalement au polythéisme. Lorsque nous le retrouvons à Jérusalem, vers l'an 500, écrasé, amoindri, sous le nom de peuple juif qu'il gardera désormais, il n'a plus d'autre dieu que Iahweh, et Iahweh est pour lui un dieu qu'on ne peut essayer de représenter sous une image visible sans commettre le plus horrible sacrilège. Les abominations qui accompagnaient le culte des dieux cananéens ont disparu pour toujours. Une loi rigide qu'on attribue à Moïse, et qui est l'œuvre combinée des prophètes et des prêtres (Jérémie, Ezéchiel appartenaient à la fois à ces deux ordres), a fixé les actes du culte et établi une foule de cérémonies qui distingueront à jamais le Juif de tous les autres peuples en le maintenant

à part dans un état de « pureté » au milieu de la souillure universelle. Si l'on diminuait la rigidité de ces préceptes, qui dépasse assurément la pensée des prophètes, si l'on supprimait les sacrifices dans le temple de Jérusalem, si enfin on ajoutait à la théologie juive la foi en une vie à venir, à laquelle aucun prophète n'a jamais cru, on aurait à peu près le monothéisme des musulmans. De la religion immonde des Phéniciens et des peuples palestiniens à ce monothéisme sévère, le progrès est immense. Il est dû aux prophètes.

IV

Mais les prophètes ont entrevu une religion plus élevée encore.

Elie, qui vient d'égorger les quatre cent cinquante Nabis de Baal, s'est retiré dans la montagne, exaspéré de l'idolâtrie de son peuple et effrayé de l'inutilité de ses violences. Et Iahweh, nous dit la légende, passa devant lui. Ce fut d'abord un ouragan qui déracinait les rochers, mais Iahweh n'était point dans cet ouragan. Puis ce fut un tremblement de terre, mais Iahweh n'était point dans ce tremblement de terre. Ce fut ensuite une flamme, mais Iahweh n'était point dans la flamme. Ce fut enfin lui. Ce fut un murmure de l'air doux et léger... Elie se hâta de se voiler la face : il se sentait en présence de Iahweh. Cette parole — car c'en est une, comme le dit très bien M. Reuss, et la plus belle de toute la littérature hébraïque — expose admirablement une pensée qui est au fond de presque tous les discours des prophètes, mais qu'ils ne parviennent pas à exprimer assez nettement pour en faire la base de leur religion. S'ils y avaient réussi, ils auraient enseigné quelque chose comme le christianisme, six à huit siècles avant Jésus de Nazareth.

Ils représentent constamment les rapports d'Israël et

de Iahweh comme ceux de deux époux. Israël, la femme, est devenue infidèle à celui qui l'avait adoptée pauvre et nue dans le désert, elle s'est prostituée, elle s'est livrée à tous les hommes qui passaient à l'entour, elle a couru après ses amants avec une sorte de fureur. L'adultère d'Israël, on le comprend, c'est le culte des dieux rivaux de Iahweh. Ezéchiel le dépeint avec une crudité d'expression que n'oserait rendre aucun traducteur et qu'expliquent les rites impurs de la Palestine. Mais toujours, après avoir accablé Israël de reproches sanglants, Iahweh pardonne et se déclare prêt à reprendre l'épouse infidèle. Il est évident qu'il ne faut pas juger de cette image d'après notre goût moderne, et que nous préférons infiniment celle qu'emploie Jésus dans la parabole de l'Enfant prodigue. L'indulgence d'un père nous paraît plus noble que celle d'un époux outragé. Mais l'idée que recouvre cette image, aussi bien que l'autre, et que nous nous empressons d'en dégager, c'est que Iahweh aime son peuple d'un amour sans bornes, toujours prêt à se repentir de sa sévérité, toujours prêt à pardonner. « Iahweh m'abandonne », s'écrie Jésusalem chez le grand prophète anonyme dont les discours remplissent les chapitres XL à LXVI du livre d'Isaïe et qui vivait en exil à Babylone ; « le Seigneur m'oublie. » Et Iahweh répond avec une tendresse maternelle :

Une femme oublie-t-elle l'enfant qu'elle allaite?
N'a-t-elle pas pitié du fruit de ses entrailles?
Quand elle l'oublierait,
Moi, je ne t'oublierai point!

Nous trouvons ici le sentiment religieux sous la forme la plus pure qu'il puisse revêtir, une confiance inébranlable dans le destin, une sérénité absolue. Mais, on voudra bien le remarquer, l'objet de cet amour de Iahweh ce n'est pas l'individu, comme dans le christianisme,

c'est Jérusalem, c'est le peuple. Pour les prophètes, la nation compte seule devant l'Éternel, tandis que dans la pensée de Jésus et de ses disciples le mot de nation ne répond à rien. Ceux-ci ne connaissent d'autre patrie que la patrie céleste dont les prophètes n'ont pas la moindre notion. Sans vouloir discuter ici cette différence entre les deux religions, je ne puis m'empêcher d'observer qu'en tous cas la conception chrétienne présente une grave lacune dont les peuples modernes ne sauraient prendre leur parti.

Iahweh aimant Israël d'un amour immense, il en résulte nécessairement qu'il finira par réunir la nation dispersée et lui assurer un sort splendide. La plus célèbre description de cette renaissance du peuple se rencontre chez Ezéchiel dans une page vraiment admirable : la parole de Iahweh retentit sur une vallée couverte d'ossements, et voici un bruit qui s'élève, et les os se rapprochent les uns des autres, et ils se couvrent de muscles, de chair, de peau, et une seconde parole créatrice leur insuffle une âme. Semblable à ces ossements desséchés, Israël va se relever, marcher et vivre. Cette foi tenace en l'avenir, que ne sauraient abattre les plus effroyables catastrophes, est, je le répète, une conséquence naturelle de la foi en l'amour de Iahweh pour son peuple. Ce qui nous surprend, ce qui est vraiment grand et beau, ce qui montre la profondeur de l'idée religieuse des prophètes, c'est que les autres nations, même celles qui ont frappé Israël, doivent prendre part à cet avenir glorieux. Sans doute elles sont menacées maintes fois de l'extermination avec une éloquence qui prouve l'intensité de la haine qu'elles inspirent, mais les prophètes, qui d'ailleurs ne se montrent guère moins sévères envers leurs compatriotes, ont pour elles aussi des paroles de pardon et d'espérance, car, disent-ils, si Israël est l'héritage de Iahweh, l'Égypte est son

peuple et l'Assyrie l'œuvre de ses mains. Il faut avouer cependant que presque toujours Israël conserve la belle part; il formera une sorte d'élite entourée de tribus vassales. A cet égard, on ne saurait rien voir de plus caractéristique que la prédiction d'Isaïe contre Tyr. Il annonce qu'en châtiment de son négoce (car le commerce lointain, maritime, est, aux yeux des anciens israélites, une sorte de prostitution), Tyr va être détruite, — ce qui n'eut pas lieu, — et qu'elle tombera longtemps dans l'oubli. Au bout de soixante-dix ans, ajoute-t-il dans le style mordant et populaire qu'il recherche, il en sera de Tyr

Comme de la courtisane dont parle la chanson :
« Prends ta guitare,
» Cours par la ville,
» Courtisane oubliée;
« Joue toujours,
» Répète tes chants,
» Que de toi l'on se souvienne ! » —
Au bout de soixante-dix ans, Iahweh visitera Tyr
Et elle recommencera son métier impur,
Elle se prostituera à tous les royaumes de la terre,
Mais son gain et son salaire seront consacrés à Iahweh....

En d'autres termes, Tyr se convertira, tout en restant fidèle à ses habitudes de négoce ou de prostitution; seulement, ses profits honteux, elle les consacrera au service du vrai dieu, ce qui, sans doute, les purifiera :

On n'amassera point, on ne mettra point en réserve;
Ses profits reviendront aux serviteurs de Iahweh (*les Israélites*)
Pour qu'ils mangent et se rassasient
Et se revêtent d'habits somptueux !

La fraternité ainsi comprise rappelle un peu trop les moyens par lesquels Rome travaillait à l'unité de l'humanité. J'ai dû citer ce passage parce que les appétits qu'il révèle ne sont pas précisément rares, même chez les prophètes; dans bien d'autres passages, les Nabîs s'élèvent véritablement à une très haute notion de l'avenir

de toute notre race, qu'ils aperçoivent dans le lointain vivant au sein d'une paix profonde et d'une félicité inaltérable. Leurs descriptions de cet âge d'or ont un cachet enfantin qui nous fait sourire : la génisse paîtra avec l'ourse et le lion mangera de la paille comme le bœuf, etc. Cela signifie que la nature elle-même aura sa part dans cette bienheureuse transformation. Mais qui avait raison, de ces prophètes qui affirmaient que l'humanité marche vers le bien, vers le mieux, ou de l'antiquité classique qui, mettant l'âge d'or à l'origine et non au but, parlait d'une décadence continue et irrémédiable ? J'estime que les faits ont prononcé ; j'estime surtout que ceux-là seuls apportent à l'œuvre humaine une active coopération qui croient au progrès. Il n'y a de bons ouvriers que les optimistes. Les prophètes d'Israël ont été, en vertu de leur foi religieuse, des optimistes passionnés qui espéraient contre tout espoir et qui ont soutenu par leurs paroles bien des individus et des peuples dans les heures de défaillance. Qu'ils aient conçu le progrès sous une forme puérile, qu'ils y aient mêlé un insupportable élément surnaturel, qu'ils en aient attendu une glorification de leur orgueil national, ils n'en ont pas moins, et les premiers sur le globe, jeté à travers les siècles le grand cri de ralliement et de confiance. Malgré tout, ils sont des nôtres.

Ils ont compris d'ailleurs que, pour sortir de l'état de malaise et de guerre qui malheureusement est l'état de nature, il faut que le genre humain finisse par être pénétré d'une même idée morale. Cette idée, ils ont cru la trouver dans leur religion, ce qui est, semble-t-il, une déplorable erreur, puisque leur religion a toute l'étroitesse d'un culte exclusif et national. Il faut ajouter toutefois que par instants — fugitifs, il est vrai, — ils ont affirmé que le culte de Iahweh ne consiste ni dans la boucherie des sacrifices, ni dans les assemblées solennelles, ni dans

les jeûnes, ni même dans les prières : « Le culte qui me plaît, fait dire l'un d'eux à Iahweh, c'est que vous rompiez les chaînes de l'iniquité, que vous déchiriez les liens de l'oppression, que vous affranchissiez les maltraités, que vous brisiez toute servitude; c'est que vous partagiez votre pain avec l'affamé et que vous hébergiez les malheureux sans asile. » Eh ! qui donc oserait dire que ce culte ne peut être le sien? — Qui? on ne le sait que trop ; mais ce n'est pas nous, fils de la Révolution.

*
* *

Le christianisme primitif consiste tout entier dans ces trois idées des prophètes : un culte qui se confond avec la morale, — un dieu qui inspire la confiance et non la terreur, — un avenir de paix qui se prépare pour le genre humain par le triomphe du bien. On ne trouve rien de plus dans les discours de Jésus, mais ces idées, qui apparaissent chez ses devanciers de loin en loin comme des lueurs incertaines, brillent chez lui d'un éclat continu, quoique à travers une enveloppe qui, ne cessant jamais d'être juive, produit sur nous un effet souvent bien bizarre. L'Évangile, c'est la meilleure part de la doctrine des Nabis, concentrée et clarifiée — la foi, l'espérance et la charité. Malheureusement le christianisme ne tarda guère à emprunter aussi aux prophètes leur notion du dieu jaloux, et il devint de toutes les religions la plus fanatique et la plus intolérante, offrant à son Père céleste d'innombrables victimes humaines, jusqu'à Servet, Vanini, la Barre. Remontant plus haut encore dans le courant des superstitions israélites, il se fit, comme au temps de Salomon, des idoles de son Seigneur, il plaça à côté de lui une déesse à la fois vierge et femme, semblable à l'Astarté des Phéniciens, il leur donna pour fils un jeune dieu qui

meurt et qui ressuscite, il les entoura d'une cour d'êtres surnaturels, dont les uns, d'origine céleste, appartiennent au Zend-Avesta et dont les autres, ayant vécu et lutté sur la terre comme jadis Hercule, rappellent vaguement la mythologie grecque. Aux uns et aux autres il prêta je ne sais quel air d'hébétement boudhiste, pareil à celui des bonzes qui au fond des cloîtres s'adonnent à la chasteté et s'exercent à se prosterner dans la poussière devant le grand Lama. S'ils revenaient à la vie, les Nabis lanceraient donc sûrement leurs imprécations à cette religion « adultère », mélange de tous les cultes, qui a remplacé pour les nations la parole de leur grand disciple Jésus de Nazareth. Elle leur paraîtrait horrible. Pourraient-ils jamais croire que leurs écrits occupent une large place dans la collection de ses livres sacrés ? O l'ironie de l'Histoire !

M. OLLIVIER

ET LE CONCILE DU VATICAN (1)

---

6 mai 1879.

Absolument détaché de toute préoccupation de plaire ou de déplaire à qui que ce soit en cet âge qui redonde, comme dit saint François de Salles, en cervelles chaudes, aiguës et contentieuses, M. Émile Ollivier s'adresse aux hommes d'État de l'avenir qui, fatigués d'une lutte stérile entre la Révolution et l'Église, chercheront les bases d'un traité de paix, et, avec l'assurance d'une bonne conscience, il leur présente comme un modèle à suivre la conduite de la France envers le concile du Vatican de 1870...

Oublions, je vous prie, qui est l'auteur de ces deux volumes ; acceptons-les comme s'ils paraissaient sous le voile de l'anonyme ; ne nous laissons même pas distraire par le ton d'infatuation qui en rend la lecture singulièrement irritante, et allons droit au but : Le ministère dont M. Ollivier était le chef a-t-il défendu contre l'Église les droits de la France? A-t-il fait preuve, sur ce terrain, de quelque habileté qui puisse atténuer un peu la faute du plébiscite et le crime de

(1) L'*Église* et l'*État au concile du Vatican*, par Émile Ollivier, de l'Académie française. 2 vol. in-18° de plus de 1100 pages. Paris, Garnier frères, 1879.

la déclaration de la guerre? Ou bien a-t-il montré partout une légèreté pareille et une même incapacité?

Pour juger impartialement les actes du cabinet Ollivier, il faut se rendre compte des difficultés qui résultaient de la convocation du vingtième concile œcuménique. Nous nous plaçons ici, cela va sans dire, non pas au point de vue de la philosophie et de la libre-pensée, mais à celui de la politique, au point de vue gouvernemental.

Le concile était appelé, personne n'en faisait doute, à proclamer l'infaillibilité dogmatique du souverain pontife, à ériger en article de foi l'un des deux points essentiels sur lesquels l'ultramontanisme diffère du gallicanisme. A dire vrai, il ne s'agissait plus guère entre ces deux doctrines que d'une querelle de mots : les décrets du pape sont-ils valables par eux-mêmes, *ex sese*, ou en vertu du consentement tacite de l'Église, *ex consensu Ecclesiæ*, consentement qui ne fait jamais défaut? Aux hommes d'État cette question paraît, du moins au premier aspect, n'avoir aucune importance. Ce qui rend difficiles les rapports de l'État avec l'Église catholique, c'est très certainement le caractère dominateur de cette Église qui, représentant Dieu même sur la terre, veut tout régenter et ne se soumet jamais à une loi civile que lorsqu'elle y trouve son intérêt ou qu'elle ne peut faire autrement. Pour de simples mortels chargés de la police, un dieu qu'il faut soumettre à l'impôt et citer parfois devant les tribunaux est un administré fort incommode. Mais, à moins de supprimer l'Église catholique, on doit en prendre son parti : *Sit ut est!* Elle est et restera infaillible, en matière de morale sociale comme en matière de dogme ; c'est ce qui la distinguera éternellement des autres sectes chrétiennes. Or, que l'organe de cette infaillibilité soit le pape tout seul ou le pape entouré d'évêques silencieux, la différence semble bien

faible. Et puis, toute parole sortie de la bouche du pape n'est pas déclarée infaillible, irréformable, tant s'en faut! Il n'a le don d'infaillibilité que lorsqu'il promulgue du haut de sa chaire d'évêque universel, *ex cathedra*, une doctrine obligatoire pour la chrétienté tout entière, *doctrinam ab universa Ecclesia tenendam*. Voilà ce qu'a établi le concile du Vatican, et l'on savait à l'avance qu'il n'irait pas plus loin. Il semble donc que le gouvernement français n'ait rien à craindre, car une décision papale qui le concernerait lui seul ne pourrait jamais avoir le caractère de l'infaillibilité : elle ne serait pas irréformable, elle ne lierait point les consciences.

Cependant il est à prévoir que les consciences des fidèles se croiront liées par toute décision du pape, prise ou non *ex cathedra*. Parmi les théologiens ou parmi ceux qui passent pour être des théologiens, prêtres et évêques, on ne fait pas toujours cette distinction; comment le peuple des dévots la ferait-il? Qu'un conflit éclate, ils croiront que, sous peine d'être exclus de la communion de l'Église et par conséquent du paradis, ils ont à prendre le parti du pape contre le gouvernement de leur pays. Pour eux, l'infaillibilité ne sera pas intermittente, liée à de certaines conditions, très vagues d'ailleurs, et qui dépendent exclusivement de la volonté du pape : l'infaillibilité sera permanente, personnelle, attachée à toutes les paroles et même à tous les actes du pontife, constamment inspiré et impeccable. Son autorité remplacera pour les catholiques leur conscience et leur raison. Cela est inévitable. Et, comme un gouvernement doit tenir compte, non des définitions des théologiens, mais des croyances de la foule qui seules constituent un élément politique, il faut bien reconnaître que la proclamation de l'infaillibilité papale est moins indifférente qu'elle n'en a l'air.

Du reste, le concile traitera d'autres questions encore.

Il est composé en majorité d'ultramontains, et les ultramontains ne disent pas seulement que l'infaillibilié de l'Église réside dans le pape, ils affirment aussi que l'Église avec son chef a sur le gouvernement civil des nations un pouvoir plus ou moins étendu. D'après la théologie qui s'enseigne dans tous nos séminaires, le gouvernement civil est bien d'institution divine, non moins que l'Église; l'Église ne doit donc pas prendre en main directement l'administration ni la législation, mais elle doit veiller à ce que la législation et l'administration de tous les peuples chrétiens soient conformes à la loi religieuse. C'est ce qu'on appelle le pouvoir indirect. Le pape a le droit de déclarer nulle toute loi qui lui paraît mauvaise. En outre si, par de soi-disant concordats, il accorde des privilèges à un gouvernement et à un pays, ces concessions sont toujours révocables, et, à proprement parler, les concordats ne sont pas des traités bi-latéraux, mais des *indults*, des faveurs, des grâces. Telle est la doctrine ultramontaine. L'immense majorité des Pères du concile y adhère. Pie IX en est un des partisans les plus décidés. On le sait assez par l'encyclique et le *Syllabus*. Ces deux pièces, sans doute, n'ont aucun caractère doctrinal proprement dit, le *Syllabus* n'étant en définitive, qu'une table des matières faite par un anonyme, des décisions rendues par Pie IX sur des cas particuliers. Mais le *Syllabus* montre quelle est la pensée intime du pape et de son entourage. Ne vont-ils pas profiter de la réunion du concile pour faire triompher sur ce point aussi l'ultramontanisme et affirmer, comme étant article de foi, la suprématie du pape sur les gouvernements, même en matière de loi civile ?

Ce danger n'était pas seulement réel, il était imminent. Dès l'une des premières séances, le 21 juin 1870, Pie IX fit déposer un projet de décret ou schema *de Ecclesia* où se trouvent exposées en quinze chapitres et

vingt-et-un canons toutes les prétentions de l'Église au pouvoir indirect. L'Église, y est-il dit, dépasse en excellence l'État autant que le salut des âmes est au-dessus des biens de cette vie. Tout ce qu'ordonne la loi religieuse, dont le pape est l'interprète, et tout ce qu'elle défend est obligatoire pour la cité comme pour l'individu. Si quelqu'un dit le contraire, qu'il soit anathème !

Le concile, on ne peut en douter, votera ces articles que lui propose le pape et qui attaquent la société civile dans son essence puisqu'ils lui contestent la souveraineté. La France, il est vrai, se trouve protégée par le Concordat, et le cardinal Antonelli daignera nous le rappeler. Mais nous venons de voir ce que vaut un concordat ! Malgré celui de 1802, tous les catholiques de France seront obligés en conscience de tenir pour détestable notre code civil et notre code pénal et nos Constitutions politiques et notre droit moderne tout entier ; ils considéreront comme leur devoir suprême d'effacer de nos lois ce privilège odieux que l'Église accorda à la France en un jour de malheur et qui la met à part, comme en interdit, au milieu de la chrétienté. C'est alors que le cri de : Mort à la Révolution ! retentira avec fanatisme, et l'on ne voit pas comment le pays échappera à la guerre civile.

Donc, si le concile proclame l'infaillibilité du pape, les consciences seront troublées, car la foule exagérera la portée de ce dogme ; s'il proclame la suprématie de l'Église sur l'État, une lutte éclatera partout entre les deux pouvoirs, sans autre issue que la destruction de l'un par l'autre puisque l'Église ne pourra plus reculer. Mais, indépendamment de ce double danger, la réunion même d'un concile œcuménique après trois siècles d'interruption est un fait d'une extrême gravité. Par suite des événements dont l'Italie est le théâtre depuis 1848, la catholicité n'est plus ce qu'elle a été sous Grégoire XVI ;

elle est enfiévrée comme son pape. Cet étrange Pie IX, si mobile et si entêté, esclave à la fois de ses impressions du moment et de ses idées fixes, si doux et si violent, si personnel toujours, si implacable, si vaniteux, si abondant en paroles vives et spontanées, ce vrai pape des femmes, martyr dans les deux sens du mot, comme ayant rendu à la Reine immaculée des cieux l'hommage qu'elle attendait depuis dix-huit siècles et comme ayant vidé jusqu'à la lie la coupe de l'ingratitude de ses enfants, ce pape, légendaire de son vivant déjà, va donc couronner sa longue carrière en convoquant auprès de lui les représentants de l'Église universelle, afin qu'ils abdiquent solennellement entre ses mains. Pareille chose ne s'est jamais vue. Dans toutes les sacristies, dans tous les couvents et les séminaires, dans le presbytère du desservant, dans le salon de la châtelaine, dans le boudoir de la dame de charité, on respire à peine, comme si l'on attendait je ne sais quel événement mystérieux qui changera la face du monde. Cette attente fièvreuse peut se changer soudain en un accès de fanatisme. Eh! voyez donc ce qui s'est passé depuis! Deux faits terribles ont porté un coup aux chimériques espérances des catholiques : l'invasion de la France par les Prussiens et l'entrée de Victor-Emmanuel à Rome; et pourtant jamais le parti clérical n'a déployé plus d'activité et n'a été animé d'une foi plus entière dans le succès qu'après 1870. Le grand courant du cléricalisme a reçu son impulsion de la réunion du concile : qu'eût-ce été si le concile avait pu continuer ses travaux et achever le triomphe de l'ultramontanisme! Et n'oublions pas que la France, aux yeux du moins des bonapartistes qui croyaient à la durée de la monarchie impériale, se trouvait alors à la veille d'un changement de règne. Napoléon III se mourait; Napoléon IV allait donc lui succéder, sous la régence de sa mère, l'Espagnole, d'autant

plus aveugle dans son bigotisme qu'il s'alliait chez elle, à la mode de son pays, avec une frivolité sans bornes. Ce que serait devenue la France sous une pareille régence, au milieu de ce débordement de passions religieuses, nous nous le demandions sans beaucoup d'inquiétude, nous qui savions alors, comme maintenant, que l'âme de la France est essentiellement laïque et naturellement républicaine ; mais de quelles craintes mortelles devaient être assaillis des esprits sérieux qui servaient la dynastie, mais ne voulaient pas sacrifier le pays à la papauté ! Sans doute, pour concevoir ces craintes-là, il fallait des esprits sérieux. Et c'est précisément ce que je suppose.

Pour un esprit sérieux l'hésitation n'était pas possible, semble-t-il ; il fallait, dès la convocation du concile, prendre des mesures de défense prudentes et énergiques. On pouvait, soit spontanément, soit de concert avec d'autres puissances catholiques, interdire à nos évêques de se rendre à Rome. On pouvait réclamer le privilège, reconnu par le Concordat, d'envoyer au concile des ambassadeurs qui auraient exercé moralement une sorte de véto. On pouvait surtout déclarer avec une grande netteté que la publication des décrets du concile serait sévèrement interdite s'ils violaient aucun principe de notre droit. On pouvait encore encourager et protéger la minorité qui combattait les propositions des ultramontains ou qui du moins cherchait à les atténuer. En temps ordinaire, on ne peut prendre d'autres mesures pour lutter contre un concile œcuménique, et il faut bien avouer que ce sont là des palliatifs. Mais, par une chance vraiment unique, il se trouvait que le gouvernement de Napoléon III possédait alors, et possédait lui seul dans toute la chrétienté, un moyen très doux, très simple, très naturel, mais infaillible, d'empêcher complètement la réunion du concile : il

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

n'avait qu'à exécuter loyalement la convention du 15 septembre 1864, par laquelle il s'obligeait envers l'Italie à retirer ses troupes de Rome. Les Italiens n'y entraient pas. Mais, placé en face de ses sujets, sans autre garde que les zouaves pontificaux, jamais Pie IX n'aurait osé y convoquer le concile. Ce qui faisait la force du gouvernement français en ce moment, c'est qu'il ne pouvait laisser se réunir le concile sans se faire son protecteur, son garde du corps, son serviteur; or cela, vraiment, nul ne devait avoir l'audace de l'exiger.

*
* *

Ce qu'il y avait à faire était donc on ne peut plus simple. Aucun roi de France, ni Bourbon, ni Valois, ni Capétien, n'aurait hésité. Examinons ce que fit le gouvernement de Napoléon III, ce que fit M. Émile Ollivier.

M. Émile Ollivier connaît les questions de droit ecclésiastique jusque dans les détails, il ne sera donc pas pris au dépourvu. Il n'est point clérical, d'ailleurs, et il entend défendre l'entière indépendance du pouvoir civil. Le Concordat lui paraît excellent; s'il blâme la plupart des articles organiques, il n'en maintient pas moins fermement le droit qu'avait le Premier Consul de les établir, car, en dedans des limites du Concordat, le gouvernement règle en souverain l'exercice du culte. Les périls que le concile faisait courir à la société moderne, il ne les voit pas sans doute très clairement, mais on ne saurait dire non plus qu'il ne les pressente pas. Quelle ligne de conduite va-t-il donc suivre ?

En 1868, dix-huit mois après le 19 janvier, le pape vient de publier la bulle de convocation, ou, comme on dit en langage ecclésiastique, d'indiction, dans laquelle, par une innovation des plus graves, il ne fait aucune mention des gouvernements catholiques, soit pour les

inviter à envoyer des ambassadeurs, soit pour annoncer qu'il les a consultés sur l'opportunité d'un concile œcuménique. M. Ollivier, qui n'est pas encore ministre, croit pourtant utile « d'expliquer sa pensée » au Corps législatif. Sans doute il va relever ainsi qu'il convient ce silence vraiment insolent qui supprime le laïque dans l'Église? Nullement. Tout en affirmant en théorie le droit du gouvernement français, il s'extasie devant cette « audace imposante qui le frappe de respect et d'admiration ». Et il déclare ne pas connaître, depuis 89, d'événement aussi considérable ! — On n'a pas l'admiration plus facile ni plus ridiculement déplacée.

Mais le ministère du 2 janvier 1870 se forme sous la direction de M. Ollivier. Quoique le concile siège déjà, la situation du gouvernement français est encore à peu près intacte. M. Ollivier peut prendre le parti qui lui conviendra.

Et d'abord, ses collègues et lui s'engagent à suspendre la convention du 15 septembre pendant toute la durée du concile, à faire, par conséquent, de nos troupes la garde du concile. Ils décident même de n'accepter aucune discussion là-dessus. C'est violer les droits de notre seule alliée, l'Italie. C'est faire de nous, aux yeux de la chrétienté, le complice des attentats que le concile pourra commettre contre les libertés modernes. Il n'importe. M. Ollivier trouve magnifique de briser avec la tradition de tous les gouvernements connus et de prendre « l'office glorieux de protecteur de la liberté spirituelle dans une de ses plus solennelles manifestations ». C'est la seule gloire à moissonner dans ce champ, et il lui faut de la gloire, fût-ce aux dépens de son pays.

Quels que soient d'ailleurs les décrets du concile, M. Ollivier, qui a le ministère de la justice et celui des cultes, est très décidé à les laisser publier en France, « abandonnant, dit-il, au bon sens public la tâche de sauvegarder l'indépendance de la société civile ». Car

M. Louis Veuillot a écrit « avec raison » que l'État ne peut être reçu à biffer un décret du concile, puisqu'il n'oserait prétendre à biffer un article de M. Vacherot ou de M. Renan dans la *Revue des Deux-Mondes*. — Ainsi, après des raisons de sentiment puériles, des sophismes plus puérils encore. De pareils enfantillages ne se réfutent pas. Ou bien M. Ollivier aurait-il connaissance d'un Concordat signé entre la France et la *Revue des Deux-Mondes*? Les collaborateurs de M. Buloz seraient-ils nommés par l'État et payés sur le budget?

Mais si on laisse la plus absolue liberté au concile dont on est le protecteur, on peut du moins prendre parti pour la solution gallicane contre la solution ultramontaine. De quel côté penchera M. Ollivier? Il hésite cette fois-ci. D'une part, son penchant à l'admiration, son goût pour tout ce qui est talent et courage l'attirent vers la cause défendue par Montalembert, Dupanloup, Dœllinger et tant d'hommes distingués. D'autre part, M. Ollivier a le cœur plein de tendresse pour les petits et les faibles; comme le Christ, il s'écrie : *Misereor super turbam*, et il le répètera jusqu'à sa mort, malgré la dureté ingrate du peuple à son égard; c'est cette compassion qui lui a fait rechercher Proudhon, qui lui a permis de souvent causer avec ce digne M. Le Play, qui l'a rapproché de Napoléon III, ce souverain saintement socialiste; c'est elle aussi qui lui a inspiré une secrète complaisance envers les infaillibilistes. Vous ne comprenez pas? Rien de plus clair pourtant! Le clergé de second ordre, qui souffre beaucoup en France du despotisme des évêques, avait mis, avant le concile, son espérance dans l'accroissement du pouvoir pontifical aux dépens, croyait-il, de ses tyrans. Sans doute, il se préparait une amère déception, d'autant plus que par le denier de Saint-Pierre, qui équivaut à peu près au vote d'un budget, les évêques ont regagné maintenant et au delà ce que le concile leur

a fait perdre. M. Ollivier s'en rend bien compte. Néanmoins, il lui aurait fallu, nous dit-il, un violent effort sur lui-même pour prendre une attitude militante contre l'objet des désirs de ces pauvres desservants qu'il porte dans son cœur. Bref, très combattu d'abord dans ses sentiments, il finit par prendre irrévocablement le parti de se renfermer dans une abstention systématique; il en sortira seulement pour prier, mais sans aucun espoir, le Saint-Esprit de pencher du côté des prélats éminents qui défendaient dans l'Église la cause de la liberté comme lui-même la défendait dans l'État, ou bien aussi pour leur écrire « quelques lettres banales de sympathie et d'encouragement ». Les convenances l'exigeaient. Et cette abstention, combinée avec des prières et des lettres banales, paraît aujourd'hui encore à M. Ollivier le chef-d'œuvre de la politique moderne. A l'en croire, pour bien gouverner il n'y a qu'à se croiser les bras et laisser couler l'eau.

L'empereur, grâce « à la hauteur et à la justesse de son esprit », appréciait cette politique. Malheureusement il y avait, dans le cabinet, des catholiques beaucoup plus fervents que M. Ollivier, que fatiguait le glorieux office de protecteur des ennemis de la société moderne. Après la publication du schema sur l'Église, M. Daru, le ministre des affaires étrangères, expédie à Rome une dépêche pleine de remontrances. M. Ollivier la fait arrêter par le télégraphe, puis, de concert avec M. Daru, il la corrige, l'adoucit, l'amortit. Et non content de l'avoir ainsi émasculée, il peint éloquemment à MM. Kolb-Bernard et Keller avec quelle répugnance il s'est associé à cette démarche, et il leur promet qu'elle n'aboutira à aucun acte sérieux. (Il s'était agi d'envoyer au concile un ambassadeur, qui eût été M. Albert de Broglie.) Par M. Keller, le cardinal Antonelli est informé des dispositions de M. Ollivier, et

il s'en fait une arme contre les évêques récalcitrants. Ceux-ci avertissent M. Daru... En vérité on croit rêver. Et le récit de cette trahison, c'est M. Ollivier qui nous le donne lui-même, du ton le plus tranquille, comme s'il s'agissait d'un léger malentendu entre collègues. Évidemment, il n'a pas conscience de la gravité de son action. N'allez pas la lui reprocher; refoulez votre indignation, il n'y comprendrait rien ; car apprenez-le, si vous l'ignoriez encore, il manque à cet homme-là un sens! Cependant le cardinal Antonelli ayant répondu par une apologie ouverte du pouvoir indirect, en diplomate qui « sait que ceux auxquels il s'adressait étaient résolus d'avance à s'arrêter », M. Daru rédige encore un memorandum assez ferme dans ses prémisses, mais plus que modéré dans ses conclusions, « un memorandum agenouillé, » dit M. Ollivier. Pourtant les choses avaient l'air de se gâter, d'autant plus que tous les cabinets donnèrent leur adhésion au memorandum français. Elles s'arrangèrent par la démission de l'incommode M. Daru, et le ministre de la justice et des cultes prit à titre provisoire le portefeuille des affaires étrangères. Aussitôt un télégramme partit pour Rome : « Daru se retire, Ollivier le remplace, concile libre. » M. Ollivier en paraît tout fier. Le fait est qu'il jouissait de la pleine confiance des ultramontains, depuis Pie IX, qui « avait lu avec un grand intérêt son *19 Janvier* », jusqu'aux cléricaux du Corps législatif. Ceux-ci le lui témoignèrent en lui demandant de ne pas se contenter du retour à la politique d'abstention, qui fut immédiat, mais d'y ajouter le désaveu du memorandum. M. Ollivier refusa péremptoirement, il est vrai, mais il « laissa le memorandum s'évaporer en une vaine manifestation ». Il avait pour lui la vieille expérience de M. Guizot qui, venu intriguer aux Tuileries, disait magistralement à l'empereur : « Il y a des difficultés qui

n'existent que si on les accepte; n'acceptez pas celle-là! »

M. Ollivier ne comprenait-il pas la gravité de la situation à ce moment? Oh! parfaitement! « Il était évident, dit-il, que si les doctrines du schema *de Ecclesia* prévalaient dans les esprits, le Concordat ne tarderait pas à succomber sous les coups des catholiques, et qu'au Concordat de Napoléon succéderait *un Concordat nouveau, conforme aux institutions théocratiques de l'ancien régime.* » Mais, ou bien cette perspective n'effrayait pas le ministre de Napoléon III, ou bien il se croyait suffisamment armé pour arrêter le mal. Cette seconde supposition paraît la mieux fondée. Il était si sûr de lui-même! Il aurait tout permis aux ultramontains, si ce n'est, dit-il, d'enseigner leurs doctrines dans les écoles libres, primaires, secondaires, supérieures. De la sorte, il sauvait les générations à venir. Pour atteindre ce but, il lui suffisait d'ailleurs, pense-t-il, de réserver aux professeurs de l'Université le privilège exclusif de conférer des grades, car tel est à ses yeux « le moyen de surveillance le plus efficace et le moins inquisitorial ». Tout se serait donc borné à ne pas faire de concessions sur la collation des grades. Oh! le lettré! qui, comme un mandarin chinois, croit à la vertu mirifique des diplômes pour préserver du fanatisme hommes et femmes, bourgeois et manants! Oh! le rêveur!

Rien n'a pu réveiller de leur rêve de paladins de l'Église ces deux somnambules, Napoléon III et son ministre. Le 25 juillet, M. de Beust leur ayant demandé instamment de livrer Rome aux Italiens, M. Ollivier écrit à son maître : « Sire, dit-il, cette idée est pitoyable, impraticable. » Et il continue : «*Pour elle vous ne trouverez de majorité ni dans votre conseil ni dans le pays.* » Il le disait, donc il le croyait. Mais quelque part dans son livre, voulant donner la mesure et des services qu'il a rendus aux ultramontains et de leur noire ingratitude

à son égard, il leur rappelle qu'en retirant les troupes de Rome il arrêtait, si bon lui semblait, toute l'œuvre du concile, et il ajoute : « *On n'aurait pas trouvé dans l'Assemblée et encore moins dans le pays, auquel nous aurions fait appel au besoin, une majorité pour condamner cette politique.* » Il le dit, donc il le croit. Sur un point aussi capital, il croit le pour et le contre, suivant les besoins de la cause !

« Avocat poète », disait de lui Pie IX. Avocat, il l'est par une subtilité d'esprit qui serait très remarquable si, à force de raffiner et de ramener les idées, pour ainsi dire, à leurs atomes, il ne les réduisait souvent à l'état de masse nébuleuse : la précision, chose étrange, aboutit chez lui à la confusion. Poète, il l'est en ce qu'il se détermine constamment, si nous en croyons son propre témoignage, par des raisons de l'ordre sentimental : la gloire, la compassion, l'admiration ; mais poète de l'école emphatique, se grisant de phrases sonores et ne sachant point distinguer entre les grands mots et les grandes pensées. Par-dessus tout, c'est un lettré, un écrivain qui se mire dans sa prose, un orateur qui s'écoute parler, un érudit qui étale devant le public sa science de fraîche date. Partout on sent chez lui ce genre de suffisance qui s'appelait autrefois l'air de collège. Mon Dieu, je n'y vois pas grand mal, car nous avons chacun nos travers et, s'il y en a peu d'aussi désagréables que la pédanterie sentimentale, il y en a de pires. Ce qui est au contraire impardonnable, c'est qu'un personnage aussi dépourvu de tout esprit et de tout sens politiques ait osé un jour mettre la main sur la barre du gouvernail.

Quand un homme réclame et occupe des fonctions est qu'il incapable de remplir, il commet une usurpation et, si cette usurpation fait courir des périls à la patrie, elle est criminelle au premier chef. Chez Molière,

le lettré qui s'écrie plein de fatuité sur le ton d'un héros de Corneille :

> Ma gloire est établie ; en vain tu la déchires,

n'aspire ni n'arrive à remplacer Colbert ou Louvois ; et avec raison, car ce rôle, de comique, serait devenu tragique. Pourquoi donc M. Ollivier n'est-il pas resté ce que l'étude l'avait fait, un avocat de mérite? Il pouvait aussi devenir un professeur assez original, fort suivi quoique peu aimé. « Il a un fonds très religieux », disait encore Pie IX, un fonds sacerdotal, dirions-nous : prêtre, que de beaux livres il eût composés où les pages onctueuses eussent alterné avec les discussions scolastiques sur les matières épineuses de la théologie! Mais la nature lui avait absolument interdit la carrière de la politique, et, sans une prodigieuse aberration, jamais il ne s'y fût engagé. Certes, l'expérience a été concluante, pour le malheur de la France! Aucun homme de cette génération n'a acquis au même degré que M. Ollivier le droit de se montrer modeste jusqu'à son dernier jour. Pour lui, une seule amnistie est possible : l'oubli.

LA POLITIQUE DE NAPOLÉON III

EN 1866 (1)

---

20 mai 1879.

C'est en 1866 que l'Empire a été éprouvé, jugé, condamné : quatre ans avant que Sedan eût mis à nu l'incapacité militaire du deuxième Bonaparte, Sadowa révélait aux aveugles mêmes l'imbécillité politique du rêveur qui croyait réformer l'Europe parce qu'il la fatiguait de son agitation stérile. C'est en 1866 que soudain M. de Bismarck a passé du rôle d'un Polignac à celui d'un Richelieu, dit-on, en élevant la Prusse du cinquième rang au premier, grâce à la collaboration active et dévouée de son roi, de Moltke et surtout de S. M. l'empereur des Français. Lorsqu'on veut comprendre la cause de nos malheurs et établir la responsabilité de chacun, il convient de remonter constamment à cette année critique, car, sans elle, l'autre année, l'année terrible, demeure inexplicable. Un des hommes qui avait alors la pénible mission de représenter notre pays en Allemagne vient de jeter sur ces événements une éclatante lumière. Quoique pénétré d'un pieux res-

(1) *Les Origines de la guerre de* 1870 : *la politique française en* 1866, par G. Rothan, ancien ministre plénipotentiaire, ancien membre du conseil-général du Bas-Rhin. 1 vol. in-8° de près de 500 pages. Paris, 1879. Calmann Lévy.

pect pour la mémoire de l'empereur, à un point qui semble incroyable, M. Rothan montre partout les qualités d'un esprit critique qui sait discuter la valeur des documents, d'un historien qui s'entend à les combiner, d'un témoin oculaire qui a vu le dedans des choses aussi bien que le dehors. Il ne dit pas, je le suppose, tout ce qu'il sait, mais ce qu'il dit est décisif. On pourra compléter son récit, on n'en modifiera jamais les lignes fondamentales.

I

Tant de faits d'une portée immense se sont succédé en ces treize années, qu'il faut un effort de la mémoire et même de l'imagination pour se représenter ce qu'étaient alors la cour de Paris et le cabinet de Berlin.

Jamais, dans un palais de roi ou d'empereur, on ne vit une société plus cosmopolite et plus mélangée que celle qui se réunissait aux Tuileries, à Compiègne et à Fontainebleau. Les étrangers y affluent de toutes parts; diplomates et aventuriers, intrigants et intrigantes, gens du grand monde et du demi-monde, ceux qui n'ont soif que de plaisir, et ceux à qui il faut de bonnes affaires véreuses, et ceux qui poursuivent quelque rêve ambitieux, tous s'y donnent rendez-vous comme dans les salons d'une ville d'eau. Le maître de la maison les accueille avec un abandon charmant. Dans les fêtes aussi bien que dans les petits lundis, et dans des réunions plus intimes encore, il s'exprime librement devant eux sur les questions les plus délicates. Quand ils choisissent bien leur moment, il leur accorde des assurances et des concessions absolument opposées aux intérêts de la nation ou aux engagements qu'il a pris avec ses ministres. Il est si bon! La politique, d'ailleurs, l'ennuie, depuis tant d'années qu'il s'en occupe. Il trouve bien

plus de plaisir à défricher les landes et à forer des puits instantanés. D'autre part, il se soucie pourtant peu de se décharger du fardeau des affaires sur des ministres, qui deviendraient ses maîtres. Jamais il ne leur permet de se réunir en dehors de sa présidence, et rarement il dit à l'un ce qu'il a décidé avec l'autre. Puis, à mesure que sa santé s'altère, il devient mélancolique. Il a fini par découvrir que son gouvernement — « le plus honnête qui ait existé », dit une note écrite de sa main et trouvée aux Tuileries, — « s'est laissé contaminer par des hommes qui le compromettent par leurs spéculations ». Il a découvert également que les agents du pouvoir, y compris ses ministres, « au lieu d'imiter la bienveillance extrême du chef de l'État, sa modestie, sa simplicité » (c'est toujours lui qui parle), sont hautains et routiniers comme sous Louis-Philippe. Cela l'afflige. Il n'a jamais eu grande confiance dans les talents de ses ministres, il commence à les suspecter, et il se livre à eux de moins en moins. Qui donc gouvernera la France? Ni eux, qui en sont incapables et, de plus, profondément divisés, ni lui qui est dégoûté de la politique. Heureusement, la Fortune est là pour s'en charger, le Destin, l'étoile des Bonaparte...

A Berlin aussi, on croit fermement à une étoile, à celle de la Prusse, bien entendu, à ce qu'on nomme la mission providentielle des Hohenzollern; mais de tout temps on y est habitué à venir en aide aux bonnes intentions de la Providence. On y travaille plus qu'on ne s'y amuse. C'est en vain que vous y chercheriez une cour. La reine est presque toujours absente, et le roi mène du matin au soir la vie de la caserne. Comme Frédéric II, il se condamne à un labeur incessant. Lui aussi il pourrait parler de sa simplicité : accompagné d'un seul aide de camp et voyageant dans un compartiment de première classe, le robuste vieillard arrive à

l'improviste dans les villes de garnison pour s'assurer par lui-même de la bonne tenue de ses régiments et du bon état de ses arsenaux. S'il n'a pas les facultés transcendantes de son grand prédécesseur, s'il n'est ni un militaire ni un politique de génie, il a le don de découvrir les Moltke et les Bismarck et la sagesse de leur sacrifier son amour-propre et jusqu'à ses scrupules. D'ailleurs, quand il s'agit de la gloire de son armée ou de l'accroissement territorial de la Prusse, sa conscience de chrétien ne connaît guère l'étroitesse. Tandis qu'à Paris les diplomates étrangers ne font que traverser les antichambres des ministres pour aborder directement l'empereur, le roi Guillaume se laisse garder à vue par M. de Bismarck. Dans les moments critiques, celui-ci refuse de s'éloigner de Berlin, fût-ce pour assister à un congrès ; « il lui importe de surveiller lui-même les avenues du palais ». Aussi, la volonté du ministre et celle du roi se confondent-elles à un degré dont l'Histoire n'offre peut-être pas un second exemple.

Cette volonté double et une va trouver l'occasion de se montrer au grand jour, car la Prusse approche d'une de ces crises qu'amène périodiquement son besoin de s'agrandir. Il s'agit de s'annexer, malgré l'Autriche, les deux duchés que l'Allemagne a soustraits au Danemark. Comme elle ne pourra le faire sans une grande guerre, elle désirerait profiter de la circonstance pour souder enfin ses provinces rhénanes à celles de l'Est, ce qui nécessiterait une autre petite annexion de 300,000 âmes, au plus, et pour créer à son profit une Confédération du Nord, en abandonnant les États Sud, « les Calabres allemandes », à l'action de l'Autriche. Tel est le projet conçu par M. de Bismarck, accepté par le roi Guillaume, et que le maréchal de Moltke est prêt à exécuter si la Prusse trouve un allié. Cet allié est tout indiqué : l'Italie à qui l'Autriche refuse Venise. Mais

l'Italie, quoique fort mécontente de la convention du 15 septembre, par laquelle Napoléon lui interdisait l'entrée de Rome, n'a point la témérité de se jeter sans son aveu dans une pareille entreprise. C'est donc à Napoléon III que le cabinet de Berlin doit s'adresser pour obtenir l'alliance italienne. A quoi lui servirait-elle, d'ailleurs, s'il n'était assuré en même temps de la neutralité de la France? Pour qu'il ose provoquer l'Autriche, il faut non seulement que celle-ci soit obligée de diviser ses forces, mais que lui-même puisse concentrer les siennes en dégarnissant sa frontière de l'Ouest : lors de Sadowa, il la « déménagera » complètement, il n'y laissera ni troupes ni matériel. Voilà donc ce que M. de Bismarck va demander à Biarritz en septembre 1865.

Il n'existe probablement pas d'autres traces de ses conversations avec l'empereur que les notes qu'il dut envoyer à Guillaume, et qui ne sortiront pas de sitôt des archives de Berlin. Tout ce que nous savons par l'entourage de l'empereur, c'est que « ce grand Allemand, très poli, qui n'est pas naïf, disait Mérimée, et qui a l'air absolument dépourvu de sentimentalisme », eut un vif succès. Quand Napoléon III ne se livrait pas à la vie sans gêne d'un casino, il s'enfermait à triple serrure comme un conspirateur émérite. Ainsi fit-il avec M. de Bismarck. On en est donc réduit aux conjectures lorsqu'on recherche quel appât « le grand Allemand » pouvait offrir au gouvernement français en échange du double et énorme service qu'il réclamait. L'Italie, qui est notre œuvre, notre création, et que nous devrions par conséquent maintenir soigneusement dans notre alliance exclusive, on vient nous prier de lui conseiller nous-mêmes une infidélité qui lui donnera un second protecteur et l'enlèvera peut-être à jamais à notre influence! La Confédération germanique, dont nous sommes les garants en vertu des traités de Vienne, et qui est une voisine grin-

cheuse mais nullement à craindre, vu la sage lenteur de ses mouvements, nous devons la démembrer afin de laisser fonder sur la plus mauvaise de nos frontières une puissante monarchie militaire entourée de vassaux, et peut-être aussi de laisser revenir sur le Rhin l'Autriche que nous en avons éloignée avec tant de peine, il y a soixante-dix ans ! De pareilles propositions faites à un souverain qui se croit, à tort ou à raison, l'arbitre du monde, sont tout simplement insensées : on les ferait à peine à un vaincu. Par quel miracle M. de Bismarck est-il parvenu à leur donner un air acceptable ? On dit qu'il offrit à Napoléon III une nouvelle frontière de l'Est. Mais les pays où nous aurions pu nous étendre étaient ou des territoires allemands ou des territoires neutres. Si nous prenions le Palatinat, Trèves, Coblentz, nous violions le grand principe des nationalités que Napoléon III proclamait à tort et à travers, et, au moment où nous affranchissions Venise, nous nous donnions une Vénétie germanique. Si nous occupions la Belgique ou la Suisse française, le même danger était à craindre, et nous nous mettions en outre au ban de l'opinion publique en Europe. La seule combinaison qui eût pu nous convenir, c'était une légère rectification de nos frontières, le retour à celles de 1814, la reprise de Landau, de Saarbruck, de Saarlouis ; mais un profit aussi mince compenserait-il les sacrifices que nous demandait M. de Bismarck ? Assurément non. L'empereur lui-même ne tenait guère à cette extension de la France. On peut dire qu'en sa qualité de chef de gouvernement il ne s'en souciait point, et que, s'il y songeait parfois, c'était en tant qu'héritier de Napoléon Ier dont les fautes nous avaient valu cette mutilation de la France républicaine. Là-dessus comme sur un grand nombre d'autres points de la politique extérieure, il n'avait que des vues vacillantes. M. de Bismarck a pu flatter ces velléités d'agran-

dissement, mais il lui fallait un argument autrement péremptoire pour obtenir l'objet de ses vœux. Il ne tarda pas, malheureusement, à trouver le point faible de l'empereur.

Napoléon III (M. Rothan le fait voir avec une clarté irrésistible) avait le cœur bien plus italien que français. Dans les combinaisons du ministre prussien, si tout était périlleux pour notre pays, tout était avantageux pour les continuateurs de Cavour. Cela parut décisif. En 1859, l'attitude menaçante de la Prusse l'avait forcé de manquer à ses promesses et de signer la paix de Villafranca; et voici que cette même Prusse vient lui proposer de dégager elle-même sa parole impériale! D'ailleurs, Venise affranchie, ce n'est pas seulement l'achèvement de l'Italie, c'est aussi la solution de la question romaine. Débarrassé de la grosse affaire de l'indépendance nationale, le gouvernement de Victor-Emmanuel pourra résister à la pression des révolutionnaires, se maintenir définitivement à Florence et laisser le pape dans la possession paisible de Rome, ville libre. Car telle est la formule absolument contradictoire dans laquelle se complaisait l'esprit louche de Napoléon III. A Venise, le *carbonaro* complète son œuvre et l'empereur catholique sauve le pouvoir temporel du saint-père. « La délivrance de Venise, dit fort bien M. Rothan, avait pris chez lui la persistance d'une idée fixe, qu'il voulait réaliser à tout prix », même au prix que réclamait M. de Bismarck.

Le monomane couronné poussa donc l'Italie dans les bras de la Prusse, et M. de Bismarck tout joyeux retourna à Berlin, disant qu'il avait trouvé à Biarritz « sa fontaine de Jouvence ». Il pouvait désormais lancer son roi dans les hasards de la guerre en lui garantissant positivement la neutralité de la France.

II

Le 4 juillet 1866, un télégramme apprend à Napoléon III que, la veille, l'armée autrichienne a été battue à Sadowa. Ce fut un coup terrible. Ayant cru à la défaite de la Prusse, il avait toujours retardé de signer avec elle un traité qui lui assurerait et le droit d'intervenir dans la nouvelle organisation de l'Allemagne et les agrandissements que M. de Bismarck avait ou promis ou laissé entrevoir et qui, s'ils n'offraient à la France rien de comparable à la perte de l'alliance italienne, devaient flatter pourtant l'amour-propre de la nation et faire oublier les hontes et les désastres du Mexique. Plus on attendrait, avait-il pensé, meilleures seraient les conditions auxquelles la Prusse serait obligée de consentir. Soudain la Prusse se présente à lui avec le prestige d'une victoire éclatante.

Nous avions maintenant le choix entre quatre partis de valeur bien inégale.

Nous pouvions d'abord voler au secours de l'Autriche. Et c'est bien ce que demandait celle-ci en cédant la Vénétie à Napoléon III et en le suppliant de l'occuper sur-le-champ. Elle se débarrassait ainsi des Italiens à qui elle avait opposé ses meilleures troupes, elle reconstituait son armée, et, si nous faisions une démonstration du côté des provinces rhénanes absolument dégarnies, la Prusse était obligée de s'arrêter. Le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, fit agréer cette politique d'intervention au conseil qui, dès le 4, se réunit sous la présidence de l'empereur. Le corps législatif, fort hostile à la Prusse, devait être convoqué immédiatement. Mais le lendemain M. Drouyn de Lhuys chercha en vain au *Moniteur* le décret de convocation : dans la nuit, l'empe-

reur avait changé d'avis. Et le ministre ne lui renvoya pas son portefeuille!

Au lieu d'intervenir en faveur de l'Autriche, nous pouvions le faire pour notre propre compte et demander nettement les compensations qui nous avaient été présentées comme un leurre, et dont le souci de notre sécurité nationale nous faisait à présent une nécessité. Sans que notre armée franchît la frontière, nous pouvions réclamer, la main sur la garde de notre épée, non certes la rive gauche du Rhin, ni même peut-être la cession d'un seul pouce du territoire allemand, mais tout au moins l'abandon de Luxembourg et le démantèlement de Mayence. Pour l'exécution de ce projet comme du précédent, il semblait indispensable d'avoir des troupes. Avec cent mille hommes réunis à Metz ou à Strasbourg, nous imposions notre volonté. Est-il vrai que la France, livrée aux mains d'un parti qui se prétendait le parti militaire par excellence, se trouvait hors d'état de rassembler cent mille hommes, ou quatre-vingt mille, et qu'avec toute l'activité imaginable elle eût pu en réunir à peine quarante mille? Était-elle tombée, sous un Bonaparte, au-dessous de la Bavière? A Strasbourg, le général Ducrot, n'ayant pas assez d'hommes pour occuper la citadelle que traverse la route la plus directe conduisant de la ville en Allemagne, prenait le parti d'en fermer les portes sous prétexte de réparations urgentes! Mais, quelque déplorable que fût l'état de l'armée et des arsenaux, on aurait pu cependant adopter l'un ou l'autre des deux partis que nous venons d'indiquer, car il ne s'agissait en définitive que d'une attitude à prendre, et elle aurait produit son effet moral, puisque M. de Bismarck (cela est incontestable) ne se doutait pas que notre désorganisation militaire en fût arrivée à ce point. Une tout autre raison fit écarter les deux projets d'intervention. Ils étaient l'un

et l'autre contraires aux sentiments de l'Italie. Ils faisaient de nous les adversaires de l'allié que nous lui avions donné, presque imposé, et auquel elle se piquait maintenant de rester fidèle. Il aurait fallu parler haut et ferme, et Napoléon III ne se sentait pas le cœur d'humilier l'Italie pour sauver la France.

Si l'on renonçait à toute démonstration militaire, on pouvait en appeler à un congrès européen pour débattre les conditions du nouvel état de choses qui devait, en bonne justice, nous fournir des garanties de sécurité aussi fortes que l'ancienne organisation de l'Allemagne. Très irrité des procédés violents de la Prusse à l'égard des princes alliés à la famille impériale, le cabinet de Saint-Pétersbourg demandait que les trois grandes puissances neutres remissent à Berlin, le même jour, une note identique déniant à la Prusse le droit de prononcer la dissolution de la Confédération germanique. L'empereur Alexandre s'adressa même directement à Napoléon III pour le supplier de s'associer à ses protestations. Comment Napoléon III ne s'empressa-t-il point d'entrer dans cette voie si conforme aux désirs du pays, qui assistait avec effroi aux progrès de la Prusse et qui pourtant ne voulait pas la guerre? Cette fois-ci, l'Italie n'était certes pas en jeu. Mais Napoléon III se piquait de traiter les affaires politiques en gentilhomme chevaleresque : il préféra en appeler à « l'affectueuse confiance » de son bon frère le roi Guillaume, qui aurait pu trouver je ne sais quelle indélicate méfiance dans la convocation d'un congrès.

On prit donc le seul parti qui restât en dehors de l'abstention absolue, on prit le pire de tous, et l'on s'érigea en médiateur entre les belligérants. C'était compromettre gratuitement et nos intérêts et notre dignité. M. de Bismarck, que nous empêchâmes de garder la Saxe et probablement aussi une partie de la Bo-

hême, ne nous a jamais pardonné notre immixtion. « Ce que j'en ai pensé alors, je le sais, disait-il naguère au Parlement, et je ne l'ai point oublié. J'en ai pris bonne note, et peut-être il aurait été avantageux aux intérêts français que la France ne se fût pas posée en agent de paix. » Quant à l'Autriche, elle se plaignait, et non toujours sans raison, que nos propositions fussent plus dures que celles de la Prusse ! Deux faits, d'ailleurs, montrent quel degré d'hébétement avaient atteint Napoléon III et ses conseillers. Le sort de la Bavière se discutait. Conformément à ses instructions, notre ambassadeur défendait de toutes ses forces l'intégrité de ce royaume ; d'autre part, l'empereur proposait d'en donner la plus riche province, le Palatinat, au grand duc de Hesse pour l'indemniser de la partie de ses États qui est au nord du Mein et dont il conseillait charitablement à la Prusse de s'emparer, et le même jour M. Drouyn de Lhuys ordonnait de pressentir M. de Bismarck sur la cession de ce même Palatinat à la France ! Mais voici qui est bien plus fort. Le projet de la Prusse, nous l'avons dit, était de rattacher ses possessions du Rhin à celles de l'Elbe en s'appropriant une bande de terrain comptant 300000 habitants. Quand il s'agit de conclure, l'ambassadeur de Prusse, M. de Goltz, va chercher le consentement de M. Drouyn de Lhuys, qui refuse et déclare que toute annexion sur la rive droite provoquera inévitablement de la part de la France une annexion sur la rive gauche. C'était le 19 juillet. M. de Goltz, sur-le-champ, se rend à Saint-Cloud, et, sans demander d'audience, se faisant simplement introduire par un chambellan, il soumet le cas à l'empereur. Le lendemain, il revient annoncer à M. Drouyn de Lhuys, d'un air narquois, que l'empereur n'a pas seulement reconnu le principe de la continuité du territoire, mais qu'en sa qualité de médiateur il a promis d'appuyer l'annexion

et du Hanovre en entier, et de toute la Hesse électorale, et du Nassau, et de la ville de Francfort, c'est-à-dire de quatre millions et demi d'âmes, quinze fois plus que la Prusse n'en avait demandé! Qu'on le sache bien, c'est à partir de ce jour, et de ce jour seulement, que le nom de Bismarck est devenu populaire à Berlin. La veille encore, on se demandait si, malgré Sadowa, il n'avait pas acculé son pays aux dernières extrémités; le 20 juillet il fut proclamé grand politique : il avait joué et dupé le Français! Avouons que le Français lui avait rendu la tâche facile.

L'empereur n'avait pourtant qu'à prononcer un *non possumus* pareil à celui de son ministre, et la Prusse, qui ne voulait point renoncer à ses conquêtes, nous eût offert catégoriquement les compensations dont elle remettait, disait-elle, la discussion à plus tard. En effet, tant que l'Autriche n'était pas désarmée, M. de Bismarck redoutait au plus haut point notre retour à une politique d'intervention active. Chose incroyable, si l'on ne connaissait l'ahurissement des Tuileries, notre cabinet hâta par tous les moyens la conclusion de la paix, qui devait nous laisser dans notre isolement en face de la Prusse victorieuse. Songez-y donc : un médiateur doit faire preuve d'un entier désintéressement; pour être en droit d'exiger des compensations et de s'occuper enfin des intérêts français, il fallait être débarrassé des entraves de la médiation! On le comprend sans peine, M. de Bismarck était encore plus pressé que nous d'en finir. Seule l'Autriche traînait les négociations en longueur. Pour triompher de ses dernières résistances, M. de Bismarck n'eut qu'à lui lire les dépêches de M. de Goltz : lorsqu'elle vit que Napoléon III livrait tout, il fallut bien qu'elle se résignât! Les préliminaires de Nickolsbourg furent signés.

Faut-il continuer cette lamentable histoire?

Maintenant que nous avons les coudées franches, c'est-à-dire maintenant que nous sommes réduits à l'impuissance absolue, M. Benedetti reçoit l'ordre de réclamer la rive gauche du Rhin jusques et y compris Mayence. « En raison du tempérament de M. de Bismarck » et « voulant agir avec prudence », il se fait précéder par la copie du projet de traité et par une lettre explicative. Dès le surlendemain (8 août), le général de Manteuffel part pour Pétersbourg, muni de ces deux pièces. La Russie apprendra ce que Napoléon III entend par l'intérêt européen ! Nous l'avons rejetée dans le camp ennemi.

Cette première demande étant repoussée, M. Drouyn de Lhuys donne enfin sa démission, et l'empereur, de concert avec l'illustre diplomate qui porte le nom de Rouher, entreprend une seconde campagne : c'est la Belgique dont il voudrait, le 20 août. On sait comment M. Benedetti trouva bon d'écrire de sa propre main le nouveau projet de traité et de le laisser aux mains innocentes de M. de Bismarck. On sait, en outre, que celui-ci le publia en *fac-simile* dès le début de la guerre de 1870, à l'adresse de l'Angleterre surtout; il prétendit alors, par distraction probablement, l'avoir reçu en 1867, après l'affaire du Luxembourg, ce qui faisait paraître la conduite de Napoléon III bien plus odieuse encore. Il faut ajouter que ce fut en mettant sous les yeux des plénipotentiaires de la Bavière et du Wurtemberg ce projet et le précédent, qu'il obtint de ces États la signature des conventions secrètes qui donnèrent à la Prusse, pour l'avenir, la libre disposition de leurs armées. Toujours et partout, Napoléon III faisait, de propos délibéré ou par stupidité, les affaires de la Prusse. Le malheureux n'écrivait-il pas quelques jours plus tard à son digne serviteur, M. Rouher, les lignes suivantes, qui, à cette date et sous sa plume, font son-

ger aux élucubrations de quelque pensionnaire d'une maison de santé : « Je crois que la Prusse soulève bien des chicanes à la Saxe : ne vaudrait-il pas mieux que la Prusse s'annexât la Saxe, pays protestant, et plaçât le roi de Saxe sur la rive gauche du Rhin, pays catholique ? » C'est ainsi qu'un jardinier dépique et repique ses plants. Il me semble avoir entendu parler d'un « sublime » du nom de Lantier qui faisait de la politique de cette force-là. Mais Lantier ne présidait pas aux destinées de la France.

Tout cela est affreusement triste. Ma plume frémit d'indignation en traçant ces lignes qui résument la pire abjection qu'ait connue notre pays. Les six mois sanglants de notre égorgement ont quelque chose de moins sinistre que cette farce de 1866. D'ailleurs, c'est alors, je le répète, que notre sort a été décidé. Nous le sentions vivement, nous que la naissance ou une longue adoption avait faits enfants de l'Alsace; nous nous préparions dès lors à un exil qui nous apparaissait inévitable dans un avenir peu éloigné et qui devait être notre part dans la rançon douloureuse que la France aurait à payer au destin pour s'arracher aux impures et mortelles étreintes des Bonaparte. M. Rothan a connu, lui aussi, ces déchirements un peu plus sérieux que les angoisses de l'avocat dont l'empereur payait la rhétorique. M. Rothan est un vrai patriote. Ministre plénipotentiaire, il a servi loyalement son pays en prodiguant les avertissements à un gouvernement inepte qui s'obstinait dans ses chimères. Il vient de le servir encore, et, plus utilement, qu'il en soit bien convaincu, en dressant le tableau navrant des folies diplomatiques de l'Empire. Folies ? Et oui ! mais les folies sont nées de la trahison, car n'est-ce pas trahir que subordonner, comme l'a fait Napoléon III, la cause de la sûreté nationale aux intérêts d'un peuple étranger ?

LA RELIGION NOUVELLE (1)

18 novembre 1879.

Il y a juste cent vingt ans, Voltaire s'écriait, avec cet enthousiasme éternellement jeune qui réchauffait le cœur de l'impitoyable railleur :

> ... Ce n'est plus ce ridicule temps
> Où le capuce et la toque à trois cornes,
> Le scapulaire et l'impudent cordon
> Ont extorqué des hommages sans bornes;
> Du vil berceau de son illusion
> La France arrive à l'âge de raison.

Le scapulaire et l'impudent cordon représentent ici les moines « ou gris ou blancs ou noirs » que Voltaire croyait à jamais « remis à leur place ». Que dirait-il si, reparaissant parmi nous, il les voyait aussi riches, aussi influents et bien plus choyés qu'à aucune époque de notre histoire, et s'il apprenait que leurs vêtements et leurs insignes, précisément les scapulaires et les cordons, sont devenus de vrais fétiches que portent constamment en miniature sur leur corps, de jour, de nuit, des personnages graves, des hommes politiques peut-être, et des jeunes gens élégants, et de gracieuses mondaines ou demi-mondaines, aussi bien que les plus

(1) Paul Parfait : l'*Arsenal de la Dévotion*, 9e édition; — le *Dossier des Pèlerinages*, 4e édition; — *la Foire aux Reliques*, 1re édition. 3 vol. in-12. Paris, Maurice Dreyfous, éditeur.

bigotes bergères de la Bretagne bretonnante ? Quel dégoût le saisirait en parcourant ces trois volumes où M. Paul Parfait a eu le courage et la très méritoire patience d'enregistrer les documents de cette effrayante recrudescence de superstition qui marque la seconde moitié du dix-neuvième siècle ! Je ne connais, dans aucune littérature, de livre plus humiliant à lire. Voilà où nous en sommes après une période d'un siècle et demi unique dans les annales de l'humanité, car la pensée philosophique y a reconquis la liberté perdue depuis deux mille ans, la critique a créé des méthodes nouvelles qui nous ont émancipés du joug de la tradition, l'observation et puis l'expérience nous ont rendus maîtres de la nature à un point qu'aucune imagination n'avait jamais rêvé, la société civile enfin s'est transformée pour faire une large place à la justice et à la raison. C'est donc bien l'âge de la raison, dont Voltaire avait salué les premières lueurs ; mais en même temps c'est l'âge de la déraison la plus complète, non pas d'une sainte folie pareille à celle des prophètes ou des flagellants ou des croisés, c'est l'âge d'une démence calme et froide, de la sottise, de la stupidité, d'un véritable idiotisme religieux.

M. Parfait en a retracé les traits par le menu, et s'il se trouve des lacunes dans ses trois livres, ce qui est inévitable puisqu'il s'agit d'un fait contemporain qui ne cesse de se dérouler et de s'étendre, nous comptons tous sur sa persévérance pour continuer cette œuvre. A l'école de la libre-pensée il est chargé du cours sur les insectes nuisibles, il est le conservateur attitré du musée d'entomologie cléricale. Par ce temps de phylloxera universel, il est peut-être des fonctions plus agréables, il n'en est guère de plus utiles. M. Parfait tient du collectionneur (si calomnié par La Bruyère), de l'érudit et de l'artiste.

Je me garderai bien de résumer ses volumes ; il faut les lire d'un bout à l'autre, par petites doses, il est vrai, car à regarder longtemps comment tournoient les cervelles de ces gens-là, le vertige vous prendrait. D'autre part, qui n'a pas vu et palpé toutes leurs médailles, qui n'a pas bu de toutes leurs saintes eaux, qui n'a pas récité leurs litanies, aussi dépourvues de sens que les vieilles rondes chantées par nos fillettes, qui n'a point touché leurs reliques, qui n'a point pris part à leurs pèlerinages, qui, en un mot, ne connaît la religion nouvelle que par ses traits généraux, ne la connaît vraiment point. Elle offre toujours quelque aspect inattendu, car elle recule continuellement les limites de la bêtise humaine.

Tout ce qui existe a sa raison d'être, la bêtise humaine non moins que le génie, le paganisme catholique de nos jours aussi bien que les plus nobles aspirations des esprits qui sont la gloire de notre race. Je voudrais essayer ici de comprendre et d'expliquer ce prodigieux recul, je voudrais tenter une philosophie de la superstition nouvelle.

*
* *

Et d'abord, ce qui me frappe, c'est que nous sommes bien en présence de quelque chose de nouveau. Dans presque tous les autres cas connus, la superstition est un reste d'une religion ancienne, généralement d'un caractère inférieur, qui a persisté dans une religion plus récente et plus raisonnable, plus morale. Ainsi le christianisme a conservé maints éléments qui lui viennent du judaïsme ou bien du polythéisme grec et romain ou encore des cultes populaires qui s'étaient maintenus en Gaule et en Italie sous le couvert de la religion officielle de l'Empire. Les chrétiens ont cru

longtemps aux fées, avant que l'impiété de Perrault les eût transformées en délicieuses marionnettes à l'usage des enfants. Les cérémonies du culte catholique, interprétées par le peuple qui y voit les rites d'une sorte de magie, se sont prêtées aussi dès l'origine à un large développement d'une superstition toute païenne. Mérimée nous montre quelque part une jeune Parisienne aux mœurs légères qui, dans un moment de détresse, brûle un cierge à je ne sais quel saint pour qu'il lui envoie des pratiques. Cette pauvre Arsène Guillot est sans doute une exception en ce qu'elle pousse fort loin le mélange du culte de la Vénus impudique avec le culte du Christ et des saints, mais elle agit conformément à la religion populaire quand elle attribue une vertu surnaturelle à l'acte d'offrir un cierge. C'est une opinion profondément enracinée chez les deux tiers peut-être des catholiques pratiquants. Le clergé ne l'a jamais ni positivement approuvée, ni blâmée nettement. Il ne la partage pas, cela va sans dire; mais il ne voudrait pas la voir disparaître, bien moins pour le profit qu'il en retire que parce que cette croyance est un lien entre l'Église et le fidèle qu'il ne faut pas rompre à la légère. C'est ainsi qu'une foule de superstitions analogues ont sans cesse côtoyé le catholicisme officiel. Suivant les temps elles ont pu croître ou diminuer, elles ont eu leur flux et leur reflux, mais en somme, elles ont généralement baissé de niveau à la suite du concile de Trente, qui fut, à tant d'égards, un concile réformateur.

Ce que nous voyons actuellement n'est pas un simple reste de ces pratiques anciennes. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les tables des matières contenues dans les volumes de M. Parfait : les superstitions dont il parle sont, en immense majorité, d'origine récente, de même que les sanctuaires préférés. Quand, par hasard, elles ont une attache dans le passé, elles ont

pris de nos jours un développement si prodigieux qu'il peut passer pour une création toute nouvelle. Marie Alacoque a bien vécu à la fin du dix-septième siècle, mais le culte qu'elle a inventé n'est devenu une vraie religion que depuis peu : c'est notre génération qui a élevé des temples au Sacré-Cœur, qui lui a consacré la France, qui a fait de Paray-le-Monial le grand pèlerinage national. Avant nous, l'hystérique visionnaire avait produit si peu d'effet que la *Biographie générale* de Firmin-Didot déclarait encore en 1855 que c'est au *Vert-Vert* de Gresset, où la rime amène son nom baroque, qu'elle doit sa plus grande célébrité. Que les temps sont changés! Marie Alacoque compte maintenant au premier rang parmi les docteurs de l'Église. A y regarder de près, Paray-le-Monial peut donc le disputer, en fait de nouveauté, à la Salette et même à Lourdes. Ce n'est plus l'antiquité d'un sanctuaire, en effet, qu'il faut vanter. Nous avons abandonné et remplacé les Vierges devant lesquelles s'agenouillaient nos pères. Étaient-ce bien de vraies vierges, d'ailleurs, des vierges conçues sans péché? On peut en douter. Les nôtres portent triomphalement le vocable même du dogme promulgué il y a vingt-cinq ans par le grand pontife : elles ont pour nom propre l'Immaculée-Conception. Changer le nom de la divinité, c'est changer la divinité elle-même. L'ancienne déesse ne nous suffisait plus, ni les anciens saints, ni l'ancien culte en général.

L'ancien catholicisme place pourtant Dieu bien près de nous. Non seulement il nous entoure des reliques les plus vénérables, présentant à notre adoration les tuniques portées par le Christ (il y en a toute une garde-robe) et le suaire qui, tissé par sa mère, enveloppa sa tête au tombeau, et l'une des trois larmes qu'il versa pendant sa vie de douleur, et même le prépuce qu'il perdit lors du mystère de la circoncision, car tout, dans

son existence terrestre, fut mystère. L'ancien catholicisme fait mieux encore : chaque jour il place sous nos yeux le corps vivant et palpitant du Sauveur des hommes, et ce corps vivant et palpitant, il nous permet de le toucher; que dis-je? d'entrer avec lui dans l'union la plus intime ; il nous donne Dieu à manger. Un morceau de la chair de Dieu se pose sur nos lèvres, se laisse broyer par nos dents, humecter par notre salive, avaler par notre pharynx, digérer par notre estomac pour se mêler à notre sang, pour devenir une partie de nous-mêmes. Nulle part ailleurs on n'a seulement imaginé une pareille assimilation de l'être divin, une pareille incorporation de Dieu dans son adorateur. Pour qui peut y croire, le mystère de l'eucharistie doit renfermer une source inépuisable d'extases auprès desquelles pâlissent toutes les voluptés humaines. Quand on possède Dieu aussi complètement, le sentiment religieux cesse d'être un désir inassouvi : il n'a plus rien à rechercher ni à demander. Le catholicisme donne tout.

Oui, il donne tout à celui qui croit. Mais précisément nous ne croyons pas. Ces vieilles reliques ne nous disent plus rien ; le Christ n'est plus qu'un nom, pas même un souvenir, mais une abstraction aussi bien que son Père ; dans l'eucharistie, nous ne savons plus voir qu'une vaine cérémonie dont le sens nous échappe et qui prêterait à de trop odieuses plaisanteries si elle nous donnait vraiment à manger un morceau du corps de Dieu. Non, nous n'avons plus la foi, ni dans les villes, ni dans les campagnes, ni les indifférents ni même les dévots. Et n'ayant plus la foi catholique nous inventons toutes ces nouveautés bizarres qui étonnent le monde et qui constituent bien une religion différente du catholicisme, quoiqu'elle soit greffée sur lui.

J'avoue que je ne puis assez admirer la naïveté de

nos évêques lorsque je les entends se féliciter du progrès de la foi chrétienne parce qu'il se place chaque jour des milliers de médailles de saint Benoît ou que le commerce de l'eau de Lourdes fait une rude concurrence à l'exploitation des sources de Vichy, ou que des foules, fort peu recueillies d'ailleurs, se pressent devant les Vierges immaculées. Ils ne s'aperçoivent donc pas que, sous leurs yeux, et par leur ministère même, le peuple passe d'une religion à une autre? il ne court aux nouveaux sanctuaires que parce qu'il déserte les anciens. Une profonde incrédulité à l'égard de la doctrine et du culte catholique explique seule les faits dont nous sommes témoins.

*
* *

La divinité qu'adorent ces foules de pèlerins et de médaillés, ce n'est plus du tout le dieu qui, ayant établi dans le monde une loi morale, punit et récompense chacun suivant ses mérites; ce n'est pas davantage le dieu qui est mort pour nos péchés, substituant le règne de la grâce au régime d'une justice impitoyable. C'est tout simplement le dieu Hasard, c'est-à-dire le dieu des sceptiques absolus, rebelles à la science comme au dogme, des esprits qui n'ont plus même assez de foi pour admettre que les choses humaines sont soumises à des lois aussi positives que celle de la nature. Le dieu Hasard, le dieu des joueurs, le dieu de Monaco, vos prétendus fidèles n'en connaissent pas d'autres, messieurs les entrepreneurs de sanctuaires et messieurs les propagateurs de scapulaires, de cordons, de médailles et d'autres amulettes! Ceux qui vous achètent ces bibelots et ceux qui vont s'agenouiller devant vos grottes sacrées n'ont tous qu'un sentiment: « Qui sait? Cela ne peut pas nuire, et cela peut être bon à quelque

chose. Eh! oui, on ne sait pas. Le monde n'est qu'une loterie. Prenons donc de ces billets-là, dont les prospectus font tant de bruit. C'est peut-être un tas de mensonges et d'impostures, mais en prendre n'engage à rien. » On demande d'ailleurs au dieu Hasard, vous le comprenez, non pas certes, comme jadis au dieu des chrétiens, la paix de l'âme, le pardon des péchés, la force de lutter contre les mauvais penchants et de résister aux tentations. Chansons que tout cela aux yeux des sectateurs du nouveau culte ! Ils s'adressent au dieu Hasard pour qu'il guérisse sans frais, ou peu s'en faut, toutes leurs maladies et infirmités, pour qu'il les fasse réussir à des examens sans préparation suffisante, pour qu'il les assure contre les accidents de voiture, principalement sur les impériales d'omnibus, pour qu'il préserve leurs immeubles des incendies et des inondations, pour qu'il amène au tirage des obligations de la Ville les numéros qu'ils possèdent; en un mot, pour qu'il fasse prospérer leurs petites affaires, celles d'Arsène Guillot aussi bien que celles du coulissier ou du cultivateur. Ces faveurs, on les obtiendra peut-être — qui sait? — en buvant de l'eau de Lourdes, qui, d'ailleurs, n'a pas mauvais goût, ou en suspendant à son cou quelque porte-bonheur. Ma foi! si ces médailles ou ces images tiennent lieu aussi de contre-marque dans l'autre monde, dont on ignore même s'il existe, tant mieux ! On y aura de bonnes places, toujours sans frais, et l'on rira joliment des voisins libres-penseurs qui se croyaient bien malins et qui, faute d'une bonne amulette, iront droit en enfer. Dame! là comme partout, c'est le hasard qui décide. Or, ce qui détermine le hasard, ce qui fait tomber la petite boule de la roulette dans cette case plutôt que dans les trente-six autres, ce pourrait bien être un brin de corde de pendu qu'on cache dans sa poche.

Toute la religion nouvelle qui se substitue peu à peu au catholicisme consiste dans cette foi en la corde de pendu. Et, pour corde, on prend de préférence, cela se conçoit, les objets qui n'ont pas encore été essayés et dont, par conséquent, l'impuissance n'est pas prouvée. De là le dédain, vraiment amusant pour la galerie, que l'on professe pour les sanctuaires antiques et les reliques séculaires. Il faut du neuf, à tout prix. Découvre-t-on dans une paroisse de l'Ain un bonhomme de curé fort excentrique, plus d'à moitié fou, constamment halluciné, on se dit que ce pourrait bien être un saint et que, par lui, il y aurait peut-être quelque chance d'attraper un bon billet. On accourt donc dans l'église d'Ars, on s'approche du sorcier supposé, on donne un coup de ciseau dans sa soutane pour en enlever un morceau, on lui vole son chapeau, on lui enlève adroitement une mèche de cheveux, ou du moins on mutile les chaises de son presbytère, on entaille sa table, on lui soustrait la paille de son lit. L'ignoble vagabond Labre, qui près d'un siècle après sa mort est devenu un grand saint, a fourni une immense quantité de reliques, d'autant plus estimées qu'il est impossible d'y rattacher une idée quelconque. Lors de sa canonisation, en 1873, le clergé du Nord organisa une fête à Amettes où se trouve la maison paternelle que lui fit déserter une invincible paresse. Ce fut une belle journée... « Armés de couteaux, de canifs et même de scies, raconte un pieux journal, les pèlerins, et surtout les pèlerines, malgré la défense formelle de l'évêque, rognent et détruisent les volets, les portes, les marches de l'escalier. Un homme cramponné à une poutre saillante en coupe des parcelles, tandis qu'une femme jette du haut d'une lucarne où elle s'était juchée, tout ce qu'elle peut se procurer de débris...! » Et le journal, qui se croit catholique, ajoute : « Disons-le sans crainte d'être démentis, nous n'avons

rien vu de plus consolant pour notre foi, de plus rassurant pour l'avenir de la France. » Quand une foule, pour prendre à l'essai des porte-bonheur, saccage la maison où est né un pouilleux, entonnons un chant d'actions de grâces : Rome et la France sont sauvées !

*
* *

Ce jugement est caractéristique. Il arrive souvent aux fondateurs d'une religion nouvelle de n'avoir pas conscience de leur témérité et de s'imaginer qu'ils continuent l'ancienne. Pendant quelque temps, Luther se crut l'enfant le plus soumis du pape, et Jésus, racontent les évangiles, prétendait ne rien changer à la loi ni aux prophètes. Il n'est donc pas étonnant que la foule, auteur anonyme de la religion du Hasard, ne sente pas encore qu'elle a renié les doctrines fondamentales du catholicisme dont elle conserve les rites en les appliquant à des dieux inconnus. Mais ce qui paraît inconcevable au premier abord, je le répète, c'est que les représentants officiels du catholicisme, les évêques et les prêtres, ne s'aperçoivent pas davantage de l'épouvantable hérésie, capable de faire oublier toutes les autres, qui inspire les inventeurs de ces dévotions insensées. Serait-ce que les évêques et les prêtres, atteints eux-mêmes de ce septicisme universel, ne croient plus guère au dieu présent dans l'eucharistie, ni aux reliques des vieux temps, ni aux antiques traditions? Ont-ils ployé le genou devant la divinité moderne qui eut, pour nuit de Noël, cette matinée de décembre 1851 où un aventurier gagna d'un coup de dés le trône de France, et, pour jour de Pâques, cette soirée de juillet 1870 où un autre coup de dés sembla démontrer aux plus endurcis des saint Thomas que le sort des empires tient à un fil ou, moins qu'à un fil, à un caprice de femme? Ces deux prodiges, qui con-

tribuèrent puissamment, parmi le peuple, au triomphe du culte nouveau, ont-ils transformé aussi les prêtres du Christ en prêtres du Sort? Ou bien l'Église a-t-elle jugé à propos de suivre ici, jusqu'à un point effrayant, sa vieille politique d'accaparer à son profit les mouvements populaires et de les diriger en s'y associant elle-même ? Ceci me paraît le plus vraisemblable.

*
* *

Propriétaire née de tous les sanctuaires présents et à venir (je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'user de périphrases), elle a profité de l'occasion avec la même ardeur mercantile qu'un aubergiste qui voit la foule se diriger vers son établissement. Pour des raisons qu'elle seule connaît, elle a d'immenses besoins d'argent; trouvant à les satisfaire, elle n'y a mis aucune pruderie. Il y a eu des circonstances sans doute où elle a hésité à exploiter certains prodiges, le paganisme des croyants étant vraiment trop patent ou la fraude des inventeurs se trahissant par trop de maladresses; mais les foules s'inquiètent fort peu de ces détails, puisque la sottise et même la fraude peuvent servir le hasard au moins autant que l'intelligence et la bonne foi; cela ne les a donc point arrêtées, et quand l'Église les a vues déterminées à passer outre, elle a fait comme elles et ne leur a plus refusé ses bénédictions éminemment lucratives.

Les joueurs de profession ne sont, au fond, d'aucun parti politique; les pèlerins et médaillés modernes, pas davantage : ils n'ont souci, que de leurs petites affaires; les porte-bonheur y pourvoiront; quant à la patrie, qu'elle s'arrange comme elle pourra. D'habiles gens trouvèrent le moyen de tourner cette indifférence au profit de l'Église en introduisant dans la religion

nouvelle deux articles qui n'y figuraient pas primitivement : la haine de la République et le dévouement à Pie IX, et ils firent chanter à tue-tête l'hymne que vous savez. La République, système de gouvernement qui se dit rationnel, qui suppose des rapports nécessaires de cause à effet, qui repousse tout arbitraire, il était facile de démontrer aux adorateurs du dieu Hasard qu'elle n'a rien de commun avec leur scepticisme ni leur superstition. Quant à Pie IX, il y avait bien à parier que c'était, plus encore que le curé d'Ars ou que Labre, un de ces saints, sorciers malgré eux, dont les mouchoirs de poche et les chemises et la charpie remplacent avantageusement la corde de pendu. Enfin, qui sait? — c'est la grande formule de la nouvelle foi, — qui sait? chanter : « Sauvez Rome et la France » porte peut-être bonheur. Il n'y aurait à cela rien d'étonnant. Et les braves gens, les pauvres fous, de répéter la sotte litanie comme une formule magique.

L'influence du clergé s'est fait sentir enfin et tout particulièrement dans le choix même des amulettes. On pouvait adopter n'importe quels objets : sous l'inspiration des célibataires que préoccupent jour et nuit certains sujets de physiologie, le culte nouveau a pris un caractère très prononcé qu'il n'est pas facile de définir en termes convenables, mais qu'il suffit d'indiquer, car tout le monde comprend ceci à demi-mot. Il faudrait remonter jusqu'aux religions syriennes pour rencontrer quelque chose d'analogue. Et encore n'y trouverait-on pas les viscères sacrés.

En résumé, la superstition actuelle, qui a commencé vers le milieu du siècle, tient au catholicisme par trois liens : le bénéfice pécuniaire qu'en retire le clergé, le vernis ultramontain et réactionnaire dont il l'a revêtue, le cachet physiologique qu'il lui a imprimé ; mais dans son

essence, dans la pensée même des croyants, la superstition décrite par M. Paul Parfait est une religion très distincte du catholicisme et vraiment nouvelle de culte d'une divinité qui est censée présider à la loterie humaine, le grand Peut-Être. Qui finira par l'emporter dans l'Église catholique ? le Christ ou ce dieu du Hasard qui a pour père le doute et pour mère la bêtise ?

LE PARTI CATHOLIQUE

SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET (1).

---

6 et 16 janvier 1880.

M. Thureau-Dangin, l'auteur du *Parti libéral sous la Restauration*, vient de raconter les luttes de l'Église et de l'État pendant le règne de Louis-Philippe, dans un ouvrage très intéressant où les faits matériels sont exposés avec une réelle impartialité. Elle fait au contraire entièrement défaut dès que l'historien juge les intentions des divers personnages qu'il met en scène. Plein de tendresse pour les défenseurs de l'Église et de sympathie pour Guizot, M. Thureau-Dangin traite avec dureté les adversaires de ses croyances aussi bien que les membres de l'opposition : quand il ne peut faire planer de doutes sur leur bonne foi, il les déclare « quelque peu ridicules », mais généralement il les accuse de n'avoir eu aucune conviction et de ne s'être prononcés contre les jésuites que pour flatter « les plus viles passions ». C'est ainsi que dans les contes d'enfants les bons se trouvent tous d'un côté, et les méchants de l'autre. Faut-il l'avouer ? Cette manière d'écrire l'Histoire ne me déplaît point ; elle a un certain charme de naïveté qui ne semble plus de notre siècle ; elle repose

(1) *L'Église et l'État sous la monarchie de Juillet*, par Paul Thureau-Dangin. Un fort vol. in-12. Paris, 1880, Plon et Cie.

l'esprit par la simplicité du procédé. Les jugements passionnés de M. Thureau-Dangin ne diminuent donc pas ma reconnaissance envers lui. Il m'a fait revoir dans un tableau d'ensemble bien des choses que je savais déjà, il m'en a appris d'autres fort curieuses, et en somme il m'a fait mieux comprendre l'alliance actuelle du parti catholique avec tous les débris des vieux partis monarchiques et réactionnaires. Qu'on me permette d'esquisser rapidement ce que j'ai aperçu dans son livre.

I

« Depuis cinquante ans, a écrit Lacordaire parlant de ses débuts, tout prêtre français était royaliste jusqu'aux dents. » C'est dire qu'en juillet 1830, l'Église de France avait été frappée au cœur non moins que les Bourbons. Elle ne comptait plus. Mal vu du nouveau gouvernement, détesté du peuple révolutionnaire, le clergé « carliste » se faisait petit, se cachait, craignait les outrages. On le dédaignait tant qu'on finit par ne plus s'occuper de lui, ni même des Jésuites. « Y a-t-il, n'y a-t-il pas encore des congrégations non autorisées par les lois? disait le *National* de 1832. Il n'est pas aujourd'hui de si petit esprit qui ne se croie, avec raison, au-dessus d'une pareille inquiétude. » Les lieux de culte, d'ailleurs, étaient à peu près vides. Jamais on n'y apercevait un jeune homme, et Casimir Périer déclarait à des prêtres que l'Église devait s'attendre à n'avoir pour elle dans l'avenir que de vieilles dévotes.

Un observateur attentif pourtant n'aurait pas tardé à découvrir bien des symptômes précurseurs d'un retour au catholicisme. Trois ou quatre ans après Juillet, une étrange lassitude s'était emparée des esprits et elle ne cessa de croître jusqu'au jour, bien voisin d'une autre

révolution, où Lamartine s'écria : la France s'ennuie! Souvenez-vous de l'amère tristesse d'un Jouffroy, lorsque, arrivé au faîte de la vie, il aperçoit la pente qui descend. Cette génération qui avait débuté avec une incroyable richesse d'illusions ne tint à peu près aucune de ses promesses. Elle ne sut pas vieillir, c'est-à-dire mûrir. « Nous sommes tous plus ou moins sur le flanc », disait Sainte-Beuve, et il concluait : « Décidément l'esprit humain est plutôt stérile qu'autre chose, — surtout depuis juillet 1830. » Ce sentiment d'impuissance dispose singulièrement au mysticisme. Un philosophe allemand n'a-t-il pas défini la religion « la conscience d'une dépendance absolue »? Aussi ne tarde-t-on pas à regretter, en prose et en vers, les croyances de son jeune âge et à se plaindre douloureusement de n'avoir pas la foi. Il n'y a pas jusqu'au poète de la débauche qui ne gémisse de son incrédulité; car, hélas! si l'on ne sait plus aimer, paraît-il, c'est que le cadavre même du Christ s'est desséché :

> Eh bien! qu'il soit permis d'en baiser la poussière
> Au moins crédule enfant de ce siècle sans foi,
> Et de pleurer, ô Christ, sur cette froide terre
> Qui vivait de ta mort et qui mourra sans toi!
> . . . . . .
> Nous, vieillards nés d'hier, qui nous rajeunira?

On sait comment Musset essaya de se rajeunir et quel vice lui tint lieu de religion. Tout le monde ne voulant pas l'imiter, le catholicisme devait trouver d'innombrables recrues parmi ces vieillards nés d'hier.

Les plus jeunes étaient pris d'une étrange nostalgie. Sous ce règne stérile de la vulgarité et de la platitude bourgeoise, on se sentait je ne sais quelles aspirations vers un idéal mystérieux. On avait eu les saint-simoniens, on allait avoir les néo-catholiques. Le romantisme, qui fut en grande partie une réaction contre le

bon sens français, bien émoussé, il est vrai, bien alourdi depuis Voltaire jusqu'à Louis-Philippe, le romantisme avait mis le moyen âge à la mode, l'art gothique, la chevalerie. Mais la chevalerie, l'art gothique, le moyen âge, c'est le catholicisme. En revenant à la foi naïve de ses pères, on se distinguait du commun, on prenait un cachet de suprême élégance. Faire maigre en public, à table d'hôte ou dans un restaurant, fut bientôt (je m'en souviens fort bien) un moyen d'imposer aux badauds ; quelques-uns essayaient de plaisanter, mais la plupart étaient saisis de respect. La pratique du catholicisme valait presque un titre de vieille noblesse.

Les « jeunes gens du monde » apprenaient-ils que, dans une commune de la banlieue il se faisait encore des processions, à Nanterre, par exemple, ils y accouraient « humblement et fièrement », à l'ébahissement des paysans et des bourgeois. On ne saurait essayer de faire le partage, dans ce mouvement, entre ce qui était de pure pose, comme on dit en style d'atelier, et ce qui était de conviction sérieuse. Les deux éléments variaient d'un individu à l'autre. Ajoutez-y l'attrait de la nouveauté et l'exagération dans l'expression des sentiments, qui est inévitable à cet âge. Un de ces nouveaux convertis, élève de l'École normale qui ne devait pas tarder à entrer dans l'ordre des Jésuites, le futur père Olivaint, écrivait alors en faisant l'éloge de ses amis : « J'en connais quelques-uns qui, l'année dernière, ont empêché plus de cinquante suicides. » C'est beaucoup. Nous voyons là comment se forme la légende. D'autre part, on sait aussi combien la manie du suicide sévissait parmi les vieillards précoces.

Les plus sérieux des jeunes néophytes se groupaient autour du Lyonnais Ozanam et créèrent avec lui la société de Saint-Vincent-de-Paul, qui à ce moment-là excluait de son programme toute préoccupation poli-

tique. Car, ceci est important, on n'était pas carliste ; on témoignait au vieux royalisme tout le respect qu'on doit à un glorieux invalide, mais on refusait de s'appuyer sur lui « parce que, avec sa jambe de bois, il ne saurait marcher au pas des générations nouvelles ». On se sentait plutôt porté vers la démocratie ; on prétendait fonder « le parti de Dieu et des pauvres ».

Sur la demande d'Ozanam et de ses amis, l'archevêque, M. de Quélen, ouvrit en 1835 la chaire de Notre-Dame à Lacordaire, sauvé récemment par Mme Swetchine du naufrage de l'*Avenir*, où avait sombré Lamennais. Tout porte à croire que le prélat, ardent légitimiste, voulait simplement jouer un tour à Louis-Philippe en accordant la parole à un prêtre à peu près démocrate. Quoi qu'il en soit, on vit se presser sous les voûtes si longtemps désertes de la vieille basilique, six mille hommes, jeunes pour la plupart, et animés d'une curiosité aussi vive que sympathique. A ce spectacle, très mondain d'ailleurs, la jeune femme pleine d'esprit, qui écrivait dans la *Presse* de piquants articles sous le pseudonyme du vicomte de Launay, se déclara on ne peut plus satisfaite. On sortait enfin de l'ennuyeuse politique, et dans le monde on aurait un nouveau sujet de conversation.

Il est difficile, même à ceux qui ont entendu Lacordaire, d'expliquer son immense succès. Quand on le compare aux grands sermonaires catholiques, on trouve qu'il leur est prodigieusement inférieur. Ses argumentations défient toute règle de logique ; ses mouvements oratoires versent constamment dans la déclamation ; ses discours ne sont même pas composés ; il ne sait ni la théologie ni la philosophie, et il connaît peu le cœur humain ; sa doctrine, qui est rarement celle de l'Église, se perd dans les nuages. Mais il y a chez lui un homme inquiet, agité, enthousiaste, qui poursuit un idéal insai-

sissable et se paie de paroles sonores. Il a écrit un jour : « J'ose dire que j'ai reçu de Dieu la grâce d'entendre ce siècle que j'ai tant aimé. » Oui, ce siècle, qui va de 1830 à 1848, il l'a entendu et il a répété ce qu'il entendait. Ses auditeurs se reconnaissaient en lui ; il était leur écho et leur image, avec tout le vague de leur pensée et toutes les tristesses incomprises de leurs cœurs, et tous les élans généreux mais impuissants de leurs âmes. Sous la soutane, il était resté laïque. Quand il prit la robe des dominicains, c'était je crois pour échapper au joug qui pèse sur le clergé séculier, c'était pour conquérir une nouvelle indépendance et une nouvelle originalité, pour devenir plus laïque encore et donner à sa parole et à toute son existence comme une saveur exotique. Il était bien de son temps !

On l'accueillit alors (en 1841) avec délire. Lorsque montrant sa robe blanche de dominicain qui était un défi à la loi, il s'écria dans la chaire de Notre-Dame : « Je suis une liberté ! » il semblait qu'on entendît un nouveau Mirabeau lançant sa magnifique apostrophe : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté de la nation... » C'était beau. Nous aimons en France ces hardiesses de parole, surtout lorsqu'elles sont jetées à un gouvernement peu estimé. Si vous demandez ce qu'il y avait là de religieux, de chrétien, d'évangélique, je ne saurais vous le dire, car je l'ignore profondément ; mais ce mouvement oratoire, cette attitude crâne du dominicain à la tête rasée gagna beaucoup d'âmes à l'Église. On était fier d'être l'auditeur et plus encore le prosélyte d'un orateur aussi chevaleresque. Ce qu'il y a de plus joli dans l'affaire, c'est que presque tous les membres du gouvernement assistaient à cette scène de bravade et que le ministre des cultes, l'onctueux Martin (du Nord), s'empressa d'inviter à sa table le dominicain : Lacordaire s'y présenta dans le costume interdit par la loi.

On s'extasia sur la piété du ministre et sur l'héroïsme du moine.

II

Tel fut le retour à la foi des jeunes gens et des jeunes femmes, mélange de scepticisme et d'enthousiasme, explosion d'indépendance, affaire d'entraînement et de mode : en somme un mouvement tout à fait laïque, et même tout à fait mondain.

Pendant ces dix années, le clergé carliste disparaissait peu à peu, faisant place à des prélats et à des ecclésiastiques choisis par Louis-Philippe, hommes fort respectables, sans attaches politiques, d'origine humble pour la plupart, n'ayant guère eu d'autre famille que le séminaire, brillant peu, d'ailleurs, par les talents qui commandent l'attention.

Tant que le haut clergé avait conservé sa foi royaliste, il n'avait à peu près rien demandé au nouveau gouvernement. Ainsi, il s'était complètement abstenu lorsque Guizot apporta aux Chambres, en 1836, un projet de loi sur la liberté d'enseignement promise par la Charte. Ce projet ayant échoué, M. Villemain en déposa un autre, en 1841, qui transformait les petits séminaires en collèges libres, mais les soumettait en même temps à la surveillance de l'Université. Le nouveau clergé, celui que nous venons de caractériser, celui qui datait de la monarchie de juillet, l'épiscopat purement clérical et non plus carliste, protesta presque tout entier contre le projet de loi. Ces protestations eurent d'ailleurs ceci de particulier que les évêques se contentaient de défendre l'autonomie de leurs séminaires, sans s'occuper en rien de la question générale de la liberté d'enseignement. Ils se renfermaient strictement dans leur ministère.

Une conduite aussi timide, aussi correcte, dirions-

nous, remplit d'indignation les néo-catholiques, les croyants laïques, les disciples de Lacordaire, les jeunes preux, fils des croisés. Dans les choses de ce monde ils avaient pour conducteur Montalembert, comme dans les choses de l'autre monde Lacordaire, l'un et l'autre fils spirituels de Lamennais, qui aurait bien ri de cette revanche inattendue si le sombre Breton avait été capable de rire. Montalembert rêvait d'être l'O'Connel des catholiques de France, qu'il s'efforçait de croire aussi opprimés que ceux d'Irlande. Par l'exercice des libertés constitutionnelles il prétendait arriver à une entière émancipation de l'Église, sans se demander (il avait parfois de ces colossales étourderies) si, la chaîne du Concordat venant à se rompre, l'Église n'y perdrait pas plus qu'elle n'y gagnerait. Relégué à Madère où il avait accompagné la comtesse de Montalembert, dont la santé était gravement compromise, il lança son fameux écrit du *Devoir des catholiques* qui eut, dans son genre, autant de succès que la bravade de Lacordaire à Notre-Dame. Avec une éloquence entraînante, il suppliait les fidèles et les prêtres de former un grand parti, le parti catholique, qui réclamant la liberté pour tous ne manquerait pas de l'obtenir pour l'Église aussi, tandis que si l'Église continuait à réclamer de mesquins privilèges et de petites faveurs elle échouerait misérablement. Les catholiques, disait-il, sont nombreux, riches, estimés; il ne leur manque qu'une seule chose, c'est le courage.

Il s'agissait donc de constituer une nouvelle Ligue qui inscrirait sur son étendard le mot tout moderne de liberté; il s'agissait d'entraîner le clergé, l'épiscopat dans les eaux du néo-catholicisme et de lui faire prendre des allures laïques. Pour défendre cette nouvelle ligne de conduite, on plaça à la tête de l'*Univers*, journal jusque-là fort sage, un rabelaisien sans instruction, mais plein de fougue, M. Louis Veuillot, qui prônait

alors « la liberté pour tout le monde ». « Vive la liberté des cultes ! criait-il à tue-tête ; vive la liberté de la presse ! vive la liberté des associations ! vive la Charte ! » Et encore, d'un ton fier qui méritait presque le fagot : « L'Évangile et la Charte ! Dieu et la liberté ! »

Malgré M. Veuillot, Montalembert n'aurait probablement pas gagné à sa cause les évêques de France, dont les plus considérés, M. Affre, par exemple, témoignaient fort peu d'empressement à le suivre, si l'un d'eux, homme fort savant en théologie, du moins pour un évêque français, M. Parisis, de Langres, n'eût fait, vers cette époque, un séjour à Liège : il en revint absolument converti à la liberté, « comme en Belgique ». Dans des écrits remarquables, qui depuis ont été retirés en partie du commerce, il soutint par des arguments très serrés la thèse de Montalembert et l'encouragea à continuer son œuvre sans se laisser effrayer par « les faux frères ». On peut dire que M. Parisis a donné la consécration religieuse au grand parti néo-catholique, lui a conféré ses lettres de naturalisation dans l'Église.

Ce fut alors un curieux spectacle que de voir tous les prélats chanter les louanges de la liberté politique et des institutions parlementaires. L'un d'eux, un méridional, je pense, alla jusqu'à écrire ces paroles dignes d'un Girondin : « Si la liberté ne doit pas triompher dans la lutte, j'estime qu'il vaut mieux succomber avec elle que de lui survivre. Nous ne voulons être libres qu'à la condition de l'être avec tout le monde. » Ils se portèrent d'ailleurs en masse partout où le gouvernement osait se défendre contre un prêtre. L'abbé Combalot, qu'il faut avoir entendu en chaire pour savoir jusqu'où peut aller chez certains prédicateurs le mépris de leur auditoire, l'abbé Combalot, ayant vomi de basses injures contre l'Université, est condamné par la cour d'assises : il reçoit de partout d'enthousiastes et publiques félicita-

tions. M. Martin (du Nord), quelque dévot qu'il soit, adresse de doucereuses observations à M. Affre : cinquante-cinq évêques déclarent faire cause commune avec leur collègue de Paris. Un mandement de M. de Bonald est frappé comme d'abus : soixante évêques y adhèrent sur-le-champ. Ils allaient bien les prélats du grand parti catholique! Jamais une corporation n'avait manœuvré avec une précision aussi admirable.

Le parti catholique eut son plus beau moment en avril 1844, lors de la discussion à la Chambre des pairs d'un nouveau projet de M. Villemain sur l'éternelle question de la liberté d'enseignement. M. de Broglie, qui était rapporteur, fit une très grande part au clergé, tout en excluant les congrégations non autorisées, car cela ne se discutait même pas entre hommes de gouvernement. Cousin, le défenseur de l'Université, se montra piteux; Montalembert, impétueux, arrogant, triomphant. Sans doute, le contre-projet qu'il patronnait et qu'avait proposé un assez triste personnage, le comte Beugnot, futur rapporteur de la loi de 1850, fut repoussé; mais il avait obtenu 51 voix contre 85. C'était splendide et semblait promettre un succès très prochain.

On jubilait, on faisait de la liberté universelle un article de foi. L'*Univers* ne tarissait pas là-dessus. « Hâtons-nous de le proclamer avec sincérité (c'est M. Louis Veuillot lui-même qui affirme sa sincérité), avec reconnaissance : ces institutions de gouvernement constitutionnel sont belles et bonnes, et nous devons les aimer, les défendre, nous y attacher avec amour; nous obtiendrons tout par elles. Ces combats où elles nous appellent, ces défaites même valent mieux pour nous que la protection, que la faveur, que la justice d'un maître. Que ceux d'entre nous qui n'ont pas aimé ces institutions reconnaissent et réparent leur injustice! Si les gens de bien peuvent désirer quelque chose,

c'est le pouvoir de se faire connaître et de faire entendre la vérité; nos institutions nous donnent ce pouvoir. Qu'importe qu'elles le donnent aussi à l'erreur ! Ceux qui redoutent la lutte, pensant que la vérité pourrait avoir le dessous, n'honorent pas assez le cœur de l'homme, et ne connaissent pas assez la vérité ! » Veuillot parmi les libéraux, n'est-ce pas comme Saül parmi les prophètes? Ce sacristain, qui gémit de ne pouvoir nous brûler à petit feu afin d'épargner à la France la peste de la libre-pensée, a-t-il jamais pu chanter d'une voix idyllique les charmes des institutions parlementaires et les délices d'une discussion à armes égales entre l'erreur et la vérité? Rien de plus simple. Il se croyait vainqueur dès le lendemain, et la victoire est si douce que l'arme qui nous l'a procurée nous paraît toujours admirable. Dans l'Antiquité on la vouait aux dieux.

Quant à Lacordaire, son cœur déborde. « Il y a donc, écrit-il à Mme Swetchine, un clergé de France, un clergé qui parle, qui écrit, qui se concerte, qui fait face aux puissances : professeurs, journalistes, députés et princes, un clergé sorti des voies passées, ne s'adressant plus au roi, mais à la nation, à l'humanité, à l'avenir. Ah ! chère amie, où allons-nous donc, et qu'est-ce que Dieu prépare ? »

III

Entraîné par la fougue de Montalembert, l'épiscopat s'était mêlé à la jeunesse mondaine qu'avait convertie la voix de Lacordaire et, descendant avec elle dans l'arène politique, il avait réclamé énergiquement la liberté, la liberté pour tous. Sur ce terrain des idées modernes, si nouveau pour lui, on lui promettait une victoire prompte et décisive. Et, en effet, le « parti catholique » avait fait très bonne figure à la Chambre des

pairs, dans la discussion sur la liberté de l'enseignement.

La plus joyeuse espérance, je l'ai raconté, animait toute la troupe.

Mais non loin du Luxembourg il y a le Palais-Bourbon. Au-dessous de la Chambre haute, qu'elle se compose de pairs ou de sénateurs plus ou moins accessibles aux influences mystérieuses du prêtre, il y a la chambre des députés, il y a le peuple français qui s'inquiète et s'agite chaque fois qu'il voit l'homme d'Église sortir du sanctuaire. Le pays commençait à se sentir menacé dans ses intérêts les plus chers. C'est ce que comprit un homme qui personnifiait en lui tous les instincts, si ce n'est de la France, du moins des classes moyennes, et qui a dû sa fortune politique au don qu'il avait reçu ou qu'il avait acquis d'exprimer avec une incroyable lucidité leurs désirs les plus inconscients. Il l'avait fait sous la Restauration; il l'avait fait en juillet 1830 ; il l'avait fait dans les années où la jeune monarchie luttait contre d'incessantes émeutes; il devait le faire, hélas! à sa honte, en 1850, puis avec honneur lorsque le pays réclamera à l'Empire les libertés nécessaires, et enfin avec gloire quand, après nos désastres, des politiciens de quatrième ordre voudront rejeter la nation dans l'anarchie royaliste. Toujours et partout, pour le bien et pour le mal, M. Thiers a été le porte-voix de la bourgeoisie française. Il ne pouvait faillir à cette tâche en 1844. La publication des deux premiers volumes de l'*Histoire du Consulat* venait de jeter un nouvel éclat sur son nom, en même temps qu'elle semblait indiquer que, plongé dans l'étude, il se résignait à ne pas remonter de longtemps au pouvoir. Il y gagnait singulièrement en autorité. Sa parole désintéressée, semblait-il, exposait désormais les principes de la politique, non du présent, mais de l'avenir, de la politique qui prévaudrait sous un autre règne. Il se fit nommer rapporteur

du projet de loi sur l'enseignement, qui, de la Chambre des pairs, arrivait à la Chambre des députés. Au bout de quelques jours à peine, il déposa son travail sur le bureau (juillet 1844).

Jamais rien d'aussi net, d'aussi vif, d'aussi incisif, d'aussi militaire, dirais-je, n'était sorti de sa plume. On voyait à chaque page qu'il savait le pays derrière lui. Aussi l'impression que produisit ce rapport fut prodigieuse. Enfin on voyait clair. Enfin on comprenait ce que signifiait cette tumultueuse levée de boucliers du « parti catholique », qui, par une ruse de guerre qu'interdit le droit des gens, avait adopté l'uniforme des troupes nationales, leur cocarde, leur drapeau, leur mot d'ordre et criait : Vive la liberté! afin de pénétrer presque sans lutte dans la place. Le voilà démasqué. L'opinion publique, pour parler avec le cardinal de Retz, chercha, en s'éveillant comme à tâtons, les grands et vieux principes de l'indépendance laïque, et, si elle constata avec joie qu'on ne les avait pas encore dérobés, elle comprit aussi de quels périls ils étaient entourés. M. Thiers les rétablissait dans leur intégrité. Sans vouloir interdire la création d'écoles libres, il maintenait énergiquement à l'Université le droit de « les surveiller, contenir et ramener sans cesse à l'unité nationale ». « L'Église, disait-il encore, est une grande, une haute, une auguste puissance. Elle a triomphé de la persécution. Elle ne triomphera pas de la raison calme, respectueuse, mais inflexible. » Louis-Philippe l'avait pourtant pressé d'atténuer son rapport et d'accorder certaines satisfactions au clergé, lui faisant remarquer que c'était encore quelque chose de très fort qu'un prêtre ; mais on racontait que M. Thiers lui avait répondu : « Sire, il y quelque chose de plus fort que le prêtre, je vous assure : c'est le jacobin. »

Cette résistance déterminée remplit l'épiscopat de stu-

péfaction. Il s'attendait bien à quelque opposition, à quelques chicanes, mais il pensait qu'en dehors d'un petit nombre d'universitaires acharnés, aucun homme politique de valeur et d'avenir n'oserait lui tenir tête. Les luttes joyeuses où l'avaient convié Montalembert devaient-elles l'exposer à de pareils coups? A quoi bon arborer l'étendard de la liberté, de la Charte, de la Révolution, si cet étendard ne protégeait pas contre des attaques aussi rudes de la part des gens de la Gauche ? C'était à n'y plus rien comprendre. Ceux dont on avait pris les couleurs ripostaient par des hostilités brutales ! L'enthousiasme guerrier du grand parti s'évanouit subitement. « Il y eut comme une halte dans l'armée catholique », raconte M. Thureau-Dangin, avec une ingénuité de diplomate.

IV

M. Thiers ne voulut pas se contenter de ce premier succès.

Dès le début de la lutte, le nom des Jésuites avait été prononcé avec colère; car, partout où l'Église essaie d'empiéter sur l'indépendance des gouvernements ou sur la liberté des citoyens, partout où elle se montre animée de l'esprit clérical, ultramontain, l'opinion publique, reconnaissant l'esprit des Jésuites, croit aussi apercevoir leur ordre. Comme l'avouait un jour Montalembert à la tribune, ils sont le grand embarras de tout parti catholique, car il ne peut les lâcher, et leur impopularité séculaire retombe inévitablement sur lui d'un poids écrasant. L'ordre, du reste, existait bien en France. Sans doute, depuis 1830, ou plutôt depuis 1828, il ne s'y livrait plus à l'enseignement, toutes les maisons d'éducation ayant été transportées en pays étranger, à Brugelette, à Fribourg, mais il avait développé sur une très

grande échelle ses œuvres de prédication et surtout de confession, ou plutôt de direction des consciences.

La véhémente polémique dont les Jésuites étaient l'objet aurait pu continuer longtemps sans leur porter préjudice, s'ils n'avaient commis, ainsi qu'il leur arrive fréquemment, une imprudence impardonnable. Leur économe de la rue des Postes, fripon dévot, leur avait escroqué 200,000 francs. Appelés comme témoins devant la cour d'assises, les révérends pères affichèrent leur titre de membres de la Société de Jésus, bravant ainsi la justice devant la justice elle-même. Ils se croyaient assez forts pour se permettre une provocation qui, si elle restait impunie, leur créerait un précédent des plus précieux. Mais cet affront aux lois causa dans le pays une explosion d'indignation. Trois semaines après la condamnation de l'économe de la rue des Postes, malgré bien des négociations et bien des supplications, l'implacable orateur de la bourgeoisie interpella le cabinet « sur l'exécution des lois de l'État à l'égard des congrégations religieuses » (2 mai 1845).

Le cabinet, qui se complaisait dans un jeu de bascule, encourageant tour à tour le parti catholique et ses adversaires, se trouva dans un si cruel embarras que M. Guizot, bien évidemment, n'en était pas encore sorti lorsque vingt ans plus tard il rédigeait ses *Mémoires*. D'une part, il avait promis à Montalembert qu'en interdisant l'enseignement aux congrégations non autorisées, il sauverait leur existence par une sorte de transaction tacite; d'autre part, la Chambre allait l'abandonner s'il ne sacrifiait pas les Jésuites, qu'il aimait mais que tous détestaient, et le roi lui-même, effrayé de la rumeur croissante, venait de déclarer avec humeur qu'il n'entendait pas « risquer pour eux sa couronne ». M. Thiers était maître de la situation. Après une courte discussion, il dicta l'ordre du jour que M. Guizot fut bien obligé de

subir et que votèrent tous les députés, moins une trentaine : « La Chambre se repose sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois de l'État. » C'était à la fois déchirer les savantes trames de M. Guizot et détruire les plus chères illusions du grand parti catholique. On lui rappelait presque brutalement que l'Église, soumise à une législation spéciale, ne peut réclamer, comme les simples citoyens, une liberté pleine et entière. Avant de se poser en tribuns, les prélats auraient dû renoncer à leur privilèges.

Tout le monde se souvient de ce qui suivit. M. Guizot, qui avait en vain demandé aux évêques de sacrifier les Jésuites, s'adressa au pape, par l'intermédiaire de M. Rossi. Dès le 5 juillet, on lisait dans le *Moniteur* : « La négociation dont le gouvernement avait chargé M. Rossi a atteint son but. La congrégation des Jésuites cessera d'exister en France et va se disperser d'elle-même. Ses maisons seront fermées et ses noviciats dissous. » Cette note, il est vrai, exagérait beaucoup le succès obtenu. Matériellement, les Jésuites perdirent fort peu ; il leur suffit de se cacher. Mais l'effet moral fut énorme. Le pape Grégoire XVI, frappé de l'attitude énergique de la Chambre des députés, ordonnait au parti catholique de battre en retraite, ou, pour mieux dire, de se licencier. Il ne voulait pas qu'on réclamât la liberté pour les Jésuites. Jamais, d'ailleurs, il est juste de le noter, les évêques n'avaient pu obtenir de lui le moindre encouragement de leur attitude militante, de leur *furia francese*, absolument antipathique au génie de la curie romaine. Ils furent consternés. Le respect seul, dit M. Thureau-Dangin, empêcha que cette émotion se traduisît en plaintes publiques contre la papauté. M. Parisis, de Langres, écrivait à Rome : « Ma raison est confondue autant que mon cœur est broyé. »

Condamné par le pape sur la question la plus brû-

lante, atteint mortellement par le rapport de M. Thiers et par le vote presque unanime de la Chambre des députés, le parti catholique disparut de l'arène. Les évêques n'avaient plus la moindre envie de jouer un rôle politique. « Ne forçons point notre talent », avait dit, il y a longtemps, un homme de grand sens.

V

Ce fut une vraie débandade. On se divisa. On s'injuria.

Devenu très sage, l'abbé Dupanloup conseillait de demander désormais peu à la fois et de tout attendre du bon vouloir du gouvernement, bon vouloir indiscutable puisque, après avoir chassé les Jésuites, il brisait le conseil royal de l'Instruction publique et fermait les chaires de Quinet et de Michelet. Lui appliquant la formule de Lacordaire, nous dirons que M. Dupanloup s'adressait non plus à la nation, à l'humanité, mais au roi. D'autres, restés fidèles à l'ancien programme, parlaient avec un souverain mépris de « cette médiation de salon qui ne pouvait tromper que des abbés courtisans... » Montalembert lui-même, qui ne renonçait pas à sa chimère, eut des mots très durs. Il disait qu'en dehors des fils des croisés et des fils de Voltaire, il y a une troisième lignée, celle des fils de Pilate. Il parlait des béates satisfactions de sacristies et des vertus d'antichambre que pratiquait l'ancien clergé et qu'on était en train de ressusciter. Lors des élections générales de 1846, il essaya de ranimer le zèle défaillant de ses troupes par la plus virulente des apostrophes « à ce restant de vieille noblesse qui met sa gloire à rivaliser de luxe avec nos parvenus de la Banque, sans y réussir ; à cette jeunesse étiolée qui n'a de viril que la barbe ; à tous ces tristes

catholiques, à tous ces indignes Français qui voient trahir sans honte la religion et la patrie ». Il les suppliait d'oublier toutes leurs convictions et toutes leurs sympathies politiques pour réserver leur voix au candidat, quel qu'il fût, légitimiste, ministériel, républicain, socialiste même, qui promettrait de voter en faveur des droits de l'Église ; ils devaient se vendre « au plus offrant et dernier enchérisseur en fait de liberté ».

Cette ligue profondément immorale eut un médiocre succès. Cent quarante-six députés seulement manœuvrèrent en vue de gagner l'appoint des voix catholiques, presque tous sans prendre d'engagements tant soit peu formels. L'épiscopat s'était abstenu. Il ne voulait plus se laisser mener par la jeune France catholique. Il avait à peu près rompu avec elle. Mécontents de Montalembert qui les avait entraînés à se compromettre, mécontents d'eux-mêmes, mécontents du gouvernement qui les flattait et les rudoyait tour à tour, les prélats se renfermaient dans une attitude de recueillement qui ressemblait passablement à une bouderie maussade. Le projet de loi sur l'enseignement, présenté par M. de Salvandy en avril 1847, ne les arracha pas de leur retraite. Avec quelques atténuations c'était toujours le même principe : les écoles libres soumises à l'active surveillance de l'Université ; les congrégations non reconnues exclues de l'enseignement. L'article 7 ne manque nulle part, on le voit. Malgré les objurgations de l'éloquent pair de France, les évêques ne bougèrent pas et les laïques eux-mêmes se tinrent généralement à l'écart. Le cadavre du grand parti ne se laissait plus galvaniser. C'était fini, bien fini.

A peine les évêques trouvaient-ils encore assez de vigueur pour adresser à Louis-Philippe des doléances qui leur attiraient parfois de vertes réponses. « Le gouvernement, disait par exemple M. Affre à la fin d'une

conversation avec le roi, gagnerait beaucoup dans l'estime de tous en laissant à l'Église son indépendance. » Le roi se lève, croise les bras et s'écrie : « Ainsi je suis un persécuteur ? — Non, Sire, répond à la hâte l'archevêque ; mais le gouvernement serait plus aimé s'il ne contrariait pas notre action. — Allons ! bonjour, M. l'archevêque, bonjour. » M. Thureau-Dangin veut bien nous assurer que, malgré la vivacité avec laquelle Louis-Philippe congédia le prélat, « il n'eût pour rien au monde touché à un cheveu de sa tête ». M. Thureau-Dangin est vraiment trop bon : pourquoi donc le vieux roi y eût-il touché ? Le clergé, déconsidéré pas l'incartade qu'il avait commise à la suite de Montalembert, avait cessé d'être un danger ; il était à peine un embarras administratif.

VI

Le parti catholique libéral n'était plus un parti : mais les catholiques étaient-ils encore des libéraux ?

On put le supposer tout d'abord. On put même croire que, sous la conduite immédiate du chef même de la chrétienté, les fils des croisés allaient pousser, pleins d'une ardeur inconnue, leur cri de ralliement où se mêlaient si étrangement le moyen âge et le XIXe siècle : « Dieu le veut ! Vive la liberté ! »

Le monde civilisé, y compris la Turquie, venait de saluer l'avènement de Pie IX avec un indicible enthousiasme. Le doux pontife, se laissant placer par les ovations de ses sujets à la tête d'un mouvement démocratique, semblait ouvrir une ère nouvelle de l'Histoire. Les idées de Lamennais et de ses deux disciples restés orthodoxes, Lacordaire et Montalembert, dominaient donc au Vatican. M. Veuillot, alors encore écho fidèle de ces deux hommes, avait fort bien le droit de trouver

dans les discours du Saint-Père « la consécration romaine des principes qu'il défendait en France depuis longtemps », et Montalembert, se rangeant parmi les précurseurs de Pie IX, pouvait dire de lui-même ce que Jeanne d'Arc disait de son drapeau : « Il a été à la peine, il est juste qu'il soit à l'honneur. » Dans le haut clergé, à la vérité, il semble qu'à part M. Parisis les évêques se soient tenus sur une certaine réserve ; les souvenirs de leur mésaventure étaient encore trop récents, trop cuisants, pour leur permettre de grandes illusions. Ils ne se sentaient pas pleinement rassurés sur la durée de cette magnifique aurore. Néanmoins ils prenaient volontiers leur part de la popularité qui du pape rejaillissait sur tout le clergé.

Cette popularité durait encore lorsque vint à éclater la révolution de 1848. On sait de quel respect les combattants de Février entourèrent les prêtres, dès le premier jour. Les prêtres, il faut bien le dire d'ailleurs, virent tomber sans regret la famille d'Orléans, qui jusqu'à la fin avait refusé de leur livrer la France. Ils se prêtèrent avec la meilleure grâce du monde à la bénédiction des arbres de la liberté et à toutes les cérémonies où les convia la République pleine d'une confiance naïve. On ferait un recueil des plus curieux si l'on réunissait tous les mandements que publièrent alors les évêques et tous les discours qu'ils prononcèrent. Cela déborde de civisme. J'entends encore un évêque, qui n'est pas mort aujourd'hui, remercier avec effusion le Seigneur de ce qu'il venait de délivrer la France, et s'écrier textuellement : « Si quelqu'un veut nous remettre dans les fers, donnez-nous, ô notre Dieu, la force de les lui briser sur la tête ! » C'était un peu moins évangélique que républicain.

Faut-il voir dans toutes ces manifestations des actes de pure hypocrisie ? Ce qui suivit peut le faire croire.

Et cependant, pour ma part, je pense que bien des prêtres et des évêques hésitèrent à ce moment. Devaient-ils repousser l'alliance que la démocratie leur offrait de si grand cœur et qui pouvait être si utile? N'était-il pas sage de suivre l'exemple de Pie IX, d'adopter définitivement les principes de Montalembert, de se convertir pour toujours aux généreuses idées de la liberté pleine, entière, sans restriction ? Dans le régime démocratique, l'Église trouverait à se faire une très belle place, cela est certain ; nul ne la lui disputait. Cette perspective était pleine de séduction.

Mais, d'autre part, la République garderait-elle toujours une attitude respectueuse? La France populaire ne retournerait-elle pas tôt ou tard au voltairianisme, qui est comme sa nature même ?

Et puis, en dehors de la démocratie, il y a les anciennes classes dirigeantes, naguère si voltairiennes elles-mêmes, qui, venues subitement à résipiscence, se livrent à l'Église, effarées, pieds et poings liés, la suppliant d'arrêter le torrent dévastateur. Le lendemain même de la révolution, Cousin, rencontrant M. de Rémusat près de l'Institut, lève les bras au ciel et s'écrie d'un accent tragique : « Courons nous jeter aux pieds des évêques ; eux seuls peuvent nous sauver. » Quelques semaines plus tard, M. Thiers, toujours organe de la bourgeoisie, dans ses terreurs folles comme dans ses aspirations libérales, déclare, dans une lettre rendue publique, que l'ennemi est la démagogie, et l'établissement catholique le dernier boulevard de l'ordre social.

Si l'Église de France hésita, ce ne fut pas longtemps. Pie IX, d'ailleurs, tournait le dos à la démocratie italienne et Montalembert reniait ses anciens principes avec autant de promptitude que M. Thiers lui-même. Celui-ci agissait par peur, celui-là par ambition. « La liberté pour tous! » c'était bon lorsque l'Église

luttait péniblement avec le pouvoir ; maintenant qu'elle n'a qu'à étendre la main pour prendre ce qui lui plaît, il serait vraiment absurde qu'elle se fatiguât à assurer les droits d'autrui. Elle ne réclamera donc plus la liberté que pour elle-même. La liberté, d'ailleurs, ne lui suffit plus : on lui offre la domination, elle l'acceptera.

Le parti catholique se réforme, mais sur une tout autre base. La jeunesse laïque qui fut libérale abjure ses erreurs pour en revenir à la bonne vieille politique du clergé qui, partout où il a trouvé son profit, s'est rangé de tout temps du côté des riches et des puissants. Évêques, abbés, publicistes dévots, pieux représentants du peuple, se font à l'envi réactionnaires à outrance. C'est dire qu'ils ne se tiennent plus à l'écart, comme l'avait voulu Montalembert en 1846. Le parti catholique se fond dans l'immense « parti de l'ordre ». Il en est l'élément le plus précieux, le ciment qui relie entre elles les pierres mal assorties. Il lui donne ce cachet à la fois mesquin et redoutable qui marque les hommes d'Église ainsi que les hommes de police. Il le rend tracassier, processif, inquisiteur. Il lui fournit le seul programme sur lequel puissent s'entendre les hommes de toutes les monarchies, la haine de la liberté, de la liberté de la presse, de la liberté de la parole, de la liberté de réunion, de la liberté du vote. La liberté d'enseignement fait exception, parce qu'on la confisque au profit de l'Église qui, dit-on, réclame aussi parfois avec une douce insistance la liberté de tester ou plutôt la liberté d'être légataire.

La monstrueuse loi de 1850 fut le premier grand profit que l'Église remporta de son alliance avec tous les réactionnaires affolés. De nos jours, on essaie de la faire passer pour une loi de liberté, et l'on voudrait bien nous persuader qu'elle répond au chevaleresque programme de 1844. Ses auteurs l'envisageaient tout autre-

ment. Dans un mémoire secret, que rédigèrent probablement MM. Dupanloup et de Falloux et qu'ils envoyèrent au pape et aux évêques avant le vote de la loi, ils expliquent nettement qu'ils ont obtenu trois points importants : 1° pour le clergé, et même pour les congrégations non reconnues, la liberté de fonder des écoles absolument indépendantes, soumises pour la forme, à une surveillance qu'ils ont eu soin de rendre dérisoire : ils le disent expressément; 2° une réorganisation de l'Université qui en « change la nature de fond en comble », en y « introduisant des éléments sains et purs », en lui enlevant sa hiérarchie et son gouvernement propre ; 3° la domination sur l'enseignement tout entier, domination que le clergé partagera, en apparence seulement, avec la magistrature et les représentants de la haute administration. Ainsi liberté absolue pour soi, destruction de l'institution rivale, domination universelle, que peut-on désirer de plus? « C'est le clergé de France, avec toutes ses forces, dit le mémoire secret, qui est invité par l'État lui-même à venir au secours de la société menacée, en demeurant d'ailleurs dans toute la plénitude de ses droits (1). »

Nous savons désormais ce que l'Église entend par la liberté.

Je résume cette longue étude.

Après une tentative juvénile des évêques de jouer aux tribuns du peuple vers 1844, tentative qui fut réprimée par l'énergie de la Chambre des députés et laissa l'épiscopat dans un long abattement, l'Église de France s'est trouvée soudain, par suite d'une singulière rencontre, dans une de ces situations fort rares où un parti peut choisir avec une entière liberté entre deux voies diamé-

(1) Ce mémoire secret, dont M. Jules Ferry a pu se procurer un exemplaire, a été lu par lui à la tribune de la Chambre, dans la séance du 19 juillet 1879. Voir le *Journal officiel* du lendemain.

tralement opposées. Elle était également sollicitée vers la Droite et vers la Gauche, vers le passé et vers l'avenir, le despotisme et la liberté, la monarchie qui se fonde par des parjures et des coups d'État et la République qui se développe par la discussion et le progrès des lumières. Elle a fait son choix, son choix irrévocable. Obéissant à des affinités secrètes, elle a bientôt chanté le *Te Deum* au milieu des proscriptions et des massacres, et puis elle a pris sa part du butin avec une conscience si tranquille que Montalembert lui-même a reculé de dégoût : car s'il n'y avait chez lui rien qui ressemblât à de sérieuses convictions politiques, il y avait du moins un cœur de gentilhomme. L'Église ne connaît pas ces dégoûts aristocratiques. Après une heure de folie généreuse pareille aux émotions qui peuvent troubler un instant l'âme chaste d'une matrone, elle s'est sentie plus lasse que jamais, vieille comme les vieilles monarchies et les vieilles idées de servitude et de bon plaisir. Avec elles, l'Église avait grandi et vécu; avec elles, elle voulut désormais s'éteindre et mourir, plutôt que de se laisser ranimer et vivifier par les grandes doctrines des temps modernes.

J'estime que la France démocratique doit se féliciter du parti qu'a pris l'Église. Tout ce que celle-ci touche, elle le transforme à son image. Sortis de ses mains, légitimistes, orléanistes, bonapartistes ne sont plus rien si ce n'est des cléricaux; que serions-nous devenus si, se jetant dans les bras du peuple, elle eût cléricalisé la République elle-même ?

LES ROUGON-MACQUART

1er et 15 mars 1880.

I

« Mes romans publiés depuis neuf ans, a dit M. Zola, dépendent d'un vaste ensemble, dont le plan a été arrêté d'un coup et à l'avance. Je le suis avec une rigueur extrême. C'est ce qui fait ma force. » Et il nous avertit que, si l'on ne tient pas compte de ce vaste plan, on ne peut porter sur son œuvre que « des jugements grotesques et odieux ».

Ne voulant être ni odieux ni grotesque, j'ai étudié de près la célèbre famille des Rougon-Macquart qui, née d'une folle, perpétue à travers plusieurs générations une lésion organique et qui, dispersée dans toutes les classes de la société, personnifie les appétits et les infamies du règne de Napoléon III.

Elle a pour souche une femme hystérique venue au monde en Provence quelque vingt ans avant la Révolution française. Veuve au bout de peu de mois de mariage avec Rougon, rustre des Basses-Alpes, Adélaïde prend pour amant un bandit nommé Macquart, près duquel elle vit longtemps comme une louve près de son mâle, et dont la mort la plonge dans une mélancolie coupée d'accès d'épilepsie. Elle a trois enfants : du fils légitime sortent les Rougon ; d'un bâtard, les Macquart ; d'une bâtarde qui se marie, les Mouret.

Antoine Macquart, le chef de sa branche, a pour filles la belle charcutière Lisa, du *Ventre de Paris*, et Gervaise, de l'*Assommoir*, mère de la trop fameuse Nana. Dans un des volumes à venir, nous retrouverons sans doute un frère aîné de Nana, Claude, évidemment destiné à fonder une grande école de peintres impressionnistes, car chez lui la folie de l'aïeule tournera au génie. En attendant, je n'aperçois encore parmi les Macquart que les femmes que j'ai nommées, l'une plongée dans la graisse de l'égoïsme, une autre dans le vitriol, une autre encore dans la haute et basse prostitution.

Les Mouret valent mieux. A la seconde génération, Silvère, l'enfant républicain, tombe sous la balle d'un gendarme en décembre, à l'heure où commence la fortune des Rougon ; sa sœur Hélène, calme et froide, ayant pourtant épelé jusqu'au bout une page d'amour, se hâte d'en perdre le souvenir ; leur frère François Mouret, gendre des Rougon, s'échappe d'un asile d'aliénés pour mettre fin à la conquête de Plassans, en brûlant dans sa propre demeure le prêtre qui lui a ravi sa femme, ses enfants, sa fortune, sa liberté et finalement sa raison. L'innocente Désirée, l'amie des bêtes, et Serge ou l'abbé Mouret, dont la faute et le repentir remplissent un volume, sont nés du mariage de François avec sa cousine Marthe.

Le chef de la branche légitime, Rougon, frère de Macquart, resterait un coquin de bas étage, s'il n'avait à ses côtés une femme de tête. En 1851, c'est elle, la vieille Félicité, qui, guidée par le fils aîné, fait la fortune de la famille en répétant à Plassans la fusillade du 4 décembre. Cet aîné, en qui la brutalité du père se combine avec l'astuce de la mère, sera bientôt Son Excellence Eugène Rougon. De peur de compromettre Eugène, le second fils change son nom en celui de Saccard, et il se montre un des limiers les plus âpres dans la curée de

l'Empire : un jour, il constatera avec un grand sang-froid le lien incestueux qui fait de son fils Maxime, aux grâces efféminées, l'esclave de sa seconde femme. Les vieux Rougon ont trois autres enfants : le docteur Pascal, que M. Zola chargera dans le vingtième volume d'exposer les lois physiologiques de tout l'immense cycle; une certaine Sidonie, marchande à la toilette, entremetteuse et par moments mystérieux agent diplomatique, et enfin la pauvre Marthe dont j'ai déjà parlé : ayant cru aimer son mari et cousin jusqu'aux approches de la quarantaine, elle s'en détache pour se jeter à la tête d'un abbé aussi rapace que chaste et, à moitié folle, elle meurt de phtisie.

Je pense n'avoir oublié aucun personnage important de la famille Rougon-Macquart. Sur les vingt-six qui occupent un écusson dans l'arbre généalogique, publié en tête d'un des volumes, sept sont morts ; mais comme sept autres n'ont pas encore reçu d'emploi tant soit peu sérieux, et que les douze restants, quoique déjà utilisés, peuvent fort bien reparaître, on voit que l'auteur ne s'engage à rien d'impossible en nous promettant une suite d'une douzaine de volumes. En moyenne, il ne consomme guère plus d'un personnage en deux romans, un personnage, veux-je dire, appartenant par la naissance à la famille dont il raconte « l'histoire naturelle et sociale ». Il lui faut beaucoup d'autres acteurs venus du dehors, et ceux-ci il les charge parfois du premier rôle. Ainsi la belle incestueuse Mme Renée Saccard, en qui il y a une âme, après tout, nous intéresse infiniment plus que l'infâme mari et que le fils non moins infâme et en outre souverainement ridicule. Ainsi encore, dans le *Ventre de Paris*, Florent, qui ne tient par aucun lien à la famille, occupe le centre du récit, tandis que la belle Lisa Quenu, née Macquart, est une simple comparse, un des nombreux éléments du milieu hos-

tile où apparaît soudain le proscrit revenu de Cayenne.

Claude Bernard, à qui il faut désormais comparer M. Zola, serrait mieux son sujet. Fixant toute son attention sur le muscle ou le nerf qu'il observait, il ne voulait voir momentanément dans le reste de la nature que des réactifs, des modificateurs, des milieux perturbants. M. Zola devrait, semble-t-il, procéder de même : partout et toujours il devrait diriger nos regards sur les Rougon-Macquart, objet de son étude de naturaliste et de moraliste. Il n'a pas encore ces habitudes scientifiques de concentration extrême ; il se laisse aller à des distractions.

Je les trouve très excusables. Il est bien difficile, en effet, de décider si un individu appartient à l'espèce des Rougon-Macquart, cette espèce n'ayant à peu près aucun caractère distinctif. Il y a sans doute la filiation, que nous garantit M. Zola et qu'il a consignée dans son arbre généalogique, mais la filiation ne me dit rien si elle ne produit pas un air de famille. Les Rougon-Macquart en ont si peu qu'on ne les reconnaît même pas pour des Provençaux. La blonde Gervaise, si molle et si flasque, passerait facilement pour une Flamande, et je ne vois pas pourquoi sa sœur Lisa, malgré une chevelure « bleue », ne nous viendrait pas des pâturages de Normandie « avec sa belle face tranquille de vache sacrée ». A une exception près, je ne me souviens pas qu'ils aient conservé la moindre trace de leur accent méridional. On ne sait d'où ils viennent. Quant à la lésion organique qu'ils tiennent de leur aïeule et qui devrait se montrer chez chacun d'eux sous une forme particulière, on ne l'aperçoit jusqu'ici chez aucun membre de la branche Macquart, et un seul membre de la famille Rougon en est affecté. Pour les Mouret, c'est autre chose : ils ne sont positivement pas comme tout le monde ; mais est-ce bien de la vieille Adélaïde qu'ils tiennent cette dis-

position à la folie? Par une étrange fatalité, un Mouret, homme ou femme, ne peut se marier sans choisir un conjoint mal équilibré ; l'un d'eux prend-il une maîtresse, elle a une fêlure au cerveau! C'est par cette méthode seulement, méthode infaillible, que M. Zola peut mettre en relief chez les Mouret « l'hérédité de la première lésion organique ». Ils ont donc un air de famille, mais les autres non. M. Francis Galton placerait les photographies des cinq enfants Rougon devant son objectif que l'image composite qu'il obtiendrait présenterait la plus étrange confusion ; car il n'y a nulle trace de ressemblance entre Eugène, le ministre brutal; Pascal, le placide savant; Saccard, le boursicotier brouillon ; Marthe, l'hystérique dévote; Sidonie, une Mme La Ressource « habile en tous métiers ». Trois ou quatre d'entre eux sont d'affreuses canailles; mais cela ne suffit pas pour établir une parenté. Les Rougon n'ont de commun qu'une absence absolue de caractères communs.

Mais si je m'explique jusqu'à un certain point les distractions de M. Zola, elles me semblent pourtant aller quelquefois un peu loin.

La folle qu'on nous montre enfermée aux Tulettes, bien douce, mais aussi bien vivante, est-ce réellement, comme on nous l'affirme, l'aïeule Adélaïde, la mère de tous les Rougon, de tous les Mouret et de tous les Macquart? En ce cas, elle est âgée de quatre-vingt-seize ans. Il n'est certes pas défendu de vivre jusqu'à nonante-six ans; mais c'est un bel âge, surtout pour une personne épileptique toute dévastée depuis quarante-trois ans par l'horrible travail de ses nerfs. M. Zola aurait dû tout au moins nous prévenir qu'il nous mettait sous les yeux un cas de longévité très exceptionnel. Il n'y a pas pensé.

Voici qui est plus grave. Dans la *Conquête de Plassans*, tout est subordonné à une mystérieuse action politique dirigée de Paris par Eugène Rougon, qui emploie comme

agents sa mère Félicité et un certain abbé Faujas. Or, nulle part vous n'apercevez la plus légère allusion aux péripéties de la fortune politique de Son Excellence Eugène, telles qu'elles sont retracées dans le volume portant son nom. Quand Faujas arrive à Plassans, Eugène Rougon est en complète disgrâce : qui le dirait? Trois mois plus tard il prend le portefeuille de l'intérieur, à la suite de l'attentat Orsini, devient de fait premier ministre et gouverne la France avec une verge de fer : à Plassans, personne n'en parle, ni le public ni ses deux agents. Il tombe, la même année 1858, et ses agents continuent leur petit train. Il remonte au pouvoir en 1861, et ses agents n'ont pas l'air de s'en douter. Dans le volume *Son Excellence*, deux familles, l'une noble, l'autre bourgeoise, vont et viennent entre Plassans et Paris pour des affaires importantes dont Eugène est le pivot. Dans la *Conquête*, Félicité ni Faujas n'en savent rien, et les deux familles n'y sont même pas mentionnées, quoique M. Zola y fasse défiler à maintes reprises la bande bonapartiste et la bande légitimiste, celle du sous-préfet et celle du président. C'est à croire que le « grand homme », fils de la vieille Félicité, n'est point Son Excellence Eugène Rougon.

Cela se pourrait d'ailleurs.

La belle charcutière Lisa Quenu, née Macquart, sait fort bien qu'un de ses cousins, qui a changé son nom de Rougon en celui de Saccard, habite Paris, où il brasse des affaires véreuses ; mais elle ignore que l'autre cousin, celui qui a conservé le vrai nom de la famille, est devenu l'un des deux personnages les plus importants de l'Empire. Bonapartiste d'instinct, elle plaide la cause du pouvoir auprès de son imbécile de mari à moitié perverti par les discours des républicains, et dans ses remontrances elle ne fait pas valoir comme argument sans réplique leur très proche parenté avec le célèbre Rougon.

Lantier aussi (soit dit en passant, parti de Provence tanneur, il arrive à Paris chapelier), Lantier, qui a l'honneur de redevenir l'amant attitré d'une autre cousine germaine de Son Excellence vers l'époque où celle-ci passe à l'état de vice-empereur, Lantier n'en est pas plus fier. Il dédaigne d'y faire allusion. Quand il parle du bon bouillon que boiront Badingue et ses roussins, il a l'étonnante délicatesse de n'y point associer Eugène. Sans dévoiler leur parenté de main gauche, il pourrait se permettre de raconter qu'il l'a bien connu à Plassans, où tout le monde se connaît. Mais Lantier se tait là-dessus également, en parfait gentilhomme. Gervaise elle-même, jasant avec les commères de la Goutte-d'Or, ne se prévaut jamais de cette illustration de sa famille, pas même devant les Lorilleux qui l'accablent de leurs dédains parce qu'on ne lui sait point de parents. Je comprends qu'elle ne cherche pas à voir sa sœur, la charcutière Lisa qui, élevée au rang honorable de bourgeoise, la recevrait sans doute d'un air méprisant ; mais j'ai peine à admettre qu'elle ne se vante pas une seule fois d'être issue du même sang que l'homme qui gouverne la France. Il y avait là de quoi bouleverser tout le faubourg ! Et Nana, vous êtes-vous jamais dit que le vice-empereur est son oncle à la mode de Bretagne ? Elle-même n'y songe pas. Aux courses, elle se fait bien montrer où est assis dans la tribune de l'empereur le chambellan Muffat et elle éclate de rire en lui trouvant l'air bête, mais l'idée ne lui vient pas de regarder la tête grisonnante et la forte encolure du grand homme qui lui tient de si près. Je ne lui aurais pas cru tant de discrétion. Ah! quelle belle occasion elle a manqué de faire enrager Rose Mignon et Blanche de Sivry, Tatan Néné et Gaga, sans oublier Simone qui a connu Bismarck, et Léa de Horn que fréquentent les anciens ministres de Louis-Philippe, et Lucy Stewart qui a joué

au bézigue avec un prince Bonaparte, mais un Bonaparte qui était d'un rat !

Ajoutez que du côté des Mouret la discrétion n'est pas moindre. C'est décidément la vertu caractéristique, le seul trait distinctif de la famille dont nous étudions « l'histoire naturelle et sociale ». De peur de se gêner réciproquement, on y affecte de ne pas se connaître.

Il faut revenir à Nana. La pauvre fille m'inquiète. Je ne sais où la caser dans le vaste plan qui fait toute la force de M. Zola.

Elle meurt le jour où les blouses blanches parcourent les rues de Paris en poussant le cri : A Berlin ! A Berlin ! Donc, en juillet 1870. Quel âge avait-elle ? Si je me fiais à l'arbre généalogique, je vous dirais qu'elle est née en 1852. Nana serait morte âgée de dix-huit ans à peine ! Cela paraît fabuleux à tous ceux qui ont suivi de loin ses innombrables cascades ; malgré toute l'activité désirable, il y faut du temps. Heureusement, l'auteur de l'arbre généalogique s'est trompé ici comme pour plusieurs autres dates. Il ne connaît pas son *Assommoir*. Je suis en mesure de donner un extrait tout à fait précis de l'état civil de cette séduisante personne. Lantier quitte Gervaise très peu de jours après l'élection d'Eugène Sue, qui eut lieu le 28 avril 1850. Trois semaines plus tard, Coupeau offre à Gervaise une consommation chez le Père Colombe : c'est fin mai. Pendant tout le mois suivant il lui fait une cour assidue et lui offre sa main. Le mariage se célèbre le 29 juillet, et en 1851, le 30 avril (les neuf mois y sont jour pour jour), Nana fait son entrée dans le monde. Ce sont là des dates au-dessus de toute discussion. Elle a par conséquent dix-neuf ans et deux mois et demi lorsqu'elle rend le dernier soupir au Grand-Hôtel, dans une chambre à 12 francs.

Nous avons gagné de la sorte une année sur M. Zola, mais à son profit : une année de plus, c'est bien quelque

chose entre les mains de la blonde Vénus ! On va voir cependant que nous n'en sommes pas plus avancés. Nana déserte, pour la toute première fois, le sentier de la vertu quelque temps après avoir atteint l'âge de quinze ans et demi, « en hiver », vers la fin par conséquent de 1866 ou au commencement de 1867. On a ensuite plusieurs fois de ses nouvelles : son « vieux », quelque petit bourgeois libertin, la traite fort bien, la choie, l'adore ; mais elle finit par s'ennuyer, elle le quitte pour devenir une célébrité des bastringues. Ses parents se mettent alors à sa recherche dans ces établissements. Un soir de novembre (nécessairement en 1867), ils reconnaissent son chignon, lui allongent un maître coup de soulier juste au bon endroit et la ramènent rue de la Goutte-d'Or. Elle demeure chez eux cet hiver, tout en se permettant de nombreuses fugues, dont l'une dure trois semaines. L'hiver d'après, aux premières gelées (fin de 1868), elles s'esbigne décidément, sous le prétexte d'aller voir si, chez la fruitière, il y a des pommes cuites. C'est en juillet (1869) qu'on apprend que son métier ne va pas mal. Elle a *fait* un vicomte. Elle est très lancée. Tout cela précède la première aux Variétés qui ouvre le roman portant son nom. Le lendemain de cette première, elle parle d'ailleurs de la mort de ses parents comme d'une chose ancienne. Or, son digne père meurt en janvier 1870 (et non 1869, comme le donne à entendre le très inexact rédacteur de l'*Arbre généalogique*), et puis Gervaise « dure encore des mois ». Raccourcissons ces mois autant que possible ; supposons que le père Bazouge ait emporté Gervaise en mars et que Nana soit montée sur les planches immédiatement après, il en résultera que toute l'histoire racontée dans le dernier roman de M. Zola, y compris le séjour à la campagne en septembre, y compris l'année de séparation d'avec Georges, y compris les mois passés en Russie, s'écoule d'avril à juillet !

Et nous ne sommes pas au bout des difficultés. Dans *Nana*, M. Zola nous montre son héroïne mère et très bonne mère d'un enfant qu'elle a eu à seize ans, probablement d'un maçon qui la battait. A seize ans? Elle venait à peine de s'installer chez son premier amant, le « vieux »!

Dans *Nana*, la représentation des Variétés a une date précise, puisqu'on y parle de la prochaine ouverture de l'Exposition universelle. C'est au commencement de 1867. La blonde Vénus n'a donc pas tout à fait quinze ans si nous en croyons l'arbre généalogique, un an de plus si l'on accepte ma rectification; comment peut-il être question, le lendemain, d'un enfant qu'elle a eu, il y a du temps de ça, à l'âge de seize ans? Et puis, si la première des Variétés remonte à 1867, le roman *Nana* s'espace sur trois ans : tout à l'heure, l'*Assommoir* en main, nous lui trouvions à grand'peine trois mois!

La vérité, c'est qu'à l'ouverture du livre qui porte son nom, Nana n'est point une enfant, mais une femme de vingt ans tout au moins; la vérité, c'est que ses aventures tiendraient à l'étroit même dans un cadre de trois ans; la vérité, c'est qu'il y a une contradiction absolue entre l'*Assommoir* et *Nana*; la vérité, c'est que le fameux plan qui fait la force de M. Zola est une fable inventée à l'usage des badauds.

Le lecteur pourra se plaindre de la puérilité de ces critiques, mais non M. Zola. Mes critiques, en effet, ne sont puériles que parce que j'ai essayé de le prendre au sérieux.

II

Ce que vaut la prétention de M. Zola d'écrire l'histoire naturelle et sociale d'une famille, nous le savons. Mais l'auteur de l'*Assommoir* a une autre prétention encore :

il se dit le représentant de l'école réaliste, et il croit que jamais on n'a poussé aussi loin que lui la passion de la peinture exacte. Rien, probablement ne l'enchanterait davantage que de s'entendre comparer à un excellent appareil photographique. C'est un éloge que je suis obligé de lui refuser après avoir lu soigneusement ses neuf volumes.

Le premier en date est peut-être celui où il a mis le plus de travail et de scrupule. Il nous y décrit pourtant, deux ou trois fois, un soldat qui rentre, en 1815, coiffé du « képi d'ordonnance ». Il n'a donc jamais jeté les yeux sur l'œuvre de Charlet, et l'apparence orientale qu'affecte le mot *képi* ne l'a pas averti de son origine africaine? Il n'a pas senti que c'est de l'allemand arabisé, un produit de la légion étrangère? En 1810, une jeune fille se promet de ne jamais épouser « quelque maigre bachelier qui l'écraserait de sa supériorité de collégien et la traînerait toute la vie à la recherche de vanités creuses ». M. Zola peut avoir d'excellentes raisons pour mépriser les maigres bacheliers, et je ne dis pas que sa jeune fille ait tort non plus. Seulement cela paraît bizarre en 1810. « Pourquoi ? » dira M. Zola. « Parce que ! » lui répondrai-je. C'est à lui de s'informer après coup. Aucun homme tant soit peu instruit n'eût commis cette bévue, car on sait assez généralement dans le monde que les bacheliers n'encombraient pas le pavé en 1810. Il est vrai que, juste à la même date, M. Zola fait tuer l'amant d'Adélaïde par un douanier, « au moment où il entrait en France toute une cargaison de montres de Genève ». A cela, il n'y a qu'un inconvénient, c'est qu'en 1810, Genève, chef-lieu du Léman, faisait depuis longtemps partie intégrante du territoire français. Croiriez-vous, si M. Zola ne vous l'affirmait pas, que, vers 1848, un adolescent gagnait à Plassans de trois à quatre francs par jour au métier de menuisier? A Paris, en 1880, un adulte, bon menuisier,

en gagne six. Mais aussi, à Plassans, on est souvent bien en avance sur le siècle : avant 89, on y sait déjà mettre les malades au régime reconstituant « des viandes saignantes et du vin de quinquina! »

Trois des romans *Rougon-Macquart* se passent à Plassans ou dans les environs, les autres à Paris. Plassans, vous ne le trouverez sur aucune carte de géographie, mais, si vous lisez le courageux livre de Ténot : *La Province en décembre* 1851, vous y reconnaissez tout le cadre où se joue la *Fortune des Rougon*. Plassans, c'est Lorgues; la Viorne qui gronde d'une voix rauque, c'est l'Argens; Orchères, où les insurgés républicains sont accueillis en frères, c'est Salernes ; Saint-Roure, où les troupes bonapartistes les massacrent, c'est Aups. J'ignore si M. Zola reproduit fidèlement le paysage et les mœurs de cette partie du département du Var, et il n'importe, du reste, même au point de vue de l'esthétique réaliste. Dès qu'il changeait les noms, il acquérait le droit de tout modifier à sa guise.

Quant aux quartiers, rues, places, quais, ponts et monuments de Paris que M. Zola introduit dans ses volumes avec un luxe de millionnaire, il les désigne très correctement. C'est un mérite que je ne lui conteste pas. Je lui demanderai pourtant s'il est bien sûr qu'au printemps de 1853 on ait pu apercevoir des hauteurs de Passy les verrières du Palais de l'Industrie, les lourds pavillons du nouveau Louvre, la masse énorme de l'Opéra de Garnier. Il l'affirme je ne sais combien de fois dans *Une page d'amour*. Au delà du bois de Boulogne, du bois de Vincennes, de Saint-Cloud et peut-être aussi de Compiègne, la France n'existe plus pour lui, ou bien elle devient (Plassans excepté) un pays fantastique. Il ne s'y aventure qu'à contre-cœur. Il enverra Renée et Maxime jouir de leur inceste aux bains de mer, mais il se gardera de les y accompagner. Tout au

plus vous dira-t-il que nos femmes en reviennent avec dix-sept colis et une ébauche d'adultère. Une seule fois il se met en route à la suite de son Son Excellence. C'est à Niort qu'ils se rendent. Mais la ville de Niort qu'il nous décrit n'a absolument rien de commun avec le joli chef-lieu des Deux-Sèvres, si j'en crois un de mes amis qui l'habite. M. Zola nous fait passer le long des remparts, et le vrai Niort, me dit-on, n'a point de remparts. Il tire une scène émouvante du voisinage immédiat d'une auberge et de la préfecture, et l'on m'assure que la préfecture du vrai Niort a été construite dans un quartier éloigné de toute auberge. Le reste est de même force. Il décrit le vallon dominé de coteaux avec des carcasses de moulins à vent, où les ingénieurs creusent, près de Niort, un tunnel pour la ligne d'Angers ; et, près du vrai Niort, les ingénieurs n'ont point creusé, paraît-il, de tunnel sur la ligne d'Angers, pour la raison assez spécieuse que cette ligne traverse une région désignée sous le nom expressif de la Plaine. M. Zola fera bien de renoncer désormais aux voyages, féconds en mésaventures, et d'abandonner l'étude de la géographie aux « maigres bacheliers ».

Il n'aurait peut-être pas tort de leur laisser également l'histoire naturelle, ou bien même aux élèves de nos écoles primaires. Aucun d'eux ne s'aviserait de cueillir à la fois du muguet et des prunes mûres, parfaitement mûres, « ayant une délicate odeur de musc », comme il arrive à l'abbé Mouret se promenant avec Albine dans le Paradou. L'étonnante Nana peut seule entendre par une nuit de septembre le chant du rossignol. On le lisait du moins dans l'édition du *Voltaire*. Que M. Zola ait corrigé cette erreur après qu'elle lui a été signalée, je ne m'en soucie nullement. Il a été capable de la commettre. Cela suffit pour démontrer combien il est peu réaliste, comme il connaît mal la

campagne, qu'il habite pourtant. Et nous savons d'où il a tiré ce chant paradoxal. Il venait de rendre, et fort bien, l'émotion idyllique que ressentent les filles de Paris les plus échevelées lorsqu'elles respirent soudain l'air d'un vrai jardin, d'un vrai bois. Appuyée à la fenêtre avec Georges, « Nana s'attendrissait, se sentait redevenir petite. Pour sûr elle avait rêvé des nuits pareilles, à une époque de sa vie qu'elle ne se rappelait plus. » C'est la seule page de ce roman qui soit jolie. Un moment après, Nana se souvient. « Oui, c'était dans des romances qu'elle avait vu tout ça, la lune, des rossignols, un petit homme plein d'amour... » Dame, vous comprenez, dès que les romances parlent de rossignols, il faut bien que M. Zola, qui ne sait pas au juste ce que c'est, en fournisse à sa Nana en cette heure de tendresse. Il étudie la campagne, la nature dans les romances. L'eussiez-vous cru? Moi, je ne m'en étonne pas précisément (1).

Avant d'abandonner les champs, il faut encore que j'attire l'attention des éleveurs sur une découverte importante et très imprévue de l'illustre réaliste. Vous savez si Désirée, la sœur de l'abbé Mouret, aime les bêtes : les voir naître, mourir, se reproduire surtout, c'est sa vie, sa joie, son bonheur. Après le départ de son frère malade, l'oncle Pascal lui donne pour la consoler une vache. Désirée mène la vache au taureau du Béage, une fameuse bête, paraît-il, et elle assiste à l'entrevue, sans rien comprendre aux rires des gens. Puis, un jour que l'abbé, revenu à la raison, à la vertu et à son presbytère, est en train d'enterrer, avec toutes les cérémonies religieuses et avec toute la froideur d'un

(1) Dans l'édition en volume, le rossignol fait place à un rouge-gorge. Correction malheureuse! Le rouge-gorge chantât-il tard dans la nuit et en septembre, il ne chante certainement pas dans nos romances sentimentales.

chaste prêtre, sa maîtresse, la pauvre Albine qui s'est tuée de désespoir, au moment où la première pellêtée de terre tombe lourdement sur le cercueil, on entend Désirée crier par-dessus le mur en tapant des mains : « Serge! Serge! la vache a fait un veau! » C'est le dernier mot du livre, le comble du naturalisme. Mais il s'est écoulé moins de quatre mois entre la promenade de la vache au Béage, après le 21 mai, et le cri de Désirée, le 19 septembre : partout ailleurs que dans les romans de M. Zola, les vaches mettent neuf mois à s'acquitter de leurs fonctions de reproduction. Pour arriver à un prétendu effet de réalisme, M. Zola sacrifie la réalité. Q'importe en pareil cas que la chose soit impossible, pourvu que le mot soit grossier?

Ah! les neuf mois! Je préviens M. Zola qu'il fera bien de s'en défier. Vers la fin d'*Une page d'amour*, il se livre là-dessus à des combinaisons burlesques. Si Hélène savait compter aussi bien qu'un écolier de sept ans, elle trouverait que son amant, le docteur Deberle, ne s'est pas consolé (comme elle le déduit de son calcul), après qu'elle l'a quitté, mais qu'il a témoigné une grande tendresse à sa femme juste à l'époque où sa maîtresse ne lui refusait rien.

Arrêtons-nous un instant, je vous prie, à l'abbé Mouret, homme extraordinaire que vous avez entrevu tout à l'heure. A une lieue des Artaud, paroisse dont il est le curé, se trouve le parc du Paradou, bien nommé puisque c'est le paradis terrestre où ce nouvel Adam cueillera le fruit de la science du bien et du mal et d'où il se fera chasser. En s'y rendant, on longe un mur de deux kilomètres. Ce mur a une brèche. Rapprochons-la le plus possible du village : elle en sera toujours distante d'une demi-lieue. De cette brèche, par un beau coucher de soleil, l'abbé — il est vrai que c'est tout de suite après sa faute, — l'abbé aperçoit « sous

les tuiles de l'église les moineaux qui se battent ». Il voit les plus hardis entrer dans l'édifice par les carreaux cassés. Que dis-je? Il voit, à une distance de deux kilomètres, le sourire de sa vieille gouvernante, la Teuse. Quelle vue perçante ! Et remarquez-le, il ne suffirait pas de chicaner sur le chiffre des kilomètres : si le Paradou avec sa brèche n'est pas éloigné du village au moins de cette distance, toute l'histoire, déjà fort singulière, devient complètement absurde.

Dans chacun des volumes de M. Zola, j'ai noté dix, vingt, trente de ces impossibilités matérielles, devant lesquelles reculerait tout romancier qui n'appartiendrait pas à l'école naturaliste.

Et pas plus que la nature ou l'histoire, M. Zola ne connaît la société et les mœurs contemporaines.

En France, on cause, même sous les gouvernements despotiques et corrompus. M. Zola n'a pas l'air de s'en douter. Vous vous souvenez du souper chez Nana après ses débuts au théâtre. Il y a là des actrices et des jeunes gens, un rédacteur du *Figaro* entre autres. Je n'affirme pas que ces dames et ces messieurs représentent l'esprit français dans ce qu'il a de plus élevé ou de plus délicat, mais généralement ils savent débiter des propos gais, trouver des réparties vives, inventer des drôleries; ils ont cette verve des coulisses, de l'atelier ou de la petite presse qui amuse pendant une couple d'heures. Mais dès que ces jeunes gens passent sous l'objectif de M. Zola, ils perdent leur esprit jusqu'à la dernière trace. Ils ne sont plus que lourds, grossiers et positivement bêtes. C'est ainsi que l'on cause toujours dans les romans *Rougon-Macquart*.

Dans ces neuf volumes qui ont la prétention de nous peindre tels que nous étions hier, vous ne rencontrerez pas un seul de ces paradoxes qui font le sel des conversations littéraires, morales, politiques ou simplement

mondaines. Je me trompe. Claude Lantier, un adolescent, qui sera un jour par le pinceau ce qu'est Émile Zola par la plume, expose que tout le drame humain se résume dans la lutte des Maigres et des Gras. « En principe, dit-il, un Gras a toujours horreur d'un Maigre, si bien qu'il éprouve le besoin de l'ôter de sa vue à coup de dents et à coups de pieds. » Est-ce assez profond ? Assez original ? Et lorsque Claude Lantier avoue que le « Gras, tant qu'il n'a pas vieilli, est un être charmant », peut-on ne point se pâmer d'aise? Jamais l'esprit français n'a rien trouvé d'aussi piquant, du moins dans les écrits de M. Zola. Et comprenez bien, je ne fais pas un crime à l'auteur des *Rougon-Macquart* d'être lui-même peu spirituel ; je m'exaspère de ce qu'il n'aperçoive pas l'esprit des autres, celui de la foule, de l'ouvrier des faubourgs comme de l'artiste, de la mondaine comme de l'homme politique. Je m'indigne de l'entendre dire qu'il a peint la société parisienne quand il l'a dépouillée de ce trait caractéristique. Allez donc faire le portrait ressemblant d'une jolie femme lorsque vous enlevez à ses lèvres toute expression ou gaie, ou sensuelle, ou moqueuse, ou caressante !

Si je me mettais à citer la dixième partie des contresens commis par M. Zola lorsqu'il se fait l'historiographe de nos mœurs, je n'en finirais pas. A cet égard comme à bien d'autres, *Nana* est son chef-d'œuvre. Sans avoir fréquenté plus que l'auteur le monde très particulier qu'il s'est avisé de peindre, on peut relever dans son tableau maintes erreurs inexplicables. En voici une qui n'est pas un simple détail mais qui remplit bien des pages. Éprise d'un de ses camarades, Fontan le velu, Nana lâche son comte Muffat et se met à vivre d'amour et aussi de promenades du soir sur le trottoir du boulevard. Cela déjà est raide. Mais dans cet infâme

métier qu'elle pratique en face du théâtre, où, il y a peu de semaines, elle mettait tout Paris en émoi, personne ne la reconnaît. Aucun des habitués de l'asphalte ne souffle à son ami le nom fameux de la fille qui vient les provoquer par ses agaceries. Elle passe et repasse incognito et souvent inutilement, elle, qui n'a rien perdu de sa beauté capiteuse ; elle, une célébrité des planches, ce qui, pour les Français, est le plus vif de tous les charmes ; elle, la blonde Vénus, que se disputaient hier les chambellans et les altesses royales et pour qui les fils de famille se poignarderont demain ou bien commettront des faux. Qu'en dites-vous ? Ah ! j'oubliais qu'ils voudront tous l'épouser afin de ne plus la partager avec personne. C'est ça qui doit donner à l'étranger une idée bien juste, soit de la bêtise de nos jeunes gens et de nos braves officiers, soit peut-être aussi de la toute-puissance du sacrement à Paris, puisque aux yeux de ces messieurs le sacrement suffirait pour transformer soudain une Nana en une épouse chaste et fidèle !

On n'a jamais entassé plus d'invraisemblances énormes. Tous les romans de M. Zola en débordent, d'ailleurs. Sans parler de *la Faute de l'abbé Mouret* qui se passe dans un pays chimérique, au Monomotapa peut-être, mais non assurément en Provence ni en Europe, je demande en quelle contrée sauvage un jeune homme voulant préparer un nid d'amour où il puisse attirer la femme qu'il espère séduire, ira installer ce nid juste à deux pas de chez elle, dans un quartier dont les habitants clairsemés la connaissent tous de vue et de nom, dans une masure que fréquente son mari, un médecin? Cet imbécile de jeune homme, répondant au nom de Malignon, doit le jour au réaliste Zola. Attendez. Hélène Mouret, ayant appris l'heure et le lieu du premier rendez-vous, en prévient le mari par une lettre anonyme ; puis, saisie d'horreur à la pensée de la lâcheté

qu'elle a commise et qui est d'autant plus indigne que la jeune femme est son amie, elle accourt avant lui ; elle entre — sans aucune difficulté — dans la chambre où sont enfermés les amants, encore innocents, elle les avertit du danger, elle les fait partir. Ensuite, au lieu de les accompagner, elle reste là ; elle reste seule dans l'appartement du beau Malignon ; elle y reste jusqu'à l'arrivée du mari, qu'elle aime mais dont elle n'est pas la maîtresse. Pourquoi l'attend-elle ? Comment pourra-t-elle lui expliquer et sa présence en ce lieu et l'envoi de la lettre anonyme ? Bagatelles que tout cela ! Elle reste, sans savoir elle-même pourquoi, mais enfin elle reste. Ainsi agissent les dames françaises honnêtes et chastes, quand elles sont douées d'un grand sang-froid et d'une raison très ferme, car ce sont là les traits distinctifs du caractère d'Hélène Mouret.

Elle est drôle, cette Hélène. Mais les dames japonaises qui, allant au bain, traversent les rues sans porter même la ceinture de Vénus, nous paraissent bien drôles aussi. Tout ici-bas est coutumes, mœurs et usages. Les femmes du Japon ont les leurs et les femmes de France en ont d'autres, et les femmes des Rougon-Macquart d'autres encore.

III

M. Zola ayant la prétention, justifiée ou non, d'écrire l'histoire naturelle et sociale d'une famille, il n'y a probablement aucune témérité de ma part à supposer que d'après lui, comme de l'avis de tous, un roman est une histoire, d'un genre particulier sans doute, mais enfin une histoire qui raconte par quelles péripéties, fatales peut-être, rationnelles en tout cas, un homme ou un groupe d'hommes se trouve à la fin dans une situation assez différente de celle du commencement.

On peut être un grand romancier sans suivre le vaste plan d'ensemble dont on juge à propos d'entretenir le public ; on peut l'être encore, par la puissance de l'imagination, sans connaître bien exactement le monde dont on parle ; on ne peut l'être, en aucun cas, si l'on se montre incapable non seulement d'intéresser par un récit où se peignent vivement les hommes et les choses, mais aussi et surtout de dérouler les événements et les caractères suivant leur logique secrète. Il faut au romancier une certaine dose de talent dramatique. Ici Balzac est étonnant. M. Zola l'est-il aussi ? Une revue rapide de ses neuf romans nous permettra de répondre à cette question.

Je commence par les volumes qui se rattachent à l'histoire politique de l'Empire.

Le chapitre de M. Ténot que M. Zola a mis en coupe pour la *Fortune des Rougon*, lui a fourni une solide charpente bien capable de porter sa double fiction, la délicieuse idylle de Silvère et de Miette et le complot scélérat de Félicité. Si l'exécution répondait à la conception, ce volume serait un chef-d'œuvre. Mais alourdi par d'innombrables détails généalogiques, le récit est en outre haché comme à plaisir. On nous montre d'abord deux enfants inconnus se promenant amoureusement enlacés et rencontrant par hasard la troupe des insurgés. Puis, pendant plus de cent pages, on nous dit les origines et les destinées et les crimes et les appétits des Rougon-Macquart, depuis l'an 1787 jusqu'au moment où les insurgés, ayant en tête Miette avec son drapeau, pénètrent dans la ville endormie. Alors M. Zola revient aux deux enfants, remontant longuement aux premiers jours de leur affection. Ayant enfin, bien après le milieu du volume, achevé son exposition, il ramène Silvère et Miette auprès des insurgés, et l'histoire commence à marcher, il faut le dire, d'un pas vif et rapide. C'est

très intéressant. C'est parfois saisissant, empoignant, par exemple lorsque Félicité entreprend d'amener les inoffensifs républicains de Plassans, sous la conduite de son beau-frère, le traître Macquart, devant la porte de l'Hôtel de Ville pour que son mari les puisse fusiller à bout portant. Sachant que le crime a réussi à Paris, elle comprend qu'on peut tout oser impunément et que celui qui osera le plus obtiendra aussi la récompense la plus éclatante. Cet épisode est une pure création de M. Zola et une création à la fois puissante et humainement vraie. Pourtant, à cette heure décisive, d'où dépend la fortune des Rougon et celle aussi du roman, il y a dans le récit un vide, un trou à peine dissimulé. Il s'agit d'amener le rusé coquin Macquart à rendre ce service de Judas aux Rougon qu'il abhorre. De convictions politiques il n'en a certes point, mais sa haine est intense. Et puis, qui le garantit lui-même contre la mort à laquelle il doit conduire ses amis? Il se jettera de côté lorsque Rougon fera ouvrir les portes de la mairie, répond M. Zola, comme si Macquart pouvait deviner d'où partiront les coups des assassins. On lui a promis, il est vrai, un billet de 1,000 francs : c'est fort alléchant. Mais qui sait mieux que lui ce que valent les promesses des Rougon? Comment donc peut-il se fier à celle-ci? Qu'on relise son entrevue avec sa belle-sœur et l'on verra que la difficulté est tout simplement escamotée. A vrai dire, je crois qu'elle était insoluble. Nous touchons ici à un trait particulier du talent de M. Zola. Lorsque, pour arriver au but qu'il se propose avec obstination, il a absolument besoin d'une rencontre impossible (c'est ici le concours de Macquart au triomphe des Rougon), il force cette rencontre en dépit du bon sens. A ces moments-là il interprète le document humain avec la désinvolture d'un vieux procureur. Il faut bien que le roman s'achève! C'est que M. Zola conçoit le début

et la fin de son œuvre sans avoir une notion quelconque du milieu. La fin chez lui n'est pas le dénouement naturel d'une situation; c'est un but prescrit à l'avance que ses personnages doivent atteindre n'importe comment.

La *Conquête de Plassans*, le moins lu des romans de la série Rougon-Macquart, n'en est certes pas le plus mauvais. On y trouve une étude assez fouillée des mœurs du clergé et des luttes ardentes qui divisent une petite ville de province. Les lents et incessants progrès de l'abbé Faujas dans la prise de possession de Plassans, au profit de ses patrons occultes, et dans l'accaparement de la maison Mouret qui doit lui servir de base d'opérations, ces progrès presque invisibles sont marqués avec une grande habileté. Il me semble, toutefois, que la double intrigue, la double conquête amène M. Zola à fausser le caractère de l'abbé. Ce prêtre dur, impérieux, ambitieux, ne devrait pas être chaste seulement; il devrait être parfaitement désintéressé, car le désintéressement, comme la chasteté, sera pour ce frère de l'abbé Tigrane un moyen de parvenir et de gouverner. Je sais bien qu'il s'indigne de la cynique rapacité de sa sœur et qu'il défend avec fureur à sa mère d'emmagasiner ce qu'elle vole aux Mouret; mais il vit sans scrupule aux dépens de Marthe, s'installant, lui et les siens, chez elle, dans son jardin, dans son salon, à sa table. C'est un vulgaire parasite. Eh bien, ce prêtre-là me paraît trop orgueilleux pour vivre aux crochets d'une femme. D'ailleurs, s'il agit ainsi, la ville entière, bien loin de se laisser subjuguer, s'ameutera contre lui, car en province on juge sévèrement les étrangers qui rongent l'héritage d'une famille. D'autre part, sans doute, si Faujas n'est pas le parasite de la femme, le mari, atteint de folie, ne viendra pas le brûler tout vif. La haute société de Plassans perdra un spectacle

effrayant, nous n'aurons pas le tableau de l'incendie et le roman restera en l'air. M. Zola tient à cette catastrophe.

A propos de *Son Excellence Eugène Rougon*, je remarque de nouveau combien un fond historique est utile aux romans de M. Zola. Si je ne craignais d'exciter sa colère, je le rangerais parmi les écrivains « gras » qui ont une chair surabondante, fortement colorée, mais une chair molle, aux contours indécis et parfois monstrueux parce que l'ossature fait défaut. Il ne trouve guère dans son imagination les éléments solides, fermes et durs d'un squelette. Qui est Eugène Rougon ? D'après la date de son ministère à poigne, ce serait le général Espinasse ; d'après celle de son ministère d'État, ce serait l'avocat Billault ; mais il est clair que M. Zola a fait poser devant lui un troisième personnage, un avocat de pays montagnard, dont il a copié la lourde encolure et reproduit l'étrange dialectique et la rhétorique pleine d'emphase. Quoi qu'il en soit, il vit, ce rude fils ou petit-fils de paysan. S'il sert l'Empire, c'est que tout ce qui est brutal lui plaît ; s'il sert le somnambule Napoléon III, c'est qu'il est, lui Rougon, « de la bande qui l'a fait ». Quand il succombe d'abord dans son duel avec l'aventurière Clorinde parce qu'il n'a que sa force et qu'elle « parbleu ! elle a autre chose », on sent bien qu'il prendra sa revanche. Il a sa force, mais il a aussi sa souplesse. L'Empire libéral ne pourra pas plus se passer de lui que l'Empire proscripteur. Il y a donc beaucoup de talent dans ce livre. Malheureusement, au moment décisif, nous nous heurtons à une invraisemblance choquante.

La première disgrâce de Rougon dure depuis bien longtemps ; ni ses amis, ni lui-même, ni l'auteur ne découvrent le moyen de le faire rentrer au pouvoir, ce qui cependant est urgent pour les uns et les autres. Le

hasard s'en mêle. Rougon est informé en termes précis du complot Orsini vingt-quatre heures avant l'attentat. Il devrait, semble-t-il, courir à l'empereur, lui montrer que seul, malgré sa disgrâce, il veille sur les jours sacrés de Sa Majesté, et puis attendre patiemment la récompense de son beau zèle. Non, ce n'est pas possible : l'empereur ne se rendrait pas le lendemain à l'Opéra et le roman se trouverait en contradiction flagrante avec des faits d'une notoriété universelle. Rougon, d'accord avec M. Zola, tiendra cette information très certaine comme non avenue. Il faut que Napoléon III ait peur pour tout de bon : quand il aura bien tremblé, il ne manquera point, paraît-il, d'appeler l'homme qu'il néglige depuis deux ans. Mais si le complot aboutissait? Si l'empereur tombait avec l'impératrice sur les degrés de l'Opéra? Si, au milieu de la stupeur générale, les républicains s'emparaient du pouvoir ? Ou si quelques généraux proclamaient soit le comte de Chambord, soit le comte de Paris ? Ou bien encore si Napoléon III, resté sain et sauf, finissait par apprendre l'abominable conduite de Rougon, connue d'un ou même de deux complices ? Bah ! s'est écrié le fils de la vieille Félicité, il y a une Providence ! Puis il a pris ses cartes et fait une patience qui lui réussit. Sa machiavélique combinaison lui réussit également, grâce à la Providence. Cela n'est pas fort étonnant, puisque dans un roman il n'y a d'autre providence que le bon plaisir de l'auteur, et qu'ici l'auteur a ses raisons de vouloir le succès de Rougon.

Comme les trois livres dont je viens de parler, le *Ventre de Paris* a la prétention d'être un roman politique. Mais ce titre si avenant cache plutôt un guide volumineux à travers les halles centrales, où se fait, paraît-il, la digestion de l'immense cité. C'est là une des principales découvertes de M. Zola. A côté de cette

longue description il raconte l'histoire de Florent, proscrit de décembre qui, échappé de Cayenne à travers mille périls, se met à conspirer, en véritable innocent, avec une demi-douzaine d'agents provocateurs. Pour que les aventures de Florent se rattachent aux halles, il est indispensable qu'il se fasse nommer inspecteur du poisson. Rien ne répugne à sa nature loyale et à ses haines légitimes comme d'accepter son pain des mains du gouvernement impérial. Il refuse énergiquement, mais on insiste, car il faut bien que M. Zola écrive le *Ventre de Paris;* et un soir, chez son frère le charcutier, Florent, jusque-là indomptable, alangui soudain par les parfums du boudin et du saindoux, se sentant à fleur de peau mille chatouillements de graisse naissante, s'écriera : « Non ! c'est trop bête à la fin. J'accepte. » Désormais le livre marchera sans encombre. Passons.

IV

Passons aux romans d'amour, à ceux qui nous font assister aux faiblesses, aux chutes d'une jeune femme ou bien aussi d'un jeune prêtre.

M. Zola, vous ne l'ignorez point, a inventé le roman expérimental. Il le dit, et, si vous en doutez, vous n'avez qu'à lire la *Faute de l'abbé Mouret*. Étant donné un prêtre de vingt-cinq ans qui, au sortir d'une fièvre cérébrale, a si bien perdu la mémoire qu'il ne lui reste aucun souvenir de son caractère sacerdotal, qu'arrivera-t-il si, pour sa convalescence, on l'enferme au printemps dans un parc immense, le Paradou, sans aucune autre compagnie qu'une jeune fille de seize ans, fort jolie, dépourvue de tout préjugé et déjà amoureuse de lui ? Tel est le problème qu'a tâché de résoudre expérimentalement le docteur Pascal Rougon, qui représente en physiologie M. Zola, de même que Claude Lantier le

représente dans les questions d'art. Sans être précisément un Claude Bernard II, on peut, je crois, prévoir à coup sûr le résultat d'une pareille convalescence. Il était même assez inutile de faire intervenir ici comme réactif « les pierres gonflées de passion », ni « l'air ayant un goût de fruit », ni même l'arbre mystérieux qui « avec sa langueur d'alcôve, avec son balbutiement d'amour à peine distinct, tombant brusquement à un grand spasme muet, confie à l'oreille d'Albine ce que les mères murmurent aux épousées, le soir des noces ». Sans tous ces ingrédients-là, on aurait pu écrire à l'avance ces six mots pleins de majesté : « Albine se livra. Serge la posséda. »

Et après ? Car enfin, c'est ici que l'expérience devient vraiment intéressante et peut amener des résultats inattendus. Après ? — S'étant écrié : « Je suis guéri, tu m'as donné toute ta santé », l'abbé recouvre la mémoire ; il se rappelle subitement qu'il est prêtre, curé de la paroisse des Artaud, desservant de cette église qu'il voit, à travers la brèche, avec des moineaux sous les tuiles. Sans perdre une minute, il court s'enfermer dans son presbytère. Albine l'y relance bientôt : la pauvre enfant sera mère l'hiver prochain. Qui l'emportera de l'amant ou du prêtre ? M. Zola n'en sait rien. Cela dépendra de la grâce, car M. Zola paraît croire à l'efficacité de la grâce quand la grâce peut le tirer d'embarras. Cela dépend aussi des odeurs. Celles de la campagne des Artaud sont enivrantes ; l'abbé qui les respire retourne, le bréviaire sous le bras, joindre sa maîtresse au Paradou. Mais au Paradou l'automne règne avec ses fadeurs. L'abbé s'aperçoit alors qu'il a « de l'encens jusque dans le dernier pli de ses organes ». Le voilà redevenu prêtre et chaste à jamais.

La *Faute de l'abbé Mouret* en est à la dix-septième édition. Si j'étais M. Zola j'en éprouverais un véritable

désespoir. Il n'y a plus moyen de retirer de la circulation ce livre où se trouve entassé plus de ridicule qu'il n'en faudrait pour compromettre la réputation de vingt écrivains d'un talent bien supérieur à celui de l'auteur des *Rougon-Macquart*.

La *Curée*, fort ennuyeuse dans les parties consacrées aux spéculations de Saccard et aux fêtes débraillées de l'Empire, doit toute sa réputation aux amours de Renée avec l'insipide Maxime, le fils de son mari. Si l'auteur accumule ici des scènes d'une luxure presque bestiale, il sait peindre également d'un pinceau énergique ce que l'inceste communique à la passion d'excessif et d'effréné, et ensuite le vide morne et effrayant qu'il laisse après lui. C'est pour placer ces tableaux que le livre a été composé. Mais comment Maxime et Renée arrivent-ils à l'inceste? L'événement est, Dieu merci, assez rare pour qu'on se donne la peine de nous l'expliquer.

A trente ans, Renée qui « a mordu à toutes les pommes » s'ennuie prodigieusement et quête des jouissances inconnues. De son côté, Maxime, vieillard de vingt-deux ans environ, déclare « qu'il en a plein le dos » des amours ordinaires. Lui qui a séduit une domestique, lui qui soupe avec des filles, lui qui n'a jamais encore goûté au fruit de l'adultère, fruit d'une saveur toujours âpre même lorsqu'il se cueille aisément, il en est à rêver, dit-il de son air le plus fat, d'être aimé par une religieuse afin de ne pouvoir penser à sa maîtresse sans commettre un crime. Je veux bien prendre au sérieux les airs blasés de ce petit jeune homme et reconnaître que sa belle-mère et lui sont en bonne voie. Encore faudra-t-il quelque circonstance exceptionnelle qui les jette dans les bras l'un de l'autre presque à leur insu. Prendre un livre pour entremetteur, c'était bon au temps de la Francesca. Il faut autre chose, et c'est ici que le romancier doit faire ses preuves d'une connais-

sance profonde du « document humain ». M. Zola invente... le cabinet particulier, le salon blanc du café Riche! Le cabinet particulier, c'est paraît-il le fruit défendu. Cette pensée déjà donne à Renée un délicieux frisson. L'odeur de poussière pénétrante et comme religieuse qui se dégage du tapis de l'escalier redouble son émotion. Le large divan lui cause une sorte de gêne, mais une gêne délicieuse. Sur la nappe damassée, il passe un souffle d'adorable débauche... Dès qu'elle aura soupé, vous le comprenez, Maxime n'aura qu'à tendre les bras machinalement, sans songer à mal, comme il a l'habitude de le faire pour les jeunes personnes qu'il amène en ce lieu, et Renée s'y laissera glisser, et ils ne se relèveront qu'après avois commis une infamie.

Si Renée, tout en étant corrompue autant qu'elle l'est, se trouvait être une petite provinciale entrant pour la première fois dans un de ces lieux « suspects et charmants », je ne dis pas que la chose n'eût pu se passer de la sorte. Mais Renée appartient au monde où l'on vit, où l'on soupe. Elle avoue, me semble-t-il, quatre amants de ce même monde qui se sont succédé dans ses faveurs. Elle a aussi le souvenir d'une amourette de trottoir avec un employé dont elle n'a pas su le nom, et qui, l'ayant suivie, a été récompensé sur l'heure même. Très souvent elle ne rentre pas pour le dîner, sans qu'on s'en inquiète. Et cette femme de trente ans, si expérimentée, n'a jamais mis les pieds dans un cabinet particulier! Car c'est bien ainsi que l'entend M. Zola. Il ignore donc son Paris au point de ne pas se douter que des femmes n'ayant figuré dans aucune aventure galante connaissent ces lieux de perdition et qu'un de leurs premiers caprices pendant la lune de miel a été de s'y faire conduire par leur mari? Malheureuse Renée! si l'un de ses quatre ou cinq amants avait eu pour elle la même complaisance, ni l'odeur pénétrante et reli-

gieuse du tapis, ni le souffle d'adorable débauche qui passe sur la nappe n'auraient fait d'elle une Phèdre moderne. A quoi tiennent pourtant nos destinées ?

Quelque autre circonstance l'eût fait tomber tôt ou tard, dites-vous. Fort bien ! Mais c'est tout juste cette autre circonstance qu'il fallait nous raconter.

Une page d'amour est l'idylle parisienne au même titre que *la Faute de l'abbé Mouret* est l'idylle provençale. M. Zola veut décrire comment une honnête femme, après une violente secousse de la passion, retrouve la pleine possession d'elle-même. Il faut qu'elle succombe, mais que cette chute ne la trouble point assez pour l'entraîner plus loin. Elle se relèvera sur-le-champ, déjà presque calmée. Il s'agit d'Hélène Mouret. Vous vous rappelez que nous l'avons laissée dans l'appartement du beau Malignon, restant là, on ne saura jamais pourquoi, jusqu'à ce que survienne le docteur Deberle, qui s'attend à trouver sa femme en conversation criminelle. Hélène et le docteur se sont avoués depuis longtemps qu'ils s'aiment. Quand il la rencontre ici, il s'imagine, avec la suffisance et la bêtise d'un amoureux, que c'est pour lui donner un premier rendez-vous qu'elle lui a écrit une lettre anonyme. Elle ne le détrompe pas et elle s'abandonne. Oui, ici, dans l'appartement du fat Malignon, qui d'un instant à l'autre peut rentrer et les surprendre, car les portes (Hélène le sait) ferment très mal. Ici, dans la pièce d'où vient à peine de sortir la femme du docteur, son amie, qui y était venue jouer avec le danger par curiosité perverse, et qui, sans son intervention souverainement opportune, se trouverait, à cette heure même, là où elle se trouve. L'odeur de verveine de l'une n'a pu encore chasser l'odeur de musc de l'autre. Et tout ce qu'il y a chez Hélène de pudeur ne proteste point? Et elle ne s'écrie pas : « Oui, à toi quand tu voudras, où tu vou-

dras, mais pas ici ! pas ici ! » Cela est monstrueux. Ah ! si Hélène était une de ces femmes « saiges et advisées » dont les ruses remplissent les fabliaux du moyen âge et les contes de La Fontaine, nous comprendrions à merveille : elle aurait joué un tour impayable à l'autre couple en le chassant du nid pour s'y blottir elle-même avec son galant; et ce qu'il y aurait de plus comique, c'est que son galant serait le mari de l'autre, de la jolie brune douillette qui s'en va toute penaude à côté du piteux Malignon. Hé ! du tout. Nous sommes en présence d'une honnête femme, droite, franche, chaste, car jamais rien ne l'a encore souillée. M. Zola me paraît impardonnable de n'avoir pas compris qu'une pareille scène, si elle ne tourne pas en gauloiserie, est tout simplement odieuse.

Mais voici qu'il nous jette dans un nouvel étonnement. Au bout de trois à quatre heures, « quand Hélène revient chercher ses souliers devant le feu, elle pense que jamais ils ne s'étaient moins aimés que ce jour-là ». Remarquez-le, ils s'aiment d'une passion profonde qu'ils contiennent et combattent depuis plusieurs mois. Bien loin de se livrer à l'emportement brutal qui effraye et révolte la femme, Deberle vient de se montrer doux, affectueux, très tendre, entourant d'abord de soins touchants son amie mouillée et transie par l'orage et ne se laissant aller que lentement et timidement à des caresses. Pendant ces longues heures, « pendant l'enivrement qui succède au plaisir », comme dit Musset, ils ont dû se confesser l'un à l'autre tous les secrets d'amour qui faisaient éclater leurs cœurs trop pleins et qui en débordent maintenant délicieusement. Et Hélène n'éprouve aucune joie? Elle sort de là plus froide que les jours où ils échangeaient devant le monde un timide regard? Il lui semble que cette fois ils se sont bien peu aimés ! C'est à n'y rien comprendre. Lorsqu'une femme

se livre par caprice ou par curiosité, elle doit éprouver, je pense, ce désenchantement. Tout à l'heure, quand Mme Deberle, poussée chez Malignon par une vague idée de débauche, s'apercevait qu'il faudrait bien qu'elle allât jusqu'au bout de cette stupide aventure, « ce fut, nous disait M. Zola, une des minutes les plus désagréables de son existence ». Très juste! Mais entre le cas de Mme Deberle et celui d'Hélène il y a un abîme : pourquoi leur prêtez-vous des sensations analogues? Vous qui parlez sans cesse de l'odeur de la femme, n'avez-vous donc aucune intelligence de son âme? Au commencement de l'entrevue des amants, vous attribuez à Hélène, contre toute vraisemblance, une absence de pudeur, une indélicatesse intolérable, et à présent, contre toute vraisemblance aussi, vous lui donnez une nature insensible, éthérée, dédaigneuse des voluptés de l'amour. Cette froideur ne se justifierait que si, par suite de scrupules religieux ou au nom d'un idéal moral, Hélène se reprochait sa faiblesse. Si elle croyait avoir irrité le Créateur, ou si elle pensait qu'en se donnant sans réserve à un homme qui ne peut lui appartenir tout entier, elle s'est avilie, puisque tout partage avilit la femme, elle pourrait et elle devrait, en effet, ressentir en ce moment une tristesse dont l'amertume empoisonnerait son bonheur. Mais Hélène n'est pas dévote, et, de même que tous les autres personnages de M. Zola, Hélène s'inquiète peu des raffinements de la morale. Veuve et par conséquent maîtresse de sa personne, elle ne se reproche point d'en avoir disposé à son gré. Il n'y a chez elle aucune trace de scrupule, « ni joie, ni remords », nous dit-on. Dès lors, sa froideur, son mécontentement, sa déception après les heures qu'elle a passées dans les bras de son amant, ne s'expliquent d'aucune manière au point de vue de la vérité psychologique, au point de vue de la nature humaine. Au

point de vue du roman, c'est tout autre chose, j'en tombe d'accord. M. Zola ne pouvait absolument pas la laisser s'engager davantage dans sa passion, car il avait décidé qu'à la fin du volume, vingt-deux mois plus tard, elle pêcherait tranquillement à la ligne aux côtés d'un brave négociant retiré des affaires. Cela était écrit dans le livre des destinées de la famille Rougon-Macquart. Or, comme M. Zola a introduit dans la composition littéraire l'utile principe que la fin justifie les moyens, il s'est cru autorisé à rendre subitement anémique la passion d'Hélène Mouret.

V

Nous arrivons aux deux volumes par lesquels l'auteur des *Rougon-Macquart* s'est imposé violemment à l'attention du public, l'*Assommoir* et *Nana*.

Il y a dans l'*Assommoir*, nous dit-il, un essai « philologique » et une « étude sociale ». L'essai philologique consiste dans la tentative d'écrire un roman en une langue aussi populaire et parfois aussi canaille, aussi malpropre, que les personnages mis en scène : j'y reviendrai. L'étude sociale a pour objet « la déchéance fatale d'une famille ouvrière dans le milieu empesté de nos faubourgs ». Il m'est impossible de ne pas rappeler que, pour les deux éléments de l'*Assommoir*, l'auteur a puisé à pleines mains dans le livre de M. Denis Poulot : *Le Sublime, ou le Travailleur comme il est en* 1870 *et ce qu'il peut être*. La substance de la première partie de ce livre, avec ses croquis extrêmement vivants, avec sa liste de sobriquets, avec son vocabulaire, a passé dans le roman. On se contente en général de citer le fait que M. Zola a copié textuellement dans le *Sublime* la seule conversation politique de tout son faubourg et le cata-

logue de la petite bibliothèque de Lantier. Mais il a emprunté à son devancier les types, les caractères, le costume, le langage, le milieu. Sans le *Sublime*, bien certainement, l'*Assommoir* n'existerait pas. Il y a une grande différence, sans doute, entre les deux auteurs : M. Poulot connaît et décrit à côté des « sublimes », à côté d'un Coupeau et d'un Lantier, d'un Mes-Bottes et d'un Bibi-la-Grillade, une foule d'ouvriers sobres, rangés, travailleurs, très polis, très intelligents, cherchant à s'instruire, ne reculant devant aucune dépense pour donner de l'instruction à leurs enfants, tandis que l'œil de M. Zola n'aperçoit partout que vice, corruption, malpropreté physique et morale. Son seul brave homme, Goujet, est un grand nigaud. Si les ouvriers de Paris ressemblaient en majorité à ceux qui peuplent l'*Assommoir*, tous avilis et n'ayant même plus l'insolence mordante du pâle et maigre voyou, Paris ne serait plus Paris, mais je ne sais quelle morne cité, quelque chose comme une immense Croix-Rousse, mais une Croix-Rousse dégénérée qui aurait abandonné ses traditions de sobriété et où ne règnerait plus ni la passion politique des canuts ni la sombre dévotion des affiliés à Saint-Joseph.

Il est arrivé, d'ailleurs, à M. Zola pour l'*Assommoir* ce qui lui arrive toujours lorsqu'il peut s'appuyer sur autrui. Son récit a pris de la fermeté et de la vigueur. L'imagination de l'auteur des *Rougon-Macquart* rappelle ces plantes à la végétation molle quoique exubérante, qui, abandonnées à elles-mêmes, s'affaissent en un épais amas feuillu et charnu, et qui, s'accrochant à un mur, peuvent s'élever, grandir et s'étendre au loin. Tandis que le *Ventre de Paris* ou l'*Abbé Mouret* nous offre un tableau d'une uniformité fatigante, qu'une sorte de mouvement d'horloge place en vain sous des jours différents pour lui donner une apparence de vie, l'*Assommoir* nous présente une histoire qui se déroule et progresse.

M. Zola ne l'eût pas dit à M. de Amicis (1) que je l'aurais deviné sans peine : ce sont les scènes de *delirium tremens* qu'il a conçues tout d'abord. Ayant été témoin d'accès de cette affreuse maladie et ayant pris ses notes, il a résolu que sa famille d'ouvriers y arriverait « fatalement ». La famille, c'est à l'origine Gervaise et Lantier. A Plassans, dans le tout premier volume, Gervaise est déjà portée furieusement aux liqueurs, vidant volontiers le soir avec sa mère un litre d'anisette. Si on la laissait continuer, le *delirium tremens* ne tarderait guère. Mais il faut la matière d'un volume. On supprime donc cette première période d'ivrognerie de Gervaise et on nous la montre, à Paris, très sobre, acceptant bien une prune chez le père Colombe, mais « laissant la sauce ». En même temps qu'il la débarrasse de son vice, M. Zola la sépare de Lantier, qu'il a connu, dit-on, en chair et en os et qui est en tout cas une des figures les mieux réussies de son album de photographies. Lantier a toutes les corruptions, mais il est trop fin pour se laisser jamais dominer par l'alcool ; ce n'est pas lui qui finira dans un cabanon de Sainte-Anne. Il faut donc l'écarter. Coupeau le remplace, le gentil ouvrier zingueur, et Gervaise et lui vivent très heureux pendant trois à quatre ans. Vous savez comment Coupeau se débauche : il tombe d'un toit, se laisse dorloter, traiter en enfant gâté, et quand il est rétabli, il a la fibre molle, il craint l'ouvrage ; le cabaret le réclame. Mais tant que Gervaise ne faiblira pas, la famille ne saurait déchoir profondément. Pour que Gervaise faiblisse à son tour, pour qu'elle suive son mari sur la pente qui conduit à Sainte-Anne et que même elle l'y pousse, il faut évidemment que chez elle la femme commence par s'avilir en se partageant entre Coupeau et un

(1) *Souvenirs de Paris et de Londres.*

autre. Or, la situation étant telle que la décrit M. Zola, un seul amant est humainement possible, le brave Goujet, qui adore Gervaise et qui en est aimé. Seulement Goujet ne consentira jamais au partage, il ne la prendra que pour en faire sa femme, dût-il s'expatrier avec elle. Il ne semble pas qu'une autre issue soit possible. Acculé à cette impasse, M. Zola, nous le savons, a passé bien des jours dans l'agitation et le mécontentement : la famille d'ouvriers ne se laissait pas empester, elle tournait le dos au *delirium trémens!* Un matin, tout à coup, un rayon d'en haut illumina son esprit. Il poussa un cri de joie, son roman était fait. Par un véritable coup d'État, il ramène Lantier, l'introduit dans le ménage, lui donne une chambre communiquant avec celle de Gervaise, et c'est Coupeau qui le veut, Coupeau qui pourtant sait tout! Il serait difficile de découvrir dans un autre roman du XIXe siècle une page aussi radicalement fausse que celle où a lieu ce revirement subit et absurde. Il n'y a qu'une page, en effet, et très courte. Le zingueur, apercevant le chapelier de l'autre côté de la rue, sort de la boutique pour se jeter sur lui. Les deux hommes se provoquent, se menacent, s'injurient, d'abord avec brutalité, puis « d'un ton où perçait une pointe de tendresse ». Cependant Coupeau empoigne brusquement Lantier — et l'emmène dîner chez lui, où l'on fait tout juste bombance avec des voisins. « Il dit simplement : C'est un ami. »

Soyons amis, Cinna, c'est moi qui t'en convie!

Désormais nous pouvons être sans inquiétude, Gervaise roulera jusqu'au fond. Ainsi le veut une très étrange « fatalité ».

Vous ne rencontrerez aucune page de ce genre dans *Nana*, parce que dans *Nana* il n'y a point d'histoire du tout. Sauf ses débuts au théâtre, qui la lancent décidé-

ment dans la haute galanterie, et sauf son éclipse avec Fontan derrière les hauteurs de Montmartre, il n'y a dans la vie de l'héroïne d'autres événements que la succession monotone de ses amants et parfois leurs rencontres imprévues dans sa chambre à coucher, quand elle oublie de pousser le verrou. Elle en reçoit tant, que M. Zola lui-même ne s'y reconnaît pas toujours. Elle et lui en perdent en route. Le petit Georges, dit Zizi, est tellement oublié après son coup de ciseaux dans le cœur que lorsqu'on apprend ensuite sa mort, on est tout surpris non pas qu'il soit trépassé, mais qu'il ait encore vécu. Quant à son frère Philippe, élégant officier qui a volé et commis des faux pour acheter de petits cadeaux à la courtisane, il faudrait le faire comparaître devant un conseil de guerre. Mais cela distrairait l'attention, amènerait une action dans un livre qui ne peut ni ne doit en avoir. Par un procédé de justice militaire dont il garde le secret, M. Zola lui ouvre les portes de la prison, — simplement, comme Coupeau ouvre à Lantier la porte de la chambre de sa femme, — et l'on n'en parlera plus. Une foule d'autres personnages qui s'installent largement au début disparaissent dans une sorte de brouillard. La comtesse Sabine est une ombre, pareille aux ombres que son mari voit se dessiner sur les rideaux de Fauchery, la nuit qu'elle passe en chemin de fer. Sa fille Estelle, si menaçante dans sa sécheresse virginale, n'apparaît que pour s'évanouir. Le marquis de Chouard, que tout semble désigner d'abord comme un des acteurs principaux du roman, pouvait fort bien être mort et enterré, quand tout à la fin il apporte quatre billets de mille francs sur le lit d'orfèvrerie sculpturale que devrait payer son gendre. M. Venot, ce marguillier de la Madeleine, ce chargé d'affaires des sacristies, ce petit vieillard au visage terreux, aux yeux d'acier, devant lequel tout le

monde s'incline avec crainte, — qui n'aurait cru que M. Théophile Venot serait appelé à jouer un rôle important et ténébreux ? Il se contente d'accompagner Muffat, la première fois, jusqu'à la porte du boudoir et, dans les derniers temps, de venir l'y chercher de temps à autre. Pourquoi faire ? Nul ne le sait. Rien ne se tient dans cet ouvrage, un des plus mal composés de la littérature moderne, qui est tout ce qu'on voudra excepté un roman, excepté le récit du développement logique d'une situation ou d'un caractère. Les mêmes scènes s'y répètent indéfiniment, si bien que le livre pourrait être, avec une égale raison, dix fois plus long ou dix fois plus court.

Cela déjà irrite le lecteur ; mais en outre il se creuse en vain l'esprit pour découvrir la cause secrète de deux faits qui dominent tout et que M. Zola ne daigne point expliquer.

D'abord d'où vient le béguin (pardon du mot, mais il est approprié à la chose), le béguin de Nana pour le comte Muffat ? Il n'est ni beau, ni jeune, ni aimable, ni particulièrement riche. Son titre de chambellan de l'impératrice ne peut éblouir une fille qui connaît intimement l'héritier d'une monarchie puissante. Qu'est-ce donc qui l'attire ? Dès le premier jour elle ne veut entendre parler que de lui, elle le réclame impérieusement, et lorsqu'il s'approche elle s'émeut toute confuse et tout épanouie. Elle se défend durant six mois comme si elle avait peur de l'empire qu'il prendrait sur elle, puis elle lui accorde tout, quoique longtemps il ignore, dans sa naïveté de dévot, l'usage de témoigner sa gratitude en espèces sonnantes et trébuchantes. Elle lui fera certes des avanies plus tard, mais elle l'en consolera avec une sorte de tendresse maternelle, ne pouvant se résoudre à le « lâcher » définitivement. Et cependant auprès de lui elle n'éprouve point de plaisir !

Autre mystère. Qu'est-ce donc qui attache à Nana, par des liens indissolubles, Muffat lui-même et Georges et Philippe et Steiner et Vandeuvres et tous les autres, malgré ses infidélités de chaque jour, presque de chaque heure et, ce qui est bien pire, malgré ses mœurs immondes? C'est une belle femme, une blonde grasse, ce qui sous la plume de M. Zola apparaît comme le comble de la perfection ; elle a de vives carnations, une chevelure d'un fauve splendide. Mais enfin il est par le monde d'autres belles femmes, non moins blondes et non moins grasses, aux carnations tout aussi vives et à la chevelure également fauve. Il me souvient d'avoir entendu parler quelque part de ses gros membres de faubourienne. J'ignore si c'est une perfection de plus; mais en tout cas cette perfection-là n'est point introuvable en dehors de Nana. L'élégance lui fait défaut, et il ne semble pas qu'elle soit hors ligne non plus dans les manières canailles qui enchantent les vieux débauchés. D'esprit, elle n'en possède aucune trace, et d'ailleurs qu'en feraient les hommes de M. Zola? Elle n'a que son corps, avec ou sans les gros membres de faubourienne, et c'est dans son corps que le romancier devrait nous montrer le secret de sa magie, ce je ne sais quoi de capiteux qui enivre ses amants et qu'ils ne rencontrent pas ailleurs. Mignon paraît avoir eu ses idées là-dessus, si j'en juge par l'enthousiasme qu'il éprouve un jour à l'aspect des richesses accumulées dans l'hôtel de Nana et surtout à la pensée de l'art avec lequel elle les a acquises. Il s'exprime un peu autrement. Si ce passage a été écrit avec intention, et qui peut en douter? j'estime M. Zola d'une timidité ridicule. Il tenait en main un sujet de pure physiologie pornographique, et, au lieu de s'y lancer en plein, il a composé un roman très dégoûtant, je n'en disconviens pas, mais qui est rempli d'obscurités et de réticences.

M. Zola mérite le nom qu'on a donné à certains pauvres ; c'est un naturaliste honteux.

Si M. Zola recule devant la réalité, le talent dramatique dont il fait preuve dans ses volumes sur les *Rougon-Macquart* est bien incomplet. Dans les uns il n'y a pas d'action, et ce sont évidemment ses romans préférés ; dans les autres, à l'heure critique, le fil de l'action casse. Chez lui la création des caractères et le choix des scènes où ils doivent figurer ne sont pas dans une dépendance réciproque. Après qu'il a lancé ses personnages, ne sachant où les conduire, il les fait dérailler. C'est sa manière, à lui, de conduire un train.

VI

Au fond, les personnages de M. Zola et les incidents de leur existence sont de purs prétextes pour accrocher des tableaux, pour placer des descriptions. S'il était poète, il faudrait le ranger sans hésitation non loin de Delille. Il n'y a guère entre eux qu'une question de style, le chantre des *Jardins* croyant que rien ne fait voir les choses comme une habile périphrase, tandis que le chantre du *Ventre de Paris* tient pour le mot propre, et plus encore pour celui qui ne l'est pas du tout.

Nana est un recueil de morceaux choisis sur une première représentation, sur les coulisses un jour de pièce à femmes, sur une soirée dans le grand monde, sur un souper chez une petite dame, sur son hôtel et le mobilier de cet hôtel, sur les promenades nocturnes des filles qui n'ont point de carte. Dans l'*Assommoir*, vous trouvez une noce d'ouvriers, un enterrement, une forge, un lavoir, un atelier de blanchisseuse. La *Curée* permet à l'au-

teur de construire une serre telle qu'il la rêve et de dérouler une interminable série de tableaux vivants. *Une Page d'amour* a été écrite tout exprès pour utiliser une dizaine de ciels ; le *Ventre de Paris*, pour exposer des natures mortes ; la *Faute de l'abbé Mouret*, pour suspendre un vallon de Provence à l'aquarelle, un parc gravé à l'eau-forte, une messe dans une église de village, une basse-cour, un jeune prêtre en extase devant l'Immaculée-Conception, etc. M. de Amicis, à qui M. Zola a permis de jeter un coup d'œil sur ses notes de travail, en a trouvé d'ainsi conçues : « Ici vingt pages de description de telle chose ; là douze pages de description de telle scène à diviser en trois parties. » Un triptyque, évidemment. Le peintre travaille aux décors de l'église avant que l'architecte en ait dressé le plan.

Quel que soit d'ailleurs le sujet, des monceaux de légumes ou le public du théâtre des Variétés, la basse-cour de Désirée ou les salons de la comtesse Sabine, la triperie des Halles ou la cohue des boulevards, un verger abandonné ou Paris vu du Trocadéro, la boutique de la charcutière Lisa ou la chambre à coucher de sa cousine Nana, M. Zola ne connaît qu'un seul procédé, l'énumération, le catalogue. Avec la précision d'un commissaire-priseur, il enregistre chaque objet, petit ou grand, en notant la couleur et l'odeur de chacun, et arrivé à la fin de la liste, il est convaincu qu'il a composé un tableau.

Voici le parterre du Paradou, planté sous Louis XV et peint par le grand paysagiste Zola : des jasmins, des glycines, des lierres, des chèvrefeuilles, des clématites, des capucines, des haricots d'Espagne, des volubilis, des pois de senteur ; puis des silènes, des mignardises, des myosotis, des résédas, des muguets, des violettes, des lobélias, des sélaginoïdes, des némophilas, des saponaires, des juliennes de Mahon ; puis des agératum,

des aspérules, des mimulus, des phlox, des lins, des chrysanthèmes, des fraxinelles, des centranthus, des cynoglosses, des ancolies, des pieds-d'alouette, des mufliers, des schizanthus, des campanules, des asphodèles, des fenouils; puis des acanthes, des benoîtes, des rhodantes, des clarkia, des viscaria, des leptosiphons, des colinsia, des lagurus, des digitales, les lupins, des ricins; puis encore des pensées, des amarantes, des balsamines, des œillets, des verveines, des belles-de-jour; ensuite (car nous n'avons pas traversé la moitié du parterre comme le dit orgueilleusement Albine), des iris, des giroflées, des chardons, des sédum, des scabieuses, des pavots, des anémones, des daturas, des soucis, des renoncules, des jacinthes, des tubéreuses, des cinéraires; puis des pivoines, des fuchsias, des véroniques, des géraniums, des glaïeuls, des tournesols, des rhododendrons; puis des primevères, des pervenches, des tulipes, des calcéolaires, des zinnias, des pétunias, des héliotropes, et enfin des lis et des roses!

M. Zola s'est procuré, ce qui n'est pas très difficile, un catalogue de la maison Vilmorin, puis sans aucun souci de l'époque où les diverses espèces ont été introduites dans l'horticulture et moins encore des saisons où elles fleurissent, il en a copié les noms et il en a noté le port ainsi que les nuances de leurs fleurs. Chacune de ces quatre-vingt-deux plantes est accompagnée d'une ou de plusieurs épithètes. Les viscarias sont roses, les leptosiphons jaunes, les colinsias blancs; les chrysanthèmes sont pareils à des lunes pleines, des lunes d'or; les campanules lancent leurs cloches bleues à toute volée; les lierres sont découpés comme de la tôle vernie; les tournesols ont des troncs aussi gros que la taille d'Albine; les plantes grimpantes font songer à quelque fille géante, pâmée au loin sur les reins, renversant la tête dans un spasme de passion, dans un ruissellement de

crins superbes, étalés comme une mer de parfums. Ceci, par exemple, n'est point tiré du catalogue Vilmorin.

Il y a vraisemblablement dans ce procédé un héritage de famille. L'auteur de l'*Assommoir*, fils, dit-on, d'un ingénieur lombard, ignore peut-être qu'il n'est pas le premier à illustrer dans la littérature le nom de Zola. J'en ai découvert un autre, professeur à Novare vers la fin du XVIIIe siècle. Dans une très longue préface à un très petit manuel écrit en latin, Joseph Zola fait remarquer avec un vif sentiment de son mérite qu'il n'a pas rédigé une nomenclature aride, *nomenclaturam exsanguem et siccam*; puis il raconte que de peine il s'est donnée pour entourer de chair le squelette et transvaser du sang dans le cadavre de sa nomenclature. « On ne peut dire, s'écrie-t-il, ce qu'il en coûte, que de difficultés il y à vaincre, combien il y faut de génie, de labeur, d'habileté et de temps ! » Joseph, on le voit, travaillait déjà comme Émile. Mais revenons à celui-ci, au vrai Zola, à celui d'*Une Page d'amour*.

Hélène habite avec sa fille, au-dessus du Trocadéro, une maison d'où l'on découvre tout Paris. Dès que l'une d'elles éprouve une sensation de plaisir ou de peine, elle se met à sa fenêtre, et M. Zola nous décrit tout ce qu'elle aperçoit. Il ne nous fait grâce d'aucun détail. Il lui faut chaque fois le carré nu du Champ de Mars, la Seine, les quais avec la caisse jaune des omnibus ou un séminaire « qui y met une queue de soutanes »; puis les toits de la Manutention et ses cheminées; puis le pont des Invalides, le pont de la Concorde, le pont Royal; ensuite les tours de Notre-Dame, les futaies des Champs-Élysées, les verrières du palais de l'Industrie, la toiture écrasée de la Madeleine, la masse énorme du nouvel Opéra, la colonne Vendôme, Saint-Vincent de Paul, la tour Saint-Jacques, les lourds pavillons du nouveau Louvre, les Tuileries, le dôme des Invalides ruis-

selant de dorures, les tours inégales de Saint-Sulpice, les aiguilles de Sainte-Clotilde, le Panthéon et, dans le lointain, les Buttes de Montmartre et les hauteurs du Père-Lachaise. Suivant les changements d'humeur d'Hélène et de sa fille, le temps se modifie, la lumière produit des effets différents, et M. Zola, qui s'empresse de faire défiler toute la procession des monuments, transforme habilement les épithètes et les comparaisons. Un matin, c'est un Paris tout blond d'enfance : l'amour s'éveille comme un frisson dans le cœur d'Hélène. Un soir, une lueur de veilleuse brûle à la pointe des flèches, le dôme des Invalides se couche comme une lune, une nuée saignante, pareille à celles qui couronnent les volcans, monte sur Paris : Hélène a perdu la sérénité qui faisait sa force, et le souffle de la passion va dévaster son âme. Un autre soir, par un orage, il y a un flamboiement, une tombée d'or sur une ville de cristal, mais soudain la colonnade du Panthéon lâche des nappes qui menacent d'inonder les quartiers bas : c'est l'heure où, pieds nus, Hélène va reprendre ses souliers, trouvant qu'elle et lui se sont bien peu aimés. Puis, un jour d'hiver, Saint-Augustin, l'Opéra, la tour Saint-Jacques semblent des monts où règnent les neiges éternelles, et le Louvre avec les Tuileries dessine l'arête d'une chaîne aux sommets immaculés : définitivement apaisée, Hélène court acheter les cannes à pêche pour elle et son excellent second mari. On ne saurait qu'être touché de la délicate attention de M. Zola qui met l'atmosphère en harmonie constante avec les sentiments d'Hélène ; cela part d'un bon naturel. Je crains seulement que la continuelle intervention des monuments ne fatigue la jeune femme. Par un hasard singulier, mais très fâcheux, au bout de dix-huit mois de séjour à Passy, elle n'a mis les pieds que trois fois dans l'intérieur de Paris, si bien qu'elle n'en connaît pas une

pierre et qu'elle prend, par exemple, le palais de l'Industrie pour une gare de chemin de fer. Elle peut trouver quelque importunité à ce zèle de cicerone : « Bien complaisant M. Zola ! doit-elle se dire, mais trop de Paris-diamant, de Guide-Conti, de Joanne ou de Bœdeker ! »

Si les descriptions de M. Zola sont des énumérations, elles ne ressemblent pourtant pas tout à fait, ainsi que je l'ai insinué méchamment, aux procès-verbaux d'un commissaire-priseur. Il y comprend un ordre d'articles que les officiers ministériels négligent et auquel il attache lui-même une importance capitale, les odeurs.

Un de mes amis a découvert, en lisant les *Rois en exil*, que M. Alphonse Daudet est nécessairement daltonien, ne sachant pas distinguer le rouge du vert : à Fontainebleau, lorsque Séphora voit s'éloigner le train qui emporte le roi d'Illyrie, c'est un fanal vert qu'elle aperçoit se perdant dans la nuit et non un fanal rouge. De l'ensemble des romans de M. Zola, je conclus avec bien plus de certitude encore qu'il a l'organe olfactif prodigieusement développé. J'appelle l'attention de M. Broca sur ce phénomène très intéressant. D'après le savant physiologiste, le centre cérébral qui correspond aux nerfs olfactifs présente chez l'homme une si grande perfection, qu'à première vue on devrait nous ranger parmi les animaux les plus capables de percevoir et de distinguer les odeurs ; une étude approfondie démontre toutefois que ce magnifique organe est en partie atrophié. Cela signifie que nos ancêtres primitifs le disputaient aux félins et aux chiens en fait d'acuité olfactive, mais que, notre cerveau ayant contracté l'habitude d'élaborer surtout les sensations de la vue et de l'ouïe, nous avons négligé peu à peu cette faculté d'un ordre inférieur, qu'elle s'est engourdie par manque d'exercice. L'auteur de l'*Assommoir* présente, si je ne me trompe, un

cas d'atavisme ou de « retour en arrière » des plus prononcés. Chez lui, l'olfactif a conservé ou plutôt a repris son antique vertu, son activité d'il y a des milliers de siècles. M. Zola a tout au moins le flair des anthropoïdes de l'époque tertiaire. J'en juge, bien entendu, uniquement d'après ses livres, mais ses livres sont un document humain qui ne peut tromper.

Que de jouissances exquises lui procure cette sensibilité qui nous semble maladive à nous autres pauvres dégénérés ! Et surtout que de fines observations il lui doit, de vraies découvertes !

Avant d'avoir lu ses romans *osmatiques*, comme dirait le docteur Broca, vous doutiez-vous de la propriété excitante, « allumante », des émanations ammoniacales ? Il n'y a guère d'autre étincelle pour les sens. C'est pour avoir respiré la tiédeur fétide des lapins et de la volaille, l'odeur lubrique de la chèvre, l'air tout chargé de fécondation dans la basse-cour de Désirée, que l'abbé Mouret est atteint d'une fièvre cérébrale dont il ne guérira qu'en sacrifiant sa virginité. C'est l'air nauséabond de la resserre aux poulets dans les Halles, avec sa « rudesse alcaline de guano », qui grise Marjolin et lui fait commettre une tentative de viol sur la belle Lisa.

Nos habitudes et nos actes nous imprègnent avec tout notre entourage d'émanations particulières. Lorsque Florent pénètre dans la chambre qu'on lui destine et qui a servi à la demoiselle de boutique, il remarque avec joie que du lit, des chaises de paille, du papier peint il ne monte qu'une odeur de bêtise naïve, une odeur de grosse fille puérile. L'ordination a pour effet sur les prêtres de les « laver de leur odeur d'homme », et probablement aussi de les dégoûter de l'odeur de la femme, car l'abbé Faujas refuse de se servir des mouchoirs qui lui viennent d'une dévote, parce que, dit-il,

les mouchoirs de femme ont une odeur insupportable. Dans la *Curée*, ces messieurs revenant du demi-monde apportent une senteur d'alcôve suspecte qui trouble étrangement les vraies mondaines en leur faisant « respirer des caprices et des anxiétés sensuelles ». D'autre part, la chambre de Renée, théâtre de ses voluptés incestueuses, garde, paraît-il, dans son air alourdi « une odeur d'amour » qui fait tressaillir la chair brutale de son mari. Dans la serre, on respirait des odeurs qui « suffisaient à jeter les deux amants dans un éréthisme nerveux extraordinaire. La vanille, entre autres plantes, y chantait avec des roucoulements de ramier. L'odeur dominante, toutefois, c'était une odeur humaine, une odeur d'amour... Et ils restaient ivres de cette odeur de femme amoureuse qui traînait dans la serre. » J'ai dû abréger considérablement la citation.

Nulle part M. Zola ne s'est laissé aller à sa passion des odeurs comme dans le *Ventre de Paris*, et je conçois fort bien que ce soit là son livre préféré. Cet hymne à toutes les émanations possibles, surtout aux puanteurs, est bien son chef-d'œuvre. Oh! je ne méconnais pas le mérite de la description, dans *Nana*, des loges de figurantes avec les pots de pommade et les seaux d'eau sale à moitié vidés sur le plancher : elle est vraiment écœurante. Je n'ai garde d'oublier non plus deux airs de bravoure de l'*Assommoir*, l'un sur un accident arrivé à Coupeau dans la chambre de Gervaise et l'autre sur l'inspection du linge de Mme Gaudron : ce sont des ordures de premier ordre. Mais je n'en décerne pas moins la palme au *Ventre de Paris*. Entre les pages que je viens de rappeler et ce livre, il y a la même différence qu'entre des sonnets et une Iliade. Ici tout est odeur, et les odeurs y sont si vivement perçues, qu'elles en deviennent visibles : « Par les soirées d'été, les puanteurs traversent d'un frisson les grands rayons jaunes

comme des fumées chaudes. » Dans cette Iliade où, plein du génie qui l'obsède, M. Zola arrive à créer ainsi une mythologie olfactive, on doit distinguer et mettre à part quelques feuillets d'une beauté souveraine. Je veux parler de la symphonie des fromages. Quoiqu'elle soit célèbre, il faut bien que je l'analyse ici, car elle a sa place marquée dans toute étude sérieuse sur les Rougon-Macquart, une place d'honneur.

Fidèle à un artifice que je ne puis assez admirer, tant il me paraît neuf et ingénieux, l'auteur l'a divisée en quatre parties coupées par les affreuses médisances de quelques dames de la Halle Ces dames forment le chœur et les fromages l'orchestre.

« Il vient du bagne », disent-elles d'une voix sourde.

Jusque-là les fromages s'étaient tenus tranquilles, les bries avec leurs mélancolies de lunes éteintes, les roqueforts avec leur maladie honteuse de gens riches qui ont mangé trop de truffes, les fromages de chèvre gros comme les cailloux que les boucs font rouler aux coudes des sentiers pierreux... Soudain les puanteurs commencent, chacun des fromages mettant sa note aiguë dans la phrase rude jusqu'à la nausée ; mais l'infection anisée du géromé l'emporte.

« Quel gredin ! » balbutient-elles d'un ton de menace.

Les fromages puent plus fort : le marolle d'abord jette une senteur de vieille litière ; puis des râles de limbourg arrivent aigres et amers comme soufflés par des gorges de mourants.

« Gavard en est ! » ajoutent-elles avec une pointe de convoitise et d'espérance, car elles sont ses héritières.

Le camembert étouffe les autres senteurs. Mais au milieu de sa phrase vigoureuse, le parmesan jette un filet mince de flûte champêtre, tandis que les bries y mettent des douceurs fades de tambourins humides et que le géromé prolonge sa note aiguë en point d'orgue.

« Si un accident lui arrivait, ce serait notre bien ! » continuent-elles en étouffant d'envie.

Tous les fromages donnent à la fois. Les odeurs s'effarent, roulent les unes sur les autres, s'épaississent. Cela s'épand, se soutient, n'ayant plus de parfums distincts, d'un vertige continu de nausées et d'une force terrible d'asphyxie.

Cependant il semblait que c'étaient les mauvaises paroles de Mme Lecœur et de Mlle Saget qui puaient si fort.

Ce dernier trait compte parmi les plus belles trouvailles de M. Zola en fait d'esprit ; jamais il ne s'élève plus haut ni ne devient plus léger. Quant à la symphonie elle-même, je l'ai indignement mutilée. J'en ai supprimé les quatre cinquièmes avec tous les mots expressifs, toutes les beautés vraiment hors ligne, toutes les infections décidément sublimes. Mon analyse suffit néanmoins pour faire comprendre le système de transposition des sensations olfactives en sensations musicales. Cela me paraît aussi fort que les contorsions de l'homme-caoutchouc.

Peut-être fais-je tort à M. Zola en cherchant de l'esprit dans le trait final du concert de fromages ; peut-être ai-je été injuste en traitant d'attention délicate pour son héroïne, le soin extrême avec lequel il a réglé le baromètre d'après qu'il faisait gris ou clair dans l'âme d'Hélène. Réflexion faite, il y a là, je crois, toute une théorie littéraire, ou, mieux encore, un système complet de philosophie. M. Zola n'est pas seulement réaliste, il se dit adepte du naturalisme. Ce mot a l'air de signifier simplement qu'il copie la nature, mais, prenez-y garde, la nature n'est point pour lui ce qu'un vain peuple pense. A ses yeux, tout ce qui nous entoure et qui vous paraît mort est vivant comme nous, humain comme nous, traversé des mêmes frémissements,

animé des mêmes passions. Cette nature palpitante nous écrase et nous relève, fait nos vertus et nos vices, par les odeurs principalement. D'autre part, nos émotions se répercutent au loin dans la nature, lui donnent joie ou tristesse, la jettent dans des convulsions ou la bercent d'un sommeil de paix, et surtout elles lui communiquent nos odeurs, d'homme ou de femme.

Quelques-unes des citations que je faisais tout à l'heure et qui semblaient bizarres, baroques même, prennent maintenant un caractère tout nouveau et singulièrement profond. M. Zola est le pontife inspiré d'un mysticisme matérialiste qui manquait jusqu'ici à l'histoire des religions.

En dehors de ce mysticisme, vous expliqueriez-vous qu'un ancien cimetière fût l'endroit du monde où il est le plus exquis d'aimer? On y sent courir, paraît-il, les souffles chauds et vagues des voluptés de la mort qui sortent de la terre sous les rayons du grand soleil, car les morts étant pris du furieux désir de recommencer l'amour, leurs ossements sont pleins de tendresse pour les amants. Ils les grisent de désirs, en leur envoyant dans les plantes poussées sur leurs tombes des odeurs âcres et pénétrantes, suc puissant de vie qu'élaborent lentement les cercueils. Quand les amants s'éloignent, le cimetière pleure...

Ou bien c'est là du marivaudage insensé, ou bien c'est l'expression d'une doctrine religieuse venue probablement des bords du Brahmapoutra.

Voyons maintenant le revers de cette doctrine, voyons comment l'humanité prend sa revanche sur la nature morte ou vivante, et, par une sorte de sympathie magnétique, lui impose son empreinte. C'est ainsi, nous le savons déjà, qu'au printemps de 1854, la météorologie du bassin parisien fut réglée, non par les courants équatoriaux ou polaires, mais par les émotions d'une

jeune veuve qui habitait sur les hauteurs du Trocadéro. Choisissons toutefois des exemples plus familiers, moins poétiques et prenons-les dans le roman type, le *Ventre de Paris*.

La belle Lisa témoigne à Florent une certaine froideur; comment cet innocent s'en apercevra-t-il ? En regardant les meubles. Car les meubles expriment les sentiments de Lisa bien plus clairement que sa physionomie ou même ses discours. La netteté de la salle à manger, nous dit-on, prenait un caractère aigu et cassant. Florent sentait un reproche, une sorte de condamnation dans le chêne clair, la lampe, les assiettes, la natte. Plus tard, Lisa ayant des soucis, sa charcuterie devint sombre : les glaces pâlissaient, les marbres avaient des blancheurs glacées. Claude, le grand artiste, entra même un jour pour dire à sa tante que l'étalage avait l'air tout embêté. « C'était vrai. » Sur le lit de fines rognures bleues, les langues fourrées de Strasbourg prenaient des mélancolies blanchâtres de langues malades. Mais dès que les soucis n'embrunissent plus le front de la grasse Lisa, l'étalage retrouve sa félicité. « Il était guéri! Les langues fourrées s'allongeaient plus rouges et plus saines, les jambonneaux reprenaient leurs bonnes figures jaunes, les guirlandes de saucisses n'avaient plus cet air désespéré. »

Il n'y a pas rien que les saucisses et les jambonneaux pour se conformer aux pensées de leur possesseur. Les cerises et les pêches aussi ont cette sensibilité délicate. La Sarriette, belle fille débraillée qui vend des fruits aux Halles, vit comme dans un verger avec des griseries d'odeurs. « C'était elle, c'étaient ses bras, c'était son cou, qui donnaient à ses fruits cette vie amoureuse, cette tiédeur satinée de femme. Sur le banc de vente à côté, une vieille marchande, une ivrognesse affreuse, n'étalait que des pommes ridées, des poires pendantes

comme des seins vides, des abricots cadavéreux, d'un jaune infâme de sorcière. Mais elle, faisait de son étalage une grande volupté. Ses ardeurs de belle fille mettaient en rut ces fruits de la terre, toutes ces semences, dont les amours s'achevaient au fond des alcôves tendues de mousse des petits paniers. Derrière sa boutique, l'allée aux fleurs avait une odeur fade auprès de l'arome de vie qui sortait de ses corbeilles entamées et de ses vêtements défaits. »

C'est tout particulièrement par le « rut » que, selon le système philosophique de M. Zola, la nature et l'humanité arrivent à cette communication intime où l'une prend les propriétés de l'autre, *communicatio idiomatum*, aurait dit le Zola de Novare qui savait le latin. Aussi « le rut » joue-t-il dans les descriptions de notre auteur un rôle absolument prédominant.

On me pardonnera d'avoir prononcé le mot; on me permettra de ne pas insister.

Du reste, lourd marivaudage ou épais mysticisme, tout cela est bien peu français.

VII

M. Zola puise la matière de ses romans, non pas certes dans son imagination qui n'a presque rien créé, mais en partie dans ses observations, en partie dans ses lectures.

Ses observations ne portent que sur des détails; il constate que tel objet se trouve là et que cet objet pourrait attirer l'attention par telle couleur, telle forme, telle odeur. Jamais, quand il regarde, il ne s'élève à une vue d'ensemble, il n'aperçoit un tableau. Il voit comme voient les myopes. Pour lui un parterre est un herbier, un parc un jardin botanique, une ville un amas de maisons numérotées, une existence humaine une simple

succession de jours et de mois, et ni cette existence humaine, ni cette ville, ni ce parc, ni ce parterre ne paraissent lui laisser une impression générale où viennent se perdre tous les petits accidents qui la produisent. Il me rappelle le proverbe allemand d'après lequel certaines gens distinguent trop bien les arbres pour apercevoir la forêt.

Il semble apporter dans ses lectures les mêmes habitudes de myope. Les connaissances générales lui font évidemment défaut à un point qui se rencontre souvent en Italie, mais rarement en France. Il en est même à ne pas se sentir gêné par cette ignorance presque universelle. Quand il a besoin de connaître d'un peu près une question, de savoir quels combats se livrent dans l'âme d'un jeune prêtre, ou comment on forge un boulon, ou par quel procédé on confectionne un parfait boudin, il prend le Manuel de la charcuterie dans la collection Roret, un dictionnaire des arts et métiers, un livre de dévotion séraphique ; il en extrait, avec une terminologie toute spéciale, des détails d'une exactitude absolue, à la condition pourtant qu'il les ait compris, et cela ne lui arrive pas toujours ! Mais cette science précise, qui ferait merveille si elle se détachait sur un fond un peu solide et un peu net, produit l'effet le plus bizarre, parce qu'alentour tout est indécis, grisâtre et confus.

M. Zola ne sait et ne voit que des détails. Il ne peut avoir dès lors qu'un seul genre de composition, la mosaïque ou le placage. En roman, il est ce qu'est M. Taine en histoire. A l'aide des renseignements sur des affaires locales qu'il a découverts dans dix-sept paquets des Archives, M. Taine prétend refaire une histoire de la Révolution où l'on voit défiler des centaines et des milliers de tout petits événements tragiques et odieux, comiques et burlesques, mais d'où la Révolution est complètement

absente avec ses grandes Assemblées, et ses immenses mouvements populaires, et sa foi ardente en une rénovation sociale, parce que rien de tout cela ne se lit dans les dix-sept paquets et que M. Taine ne lit que les dix-sept paquets. De même, M. Zola compose un tableau de la société française, sans la connaître, en juxtaposant les innombrables petits faits qu'il a recueillis à droite, à gauche, dans ses lectures, dans ses conversations, dans ses promenades, et qu'il conserve, dit-on, précieusement dans des casiers. MM. Taine et Zola sont des collectionneurs de notes que leurs monceaux de notes accablent et écrasent. Quand ils croient composer, ce sont leurs notes qui travaillent dans leurs cerveaux, et qui s'y pressent et s'y poussent, parce que chacune veut trouver sa place sur la page de *copie*. Leur tâche consiste tout au plus à tracer le cadre où elles se rangeront. Là-dessus, M. Zola, qui, avec bien moins de goût et infiniment moins de connaissances, a bien plus de poigne que M. Taine, se montre fort raide. Quand il a de la matière en excès, racontent ses amis, il la rogne ; quand elle commence à lui manquer, il l'étend. Il travaille au compas.

Je ne blâme pas le moins du monde MM. Taine et Zola d'appartenir au groupe fort honorable des hommes à registres et répertoires. Je constate simplement le fait et j'affirme que chez eux il n'y a jamais rien de spontané, de jeune, de naïf. Ce qu'on nomme le souffle ou l'inspiration, leur manque absolument. On reconnaît en général que les livres de M. Taine ne s'achèvent pas sans une certaine fatigue ; serais-je le seul à qui ceux de M. Zola, bien plus courts et traitant des sujets bien moins graves, causent également une vraie lassitude lorsque je les lis d'un trait sans me permettre d'enjamber les pages ? Écrits très péniblement, ils ne se lisent pas facilement.

Je me hâte de l'ajouter : il y a chez M. Zola (comme, bien entendu, chez M. Taine aussi) une force très grande ; aucune souplesse, mais une puissance de concentration qui étonne. M. Zola est une volonté d'une rare énergie, marchant droit à son but, ne s'en laissant détourner par aucune considération. C'est un entêté et un entêté qui a des muscles. Lorsqu'il observe, il sait fixer un regard immobile et pénétrant sur le détail qu'il a choisi, et il ne le quitte pas avant d'en avoir une image vivement colorée et découpée à l'emporte-pièce. Peut-être a-t-il vu gros parce que les muscles de l'œil se sont raidis, mais il a vu net. Dans ses lectures aussi, j'en suis bien sûr, il s'attache avec ténacité au détail ; il lui donne dans sa mémoire un relief énorme, excessif, et il sait, quand il veut, le galvaniser et lui faire reprendre vie. Si l'imagination créatrice lui a été refusée, il posséde à un très haut degré le don de revoir ce qu'il a vu.

Ce don remarquable, joint à la myopie intellectuelle qui ne lui permet pas de dominer un champ d'action un peu étendu, doit lui faire rechercher tout naturellement les sujets qui tirent l'œil, comme on dit, des sujets peu complexes, parce qu'une de leurs propriétés poussée à l'extrême a supprimé les autres, des sujets très voyants, sans nuances délicates, ayant des traits trop accentués et par conséquent quelque chose de brutal. Je suppose qu'il veuille peindre une scène de jalousie entre deux femmes. Ira-t-il les prendre dans les rangs de la société où l'éducation, ayant arrondi tous les angles, ne permet aux émotions violentes qu'une expression adoucie? Se complaira-t-il à un dialogue rempli d'allusions voilées et sous-entendus perfides? Décrira-t-il le conflit intérieur entre leur haine et leur politesse ou même leur délicatesse de sentiments, leurs scrupules de femmes du monde? Non certes, mais il vous conduira au lavoir

de la rue Neuve-de-la-Goutte-d'Or, où vous entendrez Gervaise et la grande Virginie se traiter de chameau et de salope, où vous les verrez se jeter à la tête des baquets d'eau bouillante, s'empoigner, s'arracher le chignon, se mettre les vêtements en lambeaux, et, finalement, l'une tenant les reins de l'autre en l'air, les frapper vigoureusement comme un paquet de linge sale : « Pan! pan! Margot est au lavoir! Pan! pan! à coups de battoir! » Que voulez-vous ? il n'y a là rien de complexe, rien qui exige une analyse subtile, rien que l'on ait beaucoup de peine à revoir dans son imagination une fois qu'on en a été le témoin, ou qu'on l'a lu dans un livre ou dans la *Gazette des Tribunaux*.

Quelques femmes du monde traversent bien les romans de M. Zola, mais il a soin de leur donner ce caractère de simplicité exceptionnelle et anormale qui répond à son talent. Clorinde est une aventurière qui a commencé par un cocher et qui finit par un empereur. Si Renée connaît les joies et les douleurs de l'amour, c'est un amour incestueux, peut-être pire encore, quelque chose de monstrueux, qui absorbe une âme et la réduit à l'état de simple formule d'un vice. Il arrive d'ailleurs à M. Zola ce qui est arrivé à Coupeau : celui-ci a passé du vin aux liqueurs, des liqueurs au vitriol, car le palais se blase. Il faut maintenant à M. Zola des sujets doublement grossiers, poussant la brutalité à la seconde puissance. Nana n'est pas rien qu'une courtisane ayant chevaux et hôtel; cela n'aurait pas suffi, paraît-il, pour donner de l'intérêt au roman. Nana est aussi, par périodes, une coureuse du trottoir. De deux sujets de mœurs bien différents, l'auteur n'en a fait qu'un pour en renforcer le haut goût. Pendant qu'il y était, pourquoi n'avoir pas fait encore de Nana, durant quelques mois, une femme de la catégorie de la fille Élisa? Nous aurions eu du coup les trois formes modernes de la prostitution.

En recherchant les sujets assaisonnés au poivre de Cayenne, M. Zola obéit tout d'abord à un besoin de sa nature intellectuelle qui, étant très vigoureuse et peu étendue, ne saurait se plaire qu'à l'excessif. Mais il y a autre chose encore, une idiosyncrasie qui est peut-être en rapport avec le prodigieux développement du système olfactif. M. Zola dit de Claude Lantier, l'artiste selon son cœur, auquel il prête toute ses théories sur le beau et le laid : « Il aimait le fumier. » M. Zola aussi aime le fumier, au sens moral surtout. Et qu'on ne vienne pas m'objecter qu'il est tenu de représenter la réalité telle qu'elle est, la réalité, toute la réalité, rien que la réalité; sans examiner cette théorie esthétique, que je crois d'ailleurs d'une fausseté complète, je réponds que j'ai en vue certains endroits de ses livres où le goût des immondices l'a entraîné tout à fait en dehors du monde réel. Saccard est une ignoble canaille, mais il a reçu quelque éducation, et jamais il n'a pu, n'étant pas ivre, vanter sa femme comme il la vante lorsqu'il la place bien au-dessus de Blanche Muller. Mes Bottes à peine serait capable d'une pareille grossièreté. A aucun prix, toutefois, Mes Bottes n'irait faire cette confidence à son fils; et c'est bien à son propre fils que Saccard parle en ces termes de sa propre femme! Où M. Zola a-t-il ramassé cette révoltante saleté? Voici qui est plus repoussant encore. Lorsque Hélène rentre chez elle après ces heures qui ne lui laissent ni remords ni joie, sa fille, une enfant de onze ans! ne s'aperçoit pas seulement que la ceinture de sa mère est lâche, mais elle fuit devant ses caresses parce que ce n'était plus la même odeur de verveine, et que les doigts s'étaient allongés, et que la paume gardait une mollesse et que la peau était changée! C'est abominable. Qui donc oserait dire que c'est vrai? M. Zola, qui invente si rarement, a fait preuve ici d'imagination, et ailleurs aussi!

La nature elle-même devient infâme. Après Phèdre, on nous laisse entrevoir Pasiphaé !

L'œuvre de M. Zola est-elle immorale? On a beaucoup discuté là-dessus, à propos de l'*Assommoir*, le plus chaste assurément, comme il le dit lui-même, de tous ses romans. L'*Assommoir* me paraît, à moi, comme les célèbres gravures de Hogarth, bien plus propre que tous les prônes à inspirer l'horreur de l'ivrognerie. Je ne viens donc pas, au nom de la société, accuser M. Zola de travailler à nous corrompre. En général, la moralité ou l'immoralité d'un roman est une question des moins faciles à résoudre, et, par suite, des plus inutiles à débattre. Peignez impudemment la volupté, mais laissez voir par derrière le diable et l'enfer, vous satisferez, a-t-on dit, à la fois les débauchés et les dévots. La recette, pour être bien simple, n'en est pas moins infaillible. M. Zola en a-t-il usé? La mélancolie finale et la méningite de Renée sont-elles une expiation suffisante de ses débordements? La petite vérole, qui ne laisse de Nana qu'un amas de pustules, venge-t-elle autant qu'il serait à souhaiter les familles qu'elle a ruinées, les hommes mûrs qu'elle a avilis, les jeunes gens qu'elle a conduits au déshonneur et au suicide ? Que d'autres l'examinent ! Je me place à un point de vue différent. Certains métiers, qui n'ont sûrement rien de contraire aux bonnes mœurs, me remplissent de dégoût. Les romans de M. Zola peuvent bien ne pas être immoraux, ils peuvent bien peindre le vice sous des couleurs qui sont loin de le rendre aimable et séduisant, ils peuvent même en exagérer l'infection et la puanteur ; la vraie question, nullement morale, mais littéraire, ou peut-être physiologique, est de savoir si on peut les lire sans répugnance. Après la *Curée*, on était pris de migraine ; à certaines scènes de l'*Assommoir*, de nausées ; pendant et après *Nana*, c'est un mal de mer complet.

Je voudrais bien demander à M. Zola pourquoi en lisant Claude Bernard et les autres physiologistes, on n'éprouve jamais ce genre de malaise. Les physiologistes cependant expliquent tout au long des choses qu'il ose à peine indiquer. Le réalisme n'entre donc pour rien dans le haut-le-corps que nous causent quelques-uns de ses romans; c'est la plume de l'auteur qui leur communique cette « rudesse alcaline du guano » et ces « fades odeurs de fécondation », ou plutôt de putréfaction.

VIII

Le style de M. Zola répond exactement à ce que nous savons de ses procédés de composition.

Le fond en est lâché, incorrect. A toutes les pages, on se heurte à des négligences qu'un journaliste un peu lettré ne se permet pas dans des articles improvisés au milieu du bruit des conversations. Dès le début de son premier roman *Rougon-Macquart*, il croit nous donner une idée exacte de l'aire Saint-Mittre, en nous disant que c'est un carré « d'une certaine étendue ». Un ministre, se plaignant qu'on ait dépassé ses ordres, trouve que « les faits vont trop loin ». Je ne sais quel personnage est « pris entre deux alternatives ». L'épithète « adorable », dont il faut avouer qu'elle décrit avec précision, revient à satiété. La petite figure de Renée est adorable; se tenant à quatre pattes, Renée est une adorable bête amoureuse. L'enfant maladive d'Hélène a un pauvre et adorable visage, ou bien une nudité adorable et souffrante, ou bien un ovale adorable d'une finesse de chèvre; costumée en Japonaise, elle est plus adorable encore, ce qui n'empêche pas Mme Deberle d'être adorable à son tour, particulièrement au mois d'avril qui, cette année-là, se montre d'une adorable douceur. Il me semble avoir aperçu un sourire adorable sur les lèvres

de Nana elle-même, lorsque Muffat lui posa brutalement un premier baiser sur la nuque.

Ce fond terne et vulgaire, M. Zola le recouvre, par plaques, des couleurs les plus chatoyantes et les plus tapageuses. On en a vu bien des exemples. Il y a là des échantillons de tous les styles possibles et impossibles, des phrases en contorsion, des épithètes disloquées, des recherches puériles, des préciosités à faire bondir de joie Cathos et Madelon, des vulgarités voulues, des obscénités préméditées. On y trouve du Chateaubriand (il n'est pas nécessaire de l'avoir lu pour l'imiter), du Baudelaire, du Musset, du Michelet, du Gautier, du Flaubert, du Goncourt, du Goncourt en masse. Cet abbé, dont la démarche discrète *met* un silence de plus le long des maisons de Plassans; ces carrés de guipure qui *mettent* une sorte de probité sur les chaises de la belle Lisa; ce brigadier immobile qui *met* sur je ne sais quel plafond l'ombre énorme de son tricorne, vous pouvez les réclamer en toute justice, frères de Goncourt, et je ne vous en fais pas mon compliment! Qu'il est désagréable de voir ses tics reproduits gauchement par un imitateur!

On sait comment M. Zola a composé « le moule très travaillé », où il a coulé la langue de l'*Assommoir*. Il s'est entouré de tous les dictionnaires de l'argot et du parler populaire; il y a joint le *Sublime* de M. Denis Poulot, les *Scènes* d'Henry Monnier, et d'autres livres encore. Ayant bien étudié ces volumes, il s'est fait, à son propre usage, un vocabulaire, divisé par matières et sujets, où il a enregistré consciencieusement les mots et les phrases dont il pouvait avoir besoin. Puis, il s'est mis à écrire. Arrivé par exemple, à la scène que vous savez, il a ouvert le vocabulaire à l'article *Lavoir*, et y a puisé. Dès qu'il employait une locution, il la marquait au crayon rouge dans le vocabulaire, de peur de la

répéter. Ce fut donc absolument un travail de compilation, de placage. Eh! les « maigres bacheliers » connaissent fort bien ce procédé de composition; ils l'emploient notamment pour faire des vers latins, avec cette seule différence que le vocabulaire existe pour eux tout préparé, tout imprimé, grâce à M. Quicherat. C'est un *Gradus ad Parnassum* que s'est fabriqué M. Zola, ou plutôt, vu le sujet, un *Gradus ad Montem Martis*, quartier de la Goutte-d'Or. La langue de l'*Assommoir* est une langue morte. Quand on écrit dans une langue morte, surtout à coups de dictionnaire, on emploie inévitablement des termes excessifs, et l'on brouille tous les genres de diction, toutes les époques aussi. Je ne citerai qu'un exemple de ce dernier défaut. Dans l'*Assommoir* déjà, mais surtout dans *Nana,* l'auteur se sert du mot de « greluchon » pour désigner le personnage connu depuis peu sous le nom d'Alphonse. Greluchon est un mot de l'argot du XVIIIe siècle, que Voltaire s'est amusé plusieurs fois à reproduire dans ses lettres, mais que très certainement Lucy Stewart ni ces autres dames n'ont point entendu prononcer. Ces érudits, avec leurs notes et leurs paperasses, n'en font jamais d'autres!

On se tromperait si l'on croyait que M. Zola n'a écrit que l'*Assommoir* d'après le procédé des « maigres bacheliers » composant en vers latins. Tous ses romans récents sont rédigés au moyen de vocabulaires et de recueils d'élégances, comme disaient les Jésuites, inventeurs de cette brillante méthode. Dans tous, le français est traité en langue morte. Ces fortes couleurs dont je parlais, ces prétendues finesses, ces tournures précieuses, M. Zola les tire de ses casiers. Quand il écrit ainsi que nous écrivons, vous et moi, à la bonne franquette, en nous laissant aller à des familiarités avec la langue maternelle, notre vieille nourrice, il n'a plus ni tournures précieuses, ni finesses, ni couleurs; il écrit

de ce style épais, lourd, pâteux, terne et incorrect, qui est bien de lui et non pas des Goncourt, ni de Gautier, ni de Flaubert, ni de qui que soit, et dont vous trouvez un incroyable spécimen dans ses articles du *Voltaire* sur le roman expérimental.

Je ne prétends pas que, dans ce travail de marqueterie, M. Zola n'arrive jamais à des effets heureux et même surprenants. S'il m'est impossible de citer une seule demi-page vraiment belle où tout soit harmonieux, lignes et couleurs, je reconnais très volontiers qu'il fait preuve assez fréquemment d'une grande habileté, et, pour parler le langage des ateliers, d'un rendu puissant. De même qu'il voit en relief, il sait peindre avec un relief qui souvent étonne. Mais ce n'est pas de l'art français, c'est de l'art italien.

Je m'explique. A chaque salon vous remarquez, dans le jardin, des statues de marbre que les visiteurs du dimanche regardent avec un sourire de satisfaction : le sujet en est insignifiant, un pâtre, un petit enfant, une jeune fille ; le visage n'exprime ni pensées, ni sensations, mais les carreaux écossais du pantalon, mais la soie du fichu, mais le cuir des souliers, mais les yeux dans le morceau de pain, sont reproduits avec une vérité qui tient du prodige. Comme c'est bien cela ! Si ce n'était tout blanc, on croirait que c'est de vrai pain, de vrai cuir, de vraie soie, de vrais carreaux ! Vous cherchez le nom de l'artiste : le catalogue vous indique toujours quelque praticien de Carrare. Tel est l'art de M. Zola dans ses bons endroits. Ne soyons donc pas surpris s'il trouve des admirateurs, surtout dans le public des dimanches.

Mais supposez qu'un de ces praticiens de Carrare, au lieu de choisir un sujet insignifiant, une petite tricoteuse, par exemple, ait l'idée de représenter quelque scène dans le genre de celles qui abondent chez M. Zola,

le dernier tableau de la bataille du lavoir, Clorinde se défendant à coups de cravache contre les galanteries de Rougon, ou Renée sur sa peau d'ours, ou Nana devant sa cheminée. Qui sait? Les praticiens de Carrare exécutent peut-être bien de ces sujets-là avec leur dextérité merveilleuse, mais ils ne les envoient pas à notre Salon! Cela doit se montrer à huis clos, cela doit exciter un vrai délire, non pas dans le public des dimanches, d'une pudeur grossière, mais parmi les raffinés pour qui il n'est point de mets trop pimenté. Leur enthousiasme déborde bientôt au dehors. A les en croire, qui n'a pas vu cela n'a rien vu. Et les curieux d'accourir, et les discussions de succéder aux discussions, les uns criant à l'immoralité, les autres s'extasiant devant la vérité, et le praticien de vendre sa statue au poids de l'or.

M. Zola n'a pas été condamné au huis clos. Ses amis assurent que, voyant le public indifférent à ses premiers volumes, il s'écria : « Ici on n'arrive à rien si l'on ne fait pas de bruit. » Et il résolut de faire du bruit, beaucoup de bruit. En pareil cas, Alcibiade coupait la queue de son chien : c'est le vieux jeu classique. M. Zola attacha à la queue du sien une casserole plus sonore qu'appétissante, et le chien court encore. On ne peut plus se mettre à la fenêtre sans entendre retentir la casserole sur le pavé et sans être incommodé de ses émanations. Le moyen de ne pas s'en occuper?

M. Zola, qui redoute d'être pris pour un buveur de sang et non pour un digne bourgeois, mérite très certainement et au plus haut degré le titre de bourgeois, de commerçant notable même, s'il y tient. Il a su attirer l'attention du public sur sa marchandise par des procédés insolites, sans négliger toutefois les moyens ordinaires, prospectus, réclames, boniments. Ayant eu la bonne fortune de mettre la main sur un article demandé avec fureur, il a redoublé d'activité pour contenter toujours

davantage les nombreuses personnes qui l'honorent de leur confiance; il a servi au public des condiments de plus en plus forts, si bien que, habitué aux produits de sa fabrique, on trouve horriblement fades ceux des maisons rivales. Mais si le goût du public venait à se modifier, qu'arriverait-il? Après l'*Assommoir*, M. Zola, voulant donner une preuve de la souplesse de son talent, a annoncé qu'il allait faire pleurer tout Paris, et il a écrit *Une Page d'amour*, et la grande ville n'a point pleuré. Il est à croire que M. Zola ne réussit qu'en un seul genre d'articles, et qu'un changement de mode lui serait fatal. Et, d'autre part, si les goûts du public ne se modifient pas? Si les papilles desséchées de son palais réclament seulement, comme celles de Becsalé, un degré toujours plus fort de la même liqueur ardente, M. Zola pourra-t-il se surpasser lui-même, faire quelque chose de plus poivré que *Nana*?

Il travaille, paraît-il, à un livre dont les magasins du Louvre et du Bon Marché lui fourniront la matière à descriptions. S'il essaie de cataloguer, en notant les nuances, tous les objets qui s'y vendent; s'il veut énumérer toutes les dames de comptoir, dont quelques-unes ont probablement le sourire adorable, et sténographier leurs débats avec les clientes, les unes de grandes blondes grasses, les autres de petites brunes potelées, il pourra faire un roman de photographie que bien des gens ne liront pas sans que leurs cœurs palpitent, tant ils y reconnaîtront ce qu'ils voient tous les jours. Si, plus tard, il passe à son roman des chemins de fer et des gares, il pourra numéroter tous les trains, décrire soigneusement les manteaux, les *waterproofs*, les parapluies, les paniers et les valises des voyageurs des trois classes, définir les fumets, les parfums, les infections accumulées dans le buffet, détailler, d'après un bon manuel, comment se tourne un disque et comment un mécanicien renverse

la vapeur ; si, consacrant un chapitre à l'accident de Clichy-Levallois, il reproduit l'aspect lugubre des fanaux dans le brouillard, s'il trace la silhouette des filous se glissant parmi les sauveteurs à travers les entassements de wagons brisés, ce seront là de très bonnes pages. Mais il faut autre chose. Le public réclame les produits spéciaux de la fabrique d'Émile Zola, les odeurs d'homme et de femme, les fadeurs qui suppriment la volonté, les émanations alcalines qui la surexcitent. Certes, les galeries de nos grands magasins, vers cinq heures de l'après-midi, sont asphyxiantes; saura-t-il en tirer des effets supérieurs à ceux qu'il a trouvés dans les coulisses des Variétés ? Il mettra une scène d'amour dans un coupé de chemin de fer ; ce n'est guère plus neuf que le cabinet particulier, mais cela vaudra-t-il le large divan du café Riche et la peau d'ours de Renée ? Peut-on aller plus loin ? N'y a-t-il pas des bornes à la puissance humaine, ici comme en toutes choses ?

Franchement, je ne vois pas comment M. Zola pourrait progresser encore. Et il est indispensable qu'il progresse s'il ne veut déchoir promptement. Il faut qu'il attache une deuxième casserole à la queue de son chien. Ah ! cette deuxième casserole, je l'entrevois bien dans un coin de son magasin à décors. Il prépare (toujours dans le cycle des Rougon-Macquart) un roman intitulé : *le Soldat*, où il racontera nos désastres, et « où il décrira la vie militaire française telle qu'elle est », c'est-à-dire telle qu'il la voit avec ce regard qui, dans tout le peuple de nos faubourgs, n'a su découvrir que des êtres ou dégradés, ou vils, ou bêtes. « Il décrira la vie militaire française telle qu'elle est. Cela soulèvera une tempête ; on l'appellera l'ennemi de la France, il compte là-dessus. » C'est un Italien de ses amis qui nous l'apprend. M. Zola a raison de compter là-dessus. Quand il touchera à notre armée, le bruit sera aussi épouvan-

table qu'il peut le souhaiter. Mais en tirera-t-il gloire et profit? Quoiqu'il fasse profession d'être affronteur, se tiendra-t-il debout devant l'indignation nationale? Emporté par un courant irrésistible, ne sera-t-il pas, ce jour-là, rejeté dans le néant?

Il a profité d'un moment unique pour lancer ses premiers *Rougon-Macquart*. Au sortir de l'année terrible, la France avait encore le goût dépravé par vingt années d'une littérature de courtisans et de courtisanes, et cependant elle était déjà éprise d'une noble et virile passion pour la République. Les *Rougon-Macquart* flattaient cette passion, puisqu'ils nous dévoilaient les abominations de l'Empire, et ils flattaient aussi ce goût dépravé puisqu'ils répandaient à pleines bouffées une odeur de corruption. Au commencement, ce fut la note républicaine qui l'emporta chez M. Zola, et dans la *Fortune des Rougon*, dans la *Conquête de Plassans*, dans *Son Excellence Eugène Rougon*, il y avait assez de vérité historique pour nous faire supporter le reste patiemment. Mais déjà la *Curée* soulevait en nous presque autant de dégoût pour certains détails inventés par l'auteur que d'indignation pour les mœurs qu'il décrivait fidèlement. L'*Assommoir*, représentant les ouvriers de Paris comme indifférents à la politique et perdus dans l'alcoolisme, fut accueilli avec applaudissements par la presse réactionnaire. Quant à *Nana*, cette œuvre de fermentation putride qui n'est d'aucun parti et d'aucun régime, nous avons eu la surprise de la voir se rattacher dans ses toutes dernières pages, écrites évidemment longtemps après les autres, à l'idée républicaine! Ces dames nous font l'honneur de se déclarer bonapartistes à outrance, et il paraît que le cadavre de prostituée qui se décompose sur ce lit d'auberge, c'est l'Empire s'en allant en pourriture après avoir empoisonné la France! Que veut donc M. Zola? Voyant tous les cœurs se soulever devant

son roman feuilleton, il a cherché des alliés, il a essayé de glisser sa main dans notre main, il a arboré le drapeau de la République pour couvrir sa marchandise immonde. Mon Dieu! c'est peut-être encore une tradition. Ce Joseph Zola, dont je vous ai dit qu'il fut professeur à Novare, termine un opuscule, pas malpropre du tout, mais encore moins libéral, par des vœux absolument inattendus *in Gallorum inclytam Rempublicam*. C'était en 1797. En 1880, la *Gallorum inclyta Respublica* ne s'y laisse pas prendre : elle ne veut être ni complice ni héritière de Nana.

Le moment approche où M. Zola, n'ayant plus la moindre accointance avec la République, se livrera exclusivement à la confection de romans ayant l'odeur de l'homme et l'odeur de la femme. Il travaillera, dès lors, surtout pour l'exportation. La Russie, paraît-il, raffole de ses produits faisandés, et l'Italie se pâme d'aise en reconnaissant en lui un frère de ses praticiens de Carrare. Et ce qui double son succès là-bas, c'est que la Russie et l'Italie s'imaginent qu'il leur débite des articles de Paris ! Il y a dans ce monde des gens bien innocents.

LES
CONFESSIONS DE M. RENAN (1)

---

26 et 29 juin 1883.

I

Quel rang la postérité assignera-t-elle à M. Renan dans notre histoire littéraire? Il y aurait, je crois, de la témérité à essayer de le prévoir, parce que son style un des plus merveilleux qu'ait jamais produits une époque de transition, pourra paraître à nos successeurs ou singulièrement maniéré ou délicieusement gracieux, suivant que la langue française glissera à l'avenir dans la raideur et la brièveté du télégramme, ou bien dans la négligence et la boursouflure de l'éloquence populaire, ou encore, à la suite des romanciers, dans la recherche excessive de la couleur ; car elle semble bien menacée à la fois par ces trois formes de la décadence. Mais ce que nous savons dès maintenant, c'est qu'en cette deuxième moitié du XIXe siècle M. Renan s'est placé à une singulière hauteur. Il compte parmi ses titres, ce qui devient rare en nos temps d'improvisation universelle, un vaste ouvrage en sept tomes, avec un Index de trois cents pages, cette *Histoire des origines du christianisme* dont le premier volume, publié il y a juste vingt

(1) *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, par Ernest Renan, membre de l'Institut. Paris, 1883. (Calmann Lévy, éditeur.)

ans, eut le succès et quelque peu aussi le caractère d'un roman, et dont les autres, tout en se classant parmi les livres de vulgarisation, renferment tant de pages admirables. Comme jadis le palais de Marly, ce vaste édifice est entouré d'une douzaine de pavillons, où sont traitées les questions les plus variées avec une clarté et une élégance qui rappellent les meilleurs modèles. M. Renan n'a qu'un petit nombre de rivaux à l'Académie française, et il occupe une place des plus honorables à l'Académie des inscriptions. Il n'existe en ce moment, si je ne me trompe, ni chez nous, ni dans le reste de l'Europe, ni en Amérique, un savant qui écrive comme lui, ni un écrivain d'un grand talent qui puisse se mesurer avec son érudition.

Si l'on recherche quelle est en lui la qualité maîtresse et en quoi consiste le principal attrait de ses livres, on peut se trouver assez embarrassé. Quoiqu'il sache souvent débrouiller l'écheveau d'un problème obscur, je ne pense pas qu'il ait reçu à un degré tout à fait éminent le don de la critique qui, écartant successivement les solutions fausses, arrive à mettre le doigt avec une évidence absolue sur le mot de l'énigme. Il procède trop sommairement ; il se fie à son intuition plus qu'à une méthode rigoureuse ; il donne à ses lecteurs l'impression qu'ils ont devant eux moins un guide sûr qu'un amateur charmant qui se promène et qui les promène au gré de son imagination. D'autres l'ont fait, Augustin Thierry, par exemple ; mais ils l'ont fait à leur insu, animés d'une foi profonde qui s'impose, ne laissant pas de place à l'hésitation, tandis qu'avec M. Renan, toujours un peu incertain alors même qu'il fait mine de s'entêter dans son opinion, on se dit que cela sans doute ne manque pas de quelque vraisemblance, mais que cela n'est nullement démontré. D'ailleurs, les gens ayant bonne mémoire se souviennent parfois que

M. Renan a soutenu naguère la thèse opposée. Ceux qui lui en font un crime sont parfaitement ridicules; mais je comprends que ces contradictions jettent un froid. Comme historien, il manque d'autorité aux yeux de la foule.

Les aphorismes philosophiques qui émaillent ses livres y répandent un bien grand charme. Leur forme paradoxale secoue les intelligences les plus paresseuses et fait rêver ceux mêmes qui ne savent pas réfléchir. Les contradictions y abondent bien plus encore que dans les discussions historiques; mais j'estime qu'ici elles sont généralement préméditées, car au fond on retrouve presque toujours la même vue des choses humaines et de l'univers, un scepticisme serein et bienveillant qui contemple avec un sourire l'anéantissement successif de tout ce qui a jamais été vie, joie, douleur. Si « notre père l'Abîme », comme dit M. Renan, pouvait voir, comprendre et sentir, je me figure qu'il aurait pour les rêves fugitifs de l'existence cette même compassion un peu paterne. Malgré l'unité de ses vues, on ne saurait prendre M. Renan pour un profond penseur. Aussi, de l'aveu général, ses *Dialogues philosophiques* sont-ils une des parties les plus faibles de son œuvre. On ne les lit déjà plus. Eblouir n'est pas synonyme d'éclairer.

Où M. Renan me paraît exceller au contraire, c'est dans la description, et j'entends par description à la fois le paysage et le portrait. Dans ce vaste domaine il m'apparaît comme un très grand artiste, le premier de tous parmi les contemporains, qui marche de pair avec les plus illustres des siècles passés. C'est le tableau des bords du lac de Galilée, le tableau des grandes cités du monde gréco-romain; c'est la figure de Jésus, la figure de Néron, qui ont ravi les lecteurs des premiers volumes de l'*Histoire du christianisme*, et leur ont laissé des souvenirs ineffaçables. Et maintenant, qu'est-ce que ce

livre sur la jeunesse de l'auteur, si ce n'est avant tout une galerie de toiles exquises? Quel dommage qu'il n'y ait pas pour les écrivains comme pour les peintres un Luxembourg et un Louvre ! On y réserverait à coup sûr une salle Renan remplie de petits et de grands chefs-d'œuvre, scènes historiques et tableaux d'intérieur, vues d'Orient et vues de Bretagne, esquisses rapides et miniatures faites à la loupe, que le ministre des Beaux-Arts aurait disputés à l'ardente concurrence des Anglais, des Américains et peut-être des Allemands.

Détail curieux qui indique bien le vrai caractère du talent de M. Renan : dans ses descriptions, il n'y a peut-être jamais un mot qui détonne, jamais une faute de goût, tandis que partout ailleurs ces fautes ne sont rien moins que rares. Pour m'en tenir à ses *Souvenirs de jeunesse*, j'avoue éprouver une véritable impatience quand j'entends M. Renan s'adresser à la nature et s'écrier, comme un vulgaire déclamateur : « Courage, courage, nature ! Poursuis ton obscur travail », et ainsi de suite pendant une page entière. Les dix pages intitulées « Prière que je fis sur l'Acropole » sont un des morceaux les plus travaillés qui soient sortis de sa plume ; je me demande si on ne les citera pas un jour comme un échantillon des étranges erreurs que peut commettre un grand artiste ; et je ne parle pas, cela va sans dire, des sentiments qu'il y exprime ; mais tout dans la forme y sent l'effort et le pastiche : tout y sonne faux. Que dire enfin des madrigaux auxquels M. Renan se complaît parfois ? Ils feraient pâmer d'aise Cathos et Madelon. « Les jugements qui seront portés sur chacun de nous dans la vallée de Josaphat, écrit-il par exemple, ne seront autres que les jugements des femmes contresignés par l'Éternel ». Ce père Éternel qui contresigne les jugements de ces dames dans la vallée de Josaphat, je ne connais rien de plus drôle et de plus lourd : un sémi-

nariste voulant mêler un grain d'impiété à la galanterie ne doit pas s'exprimer autrement. Et c'est le plus élégant ciseleur de la langue française qui se laisse aller à ces écarts de goût!

Bizarre! n'est-il pas vrai?

II

Dans le genre descriptif qui est bien décidément le sien, M. Renan ne se distingue pas seulement par une perfection presque impeccable, mais aussi par la richesse de sa palette. Je l'indiquais tout à l'heure en énumérant quelques-uns des sujets si divers qu'il a traités. Faire un beau Christ dans le style de Puvis de Chavannes et faire un superbe Néron dans le genre de Salvator Rosa, cela n'est pas donné à tout le monde. M. Renan a dit plus d'une fois que la marque d'une grande culture intellectuelle, c'est de savoir comprendre des états très différents de celui où l'on vit. Rien n'est plus juste, et M. Renan lui-même fournit une preuve de ce qu'il avance. Il comprend assez bien son siècle; il connaît dans le menu notre moyen âge; il a pénétré dans le monde grec et dans le monde romain; il s'est fait adopter par la race sémitique. Bien peu d'esprits parmi nous ont une aussi vaste surface. J'observe toutefois que partout M. Renan apporte les mêmes préoccupations et recherche les mêmes traits. Je ferais mieux de dire que partout M. Renan se retrouve lui-même. Or, M. Renan est double : il y a en lui un prêtre, un prêtre catholique (il l'a assez dit pour qu'on puisse le répéter après lui), et il y a en lui un artiste. Il voit partout des artistes : Néron en est un, qui, méconnu, poursuit un idéal irréalisable. Il voit partout des prêtres : c'est un prêtre doux et efféminé que le révolutionnaire Jésus de Nazareth. Rien que des prêtres, et rien que des artistes,

cela donne à l'œuvre de M. Renan une nuance de monotonie qui ne se trouve point chez Michelet par exemple.

Aussi Michelet fait parler tous ses personnages comme ils ont parlé en réalité, avec leur style, leur individualité. Il y a chez lui quelque chose de la puissance dramatique de Shakespeare. M. Renan a essayé une fois d'imiter et même de continuer Shakespeare, avec la tranquille témérité d'un homme qui, ayant rencontré fort tard l'auteur du *King Lear*, n'éprouve point en sa présence le même respect religieux que nous autres. L'essai n'a peut-être pas réussi tout à fait. Il s'est trouvé que tous les personnages de *Caliban* parlaient, raisonnaient, pensaient, sentaient comme le nouvel administrateur du Collège de France. Les lecteurs n'en ont pas été surpris, je dois l'ajouter. Ils s'y attendaient. Je rencontre dans les *Souvenirs* un exemple frappant de cette impossibilité pour M. Renan de sortir en quelque sorte de lui-même. Il raconte l'histoire, peut-être assez peu intéressante, d'une brave fille bretonne qui, amoureuse de son curé et ne rencontrant chez lui qu'indifférence, en devint criminelle et puis folle; ce récit, il le place dans la bouche de sa propre mère, qu'il interrompt çà et là par des questions. Or, Mme Renan, d'après tout ce qu'en dit son fils, n'a pu, pour cent raisons, parler comme il écrit. Cependant d'un bout à l'autre son récit est rempli d'expressions et de réflexions qui semblent tirées d'un article de la *Revue des Deux-Mondes*, signé de ces quatre syllabes : *Ernest Renan*, qui font pousser à l'abonné un petit cri de joie. « Tu sais, dit Mme Renan, le charme infini de quelques-uns de nos bons ecclésiastiques bretons. Les femmes sentent cela bien vivement. Cet invincible attachement à un vœu qui est à sa manière un hommage à leur puissance (quel raffinement de pensée et d'expression !) les enhardit, les attire, les flatte... Mariez le prêtre, et vous détruirez *une des nuances les*

plus délicates de notre société. La femme protestera, car il y a une chose à laquelle la femme tient encore plus qu'à être aimée, c'est qu'on attache de l'importance à l'amour », etc., etc. Puis Mme Renan nous montre le curé « n'admettant l'existence de la jeune fille que *comme une abstraction*... L'amour chez elle devint culte, adoration, pure exaltation. Elle trouvait ainsi un *repos relatif.* » M. Renan reprend : « Ma mère continua ainsi : *Tout n'est au fond qu'une grande illusion.* » Et il lui fait dire de l'héroïne : « Elle avait un *sentiment exquis de l'Église.* » Bref, il faudrait reproduire d'un bout à l'autre ce récit où presque à chaque ligne le style très original et les idées très particulières du fils font éclater la fausse naïveté du langage prêté à la mère.

Dirai-je toute ma pensée? Je gagerais volontiers que, même en face de ces citations, M. Renan prétendra qu'il n'y a rien mis du sien, tant il est habitué à transposer, comme on dit en musique, ce qu'il entend. Il ramène tout à son propre ton. Il fait parler les autres comme il parle. Comprenez-moi bien : je ne dis pas, en vérité, que les autres aient à se plaindre, et, pour ma part, l'échange me plairait fort. Je ne plains pas non plus M. Renan, car je m'imagine que ce procédé instinctif d'assimilation doit lui procurer une jouissance continuelle. Mais je dis que pour un historien c'est une infirmité, pour un artiste, une limite.

III

Les *Souvenirs* ont sur plusieurs des ouvrages de M. Renan cet avantage précisément que, sauf l'épisode de l'amoureuse de son curé, l'auteur y met en jeu à peu près partout des hommes pareils à lui, des prêtres dont il partage encore en grande partie les sentiments, quoiqu'il n'ait plus leurs croyances ; il nous introduit dans

des séminaires qui restent toujours à ses yeux les écoles modèles d'après lesquelles il serait avantageux de réformer nos écoles laïques ; il se meut dans un monde qui, tout en étant réel, répond, à bien des égards, à son idéal. Il en résulte des tableaux pleins d'harmonie, parfois même d'une douceur étonnante et dont on sent fort bien, sans en avoir vu les originaux, qu'ils sont parfaitement ressemblants.

A propos de ce volume, j'ai eu la curiosité de relire dans les Mémoires de Marmontel les pages consacrées à son séjour aux collèges des Jésuites de Mauriac et de Clermont. Elles m'avaient laissé un souvenir fort agréable, et non sans raison. Elles sont charmantes. L'ami de Voltaire y parle avec un respect sincère de ses excellents maîtres, ainsi que le fait aussi M. Renan, et, comme lui, il les juge néanmoins avec une entière liberté. Ils sont nés juste à cent ans de distance : l'un, en 1723, au pied des rochers volcaniques du Limousin; l'autre, en 1823, sur un des fiords bretons de la Manche. En un siècle, les écoles ecclésiastiques ont considérablement changé : il semble qu'on y était plus libre au XVIIIe siècle qu'au XIXe. Mais la principale différence entre les deux récits provient du caractère des deux écrivains. Malgré sa pieuse reconnaissance, Marmontel se montre absolument laïque, tandis que M. Renan reste sacerdotal. Ce qui l'intéresse, c'est l'âme même de ses maîtres, leur état moral et intellectuel, et il en fait une analyse pénétrante qui restera dans l'Histoire comme un document des plus précieux. Marmontel est plus vivant, très intéressant, amusant même ; il se plaît à décrire les conditions matérielles de son existence d'alors, bien plus dure que ne fut celle du jeune Breton ; il nous dit ses difficultés, ses luttes, ses succès, ses révoltes même, non les révoltes de sa raison, mais l'émeute dont il fut le chef et l'orateur. Tout se passe

au dehors; chez M. Renan, il n'y a d'histoire que celle de la vie intérieure. L'un et l'autre furent des fils pleins de tendresse pour leur mère. M. Renan nous le dira incidemment en faisant le portrait de Dupanloup, directeur de Saint-Nicolas du Chardonnet, et, lui aussi, fils admirable. Un soir, on lisait en sa présence les notes de la semaine ; le jeune Breton n'avait pas réussi sa composition. « Ah ! s'écria le futur évêque d'Orléans, si le sujet eût été celui d'une lettre que j'ai lue ce matin, Ernest Renan eût été le premier. » Il lisait toutes les lettres des élèves; celle-ci, adressée à Mme Renan, l'avait frappé par un accent d'amour profond. « Il y eut alors entre nous une vraie étincelle de communication », ajoute le narrateur. Tout autre est l'anecdote de Marmontel. Il était presque toujours le premier de sa classe : « Ma bonne mère en était ravie. Lorsque mes vestes de basin lui était renvoyées, elle regardait vite si la chaîne d'argent (qui suspendait la croix) avait noirci ma boutonnière; et lorsqu'elle y voyait cette marque de mon triomphe, toutes les mères du voisinage étaient instruites de sa joie. » On sent à ce récit que Marmontel septuagénaire est encore ému du bonheur de sa mère. Je ne sais laquelle des deux anecdotes on préférera, celle du petit triomphateur ou celle de l'enfant abîmé dans son chagrin; mais il me semble que le choix qu'ils en ont fait dans leur vieillesse, pour montrer leur sentiment filial, les peint eux-mêmes; l'élève de Mauriac sera un mondain, l'élève de Saint-Nicolas un contemplatif.

C'est pourtant le séjour à Saint-Nicolas du Chardonnet qui marqua en lui l'éclosion d'une vie nouvelle. L'enfant de chœur de Tréguier y devint, sans bien s'en apercevoir, un homme de lettres. On sait que M. Renan se dit Breton par son père, d'une vieille famille où, hanté par quelque idée fixe, on devient généralement fou, et

Gascon par sa mère, qui en effet avait du sang bordelais dans les veines. Par coquetterie peut-être et en tout cas par pure supposition, il y ajoute je ne sais quelle descendance lapone. Laissons le Lapon, si vous le voulez bien. Quant au Breton, d'après lui-même, il mourut à Saint-Nicolas du Chardonnet. « Le Gascon, hélas ! dit-il, eut des raisons suffisantes de vivre. » Ce texte étant peu clair, je me permets de le transposer. Ce qui survécut, ce fut l'homme de lettres, l'artiste, le philosophe sceptique, l'auteur de tant de chefs-d'œuvre ; ce qui mourut, ce fut le croyant pétrifié, le futur curé ; ce fut la vocation, comme dit l'Église. Je sais bien que le déchirement n'éclata que plus tard, à Saint-Sulpice, après une crise théologique des mieux caractérisées. Mais pour qui lit attentivement les *Souvenirs*, il est bien évident qu'à partir de Saint-Nicolas M. Renan pouvait rester catholique (il y a tant de manières de l'être) ! il ne pouvait plus faire qu'une pointe d'ironie, pour parler son langage, ne se glissât dans ses convictions ; il ne pouvait plus avoir qu'une foi de dilettante et de littérateur, pareille à celle de son compatriote Châteaubriand, le plus incrédule des croyants.

Or, l'auteur de cette transformation, ce fut M. Dupanloup lui-même. Il est absolument vrai que l'Église doit M. Renan à M. Dupanloup. Dans la collection des portraits de saints personnages qui ornent les *Souvenirs*, depuis les prêtres de Tréguier qui firent connaître à l'auteur « la vertu absolue », jusqu'aux « vieux sages consommés d'Issy » et aux solitaires de Saint-Sulpice, il y a bien des portraits achevés ; il n'y en a pas un qui dépasse, pour la sûreté du trait et la vérité du coloris, celui de cet étrange prince de l'Église qui s'imaginait la sauver en faisant retentir dans son séminaire les mots talent, éclat, réputation. Mais je me trompe : il y a dans cette collection un autre portrait plus parfait encore,

c'est celui d'Ernest Renan par lui-même. Il faut l'étudier de près.

IV

M. Renan est un « prêtre manqué »; il nous le dit, et nous le savions depuis longtemps. Sa vie, selon le mot d'un poète breton de ses amis, est une messe sur laquelle pèse un sort. Qu'est-ce que ce sort? Qu'est-ce qui a enlevé M. Renan à l'Église ou l'Église à M. Renan? Il vient de le raconter avec une bonne foi absolue. Ce récit est des plus attachants pour quiconque se doute qu'il peut bien y avoir une différence entre l'irréligion native d'un gamin de Paris et la douloureuse transformation d'un esprit élevé qui, pendant des années, a disputé sa foi contre les évidences de la critique moderne.

A Saint-Nicolas du Chardonnet, sous la direction de M. Dupanloup, l'élève du séminaire de Tréguier subit une première diminution de catholicisme. Sa foi de granit, lourde et massive comme un menhir, cesse de l'écraser. Il prend goût à la dévotion des gens comme il faut : « une dévotion de petites bougies et de petits pots de fleurs; une théologie de demoiselles, sans solidité, d'un style indéfinissable, composite... » La lecture de bien des pages de la *Vie de Jésus* permet de pressentir ce qu'auraient été les livres de M. Renan si, persistant dans cette voie, il avait eu un jour, pour éditeur, non Lévy, mais Palmé. Son succès eût été très grand auprès du groupe de Mme Swetchine.

Au séminaire d'Issy, sa ferveur religieuse a pour ennemie non plus la rhétorique mais l'étude, la recherche, la curiosité de l'esprit. Le doute ne se glisse peut-être pas encore dans son âme, mais les voluptés de l'intelligence l'emportent sur les béatitudes de l'adoration, fût-ce d'une adoration musquée, enrubannée. Un professeur,

vieux mystique, quelque peu cynique, ne s'y trompe point, l'apercevant un jour pelotonné sur un banc, chaudement couvert de triples vêtements et plongé dans la lecture d'un livre de philosophie : « Oh ! le cher petit trésor, s'écrie-t-il ; mon Dieu ! qu'il est donc joli là, si bien empaqueté ! Oh ! ne le dérangez pas. Voilà comme il sera toujours. Il étudiera, étudiera sans cesse ; mais quand le soin des pauvres âmes le réclamera, il étudiera encore. Bien fourré dans sa houppelande, il dira à ceux qui viendront le trouver : Oh ! laissez-moi, laissez-moi. » On ne saurait contester à ce « sage consommé » d'Issy une rare perspicacité.

A Saint-Sulpice, la métamorphose qui s'opérait secrètement depuis déjà quatre ans prend un caractère aigu. Les supérieurs de l'École, qui paraissent s'occuper infiniment peu de leurs élèves, laissent celui-ci se concentrer sur les études bibliques ; ils l'autorisent à suivre le cours d'hébreu au Collège de France ; ils lui donnent accès à l'exégèse allemande avec ses redoutables hérésies. Quelle imprudence ! S'ils avaient compris Ernest Renan, ils l'auraient jeté à corps perdu soit dans la dogmatique, où son esprit subtil se fût admirablement accommodé du jeu de la dialectique et aurait sûrement inventé de nouveaux *Distinguo*, soit dans la morale, qu'avec sa finesse et sa délicatesse féminines, il aurait rajeunie sans l'ébranler. Mais non, c'est en face de la Bible qu'ils le placent ; je m'exprime inexactement : non en présence du contenu de la Bible, de sa vieille et incohérente doctrine, parfois si diamétralement opposée à l'enseignement de l'Église, qu'il a suffi au seizième siècle d'une ligne de saint-Paul pour bouleverser la foi d'un moine augustin et faire de lui le plus funeste des adversaires de Rome : Ernest Renan aurait su interpréter convenablement ces textes importuns ; il les aurait doucement sollicités. Mais on le place en face de la collection de livres que nous

appelons la Bible, et on lui demande d'examiner, en littérateur, en critique, en historien, s'ils appartiennent bien tous aux auteurs qu'a désignés la tradition, s'ils ne renferment aucune erreur de fait, si Judith n'est pas une fiction, si Daniel n'est pas un apocryphe, si vraiment Cyrus a été nommé par son nom dans un écrit prophétique deux cents ans avant sa naissance, si la généalogie que Mathieu prête à Jésus est conciliable avec la généalogie totalement différente que lui donne Luc, etc., etc. Au point de vue de la science rationaliste, qui voit dans les écrits de la Bible des écrits semblables à tous ceux de l'Antiquité, on ne saurait imaginer de problèmes moins troublants. Ce sont là des questions d'Histoire concernant des détails infiniment petits d'un passé prodigieusement loin de nous. Au point de vue du fidèle, chacun de ces problèmes est effrayant, car chacun d'eux remet en question l'infaillibilité de la Bible, l'autorité de l'Église, l'origine divine du christianisme. Or, ces problèmes se comptent par centaines et par milliers, et sur presque tous la science moderne a accumulé des arguments à peu près irréfutables qui condamnent la tradition. Dans cette lutte, vous, apologiste de la foi, vous trouverez dix fois, vingt fois, des échappatoires; un jour viendra où vous vous avouerez vaincu, et cette seule et unique défaite suffit pour mettre à néant la thèse de l'infaillibilité. Une autorité qui se trompe une fois sur mille ou sur cent mille ne saurait se dire infaillible : elle n'est point surnaturelle.

Le croyant, pour peu qu'il soit sincère et qu'il ait l'intelligence ouverte, ne doit jamais se mesurer avec la critique biblique. Il se jetterait dans une gageure où tôt ou tard il perdra la partie.

M. Renan mit deux années à la perdre — ou plutôt à la gagner contre ses préjugés. Ce fut une crise intense, une « violente encéphalite », comme il le dit. Après

avoir lutté et souffert, il cessa de douter. Il nia.

Pendant quelques semaines — on était en vacances — il crut, malgré tout, pouvoir rester dans l'Église, dans le clergé. « Le catholicisme, écrivait-il à un condisciple, suffit à toutes mes facultés, sauf à ma raison critique » ; et il délibérait s'il ne ferait pas bien d'amputer cette faculté rebelle, de ne plus étudier, de ne plus scruter, de ne plus « penser critiquement » et de se réfugier dans le mysticisme ; mais le mysticisme est une sainte folie qui a ses réveils : « Je sentais bien qu'au premier jour où le cœur cesserait de battre si fort, la tête recommencerait à crier famine. » Il percevait pourtant vivement encore « l'odeur de Dieu » (je continue à citer ses lettres, bien plus explicites que son récit) : « J'ai des accès de dévotion, j'en aurai toujours, je crois ; car la piété a une valeur, ne fût-elle que psychologique. Elle nous moralise délicieusement. »

Il rentra à Saint-Sulpice, incertain encore du parti qu'il devait prendre. Un incident précipita la solution. On lui apprit dès la première heure que l'archevêque, M. Affre, était venu et le demandait, l'ayant désigné pour l'École des Carmes. Afin d'échapper à cette « fatale entrevue », il sortit sur-le-champ du séminaire. Ces messieurs de Saint-Sulpice estimèrent qu'il s'exagérait l'état de son âme : c'étaient des tentations dont il ne tarderait pas à triompher avec l'aide de Dieu. Mais M. Dupanloup, qu'il alla consulter et qui fit preuve ici d'une grande clairvoyance, lui déclara nettement qu'il était en dehors de l'Église et ne pouvait approcher d'aucun sacrement. Il l'engagea même à ne plus pratiquer l'extérieur de la religion.

La rupture fut parfaitement franche.

M. Renan peut compter sur l'entière approbation de toute conscience humaine lorsqu'il dit : « Ce fut un acte de grande honnêteté ; c'est maintenant ma joie et mon

assurance d'y penser. » De cet acte viril rapprochons la virile parole du dernier chapitre des *Souvenirs* : « Je proteste d'avance contre les faiblesses qu'un cerveau ramolli pourrait me faire dire ou signer. » Cette fidélité envers lui-même et envers ce qui lui est apparu comme vrai donne à la vie de M. Renan un incontestable cachet de dignité.

V

La rupture fut franche ; la cassure fut nette, mais elle eut lieu sur un point unique. M. Renan l'indique lui-même en termes on ne peut plus décisifs : « Rien de ce que pouvaient avoir de critiquable la politique et l'esprit de l'Église, soit dans le passé, soit dans le présent, ne me faisait la moindre impression... Aucune des doctrines, plus tard groupées dans le *Syllabus* et qui dès lors étaient plus ou moins promulguées, ne m'eût causé la moindre émotion. Mes raisons furent toutes de l'ordre philologique et critique ; elles ne furent nullement de l'ordre métaphysique, de l'ordre politique, de l'ordre moral. Ces derniers ordres d'idées me paraissaient pliables à tous les sens. »

Comme M. Renan, de son propre aveu, a très peu changé alors et depuis, on s'explique que sa vie (il le dit lui-même) soit gouvernée par une foi qu'il n'a plus. De là, chez lui, des inconséquences, des contradictions, des antinomies qu'on a traitées parfois de défaillances et qui sont simplement des persistances. Ne croyant plus en aucune manière à l'infaillibilité de l'Église parce qu'il a constaté les erreurs matérielles de la tradition chrétienne en fait d'histoire et de philologie, il reste néanmoins pénétré de l'esprit de l'Église dans toute sa personne, dans toutes ses idées morales, politiques, métaphysiques. Non, je n'en excepte pas, du moins

entièrement, sa métaphysique même. Lorsqu'il affirme l'absolue vanité des choses humaines, lorsqu'il fait de la vie universelle une sorte de rêve, lorsqu'il recommande l'indifférence et l'ironie en face du perpétuel devenir, il s'approprie, en le transposant à peine, le langage de l'*Imitation* sur le néant de l'existence. Je sais bien que, derrière ce néant, l'*Imitation* aperçoit l'Éternel, le Dieu vivant, tandis que M. Renan proclame comme Dieu unique l'abîme; mais il parle de cet abîme avec tant d'émotion (une émotion très sincère, j'en suis convaincu), tant d'onction, tant de tendresse filiale, que s'il n'a pas gardé tout à fait les idées de sa jeunesse il en a conservé les sentiments. La divinité a pu s'évanouir; l'autel est resté debout. « Il n'y a point de Dieu, a-t-on dit, et Comte est son prophète. » On dirait mieux encore : « Il n'y a point de Dieu, et Renan est son pontife. »

Quant à l'origine toute catholique de ses idées morales, elle ne fait pas question. Son volume se termine par une confession divisée en quatre points où il s'efforce de prouver que ses quatres vertus principales il les tient des pieux directeurs qui l'entourèrent de leurs soins jusqu'à l'âge de vingt-trois ans. Elle est bien étonnante, cette confession, quoique par moments pleine de bonne grâce. Elle est pleine d'embûches aussi. Il faudrait une forte dose de naïveté pour ne pas les entrevoir. Le pénitent, d'ailleurs, a pris la précaution de nous en avertir, obéissant, je pense, à la même sollicitude pour le prochain qui fait placer en certains endroits cet écriteau : « Il y a ici des pièges à loup », alors même qu'il n'y a pas de pièges. Il publie ces pages, dit-il, pour nous fournir l'occasion de faire à ses dépens quelques fines observations. Il s'offre même pour collaborateur à tout Aristophane qui voudrait amuser le public de ses ridicules. Offre perfide!

Après tout, n'ayant pas la plus légère prétention à

jouer l'Aristophane, je me risque à parcourir cette confession. Le dirai-je? je la crois plus vraie que ne la croit probablement l'auteur lui-même, dont je vois bien le large sourire narquois aux passages de l'apparence la plus ingénue. A mes yeux, si elle démontre son cléricalisme moral, c'est surtout par les détails accessoires qu'il y a mis sans y prendre garde.

Ainsi, il la commence en s'accusant de violer la règle de ses maîtres de ne jamais parler de soi. « Je m'aperçois, dit-il avec candeur, que j'y manque outrageusement. » Est-ce bien possible ! Vous vous en apercevez ? Quel coup d'œil perçant ! Mais de quoi donc avez-vous rempli, — fort agréablement, ma foi, — les trois cent cinquante pages qui précèdent ? Un peu de l'histoire de votre entourage et beaucoup de l'histoire de votre personne. Je ne sais ni ne veux savoir si c'est un grand crime; mais je reconnais bien là un solécisme de dévot. Ils sont ainsi faits, les dévots, qu'ils s'accusent comme d'une faute exceptionnelle de ce qui est leur péché d'habitude. Cela cause même, à ce qu'on raconte, le désespoir des directeurs de conscience.

La première vertu de la cléricature, celle aussi que M. Renan a le mieux gardée, c'est, assure-t-il, la pauvreté. Il ne tient pas à l'argent. La petite aisance qu'il a maintenant ne lui est venue que tard et malgré lui. « Malgré lui » est peut-être excessif. Il la doit probablement à son travail assidu et au très honorable exercice de son grand talent. Le mot donc n'est pas franc, n'est pas laïque. Mais continuons. Il n'a jamais acheté un lopin de terre; cela lui a semblé lourd, matériel, contraire au principe : *Non habemus hic manentem civitatem.* « Les valeurs sont choses plus légères, plus éthérées, plus fragiles; elles attachent moins, et l'on risque plus de les perdre. » Oui ; et aussi elles produisent de bien plus gros intérêts. Il n'y a pas que les dévots et les prêtres

qui en jugent ainsi. Ce qui leur est propre, c'est uniquement ce langage raffiné, cette préoccupation des choses d'en haut à propos des choses d'en bas. Ce style tout imprégné de l'odeur de la sacristie, ce mélange d'obligations, d'actions, de coupons et de versets bibliques caractérise l'ancien séminariste mieux que tous les raisonnements. Il n'est pas donné à d'autres de savoir motiver un bon placement par le détachement évangélique des biens périssables.

En second lieu, M. Renan est modeste, comme ces messieurs de Saint-Sulpice. Sans doute, du moment qu'on dit être modeste, on cesse de l'être : il l'avoue. « Mais — le public est le grand corrupteur » ! C'est lui qui force la timide vertu à s'arracher tous les voiles ! Passons, passons : il nous semble entendre un doux lévite, la tête penchée, les mains croisées sur la poitrine, nous parler de son humilité. Passons bien vite, non sans noter que M. Renan « est le moins littéraire des hommes ». On l'ignorait très généralement.

En troisième lieu, M. Renan fait remonter à ses excellents maîtres l'éloge de sa politesse excessive. Elle est très bizarrement décrite, cette politesse. Il la pousse à un tel point, que, de peur de ne pouvoir passer le dernier, il a renoncé à l'omnibus parce que chacun est tenu d'y monter à son tour, d'après son numéro : il préfère le fiacre, par charité chrétienne. Au départ des trains, se tenant par principe à l'écart, il n'aura jamais un coin, — à moins qu'il ne recoure à la protection du chef de gare. Quand on peut faire passer à un chef de gare une carte signée d'un nom illustre, ce n'est pas si mal imaginé, et j'en sais qui aimeraient mieux recourir à ce moyen que de jouer des jambes. Cette manière de se faire une bonne place en chemin de fer et dans le monde passe pour caractéristique de la gent sacerdotale. « Il était fait, ajoute-t-il, pour une société fondée sur le res-

pect, où l'on est salué, classé, placé d'après son costume, où l'on n'a point à se protéger soi-même. » Cette société, qu'il cherche dans un lointain avenir, il ne remarque pas qu'elle existe, qu'il l'a connue de près, qu'il en a porté lui-même l'uniforme ; c'est l'Église catholique. Il l'a quittée, mais à son insu elle est restée son idéal.

Quatrièmement, enfin, c'est grâce aux idées de Saint-Sulpice que M. Renan déclare s'être imposé des mœurs austères. Actuellement, il voit bien la vanité de cette vertu comme de toutes les autres, et il sait qu'en ce point ses principes cléricaux lui ont nui aux yeux du monde. Il espère toutefois que les femmes les lui ont pardonnés... Ce dernier trait dans sa naïve et scélérate fatuité me paraît infiniment plus clérical que ne peut l'être l'austérité des mœurs elle-même. Oh ! il n'est pas prémédité !

Tout donc dans cette confession, la forme, qui est involontaire, plus encore que le fond, qui est parfois bien recherché, démontre, comme l'affirme l'auteur de la *Vie de Jésus* et comme ses lecteurs attentifs l'avaient observé depuis longtemps, que le catholicisme n'a cessé de dominer ses idées morales. Il en est de lui comme d'un légitimiste qui en serait venu à rire des prétentions du droit divin mais qui continuerait à partager les antipathies et les sympathies de ses anciens coreligionnaires politiques.

VI

Jusqu'ici, toutefois, il n'a guère été question que de la morale personnelle, de ce qu'on appelle les devoirs de l'individu envers lui-même. On dirait que les autres devoirs intéressent peu M. Renan. J'en juge, bien entendu, par ses *Souvenirs*, car s'il ne s'était pas confessé

en public je ne me croirais nullement le droit de fouiller dans sa conscience. Elle ne m'appartient que parce qu'il lui a plu d'en dérouler devant nous les replis.

Son rêve serait une société hiérarchisée, nous l'avons vu tout à l'heure ; une société aussi où il serait débarrassé de toute charge matérielle et de toute obligation. En dehors de la famille, il parvient assez à réaliser ce rêve. Il a des amis, mais il rougirait presque de leur demander un service, même un conseil. Il n'a non plus obligé presque personne. On n'est serviable qu'en étant injuste, et il a toujours tenu à être juste. D'ailleurs, il sait si bien que l'ordre temporel est vide, vain, creux et frivole, qu'il craint de donner du corps même à l'amitié. Il estime qu'elle doit rester froide. Au fond, il pratique la règle de Saint-Sulpice, que les amitiés particulières sont un vol fait à la communauté, un larcin fait à l'espèce humaine : cette société à deux lui fait l'effet d'une coterie qui rétrécit l'esprit et constitue la plus lourde chaîne pour l'indépendance. Quant aux indifférents, il les tient à distance au moyen d'une politesse exagérée, d'une politesse de prêtre. (Bien entendu, je cite textuellement, d'un bout à l'autre.) Il dit à chacun ce qu'il suppose devoir lui faire plaisir. Il poussait même autrefois cette politesse jusqu'à mentir assez souvent, par bonté, par dédain. Il s'est corrigé. Depuis 1851 il ne croit pas avoir fait un seul mensonge, excepté les mensonges officieux que tous les casuistes permettent, et aussi les petits faux-fuyants littéraires exigés, en vertu d'une vérité supérieure, par les nécessités d'une phrase bien équilibrée. Il a pourtant encore dans sa conversation et surtout dans sa correspondance d'étranges défaillances. Sa correspondance, si on la publie après sa mort, sera sa honte : il y a mis une foule de choses dont il n'est pas sûr. « Le prêtre porte en tout sa politique sacrée : ce qu'il dit implique beau-

coup de convenu. Sous ce rapport, je suis resté prêtre. »

Et aussitôt après, M. Renan ajoute : « Dans mes écrits j'ai été d'une sincérité absolue. Non seulement je n'ai rien dit que ce que je pense : chose bien plus rare et plus difficile, j'ai dit tout ce que je pense. » Il y aurait une impardonnable inconvenance à contester cette affirmation. Pour ma part, du reste, je n'ai jamais douté de l'entière sincérité de l'auteur de la *Vie de Jésus*. Elle me paraît évidente, avec la restriction cependant qu'il indique lui-même : il a écrit des phrases, des membres de phrases tout au moins, qui sont là pour la musique des mots et non pour l'expression de la vérité. Je serais tenté aussi de lui demander s'il range les conférences parmi les conversations, où par excès de défiance il cherche à deviner les idées de son interlocuteur et à les lui servir anticipées, ou bien parmi les écrits, où il se fait un devoir de ne dire que ce qu'il pense. L'autre jour, devant un public sémitique, il représentait la Révolution française comme le triomphe des idées juives. Causait-il? Écrivait-il ? On l'applaudissait à outrance, lui que le succès ennuie, et, songeant à sa modestie, j'en étais navré; mais j'aurais voulu savoir si ceux qui l'applaudissaient étaient bien en possession de sa pensée intime. La limite entre la causerie et la conférence me semble peu marquée ; entre la conférence et la leçon, il n'y a guère que des nuances, et la leçon imprimée devient aisément un livre. On comprend mon inquiétude.

Non. L'affirmation de M. Renan me rassure. Dans ses écrits nous l'avons tout entier. Mais d'où vient cette différence très considérable ? Pourquoi estime-t-il un homme, une réunion d'hommes indigne d'entendre la vérité? et pourquoi se sent-il tenu de la donner pleine et entière à cet être abstrait qui se nomme le public? Cela est d'autant plus étrange, qu'il parle souvent

du public avec une profonde irrévérence, qu'il fait infiniment peu de cas de la société actuelle où les sots forment la majorité, qu'il ménage moins encore la postérité condamnée à une vulgarité irrémédiable. Ah ! c'est que si le public renferme beaucoup d'imbéciles, il renferme les quelques milliers d'hommes ou de femmes d'esprit « pour qui seuls le monde existe ». M. Renan écrit en vue de ceux-là. Petit est le nombre des élus ; mais les élus sont le sel de la terre. Il n'a d'autre ambition que de conquérir leur suffrage.

Toujours la petite Église ! Toujours l'esprit sacerdotal ! A cette aristocratie de l'intelligence, la vérité pure ; à la multitude, les superstitions qui lui plaisent !

M. Renan a donné la formule exacte de sa morale sociale, empruntée tout entière au catholicisme : « Le monde, a-t-il dit, est voué sans appel à la platitude, à la médiocrité ; la cause qui plaît aux âmes bien nées est sûre d'être vaincue ; l'idéal et la réalité n'ont rien à faire ensemble. » Il nous semble entendre le Christ du quatrième évangile : *Mundus eos odio habuit quia non sunt de mundo.* Et de ce dualisme M. Renan a tiré cette règle : Ne regarder comme possible que ce qui contredit ses aspirations. Il en fait tout naturellement l'application à la politique au sein des démocraties : « Plus une solution est chétive, plus elle me paraît avoir de chances pour réussir dans le monde des réalités. »

On conçoit dès lors avec quel dédain il la traite, cette politique devenue l'emploi, dit-il, des « déclassés et des gens de troisième ordre ». Déclassés ? Hé ! oui, cela est vrai. M. Ferry, d'avocat, de journaliste, passé grand-maître de l'Université et puis président du conseil ; Gambetta, qui, né dans une épicerie, s'est permis de ramasser le drapeau de la France et puis de fonder la République ; Thiers, petit, bourgeois (était-ce même un

bourgeois?) qui a libéré le territoire, tous, à y regarder de près, des déclassés ! Déclassés au premier chef les hommes de la Révolution, et surtout leur grand impulseur Mirabeau ! Déclassés également leurs précurseurs : Arouet, fils d'un notaire ; Diderot, fils d'un coutelier ; d'Alembert, l'enfant trouvé; Jean-Jacques Rousseau, le vagabond ! Nous comprenons quel mépris ils inspirent à un homme d'ordre qui, après Fénelon, rêve d'une société ou le talent et l'esprit auraient une cote officielle et porteraient un uniforme commandant le respect. Mais M. Renan n'aurait-il pas entendu parler « d'un fils de paysans et de pauvres marins couvert du triple ridicule d'échappé de séminaire, de clerc défroqué, de cuistre endurci », un déclassé parmi les déclassés, qui s'est fait accueillir, écouter, choyer dans cette odieuse démocratie ? Lui sied-il bien de parler de classes et de déclassés ?

Quant aux misères de la politique, je les vois de trop près pour essayer de les nier ; mais j'ai vu de très près aussi les érudits, les théologiens, les philologues, et vraiment je ne sais si l'on n'y découvre pas autant de petitesses et de roueries et si « les gens de troisième ordre », ou même de septième, n'y règnent pas en souverains. Dans le monde politique il y a des intrigants, des charlatans ; il y a des êtres ineptes tout bouffis d'orgueil ; il y a aussi des hommes de convictions profondes, dévoués corps et âme à une cause, et parmi eux j'en ai connu un d'une grandeur incomparable. Ce qui sépare de M. Renan ces hommes politiques aux ardentes aspirations que rien ne lasse, ce n'est pas du tout que, lui, il serve l'idéal et qu'eux ils s'attachent à la matière. C'est que M. Renan, croyant l'idéal irréalisable, se réfugie dans la communion des saints, comme dit la théologie, dans une petite Église d'esprits libres, entièrement distincte de l'humanité et

de la patrie, et qu'il ne ressent pour celles-ci, comme un parfait catholique, qu'une froideur méprisante; tandis que nos amis croient que l'idéal peut et doit descendre sur la terre, non certes par un décret pareil à un prodige, mais par une lente et constante réforme des lois et des institutions qui y fasse pénétrer un peu plus de justice, de bonté, de raison. Et à ce labeur où l'on se heurte à toutes les haines, à toutes les suspicions, à tous les outrages, où l'on se déchire les mains et se meurtrit le cœur, ils appliquent leurs forces, ils donnent leur existence. Ils ne vivent pas, eux, pour « accomplir à travers la réalité une charmante promenade ». Ils ne comprennent pas cette transcendance commune à tous les sulpiciens, émancipés ou non, qui permet de faire abstraction du sort de la patrie, car la patrie c'est la chair de leur chair. Aucun d'eux ne désirerait d'être sénateur « parce que, sans tarder peut-être, ce mandat fournira de belles occasions de se faire assommer, fusiller, des formes de trépas enfin bien préférables à une longue maladie ». Si c'est là une gasconnade, elle ne leur paraît pas seulement lugubre, mais souverainement indécente, et si c'est un souhait sérieux, il leur semble impie. Aucun d'eux surtout, douze ans après nos désastres, après cette chute de la France dont on n'a peut-être pas encore mesuré la profondeur, ne pourrait écrire : « Le siècle où j'ai vécu sera tenu sans doute pour le plus amusant des siècles. » Quelqu'un, se vantant de goûter, lui aussi, une paix profonde, avait déjà dit :

> Et je verrais mourir frère, enfants, mère et femme,
> Que je m'en soucierais autant que de cela.

Mais le quiétisme d'Orgon passait généralement pour une charge.

LE PLAN DE BISMARCK (1)

29 août et 1er septembre 1883.

Je sais des hommes qui, depuis le 10 décembre 1848 jusqu'au 4 septembre 1870, n'ont pas goûté une seule heure de quiétude d'esprit parce qu'à toutes leurs joies, à tous leurs plaisirs, à toutes leurs pensées se mêlait plus ou moins vivement l'amertume de sentir la France aux mains d'un misérable aventurier. Ce qu'a été Louis-Napoléon Bonaparte pendant plus de vingt ans pour les républicains qui touchent maintenant à la soixantaine, M. de Bismarck l'est en un certain sens depuis treize ans pour tous les patriotes : un nom que l'on n'entend pas prononcer sans éprouver une sorte de frémissement, une puissance dont l'ombre menaçante s'étend sur l'existence entière. Le grand chancelier, qui sûrement ne se méprend pas sur les sentiments qu'il nous inspire, n'est pas homme à s'en plaindre d'un ton élégiaque ainsi qu'il arrivait au fils d'Hortense. Je l'affirme malgré les sottes colères de la *Norddeutsche Zeitung*, journal décidément indigne du maître. Nos rancunes attestent la force terrible de ses coups. Elles sont un

(1) *Correspondance diplomatique de M. de Bismarck* (1851-1859) publiée, d'après l'édition allemande de M. de Poschinger, sous la direction et avec une préface de M. Th. Funck-Brentano, professeur de droit des gens à l'École des sciences politiques. Traduction de M. L. Schmitt, professeur au lycée Condorcet. (Paris, E. Plon et Cie, 1883, 2 vol. grand in-8°.)

monument de sa gloire. Remarquez d'ailleurs que dans notre inimitié il n'y a pas trace du mépris que nous professons pour l'autre, l'incapable et le criminel. Aussi tandis que, malgré nous, l'injure nous vient aux lèvres dès que nous touchons à celui-ci parce que le dégoût l'emporte, nous nous manquerions à nous-mêmes si nous ne nous efforcions de parler de M. de Bismarck non seulement avec sang-froid mais sur un ton glacial où il doit lui être facile de démêler quelque chose qui ressemble à de l'admiration. Certes, nous comprenons le prestige dont il jouit chez lui ! Et même, s'il faut tout dire, un de nos étonnements c'est que ce prestige n'y soit pas bien plus grand, c'est qu'un homme qui a rendu et qui rend journellement de tels services à son pays n'y trouve pas, comme un Guizot, une majorité parlementaire pour le soutenir.

Aujourd'hui, je voudrais aller au delà de cette attitude de vaincus qui croiraient se déshonorer en outrageant leur vainqueur. Ici, je voudrais essayer d'arriver jusqu'à l'impartialité. Je m'en crois capable. Oubliant pour quelques instants les rancunes et les appréhensions du patriote, dépouillant l'exilé de l'Alsace, je vais tâcher de discuter le chancelier allemand à peu près comme un professeur d'Iéna, pas trop chauvin, peut discuter au bout de deux siècles et demi l'œuvre de Richelieu, le plus implacable adversaire de l'ancien empire germanique. En pensée je cesse donc d'être le contemporain du seigneur de Varzin et j'examine, autant que le permettent les documents, quel fut le plan politique de Bismarck, ce fameux homme d'État du XIXe siècle.

I

Mais avant même d'entrer en matière, me voici en présence d'une objection ou du moins d'une question préliminaire qui peut rendre vaine toute cette étude. Bismarck est-il vraiment de la race des grands politiques dont Richelieu apparaît dans les temps modernes comme le représentant le plus parfait? Son œuvre ne serait-elle pas un assemblage de chances heureuses et d'idées confuses? Quand on a sous la main une armée incomparable et pour le nombre et pour la discipline et pour l'organisation savante, il n'est pas difficile de dicter des lois à ses voisins. Le premier des Bonaparte, qui ne sut jamais ce qu'il voulait faire de l'Europe, ne la pétrit pas moins au gré de ses caprices changeants parce qu'il disposait des soldats de la Révolution, les militaires les plus accomplis qu'on ait vus depuis Jules César, et parce qu'il savait les employer avec l'audace d'un condottiere de génie. Très grand homme de guerre, il fut un politique des plus médiocres. Ne pourrait-on pas dire un jour que Bismarck fut la moitié d'un Napoléon dont Moltke serait l'autre moitié, la meilleure de beaucoup, quoique dépourvue de fougue et par conséquent d'éclat? A l'appui de cette opinion, on citerait de nombreux événements qui furent très favorables à l'ambition du grand chancelier et dont la rencontre n'est due qu'au hasard. Sans la platitude de M. Émile Ollivier, sans la tête folle de l'impératrice, la guerre n'eût pas été déclarée en 1870; sans la mort du maréchal Niel nos troupes n'eussent pas été prises au dépourvu; sans la nomination du traître Bazaine au lieu du brave Canrobert, notre vieille armée n'eût pas capitulé; sans la rigueur exceptionnelle de l'hiver, ni Paris ni nos jeunes milices de province n'auraient souffert

jusqu'à en perdre la force... Faut-il rappeler en dernier lieu les deux coups imprévus qui en 1882 ont enlevé à la Russie Skobeleff, et à la France Gambetta, débarrassant ainsi Bismarck d'un double obstacle et peut-être d'un double souci?

Il est certain que dans ce monde il y a des hommes qui ont la chance pour eux, et d'autres qui, à mérite égal, l'ont contre eux, et il est certain que Bismarck compte au premier rang de ceux que la fortune comble de ses faveurs. Ah! que les cartes placées par le sort aux mains de Richelieu formaient un jeu moins brillant! Bismarck n'a pas à lutter de jour, de nuit, contre les ennemis du dedans, contre l'hostilité de la reine, contre la perfidie de la cour, contre la faiblesse du roi, contre les intrigues de l'héritier du trône; il n'a pas à se demander chaque soir si demain il ne sera pas exilé dans ses terres ou envoyé à Spandau. Les coups inoffensifs de l'opposition parlementaire entretiennent sa bonne humeur, et, n'étaient ses névralgies, il pourrait se proclamer le plus heureux des hommes. Tout lui est aisé.

Oui. Et pourtant je ne puis me persuader que Bismarck ait créé le nouvel empire germanique et lui ait assuré la première place en Europe sans autre mérite que celui d'un joueur qui fait sauter la banque. Lorsque vous m'aurez montré un habitué de Monte Carlo qui, non pas une fois, mais cent fois de suite et pour ainsi dire à volonté, rafle une fortune sur le tapis vert, j'admettrai l'analogie; mais aussi, ce jour-là, je serai convaincu que le hasard de la roulette et du trente-et-quarante est soumis à des lois et que cet heureux joueur les a découvertes. En d'autres termes, je verrai en lui un calculateur absolument hors ligne, et dès lors, croyez-moi, Bismarck ne perdra rien à ce rapprochement.

Une œuvre aussi solide que la sienne ne peut jamais être le simple effet du hasard. Car il ne faut pas s'ima-

giner puérilement qu'elle s'évanouira un beau matin comme l'artificiel empire de 1812, qui avait fait de Hambourg et de Rome des chefs-lieux de départements soi-disant français. Quoi qu'il arrive, l'unité de l'Allemagne est faite, au moins autant que l'unité de l'Italie. L'une et l'autre pourront subir des transformations. En Italie, si la dynastie de Savoie venait à disparaître, la République ne tarderait probablement pas à s'accommoder d'une constitution fédérative, mais on ne reverra jamais les tyranneaux de Modène, de Parme, de Toscane et autres lieux qui ne prétendaient rendre compte de leurs pouvoirs qu'à Dieu et à M. de Metternich. En Allemagne, après les rapides progrès de la centralisation qui transforme peu à peu les ducs, grands-ducs et rois en seigneurs terriens, pareils aux lords de la Grande-Bretagne, il y aura peut-être un retour vers les idées particularistes, comme on dit là-bas ; mais il n'existe pas plus de nation hessoise, saxonne, bavaroise, qu'il n'existe de nation bourguignonne, bretonne ou normande, et la décentralisation aura bien moins un caractère politique qu'un caractère administratif. Les Allemands, malgré ce que l'on raconte çà et là, tiennent énergiquement à leur unité qui a augmenté leurs charges sans doute, mais qui a centuplé leurs forces. Après avoir été absorbés par la Prusse, il n'est pas incroyable qu'ils absorberont la Prusse des bureaucrates et des hobereaux dans l'Allemagne de la démocratie : cela produira des modifications profondes au dedans et plus encore au dehors. Mais le faisceau, peut-être un peu réduit d'un côté, un peu agrandi de l'autre, ne se rompra plus. L'œuvre de Bismarck, en ce qu'elle a de fondamental traversera les siècles. Entre l'Allemagne telle qu'il l'a faite, et l'Allemagne telle qu'elle se fera, il pourra y avoir autant de différence qu'entre la France de Louis XIV et celle de la Révolution, mais la France est

toujours la France une et compacte ainsi que l'a voulu l'âpre génie de Richelieu, et l'Allemagne sera toujours l'Allemagne ainsi que le gentilhomme de Varzin l'a agglutinée par le fer et le feu.

Ce qui fait que l'œuvre politique d'un homme dure, c'est qu'elle est conforme à la nature même des choses, à l'instinct des peuples, à la force immanente qui transforme incessamment l'humanité. L'empire de Napoléon était une monstruosité en contravention avec toutes les lois de l'Histoire. L'empire de Bismarck est l'expression même de la civilisation allemande depuis un siècle environ. Mais je le reconnais, de la solidité et même de la grandeur d'une œuvre politique, on n'a pas toujours le droit de conclure à l'étendue du génie de l'homme qui l'a accomplie. Précisément parce qu'il est porté par le flot populaire, il se peut qu'il soit à peine un instrument conscient. Il veut ce que tous veulent; il dit ce que tous disent ; mais par suite de certaines circonstances ou d'une certaine conformation individuelle, il se trouve que sa voix a une portée extraordinaire et qu'elle éveille un écho formidable. Je doute que l'intelligence de Luther ait dépassé une bonne moyenne, et pourtant ses quatre-vingt-quinze propositions contre les indulgences, amas indigeste de contradictions scolastiques, ont produit l'un des plus grands bouleversements au sein des races aryennes : « Ce fut la trompette, disait un contemporain, ce fut la foudre qui tira le monde de sa léthargie. » La voix de l'abbé Sieyès eut un jour chez nous un retentissement pareil, et personne ne range pourtant ce pédant idéologue parmi les grands hommes. Notre Révolution tout entière ne fut-elle pas, surtout après la mort de Mirabeau, une œuvre essentiellement anonyme, accomplie par d'innombrables personnages de second ordre, à tout prendre, même les plus grands, et qui ne nous paraissent des géants que parce qu'ils se

dressent sur le piédestal prodigieux de l'œuvre commune?

Pour que j'admette Bismarck au nombre des puissantes intelligences qui ont de propos délibéré lancé leur peuple dans une voie à la fois nouvelle et conforme au génie national; pour que je le place auprès d'un Richelieu, fût-ce au-dessous, il ne me suffit pas que son œuvre soit immense, il faut encore qu'on me démontre qu'il a su ce qu'il faisait, qu'il l'a voulu, qu'il a vu distinctement dans son esprit, avant la crise de l'enfantement, la Prusse de l'avenir, ainsi que les vrais maîtres aperçoivent dans leur imagination, avant même de l'esquisser sur un carton, le groupe de marbre ou de bronze qui leur assurera l'immortalité. Eh bien, cette démonstration, elle est faite pour Bismarck. Oui, dès 1858, à un moment où son pays venait de subir une longue série de déboires et d'humiliations sous un roi mystique dont la raison s'éteignait lentement, Bismarck a dit avec une clarté saisissante ce qu'il fallait faire pour transformer rapidement la Prusse en une puissance de premier ordre, et ce qu'il a dit alors, il l'a fait lui-même bientôt après avec une ardeur qui n'eut d'égale que sa ténacité. N'écoutez pas ceux qui vous parlent de chances, de hasards heureux, de forces aveugles; non, nous avons devant nous une volonté de fer servie par une intelligence extraordinairement lucide. Bismarck est bien de la race des grands politiques.

II

Le document que j'ai en vue lorsque je porte ce jugement, ce n'est pas l'ensemble des deux volumes qu'a traduits M. Schmitt et qui comprennent toute la correspondance diplomatique de Bismarck pendant les huit années qu'il représenta la Prusse à la Diète

de Francfort. Pour la biographie, ces volumes offrent d'un bout à l'autre un vif intérêt et l'un de nos amis, M. Joël Le Savoureux, travaillant sur l'original allemand, en a extrait, pour les lecteurs de la *République française* (1), une foule de traits curieux qui montrent sur le vif l'esprit entier du hobereau passé diplomate, sa susceptibilité, son caractère vindicatif, son goût pour le reportage, bref une foule de petitesses qui manquent rarement aux plus grands hommes d'État. Mais le recueil se termine par une pièce d'une importance hors ligne : en mars 1858, Bismarck envoie à son ministre un long mémoire « sur la nécessité pour la Prusse d'inaugurer une politique indépendante en Allemagne ». Cette pièce, dont il convient de rapprocher plusieurs lettres écrites un peu avant et un peu après la date indiquée, renferme tout un programme de politique étrangère et prouve qu'à ce moment, après avoir terminé son long apprentissage à Francfort, il savait parfaitement ce qu'il ferait si jamais la confiance royale l'appelait à la direction des affaires. Ses ambassades à Pétersbourg et à Paris pouvaient le préparer mieux encore à l'action en le mettant en contact avec les deux cours les plus puissantes du continent; elles ne pouvaient modifier ses vues politiques.

Or, le but suprême qu'il se propose, c'est l'abaissement de l'Autriche. Il reprend donc le programme de Richelieu comme l'avait déjà repris Frédéric II. L'Autriche refoulée hors de l'Allemagne et l'Allemagne placée sous l'autorité de la Prusse, qui suivra tout naturellement une politique conforme aux aspirations nationales, aux aspirations unitaires, tel est son objectif.

Sa haine de l'Autriche est proportionnée à son amour

(1) Voyez, dans la *République française* des 4, 8 et 10 octobre 1882, les *Débuts diplomatiques de M. de Bismarck*, et, dans les numéros du 6 et du 16 février 1883, *M. de Bismarck à Francfort*.

de la Prusse. Celle-ci se laisse enlacer par les bras multiples aux innombrables suçoirs du grand poulpe viennois. Sans défaite apparente, sans lutte même, elle perd peu à peu ses forces et va tomber, presque à son insu, au rang des puissances de second ordre. C'est dans les séances de la diète de Francfort, organe de la Confédération germanique, que s'opère cette émasculation de son pays : il l'a vu de près depuis huit ans qu'il y siège. Création fort compliquée de Metternich, la diète avait été jusqu'en 1848 le principal instrument de la réaction en Allemagne. L'Autriche et la Prusse intimement unies contre la démocratie y dominaient et, par les décisions qu'elles y faisaient voter, elles garantissaient les petits souverains contre les revendications indiscrètes de leurs petits Parlements. Après 1848, la situation changea. La démocratie, cessant de réclamer des réformes locales, avait adopté pour programme l'unité allemande, c'est-à-dire la subordination de tous les princes à un pouvoir central, et ce pouvoir devait, par la force des choses, passer aux mains de la Prusse. On conçoit dès lors la méfiance des princes à l'endroit de cette puissance. L'Autriche en profita avec une rare habileté pour s'emparer de la direction exclusive de la Diète. Elle se présente aux petits souverains comme pouvant seule les préserver et de la révolution et de l'ambition prusienne. Elle n'eut pas de peine non plus à persuader aux plus grands d'entre eux, aux rois de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, de Bavière, qu'ils avaient à jouer un rôle dans la politique européenne et qu'ils le pouvaient précisément par le moyen de la Diète. Que celle-ci prît, dans les affaires diplomatiques, des décisions à la majorité des voix, majorité formée d'eux et de l'Autriche, ces décisions s'imposaient légalement à tous les membres de la confédération, y compris la Prusse. La Prusse cessait donc de compter comme

grande puissance indépendante, ce qui plaisait fort aux roitelets qui jalousaient ce parvenu. D'autre part, les forces militaires de la Prusse, qui n'étaient certes pas à dédaigner, se trouvaient être, en droit, à la disposition de la Diète, en fait, à la disposition de l'Autriche. Ces délibérations en commun de tous les représentants des gouvernements prenaient, en outre, un faux air d'unité germanique qui pouvait faire illusion à des démocrates naïfs. L'Autriche, leur disait-on, et la Prusse s'absorbent volontairement dans la grande patrie allemande, dont la Diète est l'organe.

Et la Prusse, tout en se plaignant par la voix rude mais impuissante de son chargé d'affaires, acceptait peu à peu cette transformation de la Diète en assemblée souveraine. Elle allait y laisser son indépendance, si péniblement conquise par Frédéric II. Elle redevenait simplement une partie intégrante de la confédération, forme nouvelle de l'empire, et elle retombait ainsi sous le vasselage de la maison d'Autriche.

Bismarck analyse cette situation avec une finesse étonnante; il la creuse dans tous les sens afin d'en faire ressortir les dangers ; il décrit avec une surabondance de détails les moyens occultes dont use la diplomatie autrichienne pour fausser l'opinion publique. Ces moyens, subvention de journaux, menaces adressées aux fonctionnaires des petits États, action sur la Bourse, il propose de les employer au profit de la Prusse ; mais par-dessus tout il insiste sur l'absolue nécessité d'adopter, à propos de n'importe quelle question européenne, une politique propre, très nette, avant même que la Diète en ait délibéré. Que la Diète en adopte une autre, on refusera catégoriquement de se soumettre. De deux choses l'une alors : ou bien la confédération se trouvera dissoute de fait, et la Prusse sera libre d'attirer dans son orbite ceux des petits États qui ne peuvent vivre sans

elle ; ou bien la Diète, dans son aveuglement, ordonnera contre la Prusse une exécution fédérale, et ce sera la guerre. Or, dût-on succomber, ce qui est improbable, mieux vaut tomber avec honneur que de se laisser garrotter et puis étrangler à huis clos.

« Voilà mille ans, écrivait Bismarck en avril 1856, que le dualisme germanique se manifeste par des guerres intestines, profondes, qui, depuis Charles-Quint, ont invariablement réglé de siècle en siècle les questions pendantes ; dans ce siècle aussi le moment viendra où il n'y aura pas d'autre moyen pour régler l'heure sur le cadran de notre évolution historique..... Il n'est pas en notre pouvoir de prévenir cette collision parce que la marche des choses en Allemagne ne comporte aucune autre issue. »

Rupture complète et définitive de tous les liens qui rattachent la Prusse à l'Autriche, tel est le programme de la politique de Bismarck. Venant à parler d'une alliance possible entre la Russie et la France, il déclare qu'il ne la redouterait que s'il était impossible à la Prusse « d'y entrer à pieds joints ». Il désirerait ardemment qu'elle y entrât, car « c'est le seul moyen, ajoute-t-il, de nous soustraire définitivement à la tutelle des petits États et d'échapper aux filets de l'Autriche ». Mais si l'alliance se concluait entre Alexandre II et Napoléon III sans que la Prusse y fût admise, ce qui évidemment constituerait une menace pour elle, devrait-elle, en ce péril, se rapprocher de l'Autriche ? Nullement ! « Dans le plus grand danger commun, l'Autriche ne cessera de nous porter envie et de se méfier de nous. »

Nulle hésitation : la guerre avec l'Autriche est une nécessité historique pour la Prusse, qui ne saurait remplir sa tâche dans le monde tant qu'elle sera enchaînée à sa vieille rivale par les liens d'une alliance décevante.

Ces textes jettent la lumière la plus vive sur les événements de 1866, exécution littérale du plan conçu environ dix années plus tôt. Mais ces textes permettent aussi d'affirmer que les événements de 1870 ne figuraient point dans le plan primitif. Ils constituent un accident, un épisode non pas certes imprévu, car dès le lendemain de Sadowa l'armée allemande se prépare à l'invasion de la France, mais un épisode qui pouvait survenir ou ne pas survenir sans toucher à l'idée fondamentale de la politique de Bismarck. Si Sadowa était indispensable pour constituer la Prusse en grande puissance indépendante et maîtresse de l'Allemagne, Metz et Versailles n'ont fait qu'accélérer l'heure de la proclamation du nouvel empire en l'entourant d'une auréole de gloire. Ni l'humiliation de la France, ni les cinq milliards, ni la conquête de l'Alsace-Lorraine n'étaient des conditions d'où dépendait le succès de l'œuvre du grand chancelier.

III

En 1866, tout ce qu'avait rêvé le plénipotentiaire prussien dans les heures sombres où il rongeait son frein à Francfort se trouvait réalisé. Malgré certaines réserves de pure forme que le temps ferait disparaître sans peine, l'Allemagne appartenait à la Prusse et celle-ci comptait parmi les trois ou quatre empires qui règlent les destinées du monde, tandis que l'Autriche, chassée de l'Italie, refoulée hors de l'ancienne confédération, semblait devoir suivre prochainement le sort de la Turquie. Ce que la Prusse ferait de sa jeune puissance, c'était à voir. Elle pouvait se recueillir dans son triomphe comme naguère la Russie dans sa défaite et s'absorber dans l'immense travail de l'unification des lois et des mœurs de l'Allemagne. Elle pouvait aussi se

passionner pour la politique étrangère où elle avait le choix des alliances. Car elle était libre. La guerre avec la France ne se présentait nullement comme nécessaire. Sans doute, il était naturel que deux grandes monarchies militaires, se trouvant soudain côte à côte, eussent quelque velléité de croiser le fer. Sans doute Napoléon III ne pouvait se cacher à lui-même ni cacher aux autres que, désormais, à moins d'un retour de la fortune, il devait renoncer à ce rôle de protecteur empressé des nationalités souffrantes qu'il jouait en amateur et qui flattait tant sa vanité. Sans doute le sentiment national surexcité chez les Allemands allait éclater, comme il le faisait du reste depuis la guerre d'Italie, en invectives contre « l'ennemi héréditaire », et l'on pouvait s'attendre à ce qu'aucun banquet ne se terminât plus sans un toast aux « frères allemands » d'Alsace et de Lorraine condamnés à parler la langue menteuse des Welches. Mais Bismarck, qui fait de la politique comme un banquier fait des affaires, avec sa froide raison et non avec du sentiment, trouvait ces toasts gallophobes aussi ridicules que les articles des journaux français revendiquant la rive gauche du Rhin. Sans professer de sympathie pour nous et tout en se défiant de Napoléon III dont l'esprit confus et utopique l'agaçait, il n'avait pas répugné à une alliance française, avec ou sans la participation de la Russie. Il avait loué « le bon sens, l'intelligence, le jugement » du prince Napoléon qui lui disait que « l'union de la Prusse et de la France, c'est-à-dire des deux peuples les plus civilisés du monde était la plus naturelle de toutes ». C'était, bien entendu, avant Sadowa. A la même époque, il écrivit ceci : « Je ne prétends pas prêcher *a priori* une alliance prusso-française, mais je regarde comme évident que notre position perdra de son importance et que les autres cabinets compteront moins avec nous dès qu'il faudra considérer comme chi-

mérique la chance d'une alliance avec la France. Il s'ensuit que nos rapports avec la France doivent être tels qu'ils nous permettent à toute époque de nous rapprocher encore davantage de cette puissance et que les autres cours doivent être persuadées que cette voie nous est ouverte. » Encore une fois, c'était avant Sadowa, et l'on sait avec quelle souplesse Bismarck suivit cette politique tortueuse qui faisait croire à tous et surtout à Napoléon III qu'il existait une alliance franco-prussienne, tandis que la Prusse, qui retirait d'immenses avantages de cette apparence, ne prenait aucun engagement à notre égard. Après Sadowa tout cela était changé : on n'avait plus besoin de Napoléon III et on le lui fit bien voir. Mais ce refroidissement soudain, ce redressement subit d'un protégé qui, devenu fort, n'a plus à prendre des attitudes aimables, ne menaient pas nécessairement à une guerre. J'ai beau parcourir les deux volumes de la *Correspondance*, je n'y trouve nulle part un germe d'hostilité, je ne vois pas qu'on se réserve de régler plus tard des comptes avec la France qui a pourtant pris à l'Allemagne Toul, Metz, Verdun, et puis l'Alsace, et puis Strasbourg, et puis la Lorraine. Qu'on ne m'objecte pas que cette correspondance remonte à un temps où le second Empire brillait de tout son éclat. Bismarck croyait peu à sa solidité (et c'est même pourquoi il hésitait à contracter une alliance ferme) ; comment se ferait-il qu'il n'eût jamais parlé du butin à recueillir quand viendra le déclin du Bonaparte si une guerre avec la France eût constitué une partie de son plan?

Qu'il ait prévu la possibilité de cette guerre aussitôt après Sadowa, cela ne fait aucun doute. Qu'il l'ait désirée bientôt, parce qu'il pouvait en retirer un grand profit politique au dedans en flattant les passions de la foule et parce que Moltke lui démontrait que Stras-

bourg et Metz sont les clefs de l'empire, ainsi qu'il le dit à Jules Favre, cela se peut. Mais il ne m'est nullement prouvé que cette guerre, il l'eût déclarée lui-même sous un prétexte frivole, ainsi que l'a fait le maître de M. Emile Ollivier. Cette guerre pouvait lui être utile, je répète qu'elle ne lui était pas indispensable. Elle constitue un hors-d'œuvre.

Par la force des choses, le hors-d'œuvre a fini par prendre la première place dans sa politique, car la France isolée, humiliée, appauvrie, amputée, modifie la situation du monde, tout autrement que l'Autriche subissant un échec de plus et même que l'Allemagne mettant tous ses bataillons sous le commandement du successeur de Frédéric II. Depuis 1870, comme l'a dit M. de Beust, il n'y a plus d'Europe. Bismarck avait conçu son plan en vue d'une Europe où les parties se joueraient entre quatre ou cinq potentats. Il a dû le modifier.

Au commencement toutefois, il agit comme par le passé : 1870 complète et couronne 1866. L'empire proclamé à Versailles, c'est une avance de vingt ans peut-être. Les 5 milliards permettent d'organiser les forces militaires sur un pied inconnu jusque-là. On sera plus que jamais libre de ses alliances. Bismarck en profite uniquement pour mater davantage l'Autriche, sa véritable ennemie héréditaire, qu'il ne perd pas un instant de vue, tandis que la France tombée en république, c'est-à-dire, d'après lui, dans l'anarchie, est une quantité négligeable. Il établit l'alliance des trois empereurs ; ce qui signifie qu'il enserre l'Autriche entre la Prusse et la Russie, de sorte qu'elle ne pourra plus bouger. Il frappe, comme seul il sait frapper, sur tout ce qui permettrait à ses ennemis de Vienne de renouer un jour des intrigues en Allemagne. Il pourchasse leurs complices impitoyablement.

On a été fort surpris de voir débuter le nouvel empire par une lutte religieuse. Ce qui avait tué l'ancien empire, ce qui avait engendré la guerre de Trente-Ans d'où la nation germanique sortit épuisée pour deux siècles, ce qui avait permis la continuelle intrusion de l'étranger dans ses affaires, ce qui avait fait de l'Allemagne le champ de bataille que dévastèrent et déchiquetèrent tous les ambitieux, diplomates ou guerriers, c'était que les querelles religieuses, envenimant les discussions politiques, y avaient partagé la nation en deux églises ennemies. Partout ailleurs la Réforme avait triomphé ou succombé : en Allemagne elle avait divisé. Et maintenant que par l'effort d'un homme de génie toutes les divisions disparaissaient dans une puissante unité, cet homme de génie n'avait rien de plus pressé que de commencer une nouvelle guerre de religion, de débuter par une persécution véritable, car il n'y a pas à dire, les lois de mai qui interdisent les sacrements constituent bel et bien une persécution. C'était à n'y rien comprendre ; c'était à faire douter de l'intelligence politique de Bismarck. Pour ma part, je l'avoue, j'y ai vu longtemps une manifestation du fanatisme protestant, extrêmement vivace en Prusse, même parmi les rationalistes, mais surtout parmi les piétistes ou orthodoxes qui ont l'honneur de compter Bismarck dans leurs rangs. Eh bien non, j'étais dans l'erreur. En persécutant l'ultramontanisme, en lui cherchant querelle, car, au rebours de ce qui s'est passé en France, c'est bien le pouvoir laïque qui a commencé là-bas les hostilités, Bismarck agissait non en homme religieux, mais en homme politique.... A ses yeux l'ultramontanisme allemand n'est qu'une des formes de ce qu'on me permettra d'appeler l'autrichianisme. La correspondance ne laisse aucun doute à cet égard. Il hait les catholiques non parce qu'ils ont une autre théologie que lui, mais

parce qu'ils tournent les yeux du côté de Vienne. Dès 1858, un de ses collègues prussiens se plaignait que « M. de Bismarck vît dans tous les chefs du mouvement catholique en Allemagne des instruments actifs de la politique autrichienne », ce qui, à son avis, était passablement exagéré. Cet avis d'un collègue peut fort bien être fondé. Je n'ai pas à l'examiner. Je n'ai pas non plus à discuter si les choses sont, au contraire, telles que les voit Bismarck; celui-ci a fait preuve d'une grande habileté en entamant le *Culturkampf*. Ce que je retiens, c'est que le *Culturkampf* est bien une suite de la guerre à mort qu'il a déclarée à l'Autriche, et que par conséquent, après comme avant 1870, Bismarck poursuit son fameux plan pendant plusieurs années. Le *Culturkampf* croîtra ou diminuera suivant que lui-même il sera fidèle ou non à son plan, suivant qu'il s'éloignera ou se rapprochera de l'Autriche.

IV

Depuis quatre ans il s'en est rapproché, depuis quatre ans il a cessé de prendre pour objectif de sa politique non seulement l'abaissement de la monarchie des Habsbourg, mais la séparation des intérêts autrichiens et des intérêts prussiens. Jamais au contraire l'union n'a été plus intime; il y a cette différence toutefois que maintenant c'est la Prusse qui en est l'inspiratrice et l'Autriche-Hongrie qui exécute docilement les conseils qu'on lui donne. Beaucoup se demandent même si, à l'avenir, la puissance danubienne ne sera pas simplement le margraviat oriental du nouvel empire germanique passé aux mains des héritiers de Frédéric II.

Certes, en subissant cette modification profonde, le plan de Bismarck s'est agrandi considérablement, et son

ingérence dans les affaires européennes a pris un vaste développement. Ce n'en est pas moins un changement de front inattendu, dont il importe de rechercher les causes et d'essayer d'entrevoir les conséquences. Cela importe d'autant plus qu'en général les brusques changements de front présentent quelques dangers en diplomatie comme à la guerre et qu'avec un esprit aussi lucide, aussi incroyablement prévoyant que Bismarck, ils surprennent l'historien d'une manière presque désagréable.

Les raisons qui lui ont fait rechercher l'alliance de l'ennemi héréditaire qu'il avait écrasé paraissent suffisamment établies. J'y vois pour ma part une suite de ce que j'appelle l'épisode de 1870. Tant que la France est restée sous le coup de sa défaite, Bismarck n'a rien changé à sa ligne politique. Dès que la France s'est relevée, il a compris qu'un jour ou l'autre un péril pouvait naître de ce côté-là. On dit que sa première pensée fut de se jeter de nouveau sur la pauvre blessée pour en finir à jamais avec elle, et que son bras fut arrêté par la Russie. Entre la Russie et la Prusse il y a des liens à la fois puissants et fragiles, la parenté et l'étroite amitié qui unissent les deux familles souveraines. En dehors de ce lien, qui peut se briser à tout instant, les deux pays n'ont rien de commun, et nourrissent même l'un à l'égard de l'autre une antipathie profonde. Leur alliance ne peut donc fournir la base d'une politique aux vues lointaines, telle que la pratiquent les hommes d'État de race. « Un rapprochement entre la France et la Russie est trop naturel pour qu'on ne s'y attende pas », disait au contraire Bismarck, après le traité de Paris, et il est probable qu'il n'a cessé de le penser. « Parmi les grandes puissances, elles sont toutes deux, par leur situation géographique et leurs visées politiques, celles qui renferment le moins d'éléments d'hostilité, car elles

n'ont pour ainsi dire pas d'intérêts qui se trouvent nécessairement en collision... Je ne vois plus rien qui puisse neutraliser la force qui attire ces deux États l'un vers l'autre. » Je le répète, c'est en 1856 que Bismarck écrivait ces lignes. Et il avait raison. Il dépendait absolument de Napoléon III de s'assurer pour longtemps l'alliance russe. On sait comment il s'arrangea pour rejeter de son jeu cette carte précieuse qui lui eût permis de contenir la Prusse, comme la Prusse contint depuis l'Autriche par l'alliance des trois empereurs. Avec son esprit brouillon qui soulevait toutes les questions sans les résoudre, il intervint en faveur de la Pologne au moment le plus inopportun et blessa profondément l'orgueil du tzar. On sait aussi comment Bismarck se hâta de profiter de cette faute et comment il put, grâce à l'attitude étrange d'Alexandre II, isoler complètement la France en 1870. Entre Pétersbourg et Berlin les fils télégraphiques transportèrent longtemps les messages les plus affectueux. La haine du Bonaparte rapprochait les cœurs plus encore que la parenté. Mais quand Alexandre II déconseilla d'un ton très ferme d'envahir une seconde fois la France, Bismarck dut sentir que son alliance avec la Russie serait toujours précaire ; il dut se rappeler quelle affinité il avait découverte, dix ans avant Sadowa, entre son alliée et son ennemie. Cela lui donna sûrement à réfléchir. Et quand, bientôt après, la guerre des Balkans prouva en même temps l'infériorité de l'organisation militaire et l'ambition immense des Moscovites ; quand leur alliance devint onéreuse et qu'il fallut ou bien les soutenir en Orient ou bien rompre avec eux, il n'hésita plus. Faisant subitement volte-face, il substitua dans son jeu la carte autrichienne à la carte russe.

Cette substitution lui offre sans doute une plus grande sûreté à la fois militaire et politique. Cela

semble évident pour bien des raisons que chacun entrevoit. La principale de ces raisons, c'est que, s'il n'y a aucun lien ni d'intérêt ni de sentiment entre le peuple russe et le peuple allemand, l'Allemagne et l'Autriche ont, malgré les événements de 1866, des rapports nombreux et que neuf millions de sujets de l'empereur François-Joseph parlent la même langue et ont la même origine que les sujets de Guillaume. Sans être un adepte du système des nationalités, Bismarck saisit fort bien l'importance d'un pareil fait.

Cherche-t-il d'ailleurs dans cette combinaison quelque autre avantage que la sécurité du nouvel empire? Qui le dira? Ah! ici les documents manquent. Ici on s'aperçoit que, malgré tout, on n'est pas un historien et que l'on se trouve en présence de pures suppositions. Or, je trouve singulièrement risqué de critiquer la politique d'un Bismarck avant d'en connaître le but. Cet homme d'État est plus fort, après tout, que nous autres journalistes. Il sait bien des secrets que nous ignorons. Il connaît les hommes et les peuples de ce milieu hétérogène des bords du Danube mieux que nous ne pouvons avoir la prétention de les connaître. Il a lancé l'Autriche sur la Turquie agonisante, lui montrant Salonique comme un nouveau Trieste à conquérir, et la première conséquence de cette politique d'expansion a été le réveil des sujets slaves de François-Joseph, qui réclament impérieusement non pas seulement des libertés locales, mais une part et, vu leur nombre, une part prépondérante dans la direction de la monarchie. Or, chose étrange, cette surexcitation des Slaves paraît avoir toute l'approbation de Bismarck. Qu'y a-t-il là-dessous? Franchement, je ne le sais. J'avoue que je ne comprends pas. Si Bismarck était un autre Napoléon III, je dirais sans hésitation que c'est un acte de folie. Avec lui, je crois à tout plutôt qu'à un acte de folie. J'attends.

J'attends, mais j'ai des doutes sur le résultat définitif de ce changement de front. Il y a là une combinaison profonde qui m'échappe comme à bien d'autres ; d'accord. Elle a tous les mérites imaginables, je le veux bien. Seulement elle me paraît présenter, quelle qu'elle soit d'ailleurs, deux défauts graves qui se rapportent, comme dirait un philosophe allemand, l'un au sujet, l'autre à l'objet, l'un à Bismarck, l'autre à la monarchie des Habsbourg.

Plus la combinaison est profonde, savante, délicate, plus le succès dépendra de la main qui la dirige. Or, sans croire un mot des racontars qui annoncent, de temps à autre, le déclin de la santé du grand chancelier, comme si un homme qui dès 1858 se plaignait officiellement de ses nerfs pouvait être tué par ses nerfs en 1883, il est permis de rappeler qu'il naquit au moment où Napoléon, revenant de l'île d'Elbe, s'installait aux Tuileries. L'œuvre entreprise par lui en Autriche n'est sûrement pas de celles qui s'exécutent en un petit nombre d'années. Dès à présent on peut affirmer que ce Richelieu ne laissera pas un Mazarin. Rien ne démontre que les chanceliers prussiens de l'avenir seront d'une force supérieure aux successeurs de M. Taafe. L'école diplomatique des bords du Danube a produit fréquemment des élèves de premier ordre. Ne s'en trouvera-t-il pas qui sauront profiter des liens rétablis entre les deux empires pour reprendre pied en Allemagne, pour retourner l'alliance, pour en faire profiter non plus Berlin mais Vienne, ou tout au moins pour émanciper Vienne de Berlin ?

Et puis l'Autriche me paraît bien vieille pour se transformer au point de servir de pionnier actif à la civilisation allemande. Si elle a duré jusqu'ici, c'est en marchant lentement, ou mieux encore en ne marchant pas du tout. Rien n'était plus inepte en soi que le système de Metternich, le grand endormeur ; mais il a su main-

tenir debout la monarchie et depuis que ce système a été abandonné la monarchie a glissé de crise en crise, d'échec en échec. Dieu me garde de dire qu'il faut y revenir! Le fait que je rappelle est toutefois un symptôme du tempérament de ce vénérable organisme. Il ne lui faut pas d'excitants. Il ne lui faut pas une médication telle que les aime et les pratique le grand chancelier. Vous savez du reste ce qui arrive lorsqu'on impose à un organisme un médicament trop énergique : il le rejette et puis il revient à ses anciennes habitudes. Quand, dix ans avant Sadowa, on parlait devant Bismarck d'une transformation possible de l'Autriche, il répondait en son style de chasseur : « Le vieux renard ne m'inspirerait pas plus de confiance dans sa peau neuve que sous son galeux pelage d'été. » Qui a raison du Bismarck de 1856 ou de celui de 1870 ?

Je ne sais si je ne m'abuse; il me semble qu'en 1879 on a fait subir au plan primitif une modification, non pas seulement bien obscure, mais pleine de périls. Ou si vous préférez une autre image : on a viré de bord trop tard.

Il reste à savoir sans doute si l'on pouvait faire autrement, si les conséquences des événements de 1870 n'exigeaient pas cette manœuvre.

V

Ces événements de 1870 ont eu un autre résultat encore qui me semble fâcheux. Fâcheux, dis-je, en me plaçant, comme dans toute cette étude, au point de vue même de l'homme dont je m'efforce de pénétrer la pensée.

Tout ce que Bismarck a fait, il a pu le faire parce que la Prusse, telle qu'elle nous apparaît depuis deux siècles, est une monarchie pure. J'ajoute même que la Prusse

offre un des exemples les plus remarquables que l'on rencontre dans l'histoire de cette forme de gouvernement. Rien ne serait plus ridicule que de confondre la monarchie prussienne avec le despotisme. Dans le despotisme, fondé sur l'arbitraire, il y a une effrayante déperdition de forces; dans le système prussien, toutes les forces du pays, tous les organes du pouvoir concourent à un but unique avec une étonnante rapidité et avec une économie d'hommes, d'argent, de travail, non moins étonnante. C'est la machine parfaite, idéale. Toute chose y est à sa place. Chacun y est soumis à la discipline la plus stricte, dont il se fait un point d'honneur. « Un des objets de mon ambition, dit quelque part Bismarck lui-même, c'est de mériter personnellement l'éloge que l'Histoire a décerné à la discipline prussienne. » Dans ce gouvernement, le pouvoir exécutif entier et l'initiative tout au moins du pouvoir législatif résident dans la personne du roi. Mais le roi se considère lui-même comme le premier fonctionnaire de l'État, aux intérêts duquel il doit sacrifier ses plaisirs, ses goûts, ses idées mêmes. S'il abandonne à des spécialistes les finances et l'administration, il est le chef effectif de l'armée et il dirige la diplomatie. Tous les souverains prussiens n'ont pas été des Frédéric II qui était à la fois un Guillaume, un Moltke, un Bismarck, mais à de rares exceptions ils ont eu un sentiment très vif de leur responsabilité devant leur peuple. Aussi, dès que le peuple rencontre chez le souverain ce sentiment de responsabilité et qu'il est témoin de l'activité qui en découle, il accorde à son seigneur et roi une confiance sans limite. Il y a vingt-cinq ans, Bismarck pouvait écrire ces lignes qui renferment le plus magnifique éloge de la monarchie prussienne : « La Prusse est sûre que le roi resterait maître chez lui quand même on retirerait du pays l'armée tout entière : aucun autre État continental ne pourrait en dire autant. »

Une pareille constitution n'est pas incompatible avec une assez forte dose de liberté politique. Bismarck estimait alors que l'on pouvait sans danger accorder aux Chambres et à la presse une plus grande marge qu'on ne l'avait fait jusque-là. Rien ne prouve qu'il ait changé à cet égard. Un parlement lui paraît, en somme, un rouage assez encombrant, mais il estimait alors qu'on pouvait en tirer un excellent parti en face de l'étranger; des discussions publiques sur les affaires du dehors fourniraient au gouvernement l'occasion de déclarations qui produiraient sur l'Europe d'autant plus d'effet que les députés les appuieraient énergiquement. De même pour les journaux, il désirait qu'on leur fournît des matériaux qui leur permissent d'éclairer, de guider, de former l'opinion publique. La presse et le parlement et l'opinion publique ne sauraient être dans la monarchie prussienne que des instruments du pouvoir exécutif en qui se personnifie l'État.

Tel est l'outil merveilleux que Bismarck a trouvé sous sa main vigoureuse. On ne saurait en imaginer de plus puissant, surtout pour l'offensive : tout y fait balle, si je puis m'exprimer ainsi. La cohésion de l'armée prussienne n'est que le résultat et l'image en raccourci de l'État prussien.

Mais il est d'une évidence mathématique que cette notion de l'État est absolument incompatible avec le gouvernement parlementaire, qui place le pouvoir réel non dans le chef irresponsable de la monarchie, mais dans la majorité d'une Chambre élue. Ces deux conceptions forment, ou peu s'en faut, les antipodes du monde politique. Elles sont d'autant plus opposées qu'en nos jours de démocratie, où tout est mouvant comme le sable des dunes, on ne voit plus de ces partis compacts, bâtis à chaux et à sable, qui ont illustré l'aristocratie anglaise; partout où il y a

des Chambres on aperçoit moins des partis que des groupes dont les coalitions momentanées constituent des majorités de passage. Quelquefois ce sont de simples intrigues de politiciens qui créent ses alliances éphémères; d'autres fois c'est l'opinion publique ardente, passionnée, fugitive. Ce que devient le gouvernement dans de pareilles conditions, on le sait. Rien n'égale son inconsistance, tandis que rien n'égale la raideur hiératique de la monarchie pure.

Ah! je conçois que Bismarck, l'homme de la discipline, l'homme du commandement, professe un dédain suprême à l'endroit du parlementarisme. A Francfort, déjà, venant à parler de l'Angleterre, il s'écrie : « Depuis le bill de réforme, la sagesse héréditaire d'autrefois n'a pu discipliner les passions désordonnées des partis; il m'est impossible de mettre ma confiance dans un pays où des articles de journaux pèsent plus que des principes politiques », c'est-à-dire en définitive dans un pays que gouverne l'opinion de chaque jour. Grands dieux! si c'était là le sort qui attend la monarchie prussienne! si elle aussi devait avoir son bill de réforme! si le pouvoir allait tomber des mains sacrées du roi à celles de ces avocats, de ces professeurs, de ces bavards qui se nomment progressistes ou libéraux-nationaux!

Et c'est bien là ce qui arrivera fatalement. Le courant général de la civilisation européenne, qui entraîne chaque peuple de gré ou de force, rendra vaine toute résistance. La démocratie s'infiltre partout, et la démocratie moderne c'est le pouvoir représentatif. Quand Guillaume, l'empereur couronné de gloire et d'années; quand Bismarck, le grand politique à qui il a été donné de réaliser le rêve séculaire de la patrie allemande; quand les demi-dieux auront disparu de la scène, rien n'arrêtera l'invasion du parlementarisme. Ce n'est ni un empereur dépourvu de prestige, ni un chancelier fraî-

chement émoulu, ni la tourbe des hobereaux qui endigueront le courant. Si l'Allemagne est prospère, elle voudra se gouverner elle-même : si elle souffre, elle voudra se guérir elle-même. Elle se proclamera majeure. N'est-elle donc pas aussi intelligente que les peuples environnants ?

Si la Prusse était une puissance comme une autre, le mal ne serait peut-être pas aussi grand qu'il en a l'air. L'administration se relâcherait un peu ; les rouages de l'État cesseraient de s'emboîter avec la précision d'un instrument de laboratoire ; il y aurait des frottements, des ralentissements, des arrêts momentanés, mais cela ne tue pas un État dans les circonstances ordinaires. D'ailleurs les excellentes habitudes prises par les fonctionnaires se perpétueraient assez longtemps sous le nouveau régime, et il est probable que le pouvoir royal ne perdrait pas sur-le-champ son influence prépondérante. Malheureusement, depuis 1870, l'Allemagne, qui s'est absorbée dans la Prusse, est essentiellement une armée dans l'attente d'une mobilisation prochaine. Or, que deviendra cette armée après le triomphe du parlementarisme ? Peut-on se la représenter sans un corps d'officiers privilégiés, se recrutant par voie de coaptation ? Croît-on qu'elle continuera à se faire de la discipline un point d'honneur si elle cesse d'être attachée à la personne même du souverain ? Se figure-t-on son organisation soumise incessamment aux votes des Chambres et dépendant de la majorité d'aujourd'hui qui ne sera pas celle de demain ? La voit-on placée sous la dépendance de M. de Bennigsen, ou de M. Lasker, ou de M. Virchow ? Non assurément. Cette armée est l'œuvre la plus parfaite de la monarchie de Frédéric II, indissolublement liée au sort de cette monarchie essentiellement personnelle. L'une disparaîtra peu après l'autre. Mais que sera donc l'Allemagne de 1870 sans cette armée ?

Plus j'y réfléchis, plus je me convaincs que l'œuvre de 1866, qui fit la Prusse maîtresse de l'Allemagne et séparée à jamais de l'Autriche, fut un des actes les plus merveilleusement combinés de l'histoire moderne, ainsi qu'une de ses créations les plus solides. Mais l'épisode de 1870 y a apporté des modifications importantes. Ayant rejeté de nouveau la Prusse sur l'Autriche, il prépare aux successeurs de Bismarck des complications confuses du côté de l'Orient; ayant concentré toutes les forces vives de la nation dans l'armée, il rendra extraordinairement difficile et peut-être même tragique l'inévitable transformation de la monarchie pure en monarchie parlementaire. Tant que Bismarck sera là, ni l'une ni l'autre de ces conséquences ne se fera sentir bien vivement. A défaut de son génie qui est grand, son nom suffirait à écarter les périls. Après lui, les choses reprendront leur cours naturel et les événements suivront leur logique implacable.

GUILLAUME Ier

EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE

---

10 mars 1888.

Le puissant monarque qui est mort hier (1) à Berlin y avait vu le jour le 22 mars 1797. Il avait donc presque achevé sa quatre-vingt-onzième année, de vingt ans plus âgé que le plus vieux de tous les autres souverains d'Europe.

Son père, monté sur le trône vers la fin de cette même année 1797, l'occupa au delà de quarante ans : c'était Frédéric-Guillaume III, le vaincu d'Iéna, l'un des vainqueurs de Leipzig, l'ami d'Alexandre Ier de Russie, le complice de Metternich dans la politique réactionnaire avant et après 1830. Sa mère fut cette gracieuse et sentimentale reine Louise, née princesse de Mecklembourg-Strélitz, que Napoléon accabla de ses sarcasmes.

Parmi leurs enfants, trois ont marqué dans l'histoire de ce siècle : l'aîné des fils, qui fut le roi de Prusse après son père, de 1840 à 1861, sous le nom de Frédéric-Guillaume IV; le second, l'empereur qui vient de s'éteindre; l'aînée des filles, enfin, qui, ayant pris le nom d'Alexandra, fut la compagne de l'empereur Ni-

(1) 8 mars 1888.

colas et dont le mariage, célébré il y a soixante-dix ans, a scellé entre les deux familles une alliance politique si solide qu'hier encore elle tenait bon, en dépit de l'antipathie des deux nations et malgré l'antagonisme de leurs intérêts.

L'empereur Guillaume a eu le sort de n'être appelé à régner que dans sa vieillesse et pourtant de garder la couronne pendant plus d'un quart de siècle. Je ne sache, chez les grandes nations modernes, qu'un seul souverain qui soit arrivé si tard au trône : Charles X, de France, avait soixante-sept ans. Guillaume en comptait soixante-quatre. Ces soixante-quatre premières années, il les a passées, sauf tout à la fin, dans une obscurité profonde, qui ne laissait certes pas présager la splendeur de son règne. C'est surtout à cette période peu connue de sa vie que je voudrais m'arrêter, pour glisser rapidement sur la suite de sa biographie, celle-ci ne se confondant que trop avec l'histoire de l'Europe.

I

Agé de neuf ans lorsque l'État fondé par le génie de Frédéric II s'écroula en un jour sur le plateau d'Iéna, il assista en spectateur aux revanches de 1813 et 1815. La paix conclue, le très jeune officier se mit à étudier les affaires militaires avec méthode, mais sans révéler aucune qualité brillante. Quand il fut d'âge à se marier, il épousa la princesse Augusta de Saxe-Weimar qui, élevée dans le voisinage de Gœthe, se distinguait alors déjà par ses goûts pour les lettres et les arts. Le prince Guillaume ne les partageant à aucun degré, il ne régna jamais, dit-on, une grande intimité entre les deux époux, et souvent ils vécurent séparés. Je rappelle que deux enfants sont nés de ce mariage : l'empereur qui a été proclamé hier et la grande-duchesse de Bade.

Quand l'aîné des fils de Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise monta sur le trône, le prince Guillaume devint l'héritier présomptif de la couronne, car Frédéric-Guillaume IV n'avait ni ne pouvait avoir d'héritier direct. Sous ce roi fantasque, très érudit, très versé en théologie, passionné pour le moyen âge, qu'il aurait voulu ressusciter en politique comme en architecture, très personnel, très fier de ses traits d'esprit à la fois subtils et vulgaires; sous ce roi qui eut l'intelligence déséquilibrée bien longtemps avant de tomber dans la démence, le prince Guillaume fut tenu soigneusement à l'écart du gouvernement. Il n'était évidemment pas à la hauteur des conceptions géniales de son frère; c'était, disait-on, un cerveau fermé à toute idée philosophique et poétique, un esprit grossier et matériel.

En outre, sa raideur militaire lui valut une impopularité presque universelle. Le peuple berlinois, reconnaissant en lui ce qu'on nommait alors le « caporalisme », brisa les fenêtres de son palais pendant les journées orageuses de mars 1848. Il en profita pour faire un voyage en Angleterre et s'y lia d'une étroite amitié avec la reine et le prince Albert. L'année suivante, il fut placé à la tête du corps d'armée qui devait rétablir l'ordre dans le grand-duché de Bade où les troupes insurgées avaient proclamé la République. Au grand étonnement de chacun et surtout du prince général, ces troupes surent, au début, repousser les brigades prussiennes, qui firent médiocre contenance.

Ce petit fait de guerre, bien oublié, a exercé une influence considérable sur toute l'histoire de la seconde moitié du siècle. Le prince Guillaume, avec son gros bon sens, y vit la condamnation du système militaire inauguré en Prusse depuis les guerres de l'Empire, et, avec sa ténacité tranquille mais imperturbable, il résolut, sans guère en parler, que si jamais il arrivait au

pouvoir il réformerait ce système. On considérait l'armée active uniquement comme l'école des réserves, lesquelles devaient constituer la véritable force en cas de mobilisation ; le prince Guillaume comprit que cette école ne pouvait remplir une pareille mission qu'à la condition d'être plus qu'une école, à la condition d'avoir une valeur propre par la permanence des cadres inférieurs et par la durée du service pour les hommes. Il se promit à lui-même d'opérer un jour cette double modification en prolongeant la durée du service actif et en changeant le mode de recrutement des sous-officiers. A proprement parler, c'est là son œuvre capitale, celle qui a rendu toutes les autres possibles, et peut-être n'en aurait-il jamais eu l'idée (car ce n'était pas un génie spéculatif) s'il n'avait vu, de ses yeux vu, l'insuffisance de l'armée prussienne à Waghaeusel, dans la matinée du 21 juin 1849.

Ce n'est pas seulement l'armée qui faisait triste figure en Prusse en ces années-là. Toute la politique du maniaque Frédéric-Guillaume IV, mélange d'idéalisme et d'incapacité, de vues ambitieuses et de lâcheté, passait constamment de l'arrogance à la faiblesse. Au dedans, c'étaient d'incroyables concessions à la révolution et puis des retours surprenants au droit divin ; au dehors, c'étaient des velléités de saisir la couronne impériale et puis des reculs lamentables. Profondément humiliée par l'Autriche à Olmütz, la Prusse prit pendant la guerre de Crimée l'attitude la plus piteuse. « Par peur, disait le prince Albert, mari de la reine Victoria, le roi est toujours prêt à sacrifier même les intérêts prussiens à ceux de l'Autriche. » Et il lui écrivait durement : « Votre Majesté se plaint de la malheureuse animosité de la diplomatie anglaise contre votre personne. Je n'agirais pas avec vous en ami si je ne vous avouais franchement que cette animosité existe, et non seulement dans la di-

plomatie anglaise et française, mais aussi, si je ne me trompe, dans une grande portion de la nation allemande. » Et le prince Albert envoyait une copie de cette lettre au prince Guillaume, sachant bien que celui-ci jugeait avec la même sévérité « la politique ambiguë suivie si fréquemment par la Prusse ». Malgré l'attitude très réservée du prince Guillaume, malgré son impassibilité habituelle, nous pouvons croire, en effet, que le sang lui bouillonnait dans les veines.

Juste un an après cette lettre, son fils se fiançait avec la fille aînée de la reine Victoria. Il l'épousait en janvier 1858 (quelques jours après l'attentat d'Orsini), et la reine Victoria, dans son enthousiasme pour le père du fiancé, lui jetait les bras autour du cou, s'écriant: « *Sagen Sie mir doch du!* Mettez-vous donc à me tutoyer! » et depuis ce jour, l'impératrice des Indes et celui qui hier encore était empereur d'Allemagne n'ont cessé de se dire *du*. Quant au prince-consort, il ne poussa point jusqu'au tutoiement la familiarité envers « son cher cousin ».

II

Lorsque les jeunes époux firent leur entrée à Berlin, le roi Frédéric-Guillaume IV était tombé depuis des mois en enfance et le prince Guillaume avait été nommé son lieutenant (*Stellvertreter*). Il refusa bientôt ce titre ou cette fonction qui, renouvelée de trimestre en trimestre, l'associait à tous les actes d'un cabinet, aussi faible que tracassier, qu'il n'avait pas le droit de congédier. A la suite d'une visite que lui firent ses amis royaux d'Angleterre, il réclama nettement la régence avec toutes ses prérogatives. L'émoi fut grand parmi les courtisans du roi tombé en démence. Mais il était trop tard pour se prévaloir de ses prétendues volontés et il

fallut s'incliner devant le vrai représentant de la monarchie. Le 7 octobre 1858, il fut proclamé régent. Son premier soin fut de remplacer le ministère Manteuffel par un cabinet dont les tendances étaient plus libérales au dedans et plus hardies au dehors.

Le prince Albert devint son confident et son conseiller. Il est étrange de voir avec quel zèle il prenait en mains les intérêts de la Prusse, sans se demander s'ils étaient entièrement d'accord avec ceux du pays dont la reine l'avait associé à son existence. Il ne cessait d'exhorter le régent à faire ce qu'il a fait plus tard, à créer une « grande Allemagne » gouvernée par la Prusse. « Mon espoir, comme celui de tout vrai patriote, repose sur la Prusse, sur vous. La confiance en vous est le noyau et le foyer de la sécurité européenne. C'est le *summum bonum* politique. Ne lâchez pas un instant cette pensée fondamentale. Avec vous, le peuple allemand deviendra une puissance redoutable, que ses voisins ne manqueront pas de respecter, — le *Times* y compris. »

Vers le soir de sa vie, le prince Albert se rendait compte avec amertume que jamais il ne lui serait donné de jouer sur la scène du monde le rôle prépondérant auquel il s'était cru appelé; il semble, à lire ses lettres, que, dans ces heures sombres, il ait reporté toutes les ardeurs de son ambition sur le trône de Prusse, où sa fille devait s'asseoir un jour.

La question italienne, posée brusquement à la réception des Tuileries du 1er janvier 1859, fut le principal sujet de la correspondance des deux princes. La méfiance à l'égard de Napoléon III était égale de part et d'autre. Le régent se disait même tout disposé à prendre parti pour l'Autriche, dans la crainte de voir les armées françaises victorieuses se diriger ensuite contre son pays. Mais, d'autre part, il se sentait moralement engagé, à la fois, envers l'Angleterre où régnaient ses amis les

plus intimes, et envers la Russie gouvernée par son propre neveu. C'est entre ces deux pays qu'oscillait la politique prussienne depuis Frédéric II. Aussi, soit dit en passant, je ne crois pas du tout que Guillaume, s'il avait été roi lors de l'expédition de Crimée, eût déclaré la guerre à son beau-frère vénéré, le tzar Nicolas ; non, il pouvait bien blâmer alors la lâcheté de son frère, incapable de prendre aucun parti, mais lui-même il ne se serait certainement pas laissé entraîner à cette extrémité. Il aurait mobilisé une partie de ses troupes, je n'en doute pas, mais pour se poser en arbitre entre les belligérants. En 1859, il redoute de voir l'Angleterre prendre fait et cause pour la France et l'Italie, ou la Russie profiter de l'occasion pour faire sentir à l'Autriche toute son antipathie. Sa perplexité est grande : « Que dois-je décider ? écrit-il à son ami. Votre réponse sera décisive pour moi ».

Son ami le rassure touchant les intentions de l'Angleterre, animée, en effet, dès ce moment du plus mauvais vouloir pour nous, et il lui conseille d'être prêt à jeter son épée dans la balance, sans prendre toutefois d'engagement envers l'Autriche. C'est ce que fit le régent. Il arma si ostensiblement que Napoléon III crut prudent de signer en toute hâte la paix de Villafranca. La responsabilité de cette paix boiteuse remonte donc au prince Albert et à son ami le futur empereur.

Aussitôt les Anglais s'éprennent d'un amour sans bornes pour l'Italie, cette pauvre Italie que Napoléon III, disait-on, avait indignement dupée. Le prince Albert laisse même percer des sentiments qui effraient son ami le régent. Ils partaient au fond d'axiomes opposés : le prince-consort admettait la souveraineté des peuples ; le régent ne voulait en entendre parler à aucun prix.

C'est à propos du principe de non-intervention que la dissonance éclate. Le futur empereur d'Allemagne trouve

l'intervention parfaitement justifiée « lorsque des souverains légitimes nous appellent à les protéger contre une tentative de les contraindre à accepter des formes révolutionnaires de gouvernement ». Il y a un autre cas encore, et le régent avoue qu'il le formule en vue du Sleswig-Holstein : c'est quand le peuple a des « droits conventionnels », quand il possède, une charte signée et scellée. Or telle n'est pas la situation des peuples italiens; ils sont donc dépourvus de toute espèce de droit en face de leurs princes ; ces princes, au contraire, ont des droits assurés par des traités, par des parchemins. Le régent déclare en termes exprès que si la politique de l'Angleterre devait « porter atteinte aux liens sacrés qui unissent les souverains et les peuples, il trouverait de grandes difficultés à l'avenir dans les relations avec ce pays. » A cela, le prince Albert s'empresse de répondre que ce n'est pas du tout par esprit révolutionnaire qu'il prend le parti des Italiens, mais par haine de la France ; il désire une Italie forte parce qu'elle pourra se montrer ingrate envers Napoléon III et devenir pour la France une voisine très incommode.

Cette considération-là devait plaire au futur empereur d'Allemagne, endormir ses scrupules et le préparer à mettre six ans plus tard sa main de roi par la grâce de Dieu dans la main de Victor-Emmanuel, roi d'Italie par la grâce de toutes les puissances sataniques. Mais sur un autre point il n'aurait pas tardé à se montrer intraitable et à échapper à l'influence de son ami. Il ne consentait, en effet, à pratiquer le régime parlementaire que si le Parlement était un instrument de sa volonté, tandis que le mari de la reine Victoria prenait ce régime un peu plus au sérieux, non par goût, semble-t-il, car il n'avait pas à s'en louer en Angleterre, mais par sagesse, par résignation, par suite d'une vue claire des nécessités inéluctables de notre siècle. D'accord sur la

politique étrangère, ils devaient se séparer sur la politique à suivre à l'intérieur en vue de cette politique étrangère. L'heure allait sonner où le prince prussien entamerait résolument une lutte violente contre les représentants de son peuple.

Le Cobourg avait préparé sa revanche. Il croyait tenir l'héritier de son ami par sa fille à lui, à qui il avait donné la plus forte éducation politique qu'une jeune personne ait peut-être jamais reçue. Pendant qu'il discutait avec Guillaume les avantages du régime parlementaire, il faisait rédiger par la princesse Victoria une note, un *memorandum*, sur la nécessité d'établir en Prusse la responsabilité des ministres devant les Chambres. Ce fut, paraît-il, un vrai chef-d'œuvre. Que le vieux prince s'obstinât dans ses préjugés autoritaires, l'avenir, n'est-il pas vrai? était assuré aux idées libérales. Le prince Albert n'en doutait point.

III

Le prince Albert mourut le 11 décembre 1861. Frédéric-Guillaume IV l'avait précédé dans la tombe, et le régent était roi de Prusse depuis le 2 janvier de la même année.

Le roi Guillaume ne voulait pas de « cette forme révolutionnaire de gouvernement » qui fait du roi l'exécuteur des volontés d'une Assemblée élue. Il entendait être roi dans toute la puissance du terme, roi comme on l'est en Prusse. Dans la monarchie prussienne, toutes les forces du pays, tous les organes du pouvoir, concourent à un but unique avec une étonnante économie d'argent et de travail. C'est la machine parfaite. Chaque chose y est à sa place. Chacun y est soumis à la discipline la plus stricte, dont il se fait un point d'honneur. Le pouvoir exécutif entier, l'*imperium*, réside dans la

personne du roi, mais le roi se considère lui-même comme le premier fonctionnaire de l'État, aux intérêts duquel il doit sacrifier ses plaisirs, ses goûts, ses idées et jusqu'à sa notion du bien et du mal. La plupart des souverains de Prusse ont eu un sentiment très vif de leur responsabilité devant cette abstraction qui se nomme l'État prussien. Aucun ne l'a eu, je crois, à un plus haut degré que le roi Guillaume. C'est ce qui a fait sa force.

En présence des événements extraordinaires qui ont marqué son règne et dont nous souffrons si cruellement, nous sommes tentés de nous écrier : « C'est Bismarck, c'est Moltke qui a tout fait ! » J'en doute ; mais ce serait déjà un mérite très rare d'avoir su reconnaître des instruments aussi puissants. A peine est-il « lieutenant du roi » que le prince appelle à la tête de l'état-major général M. de Moltke dont il avait fait antérieurement l'aide de camp de son fils, ce qui lui avait permis d'étudier de près et d'apprécier ce taciturne. Il lui donne pour collaborateur au ministère de la guerre un organisateur de premier ordre, le général de Roon. A eux trois, ils combinent un projet de réforme de l'armée qui, portant la durée du service dans l'armée de ligne à trois ans, accroîtra le nombre des recrues d'environ 60 p. 100 et augmentera annuellement les charges du budget de 40 millions de thalers, 150 millions de francs. On sait l'accueil que reçut ce projet de la part d'une Chambre qui trouvait les charges militaires déjà excessives. Le nouveau roi n'en ordonna pas moins l'exécution immédiate des parties essentielles de son projet. C'est bien lui qui a créé la nouvelle armée prusienne.

En présence de l'opposition parlementaire, le roi comprend la nécessité d'avoir comme chef de cabinet un homme d'autant d'énergie que de talent, et il choisit M. de Bismarck. Il aurait pu avoir la main plus mal-

heureuse ; je parle, bien entendu, au point de vue de la Prusse. Cette habileté dans ses choix est, je l'ai déjà dit, un trait caractéristique du roi Guillaume ; un autre trait non moins remarquable, c'est la fermeté inébranlable avec laquelle il soutient les hommes de son choix. « Ayez confiance en vous-même ! » lui avait dit le prince Albert. Il a confiance en lui-même, mais il a aussi confiance en ses serviteurs, une confiance pleine et entière. Quelle force il en résulte pour un gouvernement ! quelle fixité dans les vues ! quelle tranquillité touchant l'avenir ! Pourquoi un Parlement serait-il incapable de faire ce qu'a fait un roi, — de choisir pour ministres les hommes les plus compétents et les plus sûrs, et puis de leur accorder un crédit presque illimité ? Cela s'est vu en d'autres temps, et si cela se voyait de nouveau, la supériorité du régime parlementaire sur le régime monarchique prussien deviendrait évidente à tous les yeux. Actuellement, en face des résultats obtenus, il est des esprits qui hésitent. Ils oublient que les rois ne sont pas tous aussi perspicaces ni aussi confiants que l'a été Guillaume de Prusse. On le verra bien un jour ou l'autre.

Dans une des récentes discussions du Reichstag, le maréchal de Moltke a prononcé une parole très grave : « Notre armée, a-t-il dit, est la base même de toutes nos institutions, le fondement sur lequel repose l'empire. » Rien n'est plus vrai : c'est l'armée prusienne seule qui a créé et qui maintient la plus grande puissance de la seconde moitié du XIXe siècle. A peine le roi Guillaume eut-il cet instrument, qui est son œuvre propre, il trancha la question danoise en faveur de l'Allemagne, et, comme l'Autriche ne voulut pas en laisser tout le profit matériel à la Prusse, il la refoula jusque sur le Danube en une campagne de sept jours. Avant cette grande semaine, il avait contre lui son Parlement et son peuple ; à Sadowa, l'armée ne vainquit pas seulement

Benedeck, mais aussi le libéralisme prussien ; il se rendit corps et âme. L'imbécillité de Napoléon III jointe aux caprices de l'impératrice et à la faiblesse de caractère de M. Émile Ollivier fournirent au roi Guillaume l'occasion désirée de lancer son armée incomparable sur « l'ennemi héréditaire », de saisir la couronne impériale, de mutiler la France. « L'Alsace-Lorraine fut le présent de noces que le rude guerrier du Nord offrit à sa fiancée l'Allemagne du Sud. » C'est en ces termes poétiques que j'ai entendu un historien illustre célébrer l'acte qui, depuis dix-sept ans, coûte annuellement quatre milliards à l'Europe et cause en outre sa ruine par des alarmes incessamment renouvelées. Depuis cette époque, comme l'expliquait, il y a peu de mois, M. de Bismarck, la diplomatie de cette partie du monde est devenue une vraie forêt de Bondy.

IV

Cet historien illustre a raison toutefois. Le joug prussien, avec sa raideur bureaucratique et militaire, est si antipathique au tempérament de la nation allemande que pour le lui faire accepter il a fallu l'enivrer de ce vin capiteux auquel ne résiste aucun peuple et qui se nomme la gloire ou la conquête. La restauration de l'empire peut donc bien être l'explication psychologique de l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Mais expliquer un fait, ce n'est ni le légitimer ni même l'excuser. Politiquement parlant, le traité de 1871 fut la plus lourde faute que l'empereur pût commettre.

Il semble que ce soit le destin de la maison de Hohenzollern de rester toujours inachevée. Les États du Grand-Électeur, Brandebourg sur l'Elbe, Prusse sur le Pregel, semblaient trop vastes pour un simple électorat ; son fils, Frédéric Ier, en fit un royaume. Puis à

ce royaume, qui n'était guère encore qu'une façade prétentieuse, Frédéric II ajouta la Silésie et la Posnanie. C'était trop pour un vassal de l'empire germanique, trop peu pour une puissance souveraine. Son petit neveu Frédéric-Guillaume III s'en aperçut lorsqu'il osa s'attaquer à l'empereur des Français; aussi s'est-il ensuite appliqué de son mieux à se faire allouer par le congrès de Vienne des milliers de lieues carrées. La Prusse fut enfin une des cinq grandes puissances de l'Europe, mais la cinquième seulement divisée en deux groupes de provinces, traînant le poids mort de la Confédération germanique, enchaînée à l'Autriche. Sadowa rompit ses liens, arrondit son territoire : voilà le Prussien l'égal des plus grands ; la voilà satisfaite, cette inquiétude, cette ambition née d'une série de situations hybrides où l'on ne pouvait s'arrêter sous peine de reculer, peut-être même de périr. Mais non ; il faut faire un pas encore : Bavière, Wurtemberg, Bade, ces petits États déjà à moitié subjugués, doivent reconnaître hautement la suzeraineté de la Prusse ; le Hohenzollern sera empereur d'Allemagne. Bien. Est-ce tout? Peut-il enfin, cet ancien burgrave de Nuremberg, contemplant son œuvre, s'écrier avec orgueil : « Tout est accompli? » Du cinquième rang il a passé au premier : cela lui suffit-il?

Eh oui! cela lui suffirait si dans une heure de folie il n'avait mis la main sur Metz et Strasbourg. Avec Metz et Strasbourg, il faut qu'éternel Juif errant de la politique il reprenne sa marche ascendante s'il ne veut déchoir. L'œuvre de 1871 ne peut durer que s'il la complète, si du rang de première puissance il s'élève à ce pouvoir suprême que le tentateur montra jadis dans leurs songes à Charles-Quint, à Louis XIV, à Napoléon, celui de dictateur de l'Europe. Jamais le démon qui a pris possession des Hohenzollern ne fut moins près d'être exorcisé que depuis leur dernier triomphe.

L'empire s'est fait un ennemi irréconciliable, la France. Elle ne l'attaquera pas, mais toujours elle sera prête. Et il se dit que si, un jour, il se trouve en lutte avec une autre puissance, il aura, sans l'ombre d'un doute, deux ennemis sur les bras. L'idée d'une coalition hante donc jour et nuit les fondateurs de l'empire. Comment échapper à ce péril?

Deux moyens se présentent.

On peut recourir à la force, écraser l'une après l'autre les puissances que l'on croit capables de s'entendre contre la Prusse, la France avant tout, puis la Russie, d'autres peut-être encore ; après quoi, on se fera décerner le titre (car on aime les titres) de protecteur des empires, royaumes, principautés et républiques d'Europe. Si l'armée, comme l'a dit M. de Moltke, est le fondement même de la Prusse, le corps des officiers est la pierre angulaire du fondement et désire ardemment cette guerre définitive. Il trouvera bientôt, je le crains, un prince animé de la même ardeur.

Mais il est vraisemblable que la déclaration de la guerre à la France ou à quelque autre État amènerait sur-le-champ la coalition même que l'on redoute. L'empereur Guillaume l'a bien compris : il a senti qu'il était allé jusqu'au bout de ce que l'Europe pouvait tolérer de violence. Pendant dix-sept ans, le nouveau successeur de Charlemagne a joué le rôle d'un prince pacifique. Il n'a plus parlé d'autres annexions ; il n'a pris ni la Hollande, ni la Belgique, ni Bâle et Schaffhouse, ni ce qui reste du Danemark ; il n'a pas travaillé à la décomposition de l'Autriche pour en recueillir les épaves qui complèteraient admirablement son territoire. Il ne s'est pas laissé entraîner un seul jour à suivre l'exemple de Napoléon qui roulait follement de conquête en conquête. La cour de Berlin a fait mieux que de se borner à cette sagesse négative ; elle a pensé que, pour empêcher qu'il

ne se formât une coalition contre elle, le plus sûr était d'en former une autour d'elle. La diplomatie lui a procuré les alliances les plus inattendues. L'Autriche-Hongrie, complétant Sadowa, s'est jetée dans les bras de la Prusse. L'Italie a imploré l'amitié du prince qui, en 1859, condamnait sa cause et entravait son entier affranchissement. La Russie elle-même, humiliée, trahie par la Prusse, a hésité pendant des années à reprendre sa liberté. Ce qu'ont gagné jusqu'ici les alliés de l'empereur Guillaume, ou pour mieux dire ses humbles satellites, nul n'a pu le deviner encore, mais il paraît que l'amitié du puissant empereur suffit à elle seule pour remplir d'une douce joie princes et ministres.

On ne réussit pas à ce jeu d'alliances, à moins d'une habileté consommée. L'empereur Guillaume s'est très probablement décidé lui-même pour les voies pacifiques; mais s'il n'avait eu à côté de lui M. de Bismarck avec les ressources inépuisables de son génie, il n'aurait pu y persister. Le chancelier avait pris d'ailleurs sur le souverain, grâce à des services immenses, une autorité qui ne le cédait pas à celle de Richelieu sur Louis XIII. Entre eux, il n'y eut jamais de liens affectueux. On dit même que M. de Bismarck s'en tenait aux marques tout extérieures du respect, du moins dans les dernières années. Il apportait ses projets, les exposait d'un ton bref, en affirmait l'inexorable nécessité, laissant voir, sans le dire, qu'il n'admettait pas d'objections. Et le vieux monarque, qui avait l'âme trop impériale pour se sentir blessé dans son amour-propre, approuvait et signait.

Quand M. de Bismarck ne sera plus là, il est aisé de prévoir que les alliés de la Prusse se détacheront d'elle les uns après les autres, car il n'aura pas de successeur, ce magicien qui leur fait prendre des paroles creuses pour un aliment solide, des nuages pour des terres à

s'annexer, des trahisons pour des actes de loyal courtier, des rebuffades pour des marques d'amitié. Mais comme il n'y a pas de dupe qui ne doive se lasser d'un pareil régime, M. de Bismarck lui-même, restât-il encore dix ans à la Wilhelmstrasse, ne parviendrait pas à le faire durer. Son prestige, d'ailleurs, ne sera plus soutenu par le prestige bien plus grand encore du glorieux vieillard dont l'approche fascinait les esprits...

Ce qui paraît certain, c'est que depuis dix-sept ans la Prusse se trouve une fois de plus dans une situation fausse, dans un équilibre instable, et que l'empereur Guillaume Ier, aidé de M. de Bismarck, pouvait seul l'y maintenir par sa prudence comme par sa force.

LE CARACTÈRE D'HAMLET

14 octobre 1886.

L'infortuné prince de Danemark est, depuis une quinzaine de jours, le sujet de bien des conversations à Paris; je n'ai donc pas besoin d'excuse si je lui consacre ce feuilleton, mais je dois commencer par une série d'aveux : je ne connais pas la traduction de M. Meurice; je n'ai pas vu Mounet-Sully; je ne sais presque rien de ce qui a été dit de son interprétation dans les journaux ; des innombrables commentaires publiés en Angleterre, en Allemagne et en France sur le drame shakespearien, je n'ai lu que celui de Gœthe dans *Wilhem Meister* et depuis cette lecture il s'est écoulé neuf lustres, comme aurait dit Ducis. En un mot, j'entends donner ici tout uniment l'impression que vient de produire sur moi une nouvelle lecture de l'original, plus attentive que les trois ou quatre qui ont pu la précéder.

I

Hamlet est un cavalier accompli. « Du courtisan, du soldat, du savant, l'œil, l'épée, la langue », dit de lui Ophelia qui, il est vrai, n'est pas un témoin tout à fait impartial, et elle ajoute : « Le miroir de l'élégance, le moule de la distinction. » Cependant sa mère le plaint

d'être un peu gras et d'avoir la poitrine étroite ; lui-même il reconnaît qu'il ne ressemble pas précisément à Hercule. Ajoutons un détail : ce prince qui vient à peine de quitter les bancs de l'université et qui voudrait y retourner est âgé de trente ans. Il faut que Shakespeare tienne particulièrement à cet âge de trente ans, car s'il avait rajeuni Hamlet il aurait pu rajeunir aussi la reine, et la passion incestueuse de celle-ci pour son beau-frère serait un peu plus explicable. Pourquoi Shakespeare a-t-il voulu, au prix même d'une invraisemblance, que son héros fût un vieil étudiant? Pour deux raisons, je crois. D'abord, il lui faut un homme fait, car il ne lui plairait pas que l'on attribuât les tergiversations d'Hamlet (vrai sujet de la pièce) au peu de maturité de l'intelligence. Et puis il entend marquer fortement à quelle classe d'esprits appartient Hamlet. Avoir préféré si longtemps les leçons des professeurs de Wittemberg aux plaisirs d'une cour qui, son père vivant, devait être pleine de charmes pour lui, ou aux périls de quelque expédition aventureuse, cela dénote chez un prince beaucoup de curiosité, mais aussi un sang bien froid, un tempérament bien tempéré, une absence d'ardeur et d'entrain qui a presque toujours pour suite la faiblesse de la volonté ; l'héritier d'un grand roi ne se fait pas *scholar* s'il y a en lui quelque souffle héroïque.

A cette faiblesse se joint une mélancolie morne. Existait-elle avant le premier malheur qui fond sur lui? Cela semble probable. En tout cas, le mariage scandaleux de sa mère suffit pour étouffer en lui jusqu'au désir de vivre : il est déjà hanté de pensées de suicide. Il ne songe pas à se révolter contre la situation qui lui est faite : il en est accablé, anéanti.

Mais voici que cet être faible et mélancolique reçoit un mandat de justicier. Il l'accepte et même d'abord avec une sorte de joie sauvage. Le spectre de son père

parle trop lentement à son gré : « Hâte-toi, lui dit-il, afin qu'avec la vitesse de la pensée je puisse m'élancer vers la vengeance ! » Mais au bout de quelques instants le sentiment de son impuissance l'emporte : « Le monde est disloqué. Honte et malédiction que *moi* je sois chargé de le remettre dans ses joints ! » Qu'il le veuille ou non, d'ailleurs, ce mandat reçu dans des circonstances inoubliables pèse désormais sur lui, et nous assistons, comme chez un personnage de Corneille, à la lutte entre le devoir et — ce qui s'oppose au devoir. Ici, ce qui s'oppose au devoir, c'est l'inertie, l'irrésolution, la faiblesse de caractère, de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de lutte, mais un affaissement continu de la volonté. Nous n'apercevons pas l'ombre d'un scrupule moral. L'acte qui lui est ordonné lui paraît tout à fait légitime. Il éprouve d'ailleurs une sorte de dégoût pour l'usurpateur, « ce satyre, ce crapaud, cette chauve-souris », et quant à sa mère, il lui est expressément recommandé de ne point porter la main sur elle. Son mandat n'a donc rien de l'horreur de celui d'Oreste. S'il ne tue pas, s'il ne fait pas fonction de justicier, c'est que son tempérament répugne à toute énergie, c'est qu'il n'y a pas en lui assez de vigueur physique, assez d'animalité.

Une fois, je dois le dire, il est pris d'un doute, mais d'un doute de l'intelligence, non de la conscience : est-il absolument certain que le mari de sa mère soit l'assassin de son père? Le spectre l'affirme, mais le spectre est-il bien ce qu'il prétend être? Ne serait-ce pas une apparition de Satan qui abuserait ainsi, dit-il, « de ma faiblesse et de ma mélancolie »? (On voit qu'Hamlet se connaît). Puis, quand il a obtenu une preuve indiscutable, quand il a arraché au coupable un aveu muet, mais décisif, il n'agit point, il attend ; quoi? Je ne sais. Une occasion, — une occasion encore meilleure que

celles qui se présentent à lui chaque jour. Il dit quelque part ce mot caractéristique : *The interim is mine.* En bon français : « J'ai le temps, j'ai bien le temps. » Et il n'esquisse même pas dans son esprit un plan quelconque d'action.

Parfois la honte le prend à la gorge, et il vomit contre lui-même, le lâche, le misérable, le poltron, toutes les injures du riche vocabulaire de Shakespeare. Des soldats qui vont donner leur vie pour la conquête d'une bicoque, un acteur qui tremble et pâlit en retraçant les malheurs d'Hécube lui font faire un retour amer sur lui-même : « Oh ! cette fois, plus d'hésitation ! que toutes mes pensées soient couleur de sang ! » Et ses pensées restent blafardes et stériles. Il n'y a pas jusqu'au souvenir des tourments de son père dans le purgatoire qui ne contribue à l'énerver : « Détourne tes regards, s'écrie-t-il en apercevant une dernière fois le spectre. Par leur expression désolée, tu me rends incapable d'efforts énergiques ; tu me feras verser des larmes et non du sang ! » La pitié elle-même se traduit chez cet être incomplet par un redoublement d'impuissance ; elle amollit et dissout ses muscles.

« La bile me manque, *I lack gall*, » dit-il un jour.

Parfois, il est vrai, la bile s'épanche non pas en pleurs seulement ou en paroles amères, mais en résolutions viriles. Et alors Hamlet, secouant subitement sa mélancolie pousse un cri de joie. C'est comme s'il se sentait délivré de lui-même. Le barbare danois se réveille chez le *scholar* : le sang, fouetté par quelque événement extraordinaire, bondit à travers ses artères.

Sur la terrasse d'Elseneur, il vient de jurer au spectre qu'il écartera désormais de son cerveau tout ce qu'il a appris dans les livres et toutes les idées que lui a fournies l'observation, pour n'y laisser vivre que la pensée de la vengeance. Surexcité par l'horrible révélation,

élevé au-dessus de lui-même par son serment, Hamlet est pris d'une sorte de gaieté folle. Il s'amuse à jeter à ses compagnons qui l'attendent le cri par lequel on rappelait les faucons : *Hillo ho ho boy!* Puis quand, insistant pour obtenir d'eux un serment sur son épée, pareil au serment sur le drapeau, il entend la voix souterraine appuyer sa demande, il la remercie avec une effusion de familiarité humoristique qui nous scandalise : « Ah! c'est donc toi, vieux liard qui n'es point de fausse monnaie? » ou encore : « Bien dit, brave mineur, ma vieille taupe! » (Il est bon de se souvenir ici que pour les Anglais il n'est guère d'animaux dont le nom ne puisse être, à l'occasion, un terme d'amitié). Voyez encore la joie débordante d'Hamlet lorsque l'usurpateur s'est laissé prendre à la « souricière », à la représentation de la mort de Gonzague : il se met à fredonner des refrains de chasse, il demande des flageolets pour l'accompagner et je ne sais vraiment s'il n'esquisse point un pas de danse; c'est que maintenant, pour sûr, il agira, oh! sans retard! « A présent, je pourrais boire du sang tout chaud et commettre des actes que le jour n'oserait contempler. » Il ne craint qu'une chose, c'est de dépasser les bornes et de devenir pour sa mère un Néron!

Trois fois il agit, il transperce Polonius ; il envoie Rosencrantz et Guildenstern, les deux faux amis, se faire égorger en Angleterre à sa place ; blessé à mort par trahison et apprenant que c'est à l'usurpateur qu'il le doit, il le frappe sans hésitation. Dans la seconde affaire, c'est sa défense personnelle qui le guide, et il y déploie une habileté consommée. Dans la troisième, ce n'est certes pas son père qu'il venge, c'est lui-même. Quant à la première, je ne sais. Il croit que l'usurpateur, caché derrière la tapisserie, répond au cri d'alarme de sa mère; mais profite-t-il de l'occasion pour accomplir enfin la mission dont il est chargé, alors

qu'un instant auparavant il a dédaigné une autre occasion tout aussi bonne? ou bien ne serait-ce pas qu'il craint d'être attaqué? En tout cas, ici, comme dans la scène finale, il n'agit que parce que la raison n'a pas le temps d'intervenir entre l'instinct et l'acte. Il agit en enfant ou en sauvage, comme on voudra. C'est un mouvement réflexe.

Il faut aux natures faibles, pour les tirer pendant quelques minutes de leur inertie, la vue d'un péril imminent. Au cinquième acte, Hamlet, qui vient d'échapper au guet-apens dressé par l'usurpateur, éclate en menaces : « Maintenant l'affaire me concerne, moi. Lui, qui a tué mon roi, prostitué ma mère, qui s'est glissé subrepticement entre l'élection au trône et mes espérances, qui a jeté l'hameçon à ma propre vie — et avec quelle fourberie ! — n'est-ce pas un cas de conscience que de le payer avec ce bras? Et n'y a-t-il pas de quoi se faire damner que de laisser ce chancre continuer à ronger notre chair? » Pour qu'Hamlet prenne enfin une décision, il faut donc qu'au mandat sacré qu'il a reçu se joigne l'intérêt personnel, la crainte pour sa peau, ce besoin de défendre son existence qui se montre tout-puissant chez les êtres même les plus timides. Et encore ne suis-je pas bien sûr que le tyran doive trembler; Hamlet ne le frappera que s'il n'a point préparé le coup, s'il est pris au dépourvu. On comprend que Shakespeare ait placé dans sa bouche l'éloge de la précipitation : « La précipitation ! Grâces lui soient rendues ! Reconnaissons que l'absence de réflexion nous sert quelquefois admirablement alors que se montrent vaines nos combinaisons les plus profondes. » Et il attribue ces explosions de la volonté à l'intervention de quelque puissance divine.

Le courage, parfois étonnant, des lâches est fait d'inconscience.

II

On ne nous dit pas quelle science Hamlet a étudiée à Wittemberg, la ville des curiosités malsaines, le laboratoire du docteur Faust; pour ma part, après avoir lu une ou deux conversations du prince danois, je me suis persuadé que c'est la science des sciences, comme on l'appelait quelquefois, la philosophie de son temps, essentiellement « nominaliste », la dialectique, habile à fendre un cheveu en quatre, à rétorquer un argument, à faire sortir du pour le contre, de la vérité le mensonge, à subtiliser, distiller, sublimer les idées et les faits jusqu'à ce qu'il n'en reste rien que « des mots, des mots, des mots », *flatus vocis*.

Si la précipitation est la condition même de l'action pour tous les faibles, elle l'est particulièrement pour Hamlet; car chez lui l'incapacité d'agir ne provient pas seulement du tempérament, mais (il le sait) de l'esprit critique et de la dialectique qui « fait blêmir les vives couleurs des résolutions ». Dans ses tergiversations, « il entre bien, dit-il, un quart de sagesse — de raisonnement — et trois quarts de couardise ». Mettons une moitié pour chacune.

Il est lâche en grande partie parce qu'il réfléchit trop. Et comprenons bien l'objet de ses réflexions : elles ne portent pas sur les plans d'action qu'il combinerait en vue du châtiment du criminel, et dont un examen trop approfondi lui ferait voir si clairement les difficultés qu'il n'arriverait jamais à en mettre aucun à exécution. Il y a eu sûrement des conspirateurs réduits ainsi à l'impuissance par la lucidité de leur esprit, et je crois bien qu'à la guerre les grands coups veulent n'être pas médités bien longtemps à l'avance. Mais Hamlet ne combine aucune espèce de plan ni de coup. Il n'en vient

même pas à cette préparation, tant il est absorbé par une autre affaire, objet de toutes ses pensées. Quelle affaire? Hé! la contemplation de cette chose immense et inexplicable qui se nomme la vie. Tant qu'on ne sait pas ce que c'est que la vie, ce que c'est que la mort, peut-on bien agir?

Plutôt que de tuer l'assassin, ne ferait-il pas mieux de se frapper lui-même, de se réfugier dans l'abîme où il s'anéantirait avec toutes ses misères. « Être ou n'être pas!... » Le sens du fameux monologue est bien simple : Le suicide est-il une solution? C'est à savoir. Car s'il est certain que la mort est un sommeil, il n'est pas certain du tout que ce sommeil soit sans rêve; or, qui voudrait quitter ce monde pour être là-bas la proie d'affreux cauchemars? C'est ce doute, conclut Hamlet, qui nous retient sur la terre et qui donne ainsi une durée indéfinie à des souffrances qu'autrement on supprimerait si facilement.

La vie à venir est un sommeil, troublé peut-être par des songes; et la vie présente, qu'est-elle donc, si ce n'est un songe? Car rien n'est en soi bon ou mauvais, dit Hamlet en vrai « nominaliste »; la pensée que nous y attachons, l'ombre projetée sur les objets par notre imagination en fait toute la valeur. D'autres voient peut-être le monde en beau; lui, Hamlet, il l'aperçoit sous l'aspect le plus sombre. Il a le rêve triste. La terre n'est pour lui qu'un promontoire aride, le ciel avec ses flambeaux d'or un assemblage de vapeurs pestilentielles. Et l'homme, ce chef-d'œuvre de la création, illimité dans ses facultés, admirable dans sa forme, ses mouvements, ses expressions, pareil à un ange dans ses actions, semblable à un dieu dans ses conceptions, l'homme, — « je n'y trouve aucun charme, et à la femme pas davantage »!

D'ailleurs il faut mourir, et alors, que reste-t-il du

pauvre Yorick avec son esprit pétillant, et ses espièglerie, et ses bonnes grosses lèvres que l'enfant aimait tant à couvrir de baisers? Un crâne qu'un fossoyeur soufflette de sa pelle, et ce crâne de bouffon est absolument pareil à celui d'Alexandre. De César lui-même il ne reste qu'un peu de poussière, un peu d'argile, dont un ouvrier fera une bonde, à l'approche de l'hiver, pour boucher un tonneau. Voilà ce que valent les plus grands et les meilleurs! La sagesse consiste donc à s'abandonner au destin, à se laisser vivre, se laisser mourir. « Si c'est aujourd'hui, ce ne sera pas demain; si c'est demain, ce ne sera pas aujourd'hui. Nul ne sachant ce qu'il quitte, il n'importe qu'il le quitte ou tôt ou tard. »

Le fatalisme est le dernier mot de cette philosophie, assez douce en somme, et qui, précisément parce qu'elle est fataliste, n'a rien des révoltes d'un Titan. Le mot de pessimisme vient aisément sous la plume depuis qu'en France on a fait la découverte posthume de Schopenhauer. Je rappellerai plutôt Obermann ou l'anonyme juif qui s'écriait il y a vingt siècles : « Vanité des vanités! tout est vanité! » Celui-ci, bien convaincu que la vie est faite d'illusions, trouvait ces illusions fort agréables et il menait une existence charmante auprès de « la femme de sa jeunesse ». Chez Hamlet, la même philosophie revêt les couleurs les plus sombres parce qu'elle reflète sur une âme désolée, mais il en jaillit coup sur coup des éclairs d'une poésie à la fois superbe et troublante. Ses plaintes éclatent en sanglot si déchirants

> ... Que le voyageur attardé sur la plage,
> Sentant passer la mort, se recommande à Dieu.

Prosaïque ou poétique, bourgeoisement satisfaite ou tragiquement résignée, cette philosophie tue l'action. Un monde où tout est illusion, songe, fantôme, ne vaut

certes pas la peine du moindre effort. « Il est des hommes, dit Hamlet, qui ayant toutes les vertus les laissent corrompre par un seul défaut. » Le défaut qui corrompt le peu de vertu agissante que possédait Hamlet, c'est la philosophie qu'il a rapportée de Wittemberg. Il avait pourtant promis au spectre de la bannir de son cerveau pour y faire place à la vengeance !

A côté de cette philosophie qui sent bien la Renaissance païenne, nous rencontrons chez Hamlet les dogmes les plus rigides du catholicisme. Il croit fermement au purgatoire. Son père était un roi grand et bon ; il affirme de sa voix sépulcrale que « son amour pour sa femme n'a jamais cessé de marcher la main dans la main avec le serment de fidélité qu'il lui avait prêté le jour de leur mariage » ; mais ce roi chaste et pur s'est endormi du sommeil de la mort au sortir de table, sans confession, sans eucharistie, sans extrême-onction, sans avoir réglé ses comptes. Enveloppé de ses péchés, il est condamné à brûler jusqu'à ce que les flammes aient consumé toutes ses impuretés. Les peines qu'il subit sont telles qu'un mortel ne pourrait en entendre la description : son sang se figerait, ses yeux sortiraient de leurs orbites, ses cheveux se dresseraient sur sa tête comme les aiguilles du porc-épic... L'autre roi, l'usurpateur, l'empoisonneur, le séducteur, l'incestueux, s'il périssait pendant qu'agenouillé il prononce des lèvres une prière à laquelle son âme refuse de s'associer, il irait droit au séjour des bienheureux.

Voilà ce que croit Hamlet, et Shakespeare expose ces croyances avec tant de conviction que je m'étonne presque qu'il l'ait osé devant les sujets protestants de la reine Élisabeth : je ne les savais pas si tolérants ! Comment cette théologie d'un réalisme massif se concilie-t-elle avec la philosophie vaporeuse dont nous parlions tout à l'heure ?

Elles sont totalement incompatibles ; mais Shakespeare a été forcé de les juxtaposer sous un même crâne parce que l'une et l'autre lui sont également indispensables. Qu'Hamlet arrive à voir dans la vie autre chose qu'un rêve, ou bien qu'il cesse de croire aveuglément aux tortures du purgatoire, il n'y a plus de pièce. En effet, la donnée essentielle de la pièce, c'est la révélation du spectre : supprimez-la, remplacez-la, je suppose, par la découverte de quelque papier compromettant; Hamlet n'aura pas reçu, d'en haut ou d'en bas, une mission vengeresse; il n'aura pas, imprimée au fond de l'âme, cette terreur sacrée qui ne lui laisse aucun repos; il ne frémira pas de compassion jusque dans les derniers fibres de son être à la pensée des indicibles souffrances de son père bien-aimé. Il faut absolument une pareille secousse pour remuer cet être inerte, « non moins endormi que l'herbe qui pousse grassement sur les bords du Léthé », et il ne la ressentira que si les flammes infernales sont pour lui une réalité aussi certaine que l'existence du soleil.

D'autre part, comment expliquer qu'il reste infidèle à sa mission, ce qui est le sujet même que veut traiter Shakespeare? Parler de scrupules de conscience est hors de saison, je le répète. Ne mettre en relief que son tempérament maladif, son indolence lymphatique, ce serait répugnant, et Shakespeare veut que nous nous intéressions à son blême héros. Il lui donne une philosophie délétère. C'est elle qui, jointe à son irrésolution naturelle, aura raison de ses serments et rendra stériles ses sentiments les plus nobles. Mais elle est elle-même pleine de noblesse. Elle justifie l'inaction d'Hamlet, puisque la résignation devant l'inévitable est le dernier mot de la sagesse qui ne consent pas à se laisser duper. Elle transfigure sa mélancolie qui devient comme l'expression de l'incurable souffrance de l'hu-

manité. Or « rien ne nous rend si grands qu'une grande douleur ». Sur la scène du monde, à peine différente des planches où des acteurs, grimés en tyrans, commettent des crimes imaginaires et, déguisés en fils d'Anchise, racontent en pâlissant les malheurs fictifs d'Hécube, cette philosophie met à part, comme un être d'une nature supérieure, le seul homme qui ne soit pas le jouet de son rôle, le prince qui aime mieux être un étudiant qu'un fils de roi, rêver que combattre, pleurer que punir, et elle l'autorise pleinement à fouetter de sa hautaine ironie, plus terrible que la lame empoisonnée, toutes les marionnettes des conventions mesquines et des passions grimaçantes. « *I will speak daggers*, mes paroles seront des poignards ! ».

Il existe divers ordres de grandeur, disait Pascal. Un des derniers dans l'ordre de la force, Hamlet se trouve être le premier dans l'ordre de la pensée, qui, ici du moins, dépasse l'autre de cent coudées. Ainsi l'a voulu son puissant créateur, de propos délibéré ; car la légende où il puise ne connaît point un pareil prince danois : le sien est un barbare, féroce et faux comme les pirates de l'âge de bronze, n'ayant certes rien d'un cœur lâche, *pigeon-liver'd*, ni d'un penseur mélancolique pour qui la vie est un songe. C'est Shakespeare qui a créé celui-ci de toutes pièces, — si moderne, qu'il semble presque appartenir à la fin de notre dix-neuvième siècle, à l'âge des volontés flasques et de la pensée surmenée. Que sous les Tudors quelqu'un ait entrevu ainsi l'un des nôtres, cela me paraît surprenant, et plus surprenant encore que ce poète dramatique, dont la qualité maîtresse est une vigueur incomparable dans l'action, ait entrepris un jour de glorifier l'inertie. Et il n'y a pas à le nier : le personnage en qui il l'incarne, le plus discuté de ses héros, est aussi celui qui compte les admirateurs les plus passionnés. Donc il est vivant.

ENCORE HAMLET

28 octobre 1886.

Quelques lecteurs, ayant trouvé, paraît-il, un certain intérêt aux observations que j'ai présentées il y a quinze jours sur le caractère d'Hamlet, me demandent de compléter cette étude. Je me rends à leur désir.

I

Le caractère d'Hamlet est tout entier une création de Shakespeare. La légende danoise, qu'il l'ait lue dans Saxon le Grammairien, ou dans la version française de Belleforest, ou dans la reproduction anglaise, ne lui a fourni aucun des traits de son héros, ni l'irrésolution provenant d'une faiblesse du tempérament, ni la philosophie nominaliste qui décourage l'action, mais qui donne à la pensée d'Hamlet une noblesse incomparable. C'est également de sa propre imagination que Shakespeare a tiré l'apparition surnaturelle, seule capable d'ébranler un être aussi lymphatique et contemplatif.

Il n'en est pas de même de la folie simulée. L'Hamlet de la légende contrefait l'imbécile. C'est en suivant cet exemple que l'Hamlet du drame dit à ses amis, aussitôt après que le spectre lui a révélé l'horrible secret : « Il pourra m'arriver de me conduire d'une manière étrange

et bizarre et je jugerai peut-être à propos de m'affubler dans la suite d'un rôle bouffon. » Plus tard, dans la terrible scène avec sa mère, lorsqu'après lui avoir pardonné il reprend un instant son ton d'impitoyable ironie, lui conseillant de s'abandonner aux caresses de son complice : « Vous lui révélerez alors, n'est-ce pas? dit-il, toute cette affaire, comme quoi je ne suis pas fou en réalité, mais fou par artifice! » Et sa mère repentante lui répond du ton le plus solennel : « Si les paroles sont faites de souffle et le souffle de vie, sois assuré que je n'ai pas assez de vie pour jamais souffler une parole de ce que tu m'as dit. » Elle pourra dès le lendemain mettre sur le compte de sa folie bien connue le meurtre de Polonius; elle n'en sait pas moins désormais que cette folie est un masque.

Mais pourquoi Hamlet revêt-il ce masque? Dans la légende, la simulation d'imbécillité s'explique par le fait seul que le meurtre est connu. L'usurpateur, en effet, n'hésite pas à l'avouer; il essaye seulement de le justifier par les violences de la victime. Le fait matériel étant certain et la justification sujette à bien des objections, l'usurpateur doit redouter la vengeance de son neveu. Celui-ci court donc un danger réel; comme Brutus à la cour de Tarquin, il se fait passer pour inoffensif en affectant les allures d'un idiot. Dans le drame, personne ne doute que le vieux roi ait péri à la suite d'un accident; nul soupçon n'atteint ni la reine ni le second mari Claudius. Pourquoi Claudius verrait-il en Hamlet un vengeur? Il ne peut savoir que des flammes du purgatoire est sorti un témoin irrécusable de son crime. Il vit dans une tranquillité parfaite et dès lors Hamlet n'a pas besoin le moins du monde de se déguiser en bouffon.

Ce déguisement paraissant tout à fait inutile, bien des critiques ne veulent pas y croire et pensent

qu'Hamlet est fou très sincèrement. Des textes irréfutables, je viens de le montrer, disent le contraire.

Ce n'est pas pour échapper à un danger qu'Hamlet simule la folie, d'accord! Cette simulation finira, au contraire, par lui devenir périlleuse, car le roi, qui n'est pas sot, ne tardera guère à la trouver suspecte. « Non, dit-il bientôt, ses discours, quoique manquant un peu de suite, ne ressemblent pas à ceux d'un fou. Il y a en lui quelque chose que sa mélancolie couve et ce qu'elle fera éclore pourrait bien être une menace. » Hamlet est si inconséquent! Après une longue conversation avec ses anciens amis Rosencrantz et Guildenstern, pétillante d'esprit et d'humour, pénétrée de philosophie, remplie de franchise sur la perte de sa gaieté, il les congédie brusquement par ces mots : « L'oncle qui est mon père et la tante qui est ma mère s'abusent : je ne suis fou que par le nord-nord-ouest; quand le vent souffle du sud, je distingue un faucon d'un héron. » Allez donc croire à la démence d'un pareil discoureur! Il est vrai que, dès qu'un homme passe pour aliéné, on découvre que tous ses propos sentent la folie; aussi Rosencrantz s'en va-t-il émerveillé de tant de « folie rusée, *crafty madness!* » Le roi ne s'y laisse pas prendre.

Quel but poursuit donc Hamlet?

Les longues combinaisons, les desseins compliqués ne sont pas son affaire. Il pourra par précipitation, comme il le dit lui-même, échanger les missives du roi à la cour d'Angleterre pour sauver sa vie; il pourra imaginer la représentation de la *Mort de Gonzague* pour arracher un aveu au coupable ; il est hors d'état de s'astreindre, pareil à Brutus, à un plan qui embrasserait toute son existence. Il vient de lui être révélé que le mari de sa mère est l'assassin de son père : le frappera-t-il sur le champ ? Oh non ! il attendra, il ruminera,

il gémira. Mais, en attendant, quelle attitude adopter en face des coupables, si intimement mêlés à sa vie journalière? Quand il reparaîtra tout à l'heure devant eux, leur laissera-t-il voir que le rideau s'est déchiré qui lui cachait la tache de sang? Impossible! D'autre part, faire exactement comme si rien ne s'était passé, c'est au-dessus de ses forces. Eh bien, il prendra un air fantasque, qui lui est du reste assez naturel. On le lui a vu plus d'une fois; il l'exagérera maintenant. Parfois il négligera sa tenue, « le pourpoint défait, les chausses froissées »; il renoncera à ses exercices accoutumés (tout en continuant, il est vrai, l'escrime), il se promènera des heures entières dans une galerie, un livre à la main, que souvent il ne lira pas; il paraîtra accablé, ce qu'il est certes au plus haut degré, en proie à une mélancolie profonde, d'où il sortira pour jeter à droite et à gauche des propos étranges. Rien de tout cela ne lui sera difficile. On y reconnaîtra sa tristesse antérieure, avec une pointe de bouffonnerie que l'on pourra, si l'on veut, traiter de folie. De la sorte, sans se faire violence, il parviendra à renfermer dans son cœur le secret qui le brûle.

Au fond de tous ces discours, nous retrouvons son humeur sombre et sa philosophie désespérée; quant à la forme, elle est imprévue, presque toujours recherchée, et c'est dans cette forme qu'il y a de la simulation, de la pose.

Mais ce qui distingue les traits d'esprit d'Hamlet, c'est l'amertume. Il profite de sa réputation d'insensé pour fustiger, avec autant de méchanceté que le fou d'un roi, tous ceux qui lui déplaisent et spécialement les courtisans à qui il ne peut pardonner de ramper lâchement devant l'usurpateur. Il prend plaisir à les faire changer d'avis quatre et cinq fois en une minute. Parfois il devient superbe d'indignation et d'éloquence.

Guildenstern essayant de lui soutirer son secret, il le prie de jouer de la flûte : « Cela est aussi aisé que de mentir. » L'autre se récuse, il n'y entend rien : « Et vous voudriez jouer de moi ? vous voudriez avoir l'air de connaître mes clés ? vous voudriez me faire résonner à travers toute ma gamme ? Par la sambleu ! croyez-vous qu'il soit plus aisé de jouer de moi que d'une flûte ? » Je voudrais connaître des fous qui parleraient avec autant de justesse et de verve ce langage figuré.

Y a-t-il çà et là des discours vraiment insensés ? Bien peu, en tout cas. Certains mots font le désespoir des commentateurs qui d'ailleurs ne sont pas bien sûrs du texte, les premières éditions de Shakespeare ayant été faites avec infiniment peu de soin. Mais de propos décidément absurdes, de non-sens avérés, je doute qu'on en cite plus de deux ou trois. C'en est un, je pense, quand, parlant du cadavre de Polonius qu'il a caché, il dit : « Le corps est auprès du roi, mais le roi n'est pas auprès du corps. » Il m'est impossible d'introduire une signification quelconque dans ces syllabes. Il ne faut ni une maladie mentale bien caractérisée ni une puissance de simulation bien extraordinaire pour tomber de temps à autre dans ce radotage ; mais, chez un homme à qui sa situation sociale fait de la gravité une obligation permanente, de pareils propos créent tout de suite une apparence d'étrangeté, ils font dire de lui qu'il n'est pas comme tout le monde. Et cela suffisait à Hamlet. Il y trouvait la liberté dont avaient besoin sa mélancolie et son irrésolution.

Parmi ses actions, j'en trouve une seule qui, étant à la fois absurde et spontanée, pourrait faire croire à l'insanité de son esprit si elle n'était plutôt l'effet d'un emportement subit, qui est le propre des natures faibles.

Le mensonge l'exaspère dans l'expression des sentiments comme dans les sentiments mêmes. « Oh ! cela

m'offense dans l'âme, disait-il aux acteurs, d'entendre un robuste gaillard mettre une passion en lambeaux, en vrais haillons, pour fendre les oreilles des imbéciles. » C'est précisément ce que fait Laërte sur la tombe ou plutôt dans la tombe d'Ophelia lorsqu'il crie aux fossoyeurs avec l'insupportable emphase qui lui est ordinaire : « Entassez votre poussière sur le vivant et sur la morte jusqu'à ce que de cette plaine vous ayez fait une montagne qui dépasse le vieux Pélion ou le fort céleste de l'Olympe bleu. » Hamlet n'y tient pas. Il s'élance à son tour dans la fosse, affirmant que le seul homme dont la douleur comporte une pareille emphase, c'est lui-même, Hamlet le Danois. Cette violence souverainement inconvenante ne dure pas. Comme le dit sa mère, il retombe aussitôt dans « un silence languissant » pareil à celui de la colombe quand viennent d'éclore ses jumeaux au duvet doré. Il est honteux de son action ; s'excusant bientôt auprès de Laërte, il la met sur le compte de sa prétendue folie avec une aisance de parole et une lucidité d'esprit que n'eut jamais un aliéné.

II

Dans cette scène, Hamlet proclame avec une emphase, une jactance toute semblable à celle de Laërte qu'il a aimé Ophelia. « Quarante mille frères ne pourraient, avec toute leur somme d'amour, monter au même total que moi ! » La vraie passion ne parle point de la sorte ; on n'en peut douter lorsqu'on entend Hamlet terminer ainsi son discours ou plutôt son défi : « Sur mon honneur, si tu déclames, je crierai aussi fort que toi ; si le chat miaule, le chien aboiera. »

A-t-il vraiment aimé Ophelia ?

Polonius l'a si bien cru qu'il attribuait la folie du prince à cet amour contrarié. Or, si Polonius se montre

un sot accompli dès qu'il fait la cour à ses seigneurs et maîtres, il ne manque ni d'un gros bon sens ni même de finesse dans les affaires concernant sa famille. Sa supposition a quelque chose d'assez plausible. C'est devant Ophelia qu'éclate pour la première fois le trouble des facultés d'Hamlet. Pendant qu'elle est à coudre dans le cabinet dont elle lui a interdit récemment la porte, sur les conseils de son père, il entre silencieux, dans une tenue débraillée, « pâle comme sa chemise, ses genoux flageolant, avec un regard aussi lamentable que s'il venait de le détacher de l'enfer ». Il lui saisit le poignet, la contemple longtemps et fixement et puis s'en va sans proférer une seule parole. C'est du reste soit en parlant d'elle à Polonius, soit en causant avec elle-même dans la galerie ou pendant la représentation théâtrale, qu'Hamlet tient les propos les plus étranges et les plus durs, allant même jusqu'aux dernières limites de la brutalité. S'il est fou quelque part, c'est bien dans ces deux scènes.

Remarquons-le toutefois, jamais dans ses discours ou ses monologues il ne parle de son amour qui ne paraît guère occuper sa pensée. Il n'a fait d'ailleurs la cour à Ophelia que tout récemment, depuis son retour de Wittemberg, depuis la mort de son père par conséquent. Ces deux mois se sont écoulés pour lui dans une tristesse navrante. Je ne prétends pas qu'un jeune homme accablé d'une grande douleur soit incapable d'aimer. Le contraire serait plutôt vrai. Mais alors, si l'amour prend le caractère d'une vraie passion, il guérira cette douleur ou tout au moins il s'y mêlera intimement, car un cœur humain ne peut contenir séparés l'un de l'autre, dans des compartiments distincts, deux sentiments intenses. Chez Hamlet, nous n'apercevons aucun mélange des deux sentiments ; il ne nous parle que de son deuil, de son désespoir. Son affection

pour Ophelia n'a donc pas été une passion profonde. Mais la gracieuse enfant a pu exercer sur lui un attrait qui, pour ne point pénétrer au delà de la surface de son âme, n'en était pas moins très doux. Il venait la voir fréquemment, et lui tenait de tendres discours, lui « offrant son affection » et y ajoutant « presque tous les saints serments du ciel ». L'innocente Ophelia buvait avec joie ces paroles attendries et Hamlet trouvait sans doute bien du charme à les prononcer.

Mais soudain le prudent Polonius met un terme à leurs amours. Il est trop bon courtisan pour favoriser un mariage qui serait une mésalliance, et il est trop bon père pour tolérer qu'on parle d'amour à sa fille sans lui parler de mariage. Cette défense arrive précisément le jour où le spectre jette l'épouvante dans le cœur d'Hamlet.

Brisé par l'horrible découverte, il se voit encore séparé de son amie. Il a bien dit au fantôme infortuné que désormais rien ne pourra vivre sous son crâne que le mandat de vengeance qu'il a reçu, et il a dit vrai, car ce mandat absorbe toutes ses pensées, dessèche toutes ses joies, et il n'y a certes plus de place en son existence pour les propos d'amour murmurés dans la chambre virginale. Mais son âme est ainsi faite, qu'il trouve douloureux qu'on lui ferme cette chambre, et il en veut mortellement à celui qui a prononcé l'interdiction et il ne sait point amnistier celle qui s'est laissé détacher de lui. Nous reconnaissons bien là le caractère d'Hamlet, incapable d'accepter une situation nette et franche.

Il se montre désormais implacable pour le père et pour la fille. Polonius devient la cible de toutes ses moqueries, d'autant moins excusables qu'elles vont d'un supérieur à un inférieur et d'un jeune homme à un vieillard. Il le tourne sans cesse en ridicule et ne manque pas une occasion de lui jeter quelque parole cruelle tou-

chant son enfant. Rappelez-vous le mot abominable sur « le soleil qui est un dieu et qui accorde ses baisers à une charogne » interrompu par cette question : « Avez-vous une fille? Eh bien ne la laissez pas se promener au soleil! » Quant à Ophelia elle-même, il n'est pas d'impertinences qu'il ne lui débite, tantôt mordantes, tantôt simplement grossières, lorsque, assis à ses pieds, il lui explique la pièce que l'on joue. La scène dans la galerie n'a guère moins de rudesse. Qu'elle est touchante cette pauvre Ophelia lui rendant ses présents parce qu'ils ont « perdu leur parfum, » et qu'Hamlet est blessant lorsque pour toute réponse il lui demande si elle est honnête. Il y a bien ensuite des mots désolés comme ils abondent chez lui : « Vous n'auriez pas dû me croire quand je disais que je vous aimais ; la vertu a beau greffer notre vieille souche (cette souche qu'il tient de sa mère, la femme parjure), nous nous sentons toujours de notre origine. Je ne vous aimais point. » On comprend encore qu'il la conjure d'entrer dans un couvent; on l'excuse même de lui jeter sa malédiction si elle se marie, elle la « chaste » et la « pure »; mais comment peut-il lui attribuer les ruses et les perfidies du sexe tout entier et comment offense-t-il son amour filial en lui conseillant d'enfermer son père, « afin qu'il ne puisse jouer le rôle d'un sot ailleurs qu'en sa propre maison »?

Ophelia, qui l'a connu naguère si doux et si tendre, ne peut douter de sa folie : « Oh ! quel noble esprit est là en ruines ! » Elle le compare à une cloche au timbre argentin, qui, fêlée, rend des sons faux et durs. Puis, faisant un retour sur elle-même, sans déclamation, sans longs gémissements : « Oh ! malheur à moi ! avoir vu ce que j'ai vu, voir ce que je vois ! »

Elle se trompe : Hamlet n'est pas fou, pas plus ici qu'ailleurs, mais ses souffrances sont ici plus intenses parce que la coupe à laquelle il aurait renoncé de lui-

même, on la lui a retirée brusquement des lèvres et qu'il en reste froissé et indigné. Quoiqu'il n'aime plus, l'apparition du fantôme ayant tué en lui toute faculté d'aimer, la réserve d'Ophelia l'exaspère comme une infidélité. Avez-vous observé qu'après avoir tué Polonius il n'a pas un mot, pas une pensée, pour la fille de sa victime? Et pourtant il doit savoir ce que ce père était à cette enfant. Le coup qui enlève la vie à Polonius tue la raison d'Ophelia, tant son âme tenait à ce courtisan qu'Hamlet accablait de ses mépris. C'est une fable qui court le monde qu'Ophelia serait devenue folle d'amour. Shakespeare n'en sait rien. Et il la connaît sûrement à fond, cette fille de son imagination, dont il n'y a pas trace dans la légende, et qui est la plus exquise de toutes celles qu'il a créées.

Que chante-t-elle? « Il est mort et parti, madame, mort et parti; à sa tête est un tertre de gazon vert. » Et puis : « Ils l'ont porté le visage nu dans la bière. » Et encore : « Ne reviendra-t-il pas? Non, non, il est mort! Il ne reviendra pas. Sa barbe était blanche comme la neige. Il est parti! il est parti! » Son père, toujours son père! « Je vous donnerais bien des violettes, mais elles se fanèrent toutes quand mon père mourut. » D'allusion à l'amour d'Hamlet, vous n'en trouverez aucune ; car personne ne songera à leur appliquer, à elle et à lui, la chanson de la Valentine qui entra chez son Valentin mais qui « fille n'en sortit plus. » A peine a-t-elle récité machinalement cette romance populaire qu'elle ajoute : « Je ne puis m'empêcher de pleurer en songeant qu'il l'ont mis dans la froide terre. » Pendant que ses lèvres chantaient un refrain, c'est à son père que songeait ce qu'il lui reste d'âme.

Il me paraît d'une force étonnante, ce quatrième acte où se déroulent toutes les détestables conséquences de l'irrésolution d'Hamlet. Jusque-là il était le maître du

drame. Il avait gagné du temps en simulant la folie ; il avait obtenu un aveu qui confirmait toutes les accusations du spectre ; il pouvait frapper désormais avec une entière sécurité de conscience, et le soir même, comme par une disposition providentielle, il s'était trouvé, l'épée levée, à deux pas de l'empoisonneur désarmé. Mais il a reculé, et au lieu de l'usurpateur il a tué l'inoffensif courtisan. Maintenant, au quatrième acte, pris lui-même dans « la Souricière », puisqu'en arrachant le masque à Claudius il lui a dévoilé son propre secret, il se voit embarqué de force ainsi qu'un condamné. Le meurtre de Polonius a jeté la sœur dans les ténèbres de la folie d'où l'on ne sort que par le suicide, et a transformé le frère d'ami en ennemi irréconciliable. Un complot auquel il est impossible qu'il échappe, si jamais il reparaît, se trame contre lui, qui, hier encore, ne courait aucun péril. Sa lâcheté enfin est comme démontrée mathématiquement par la facilité avec laquelle Laërte a, d'un mot, soulevé le peuple contre le tyran. C'est un effondrement complet d'Hamlet et de sa fortune. Il n'est plus rien qu'un jouet aux mains du hasard. Le hasard lui enverra un navire de pirates pour s'évader ; le hasard lui fournira, par un échange bien imprévu, la lame empoisonnée qui met fin aux angoisses de l'irrésolu comme aux remords et aux perfidies du criminel. Le hasard est le grand dramaturge du cinquième acte, laissant à peine à Hamlet l'occasion de prononcer au cimetière l'oraison funèbre de tout ce qui est humain ; quand un être refuse d'accomplir le destin, le destin s'accomplit avec ou sans lui ; — ici, avec et contre lui.

C'est un spectacle singulièrement pénible que cette banqueroute d'Hamlet. Aussi Shakespeare essaie-t-il de reposer nos esprits, je dirais presque de les égayer par un épisode ; et, avec une hardiesse qui n'appartient qu'à lui, il choisit l'épisode le plus douloureux qui se puisse

trouver, mais qui sous sa main enchanteresse se transfigure en poésie exquise, en pure musique, en un rêve qui nous berce. Je ne trouve nulle page comparable à celle-ci, tissée par la main des fées. Une jeune fille, rendue folle par le chagrin, vient chanter la tristesse de l'éternelle séparation en y mêlant une romance vulgaire, et ensuite, couronnée de fleurs, elle se laisse glisser dans l'onde : il semble que rien ne doive être plus lugubre, et rien n'est plus gracieux et virginal.

Shakespeare, en outre, a voulu, je crois, nous mettre en présence d'une folie réelle afin qu'on vît combien elle diffère de la folie simulée, combien elle est plus vraie, plus humaine, plus digne de notre respect. Chez Hamlet, l'effort est partout, allant jusqu'à la grimace ; chez Ophelia, tout est paisible, parce que l'inconscience règne sans partage.

FIN

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

TABLE DES MATIÈRES

Victor Cousin jugé par ses contemporains..... 1
La correspondance de Sainte-Beuve..... 31
La Révolution jugée par M. Taine..... 47
La Bible..... 65
M. Ollivier et le concile du Vatican..... 93
La politique de Napoléon III en 1866..... 109
La religion nouvelle..... 123
Le parti catholique sous la monarchie de Juillet..... 137
Les Rougon-Macquart..... 161
Les confessions de M. Renan..... 227
Le plan de Bismarck..... 251
Guillaume Ier, empereur d'Allemagne, roi de Prusse..... 279
Le caractère d'Hamlet..... 295
Encore Hamlet..... 307

8474-94. — Corbeil. Imprimerie Ed. Crété.

3 cts

B

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

JUIL 10 '76

a39003 002315223b

CE PQ 0282
.C65 1895
COO COLANI, TIMO ESSAIS DE
ACC# 1383642